

Habitat Jeunes



UNHAJ
UNION NATIONALE POUR L'HABITAT DES JEUNES



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

ministère
de l'Écologie,
du Développement
et de l'Aménagement
durables

ministère
du Logement
et de la Ville

PUCA

plan
urbanisme
construction
architecture

LES ETUDIANTS EN FOYERS DE JEUNES TRAVAILLEURS

D'UN PASSAGE CONTRAINT A UN INTERSTICE PRODUCTIF

2009

Union nationale pour l'habitat des jeunes
12, avenue du Général-de-Gaulle, 94307 Vincennes cedex
Tél. : 01.41.74.81.00 Télécopie : 01.43.74.04.29 - Courriel : unhaj@unhaj.org



Se dire, raconter sa vie, s'ouvrir à son histoire n'est pas une simple affaire, dans une société qui se méfie de sa jeunesse.

Ce travail doit beaucoup à tous les jeunes qui ont participé aux entretiens collectifs qui sont le substrat majeur de nos réflexions.

SOMMAIRE

INTRODUCTION ET ENONCIATION PROBLEMATIQUE.....	9
Interroger la condition des étudiants qui vivent aujourd’hui en foyer de jeunes travailleurs : comprendre l’histoire récente de la jeunesse.....	9
Sources et méthodes : partir de la parole des jeunes, une approche des conditions de vie	13
La parole des étudiants dans ce contexte... ..	15
Des problématiques sociétales qui prennent de plus en plus de place dans les entretiens collectifs.....	15
Autours des notions de jeunesse, de mobilité et d’habitant.....	19
La jeunesse, les jeunes : problèmes de définition.	19
Mettre en perspective la complexité	19
Jeunes, jeunesses de qui, de quoi parle-t-on ? Retour sur quelques références.....	20
Des notions fluctuantes en fonction du temps et de l’espace.....	20
L’état de jeunesse	27
Les jeunes, les jeunes étudiants, ce qu’ils font et comment ils le font... ..	29
Mobilité : définition et « mobilité » du sens.....	29
QUI SONT LES ETUDIANTS QUI VIVENT EN FOYER DE JEUNES TRAVAILLEURS ?.....	35
Caractérisation.....	37
Ventilation par statuts d’activité : la place des étudiants dans le peuplement des foyers de jeunes travailleurs en 2006.....	37
Les étudiants : la représentation par sexes.....	38
Les contours flous de la catégorie.....	38
Pluralité des statuts et organisation des trajectoires	39
Les résidents étudiants sont en moyenne plus jeunes que les autres résidents.	44
Les étudiants des foyers appartiennent à des familles des catégories socioprofessionnelles plus élevées que celles des parents des autres résidents.....	49
Les ressources des étudiants : une évaluation complexe.	51
L’origine des étudiants qui vivent en foyer de jeunes travailleurs : des mobilités géographiques de plus longues distances.	55
Type de situation d’habitat antérieur : les étudiants sont plutôt des primo décohabitation.....	61
Durée des séjours : Les étudiants présents plus longtemps dans les foyers que les jeunes des autres statuts.....	62
Les raisons qui président au choix du foyer : unité et différence.....	65
Particularités des étudiants qui vivent en FJT.....	68
Pour les étudiants des filières générales.	68
Pour les étudiants des filières techniques.....	69
DANS LES ARCANES DES USAGES ET DES MODES DE VIE DES ETUDIANTS QUI VIVENT EN FOYERS.....	71
Comment les étudiants arrivent dans un foyer : Craintes et premiers jugements.....	73

Rapports aux territoires.	80
Des voisinages partagés, proches de la colocation	84
Jeunes étudiants en foyer de jeunes travailleurs : portraits et figures d'usagers.	87
D'une vision pratique a priori... vers une valorisation de l'expérience a posteriori...	91
Les foyers : une ressource pour les étudiants des cycles courts.	97
Quelques exemples de figures	99
Une figure dérivante	
La géographie entre parenthèses, pour un projet de vie alternatif.	99
Stage DESS d'agronomie à Nyons, une bonne expérience de l'espace rural.	100
BTS de machinisme agricole.	101
Saint-Malo : D.U.T. de gestion.	102
Dans les appartements partagés du foyer de Redon.	103
VERS UNE NOUVELLE CONCEPTION DE L'OFFRE ARCHITECTUALE DES LIEUX : QUELLES APPROCHES POUR LES ETUDIANTS ?	105
Réactions autour d'offres nouvelles	105
L'habiter dans tous ses états	106
Esthétique et nouveaux modèles	107
Temps des jeunes et temporalité urbaine.	116
La « ville mobile », de l'utopie à la réalité ?.....	116
Simplicité de mise en œuvre, recours à l'autoconstruction ?	118
Insertion urbaine : habiter un territoire	120
Le voisinage juvénile, la vie collective des foyers.	121
La colocation et la cohabitation dans des espaces partagés.	123
Organisation spatiale des espaces de cohabitation.	125
Synthèse colocation et cohabitation en espaces partagés.....	128
Le collectif foyer : évolution des formes et des fonctions	129
Un projet de hiérarchie des espaces dans une structure d'hébergement collectif récent	131
Espaces intimes : équipement et structuration des logements	135
La taille réduite des chambres.	136
Des « visions » du confort des sens.....	138
Alors, quels modèles de logements ont la faveur des jeunes ?.....	139
Organisation et distribution.....	140
Retour sur l'utilisation du volume.	143
Équipement et ameublement.	144
Le mobilier.....	145
Couplage.....	147
POUR CONCLURE.	151

PREAMBULE

En même temps que l'UFJT (au travers de sa pratique et du peuplement de ses foyers) dépassait une approche catégorielle (en devenant l'UNHAJ) pour répondre à la diversité des situations de jeunesse et affirmer avec force un projet de transformation sociale où la rencontre et la construction individuelle et collective pouvaient se fonder sur le croisement et le partage des expériences singulières d'où qu'elles viennent, le Plan Urbanisme Construction Architecture proposait d'engager une réflexion sur les problématiques des modes de vie et du logement des étudiants en Europe.

C'était pour l'Union une occasion d'un arrêt sur image de vingt ans d'expérience comme une contribution au débat, en partageant une compétence acquise à l'occasion du premier accord cadre nationale avec l'Etat et la Caisse des dépôts sur le regard sur les modes de vie des jeunes. Ce regard aura permis de moderniser en profondeur l'offre de logement pour s'adapter aux nouveaux besoins et nouveaux usages des jeunes.

C'est aussi à partir d'approches de terrain que collectivement l'Union a progressé dans sa connaissance des situations de jeunesse, même au prix d'une remise en cause au moins partielle de son identité native.

Les foyers témoignent de la diversité des situations de jeunesse, dont celle des étudiants. Le passage d'UFJT à UNHAJ, traduit et incarne l'aboutissement d'une réflexion de ces vingt dernières années posant une constatation double d'atomisation et de complexification des statuts en même temps qu'une unification des besoins autour de ce qu'est « être jeune » dans une société incertaine et en profonde mutation.

Si les étudiants font parti intégrante du public accueilli par les adhérents de l'UNHAJ, l'approche comparative avec les autres situations, proposée dans notre réponse à l'appel à projet, est une manière intéressante de mesurer à la fois des similitudes et des écarts dans les façons d'être et de faire, autrement dit, dans la manière d'Habiter.

INTRODUCTION ET ENONCIATION PROBLEMATIQUE.

Interroger la condition des étudiants qui vivent aujourd'hui en foyer de jeunes travailleurs : comprendre l'histoire récente de la jeunesse.

On ne peut pas parler de la condition de vie des étudiants qui résident aujourd'hui dans les foyers de jeunes travailleurs sans évoquer l'histoire de ces structures qui, a priori, ne leur étaient pas dédiées. Comment et pourquoi les étudiants sont-ils devenus des usagers des foyers, au point d'en représenter le cinquième de la population des résidents actuels ?

Comment et dans quel cadre, les étudiants deviennent des usagers des foyers de jeunes travailleurs ?

La réponse à cette question se trouve à la croisée de trois histoires : évidemment celle de l'évolution sociétale dans son ensemble, d'une société industrielle à une société plus morcelée, plus complexe, plus incertaine de son devenir. Mais c'est aussi, celle du temps social de la jeunesse et des modes de passage d'un âge à un autre, de la relation de cette classe d'âges à un avenir incertain.

Enfin, c'est celle d'une organisation (l'UFJT puis l'UHNAJ) dont l'action s'oriente vers le développement d'une offre de logements transitoires pour les jeunes, d'abord pour les jeunes travailleurs, dans une perspective de socialisation, dans un cadre de référence lié à l'éducation populaire et qui a dû adapter son action à une nouvelle « donne sociale ».

Finalement, l'arrivée des étudiants dans le paysage des foyers est un indicateur essentiel des évolutions récentes de la société.

L'expérience actuelle de la vie des étudiants dans les foyers conduit à interroger en quoi leur condition induirait une demande spécifique de logement et donc des réponses particulières. Elle n'est plus celle de la figure mythique d'étudiants qui se confondait avec celle d'intellectuel en devenir, que l'image prenne des accents valorisés, ou ironiques, face à un petit monde, un autre monde, de nantis dont on ne comprenait pas l'utilité, si l'on en soupçonnait même l'existence. Car, à part le médecin, le pharmacien et dans une moindre mesure, l'instituteur ; la vie intellectuelle se trouvait à l'écart des préoccupations communes. Autres temps, autre organisation sociale, autre distinction de classe.

Les étudiants et les autres : les foyers sont de nouveaux lieux de rencontres, l'expression d'une multitude de situations intermédiaires dont celle d'étudiant.

Comment, au regard de la multiplicité actuelle des statuts juvéniles, la condition étudiante a perdu de sa singularité ? Les diplômes universitaires ne garantissent plus exclusivement une entrée immédiate sur le marché de l'emploi, du moins pas au niveau souhaité, d'autant plus quand on doit faire face à d'autres déterminants.

Il faut faire un parcours de stages, l'expérience d'une précarité de « surdiplômé ¹ », parfois faire une expérience de l'emploi, puis choisir de reprendre des études lorsque

¹ : Si cette précarité est souvent évoquée au singulier à propos des post doctorants, pour des professions du champs culturel, on ne dispose que de peu d'informations sur le nombre d'individus qui sont touchés et sur les conséquences

l'on s'aperçoit que l'investissement dans les premières études n'est que d'un faible retour sur le marché du travail.

Alors, la condition étudiante n'est qu'un segment du temps social de certains jeunes, une sorte « d'incertain statutaire, à durée déterminée » que l'on cherche parfois à prolonger, qui conduit à d'autres incertitudes, à la gestion de l'aléatoire de l'entrée sur le marché du travail, lorsqu'il faut se confronter à un deuil des illusions. Même face à des obstacles : être étudiant correspond à un statut au-delà des avantages de la carte d'étudiant, de la sécurité sociale. C'est un temps que l'on peut s'offrir pour réfléchir, pour chercher sa voie et profiter des expériences de la vie, en dehors de la formation. Cette fonction de « latence », ou encore de temps incertain, est souvent mal considérée, comme une manière de profiter du statut et de s'installer dans une attente consumériste. Jeunes consommateurs, le verdict tombe souvent comme un reproche. Mais c'est souvent une manière de prendre ce que l'on a, pour gérer des attentes et des incertitudes, une manière de se débrouiller. Les étudiants n'y échappent pas, même s'il faut s'inquiéter du manque de réussite dans les premiers cycles universitaires, le temps incertain n'est pas forcément improductif... Le statut d'étudiant participe des aléas d'une jeunesse qui se prolonge, il participe d'une expérience plus longue qui se construit dans l'ensemble d'une vie sociale.

La condition étudiante comme situation transitoire du passage à l'âge adulte.

Aujourd'hui, pour les étudiants comme pour les autres jeunes, la notion de mouvement est déterminante dans un rapport au temps de plus en plus complexe, quand les repères se troublent et que les balises du chemin sont de moins en moins lisibles. Le « GPS du temps » doit encore faire des progrès... Il y a un hiatus entre la dictature du présent qu'impose la gouvernance économique et une jeunesse à qui l'on demande de se projeter, mais sans vraiment savoir vers où aller. Les jeunes sont interpellés à la fois pour vivre le présent en donnant des gages (accepter la situation qui leur est faite) et offrir une image d'un avenir aux horizons brouillés pour tout le monde. Mais, pour leur avenir singulier, ils ont le sentiment qu'ils ne disposent pas de l'ensemble des outils pour le concevoir et le construire. Ce qui est en cause, ce n'est pas tant le caractère transitionnel et incertain de la jeunesse, dans lequel on peut « prendre le temps » de l'expérience, des expériences, mais la difficulté de savoir ce qu'on pourra faire demain.

Une société en crise d'avenir, sa jeunesse aussi.

Par rapport aux autres catégories de jeunesse, les étudiants ont eu longtemps le privilège de la gestion du temps juvénile. Entrée à l'université, quelques soit la durée des études, les errements volontaires ou non, les nécessités d'un salariat d'appoint, représentait tout de même une chance d'intégration quel qu'en soit le terme en même temps qu'une manière de vivre le présent. Même s'il s'agit de situations minoritaires, on ne peut pas ignorer ces trajectoires où, au moins pour un temps, le statut d'étudiant permettait de faire autre chose, de tenter une autre expérience dans la vie sociale. On a souvent raillé les trous dans les CV conséquence de pratique militante à plein temps ou d'expériences contre-culturelles, à la fin des années soixante et au début des années soixante-dix.

Le bon temps de la jeunesse d'hier.

que cela a sur des déroulements des carrières. On dispose de quelques indications sur la faiblesse des rétributions des stages et les statuts incertains, sur la durée de ce temps transitoire qui peut aller jusqu'à 35 ans. En revanche, on ne connaît que peu de choses sur les arbitrages que les jeunes doivent faire entre une « activité passion » et les nécessités d'accéder à un salaire décent. Combien sont-ils à renoncer à une filière, à un métier ? Combien sont poussés à un déclassement, comme, par exemple des élèves architectes qui ont fait l'expérience du « grattage informatique en agence et qui deviennent enseignants de technologie et « travaux manuels » en collège pour assurer des revenus.

Cette période est souvent présentée comme un âge d'or de la jeunesse étudiante, des temps heureux qui sont magnifiés au travers des nombreuses autobiographies parues à l'occasion de la commémoration du quarantième anniversaire de Mai 68. Quand des « jeunes retraités » se souviennent de leur jeunesse...

Ce « bon temps passé » ne concerne pas seulement les figures générationnelles qui écrivent sur elles. Il ressort également des rencontres que nous avons pu avoir avec d'anciens résidents des foyers ou de recueil de récits de vie réalisés lors de diverses études sur l'évolution de la vie urbaine. Au-delà des artefacts habituels du souvenir et de la mémoire sélective, il y a une sorte de consensus sur la notion « d'âge d'or » des années soixante et soixante-dix. Ce que nos interlocuteurs évoquent, c'est à la fois l'insouciance de la période et ce qu'elle a permis pour la suite de la vie. Souvent, ils comparent leur situation de jeunesse à celle de leurs enfants et aux inquiétudes qu'elles génèrent pour leur avenir. Une formule résume assez bien l'état d'esprit : « ils font des études meilleures que les nôtres, ils disposent tout de même de l'informatique, des téléphones portables, d'une grande ouverture sur le monde, mais ce n'est pas suffisant pour assurer l'avenir et cela pèse lourd sur le quotidien ». Il nous faut également évoquer une rencontre, à Mantes-la-Jolie, entre des résidents actuels du foyer et des anciens ; rencontre organisée à l'occasion du quarantième anniversaire de l'association. Les résidents actuels sont envieux de la valorisation de la vie collective représentée par les anciens résidents, malgré le constat d'une réelle amélioration de l'offre et la fin des chambres et des sanitaires partagés. Ils sont « stupéfaits » des récits sur l'ambiance collective, le partage, « la rigolade permanente » : « on a l'impression que vous aviez plus de choses en commun, que c'était plus facile de se parler »... « On a aussi l'impression qu'il y avait moins de galères »... « Moi, ça me bluffe de savoir que l'on pouvait être content, d'avoir à la sortie du foyer un logement au Val-Fourré, même quand on était instit. ou infirmière ». Les temps ont changé... La crise urbaine et à la crise de l'emploi sont passées par là. L'intérêt de cette rencontre était également de percevoir la manière dont se génèrent les générations et le jeu de concurrence qui peut exister entre elles. Génération des bonheurs collectifs contre génération des craintes singulières : le trait est forcé, mais il ressort assez nettement de la discussion de la soirée et de sa prolongation dans un temps convivial. On finissait par se demander qui portait le plus la nostalgie entre ce que rêvaient les jeunes d'aujourd'hui et les « anciens jeunes » qui pouvaient se prévaloir d'une réussite individuelle, fondée sur une expérience collective de leur jeunesse. La limite de l'exercice tient au fait que la présence des anciens résidents se fonde sur le jugement qu'ils ont de leur réussite sociale. Néanmoins, ce temps de rencontre apparaît comme une parenthèse dans la défiance intergénérationnelle, comme une découverte, au moins une révélation que des « adultes ont aussi eu une jeunesse ». Mais c'est aussi l'occasion pour les jeunes d'aujourd'hui de mettre l'accent sur des volontés et des comportements collectifs que leur contestent les discours communs qui les assignent au pôle de l'individualisme, un individualisme qu'ils n'ont pas souhaité mais qui s'impose par le *prima* de la consommation, de l'avoir pour être qui induisent inévitablement le singulier et l'individuel. Le collectif s'impose de l'extérieur : il faut avoir ceci ou cela pour être branché, pour participer à l'emblématique d'un groupe, mais c'est individuellement que je peux y accéder ou pas, que je fais des arbitrages en fonction de ma consommation globale. Mais, disposer de tels ou tels objets est une condition d'appartenance à un groupe. Gérer des choix contraints n'est pas simple, mais le désir du groupe reste présent. Il nous semble important d'examiner la manière dont les jeunes s'en arrangent et de considérer l'arrangement comme une création. Cela vaut à la fois pour l'ensemble des jeunes, pour les étudiants, et pour la rencontre des étudiants et des autres.

Puisque le travail s'attache à décrire les situations des étudiants qui vivent en foyers de jeunes travailleurs, ce qu'ils partagent avec les autres résidents, ce sont les nécessités de la mobilité. L'obligation de quitter le domicile parental pour exercer une activité, quand les liaisons sont complexes ou que la distance est considérable. Partager ne signifie pas que les situations soient identiques, que ce soit pour les étudiants entre eux, que ce soit pour les étudiants et les autres. La nature des mobilités est différente et elles conduisent à des comportements et des manières d'habiter diversifiés. C'est ce que nous souhaitons présenter dans ce travail.

Mobilité, un terme générique qui recouvre de multiples réalités.

De ce point de vue, les foyers de jeunes travailleurs sont un excellent lieu d'observation. Alors, bien sûr, il nous faut regarder les conditions de vie des étudiants, mais en comparaison avec les situations des autres jeunes : l'opportunité est intéressante. Alors, quels usages du logement transitoire ? Quels rapports à la mobilité ? Quelles relations entre logement, activité et espace public ? Comment se constitue une expérience globale du passage à l'âge adulte ? Comment se gère la continuité de l'expérience de la vie quotidienne ? Comment se structurent les relations entre le présent et le projet ? Comment se gère la relation entre l'individualité et le collectif ? Voici les questions principales qui structurent notre démarche. Il s'agit à la fois de présenter les différences, qui traversent monde étudiant, que l'on présente trop souvent comme homogène et les différences ou les proximités entre les étudiants et les autres, car certains jeunes travailleurs « sont encore étudiants dans leur tête ». Le statut d'étudiant, caractérisé comme transitoire, n'est plus exclusif, il se prolonge par des statuts intermédiaires qui ne se différencient pas forcément de la situation étudiante quand la formation et l'insertion se poursuivent par d'autres moyens que l'on n'avait pas forcément envisagés. Lorsqu'ils habitent en foyer de jeunes travailleurs, c'est qu'ils sont confrontés à la mobilité. Mais que dire des jeunes étudiants qui choisissent ou se contentent d'une cohabitation prolongée au domicile parental ? Parmi les résidents des foyers il y a ceux qui ont fait cette expérience en amont de leur séjour et de leur statut du moment et qui en parlent, car les entretiens tentent de faire ressurgir des trajectoires : comment s'organise l'arrivée au foyer, comment elle se situe par rapport à la période vécue antérieurement.

Il y a aussi les écarts, avec des jeunes qui ne sont pas et qui ne pourront pas passer par la « case étudiant », pour qui, les dispositions en termes de capital, ne permettent pas d'accéder à la même culture et aux mêmes modes de vie... Des mondes qui s'ignorent, des passerelles incertaines, des différences indépassables ou des rencontres qui s'ouvrent. Les cohabitations vécues en disent long entre le monde étudiant et les autres, entre désir de ressemblance et affirmation des différences, entre légitimation des situations quand on peut prouver, se prouver que le statut d'étudiant n'est pas un passeport assuré à l'insertion. Quand on peut se prouver que l'on n'est pas si différent de ceux qui normalement disposent de meilleures chances d'insertion. Ecarts et ressemblances, une manière d'envisager la condition étudiante et la demande de logement transitoire, dans sa nature et dans l'usage qui en est faite.

Sources et méthodes : partir de la parole des jeunes, une approche des conditions de vie

Au cours des années quatre-vingt-dix, l'UFJT et ses partenaires² s'organisent pour engager une modernisation des foyers de jeunes travailleurs. Parmi les outils mis en place pour organiser la transformation et la modernisation, il y a la « passation jeunes ». Il s'agit, sur la base d'entretiens collectifs de recueillir la parole des jeunes, sur la manière dont ils vivent au quotidien l'offre qui leur est faite dans les foyers et la manière dont ils jugent leur situation dans le contexte social et sociétal. Selon l'objectif initial, il s'agissait de fournir un outil de programmation à destination des maîtres d'œuvre et à destination des équipes pédagogiques pour intégrer la position et la parole des jeunes dans le processus de mutation et à la programmation du changement.

Une connaissance partagée des situations de jeunesse, comme élément programmatique du changement.

L'outil dit « passation jeunes » a été co-construit avec le secteur sciences sociales du CSTB sous la responsabilité de Michel Conan qui avait exploré les arcanes de la participation et de la composition de voisinage³.

L'outil est d'essence monographique, mais il se fonde sur un questionnaire unique élaboré par Bernard Salignon dont voici la structure de la grille résumée. Il est conçu pour réaliser des entretiens collectifs regroupant de dix à quinze jeunes. Il explore les thèmes suivants : la satisfaction (l'estimation de la valeur du compromis réalisé entre des désirs immédiats et les possibilités présentes). La fonctionnalité (possibilité d'adapter les lieux aux pratiques usuelles). La propreté (image du soin dont on est l'objet, renvoyée par l'état courant des lieux de vie commune). L'intimité (possibilité d'exprimer ou de partager des sentiments tendres pour soi-même). L'appropriation (capacité à faire siennes des situations de la vie quotidienne, à s'y impliquer en les adaptant à soi-même). L'image sociale (image de soi renvoyée par la société environnante). La personnalisation (désignation d'un idéal de soi). L'esthétique (capacité à reconnaître l'effort d'autrui vers à idéal à travers sa propre expérience).

Une approche thématique des entrelacs de la vie quotidienne : vécu et représentations.

Des positions analysées à l'aune des différents statuts et situations des résidents des statuts.

Pour chaque thème, questions servent à relancer les discussions du groupe à organiser le débat autour d'exemples très précis de l'organisation de la vie quotidienne. Au préalable, un tour de table est organisé pour que chaque participant puisse donner une

² : Pour l'UFJT, c'est l'opportunité de développer une « mise à niveau » de l'offre bâtie, mais aussi de construire une évolution commune des projets pédagogiques aptes à répondre au plus près de la demande sociale des jeunes et de la diversification de leurs statuts lisibles dans l'émergence de nouvelles situations juvéniles. Pour mener à bien cette modernisation qui touche à la fois au cadre bâti et à l'évolution de la demande une approche d'ingénierie a été mise en œuvre pour aboutir à une connaissance partagée des situations de jeunesse. Cette ingénierie qui concerne également l'approche spatiale et financière est l'un des piliers de l'accord-cadre signé entre l'union des foyers de jeunes travailleurs, La caisse nationale des allocations familiales, l'union nationale des organismes HLM, le ministère de l'urbanisme et du logement, le ministère des affaires sociales et de la solidarité. Il permet une approche collective pour le mouvement et une approche collective, sur les territoires où les foyers développent un processus de modernisation, au travers de la mise en place de maîtrises d'ouvrages collectives. L'idée est de négocier un projet en fonction des spécificités et des dynamiques de territoire. Parmi elles, il y a évidemment la présence des étudiants et la manière dont on répond ou pas à leur demande.

³ : Le CSTB avait, en particulier promu, auparavant, un programme : « Sépia », pour la restructuration et la création de structures dédiées aux personnes âgées. Ces opérations expérimentales semblent plus propices, à la mise en œuvre de dispositions qui bousculent les processus habituels de la conception du logement, dans le cadre de l'habitat des publics spécifiques. Néanmoins, quelques REX ont vu le jour dans des opérations de logement ordinaire. C'est par exemple cas d'une opération à Vauréal, où le maître d'ouvrage (Le logis social du Val d'Oise) et les architectes (Birriotti et Lefèbvre) ont développé une opération de logements à ossature bois en participation avec les futurs habitants. Ces opérations remarquables sont assez peu nombreuses et ne perfont au mieux qu'à la marge le droit commun.

série d'éléments biographiques : l'âge, l'activité, l'origine géographique, la durée du séjour, l'activité et le logement futurs envisagés. Chaque prise de parole des participants est identifiée en fonction de ces critères, ce qui permet de comprendre comment les jugements et positions exprimés sont plus ou moins déterminés par la situation des jeunes et la vision qu'ils ont de leur avenir. Cela permet donc une lecture de l'expression en fonction des différents statuts et offre une possibilité de les comparer entre elles. C'est grâce à cette disposition que nous avons pu faire une relecture des entretiens en isolant, d'une part, la parole des étudiants et, d'autre part, de la comparer à celle des autres catégories de la jeunesse.

Au-delà de l'approche programmatique et fonctionnelle, l'unicité du questionnaire rendait possible une approche transversale et thématique des cent vingt entretiens réalisés. Ils constituent une matière riche, qui peut être traitée selon différentes entrées. Une première approche massifiante a été réalisée et a permis l'écriture d'un ouvrage de synthèse⁴.

Les entretiens sont réalisés en dehors de la présence de membres de la structure pour libérer la parole ou du moins ne pas la contraindre dans des rapports de pouvoir quotidiens. Les rencontres sont organisées avec des groupes constitués sous la responsabilité des structures, sur la base du volontariat et d'une représentation d'une diversité des situations. Ils sont menés par deux personnes : l'une anime le débat, l'autre note au plus près l'expression des jeunes. A la suite, une interprétation du matériau collecté est produite, présentée et discutée ensuite avec les différents acteurs de la structure (équipe, conseil d'administration). Elle garantit l'anonymat des prises de positions, mais le débat organisé permet de ne pas sacraliser des paroles de jeunes et de les confronter aux logiques institutionnelles, de mettre en place des logiques de confrontations de positions, d'organiser le débat. Ce n'est qu'à ce niveau que l'on peut parler de logique de participation, à condition d'organiser la prolongation, du débat et l'émergence d'un projet commun. Souvent, l'interprétation de la parole des jeunes et les réactions recueillies auprès des différents acteurs lors des restitutions à la structure fait l'objet d'un débat commun. Pour sortir des logiques formelles de pouvoir, la médiation est nécessaire. Il s'agissait parfois d'organiser le conflit entre des logiques d'usagers et de gestionnaire. Les paroles font mal, les incompréhensions peuvent être nombreuses, mais des « conflits » gérés peuvent être l'occasion de dépassement donc de projection commune vers l'avenir : avenir de la structure, avenir des jeunes.

Les passations substrat d'une pratique de participative ?

L'analyse constituée peut être ensuite livrée à la sagacité des membres de la Maîtrise d'Ouvrage Collectif [MOC] dans l'objectif de construire la connaissance partagée des situations de jeunesse sur les territoires.

On peut parler d'un outil de « mise à nu » dont les résultats excèdent souvent l'objectif initial, quant à la remise en cause des pratiques, des normes et des règlements, « des droits d'usage » que les jeunes considèrent parfois comme contradictoires avec des objectifs affirmés de responsabilité et d'autonomie. Cette parole sincère des jeunes est donc un révélateur de la manière dont les jeunes vivent leur quotidien et en cela les restitutions de cette parole et de son analyse sont parfois déstabilisantes, pour les associations et les équipes. Des choix qui semblaient construits sur un statut d'évidence sont remis en cause. Une fois passé l'inconfort de la déstabilisation, vient l'opportunité de construire une véritable approche participative, une autre manière d'envisager un

Un outil évolutif, qui interroge les manières de s'arranger d'un « être ensemble », au-delà de la vie en foyer.

⁴ : Bernard Bastien, Philippe Bataille : « *Conseilleriez-vous à un(e) ami(e) de venir ici ? Vivre en FJT. Pour une interprétation des situations de jeunesse* ». UFJT, Editions de l'Atelier. Paris 1998.

vivre ensemble qui ne concerne pas seulement les jeunes entre eux, mais aussi la relation avec les individus qui gèrent la structure.

Ce n'est pas le moindre des effets dans un contexte où les relations intergénérationnelles sont en crise, lorsque les jeunes ont le sentiment d'être dans une société qui ne les écoute pas qui ne les entend pas et qui leur impose et leur demande beaucoup. Dans leurs aléas et dans les surprises qu'ils réservent, les entretiens sont de véritables outils du changement, et pour les jeunes, le changement passe par la reconnaissance et le respect (évidemment nous y reviendrons). Dans le déroulement des entretiens, on constate souvent un schéma identique qui va de la suspicion (est-ce bien utile ?) à une manière de se prendre au jeu de l'expression. Dans bien des cas, les débats se prolongent après la clôture de l'entretien, dans un processus inversé où les interviewés deviennent intervieweurs. Tout cela dénote d'un désir de parole, mais qu'il ne faut pas décevoir dans ses prolongements. Au-delà d'être un outil de production de connaissance, les entretiens collectifs constituent un substrat d'échange, de communication et de participation.

La parole des étudiants dans ce contexte...

Réponse à des questions précises, mais aussi définition de postures et de manières d'être, de conditions d'usage de l'offre qui est faite. Les étudiants, par exemple, sont moins sensibles aux contraintes réglementaires, tout simplement parce qu'ils sont en capacité de les détourner, de maintenir une distance ironique par rapport à la règle en comprenant comment des limites qui s'imposent aux autres ne leur sont pas forcément imposées. Comment on peut fermer les yeux quand les détournements s'appliquent avec art. Donc, au détour d'anecdotes, de situations cocasses de la vie sociale, les entretiens fourmillent de pratiques de détournement, de ruses et d'adaptation ; autant de manière de faire, de construction à l'aune desquelles nous avons relu le matériau pour caractériser les pratiques et les usages des résidents étudiants.

Un outil aux périphéries productives.

Des problématiques sociétales qui prennent de plus en plus de place dans les entretiens collectifs

L'appropriation de l'outil par le réseau UFJT a conduit à quelques mutations. L'approche est devenue de plus en plus conversationnelle permettant aux participants des entretiens de mieux exprimer les angoisses et les incertitudes de leurs positions par rapport à l'ensemble d'une situation sociétale, autrement dit, l'envie de parler d'une situation, bien au-delà de leur condition de résident. Il faut entendre ces dérives discursives, ces moments où « l'on se lâche », pour dire des histoires singulières ; parmi celles-ci des histoires d'étudiants ou d'anciens étudiants.

L'appropriation, c'est aussi de nouvelles déclinaisons de l'outil, pour réinterroger les projets pédagogiques, même si la restructuration du bâti n'est pas à l'ordre du jour. Une grille d'entretien spécifique a été élaborée pour travailler auprès des jeunes qui résident dans des logements transitoires diffus. Une trame d'entretien dite « travail et territoire » a été mise en forme pour interroger des jeunes qui vivent sur un territoire en dehors des foyers. L'enjeu est de saisir une expression collective sur la représentation du potentiel de territoire, la manière dont les jeunes l'investissent en termes d'emploi et de logement, de vie sociale et citoyenne, d'identité au lieu et de relation à l'avenir. A titre d'exemple, les jeunes étaient regroupés à partir du réseau des missions locales, d'actions de formation, de petits pôles universitaires.

Développement de l'outil au service du rapport entre politique de la jeunesse et développement local.

Parfois, mais plus rarement, les groupes étaient constitués à partir de mouvements de jeunesse comme le MRJC. Ces entretiens étaient utilisés dans le cadre d'études spécifiques qui exploraient les conditions de développement de politiques locales de la jeunesse et de leur intégration aux territoires. Quelques groupes étaient constitués sur une thématique particulière comme les « jeunes de fin de semaine » dont l'objectif était de comprendre comment les jeunes vivaient une bipolarité spatiale entre la ville où ils exercent une activité et le week-end où ils reviennent dans leurs familles et leurs réseaux amicaux.

Comment fonctionne cette décohabitation à temps partiel ? Quelques études ont été consacrées spécifiquement à la question des étudiants⁵.

L'outil a également fait l'objet d'approches spécifiques autour, par exemple, des questions de santé et d'alimentation des jeunes. Il s'agit à la fois d'examiner des pratiques, à la fois dans des logiques fonctionnelles et symboliques⁶. Concernant l'alimentation, les risques de la morale hygiéniste sont présents dans l'injonction du « mangez correctement », en oubliant parfois la fonction de sociabilité et de convivialité des repas, et les « dérapages diététiques » que la recherche du plaisir qu'autorise. Ce thème de l'alimentation est un révélateur des comportements des jeunes, à la fois en termes d'individualisation (« mon corps est mon corps, j'en fais ce que je veux ») et ce que les repas permettent d'être ensemble et de solidarité. Au travers de cette approche particulière, on perçoit des situations plus globales comme la difficulté de se nourrir correctement au regard de l'étréitesse des ressources des jeunes, comme la difficulté que rencontrent les jeunes pour faire des choix de consommations, au-delà du fait de satisfaire des besoins primaires, quand la question du choix leur apparaît comme une manière d'exister. Pour les jeunes, consommer c'est choisir, mais ils sont confrontés à des choix restreints et contraints. Alors ils ne goûtent guère les injonctions et les recommandations qui leur sont faites pour une alimentation saine. Encore une fois, l'incompréhension, mais elle est exprimée... Concernant les étudiants, qui ont participé à ces entretiens spécifiques, nous avons pu collecter des relations de pratiques qui mettent en avant les solidarités familiales : « les mamans Tuperweres ». « trois jours de bouffe du soir, pour s'éclater avec les copains le jeudi soir, avant de rentrer à la maison pour la fin de la semaine ». Ce fut également l'occasion de pointer les difficultés que rencontrent les étudiants des petits pôles universitaires quant à leur alimentation, parce que le CROUS n'est pas présent et que certaines formations, à recrutement géographique large, empêchent des retours fréquents dans la famille. Ceci conduit à des conditions de vie plus difficiles et des problèmes d'intégration à un territoire qui n'est guère propice à la vie de jeunes gens en mobilité.

Des approches particulières qui révèlent des comportements globaux.

Redonner du sens et de la valeur à la notion de logement transitoire pour les parcours résidentiels de débutants.

⁵ : Ces études de portée territoriale concernent, par exemple, le département de la Manche, autour de l'organisation des mobilités et de l'installation des jeunes dans un réseau de territoire. Dans la région Nord-Pas-de-Calais, c'est une problématique identique, mais dans le cadre d'un réseau de villes plus dense et dans une logique de métropolisation. Une étude a été consacrée à la place des jeunes dans un territoire très rural : le pays de Parthenay. Dans le cadre du programme « leader plus » (programme européen), une étude a été développée sur le pays de Dinan, un pays qui perd sa jeunesse et qui est écartelé entre les polarités urbaines fortes de Saint-Brieuc, Saint-Malo et Rennes. Autre approche territoriale, les jeunes et les logiques de développement local en Gironde. Une approche spécifique a été développée sur la situation des jeunes dans un espace de désindustrialisation de Lorraine : le Val de Fensch... Les études spécifiquement dédiées aux étudiants concernent principalement des petits pôles universitaires ou pôles annexe, lorsque l'offre du CROUS est inexistante. C'est le cas de Gap, de Thionville, de Saint-Malo. Comment, dans ces territoires de villes moyennes, se gère une présence, forcément transitoire, des étudiants ?

⁶ : Une synthèse d'une vingtaine d'entretiens a été réalisée autour d'entretiens réalisés en Auvergne et en Rhône-Alpes sur la question de l'alimentation. Bernard Bastien : « *L'alimentation des jeunes au filtre des mutations sociales. S'adapter et créer. Evolutions récentes* ». UFJT Auvergne, UFJT Rhône-Alpes, union nationale des foyers de jeunes travailleurs. 2006.

Enfin, plus récemment, les entretiens se sont enrichis d'une rubrique nouvelle qui explore la réaction des jeunes par rapport à de nouvelles tendances pour une offre de logements transitoires : comment se situent-ils, par rapport un nouvel air du temps, pour gérer les questions du logement des débutants dans un contexte d'incertitude et de prolongation des conditions du passage à l'âge adulte. On parle beaucoup des containers, « d'algécos déguisés », d'industrialisation de la production. Il s'agit de faire réagir les jeunes, sur le rapport entre leur situation transitoire et l'offre d'un logement transitoire.

Peut-on sortir de la représentation de l'habitat de transit des années soixante, lorsque l'on assiste à un glissement de l'habitat thérapeutique à l'habitat sanction. Au logement s'attache la notion d'installation et le transitoire est suspect. Pour les jeunes, c'est même une suspicion d'instabilité et donc de risque de rupture du contrat. C'est là un paradoxe, lorsque l'on demande aux jeunes toujours plus d'adaptabilité, de flexibilité, de mobilité, à la fois pour leurs études et l'adaptation au marché de l'emploi et les politiques de logements sont généralement fondées sur la fixité ou la fixation. Comment les jeunes s'arrangent de cette injonction paradoxale, c'est aussi ce que nous recherchons dans les entretiens.

Le matériau constitué par les entretiens est fondé sur des représentations. Elles sont donc suspectes de « non scientificité » où au moins de demandes illégitimes de jeunes « qui en veulent toujours plus ». L'accusation du jeune consommateur n'est pas loin quand il faudrait qu'ils se contentent d'une offre qu'on leur dédie en fonction de leurs statuts et de leurs ressources. Le besoin surtout quand il est défini de l'extérieur abolit le désir, considéré comme un luxe... Pourtant, le désir doit être perçu comme une projection, une manière d'envisager l'avenir... Et une manière d'envisager un présent soutenable. Les entretiens nous apportent l'épaisseur d'un vécu, dans les entrelacs des jugements, des sensations, des ressentis, mais aussi dans l'expression de pratiques et d'usages, de ruses et de détournements, d'adaptations ; autant de pratiques culturelles : certaines spécifiques à des groupes statutaires, à des appartenances culturelles, d'autres partagées par l'ensemble de la classe d'âges. C'est l'opportunité de saisir des « arts de faire »⁷ et donc des manières d'habiter. Et habiter c'est vivre sa jeunesse. Habiter est une production, c'est cette production que l'on souhaite mettre en valeur. Car la question du logement n'est pas une stricte affaire de réponse à un besoin, bien réel certes, pour les étudiants et pour les autres jeunes. Elle est affaire de substrat : « de quoi je dispose pour construire ma vie », pour me constituer une expérience totale de vie. Comment le logement y participe, en particulier dans le cadre d'un voisinage juvénile ce que proposent les structures d'hébergement collectif ? « C'est ainsi que les jeunes vivent » telle peut être la formule qui résume l'enjeu des entretiens.

Donc, un outil de révélation qui permet de caractériser de décrire et d'incarner des vies quotidiennes, des différentes catégories de jeunesse qui fréquentent les logements transitoires. Évidemment, dans le cadre de ce travail, nous balayons l'ensemble du matériau recueilli dans une logique comparatiste des situations des étudiants et des autres, mais aussi sur ce que disent les jeunes en activité de leur passé d'étudiant. Cette notion de continuité de trajectoire apparaît très illustrative des situations de jeunes, quand l'obtention d'un diplôme et d'une qualification ne suffit pas à gérer, de manière définitive, une insertion sur le marché de l'emploi, quand on est contraint à une mobilité que l'on n'avait pas souhaitée.

A la recherche des sensations, des formes sensibles de la vie sociales, des manières d'habiter, donc de faire.

La place du statut d'étudiant dans les trajectoires des jeunes.

⁷ : Nous référons à l'approche de Michel de Certeau : « *L'invention du quotidien. Arts de faire* » tome 1. 10 / 18 Christian Bourgois. Paris, 1980.

Implicitement, la constitution des groupes d'entretien se fait sur la base du volontariat et la capacité de mobilisation des équipes locales de leurs résidents. Alors, la tendance est que les jeunes, les mieux insérés, les mieux capables de mobiliser la parole, sont plus participants. Les étudiants en sont. Lors du déroulement des entretiens, ils sont aussi plus « bavards ». Souvent les jeunes moins intégrés attendent la parole des étudiants qui est parfois une défense, car ils perçoivent des différences de traitement entre eux et les autres, certains s'en émeuvent et les contestent... Pour donner un ordre d'idée, les étudiants représentent à peu près le quart des participants aux rencontres alors qu'ils ne représentent que le cinquième des résidents en foyer selon l'observatoire des résidents⁸.

Les étudiants mieux représentés dans le corpus des entretiens.

8 : Nous nous référons à deux sources. L'observatoire des « dossiers verts » qui présente des données agrégées des différentes structures adhérentes à l'union. Il a l'avantage d'une quasi exhaustivité, mais il ne permet pas le croisement des données. Cela est possible avec un échantillon de 4000 résidents, dont les données sont présentées en ligne et qui permettent des croisements de données, pour des caractérisations plus fines.

Autours des notions de jeunesse, de mobilité et d'habitant

La jeunesse, les jeunes : problèmes de définition.

Il peut paraître vain d'interroger le sens de termes qui semblent si bien définis dans la pensée commune. Mais dans l'histoire récente montre une pluralité de sens et de représentations qui s'entrechoquent dans les discours de désignation, car au-delà des définitions formelles ou savantes, les désignations revêtent un caractère idéologique ou moins sensible, dans des modes discursifs où les jeunes font plus souvent l'objet de jugements que d'analyses. Parler de la jeunesse, c'est souvent témoigner d'une crainte face avenir sociétal incertain et actuellement la charge est forte ; c'est en même temps évoquer le « paradis perdu » de sa propre jeunesse...

Depuis, maintenant près de trente ans, la jeunesse est le plus souvent envisagée comme un problème, comme le miroir grossissant des incertitudes d'une société en mouvement qui a parfois des difficultés à lire et à maîtriser ses évolutions. Durant les années quatre-vingt, les jeunes furent l'acteur emblématique et même le « bouc émissaire » de la révélation de l'anomie urbaine, des phénomènes de violence dans l'espace public, de la crise d'un urbanisme qui avait favorisé la privatisation de la vie quotidienne et l'individualisation au détriment des sociabilités collectives. Sous les braises qui couvaient, dès les années soixante-dix, dans les Z.U.P., les cités et les grands ensembles, les événements se sont multipliés, formant une chronique toujours alimentée : des voitures qui flambent aux Minguettes, à la mort du petit Toufik aux « 4000 logements » de La Courneuve au début de la décennie ; de la cité des Indes à Sartrouville, au « Mas du taureau » à Vaulx-en-Velin, aux Bosquets à Montfermeil en fin de la décennie et enfin l'explosion généralisée de 2005. La figure du jeune loubard ou de l'envahisseur barbare s'impose, mais dans la même période, la contestation estudiantine se développe également : des mouvements de 86 et de 87, au mouvement contre le C.P.E.⁹. Des contestations qui ont marqué le destin politique de la France et qui montraient que le malaise de la jeunesse ne se limitait pas à des marges, à ces jeunes de banlieue dont on pouvait fustiger les comportements. Mais, qu'il s'agisse d'événements dramatiquement symboliques, comme la mort de Malik Oussékine, ou de la fin de manifestations violentes dont les exactions sont attribuées aux jeunes de banlieue, on constate une fusion de la colère si ce n'est des revendications d'une jeunesse unie dans l'incertitude de son devenir et dans le trouble d'un conflit intergénérationnel qui enfle et qui pose l'acteur jeune au pôle négatif des difficultés rencontrées par la société dans son ensemble (Gérard Althabe, à propos du grand ensemble de Nantes Bellevue).

Mettre en perspective la complexité

Il faut bien constater que ce qui est présenté comme une « unification » de la jeunesse dépend d'abord de définitions externes qui se fonde sur l'incertain et la crainte de l'avenir. Comme toujours en de pareils cas, la désignation est restrictive et ne permet pas de rendre compte de la complexité. C'est l'un des enjeux de cette étude que de

⁹ : Les expressions sont nombreuses qui tendent à renforcer les oppositions catégorielles au sein de la jeunesse : entre une jeunesse étudiante dont les revendications seraient légitimes et les jeunes des banlieues dont la violence de l'expression appelle à des condamnations radicales. On se souvient aussi de condamnations plus globalisantes comme le célèbre article du chroniqueur du « Figaro » Louis Pauwels intitulé le sida mental, une expression particulièrement outrée de l'incompréhension intergénérationnelle qui conduit des pans importants de la jeunesse à se défier de l'organisation démocratique d'une société qui ne les écoute pas, qui ne les entend pas.

restituer les arcanes de ces différences et les modalités de leur expression. Il apparaît nécessaire d'éclairer le paradoxe suivant : la jeunesse comme catégorie se renforce, au moment où explose en son sein une diversité statutaire de plus en plus importante, à la fois dans la composition de sous catégories et dans l'organisation des parcours individuels. Si l'on revient singulièrement aux étudiants, il convient de mettre en avant l'extraordinaire diversité de la rentabilité des cursus et des formations. Car, si, à ce niveau, l'efficacité de l'« X », des « Mines » et des autres « majeurs » reste une valeur sûre ; elle est moins certaine pour de multiples cursus et particulièrement dans les formations de sciences sociales. Que faire aujourd'hui avec une licence de philosophie ou de sociologie, comment rentabiliser un cursus d'étude à moins de cinq années de formation. Nous sommes bien loin du temps des années soixante que décrivaient Hamon et Rotman, dans le premier tome de « Génération », lorsque, malgré une augmentation sensible du nombre d'étudiant, il était envisageable d'escompter un débouché dans la vie professionnelle¹⁰.

Corollaire de la désignation de la jeunesse comme problème, des approches plus militantes tentent de porter un discours plus positif : la jeunesse comme ressource, en particulier si l'on veut se situer dans la perspective du « durable », ce mot magique, au sens incertain, qui traverse la plupart des discours politique lorsque la société est en prise avec la tyrannie d'un présent perpétuel. Jeunesse et avenir sont mots fortement articulés pour la construction du long terme, mais la crise du présent n'hypothèque-t-elle pas la relation des jeunes à l'avenir et donc plus globalement le devenir social ? La jeunesse est donc pour certains un « devoir d'avenir » (rapport Charvet pour la commission du plan), « les jeunes de 16 à 25 ans, une chance pour la Bretagne » (document du Conseil Economique et Social Régional. Cario et Lemesle), « Les jeunes du pays de Dinan : un atout pour son avenir » (Pays de Dinan, association steredenn, Bernard Bastien). Dans chacun des cas nous sommes, à des niveaux territoriaux différents, à la fois dans l'expression d'une volonté nécessaire, d'un projet mais aussi d'un changement de focale quant au regard à porter sur la jeunesse. Rappelons que cette conception traverse l'histoire de l'U.F.J.T. et de U.N.H.A.J., s'inscrit dans l'histoire du mouvement.

Elle était « inscrite dans le marbre » dans une motion d'orientation du début des années quatre-vingt-dix qui rappelait que l'union témoignait à la fois des difficultés rencontrées par les jeunes, mais aussi de leurs formidables potentialités. Ici, se croisent, très logiquement, un moment de l'histoire de la jeunesse et de l'histoire d'un mouvement.

Jeunes, jeunesses de qui, de quoi parle-t-on ? retour sur quelques références.

Il n'est pas question, dans ce travail, d'entrer dans les entrelacs complexes des définitions qui s'attachent à ces termes. Il semble néanmoins nécessaire de revenir sur quelques-unes qui nous permettront, en particulier de mettre en évidence les invariants et les caractéristiques fluctuantes qui dépendent à la fois d'organisations territoriales et temporelles.

Des notions fluctuantes en fonction du temps et de l'espace.

10 : Hervé Hamon, Patrick Rotman : « Génération. Les années de rêve » Seuil. Paris 1987.

Du point de vue territorial (il faut entendre l'organisation que l'on se donne gérer le territoire), les comparaisons transnationales sont très fructueuses. Nous pensons en particulier aux travaux de Cécile Van de Velde, fondés sur la manière dont s'organise la transition à l'âge adulte à partir de comparaisons entre différents pays européens, particulièrement pour ce qui concerne l'accès au logement¹¹. Elle montre, entre autres, les différences d'âges de décohabitations dans les différents pays qui tiennent à la fois des politiques publiques à l'œuvre quant aux possibilités d'accès au logement, de l'impact des cultures familiales dans la manière de produire des individualités. De pays à pays, de l'Europe du Nord à l'Europe du Sud, les conditions du passage à l'âge adulte sont différentes.

Dans le cadre de faits sociaux, certes moins marqués, notre approche doit permettre de déceler des diversités d'expressions territoriales infra nationales. Les situations des jeunes Français ne sont pas identiques qu'ils soient installés dans des grandes villes ou les villes moyennes et petites, moins encore dans l'espace rural. Ces différences sont le produit d'une conjonction de phénomènes comme la tension plus ou moins importante des marchés locatifs de petits logements, l'importance des parcs dédiés... Mais, les différences tiennent aussi de l'offre d'activités et d'emplois : concentration de lieux de formation, nature des emplois offerts selon les types d'activités et les statuts (stages, CDD, CDI...). Enfin on ne peut pas s'abstraire des autres ressources offertes pour les autres domaines de la vie quotidienne comme l'accès à des loisirs en phase avec la demande de la classe d'âges ou des segments qui la composent. Car, malgré les tendances à l'homogénéisation de la catégorie, l'approche des pratiques dénote de différences sensibles d'appartenance à des groupes et d'adhésion à des mouvements de mode. Il s'agit de tenir compte de la globalité de ce que les territoires offrent à une expérience juvénile dans tous les domaines de la vie quotidienne. Cette question spatiale, la nécessité d'approprier un territoire, est d'autant plus importante que les mobilités s'imposent bien souvent aux jeunes. Ils doivent, pour gérer leur entrée dans l'emploi, se déplacer à plusieurs reprises, assurer des allers et retours avec le territoire d'origine et parfois prendre la décision d'un départ définitif. Elles s'imposent comme une nécessité qui réclame des compétences dont tous les jeunes ne disposent pas. Bien sûr nous y reviendrons tout au long de ce travail, en comparant en particulier le statut d'étudiant aux autres statuts juvéniles.

Le second point de relativisation tient au temps et à l'histoire. La jeunesse se constitue en fonction d'un moment et d'une histoire sociale et sociétale qui définit des modalités différentes de gestion du passage à l'âge adulte. En cinquante années d'histoire, l'Union aura pu constater le passage d'une jeunesse à une autre ; de la jeunesse d'une société industrielle arrivant à son apogée, où les appartenances identitaires étaient fortement marquées, à une jeunesse d'une société de consommation dont le corollaire est l'individualisation et la dilution des appartenances collectives et l'atomisation des statuts. Finalement, malgré des interrogations déstabilisantes et des résistances, on peut lire l'histoire de l'Union comme une adaptation permanente aux évolutions des situations de jeunesse. Si, pour les mieux armés, l'individualisation peut représenter un gain de liberté, pour les plus démunis, elle conduit à la disparition de la protection des groupes, quand l'individualisation devient synonyme d'isolement, un isolement qui parfois se superpose au cumul des handicaps sociaux. Si dans sa période native l'Union

11 : Cécile Van de Velde : « l'autonomie des jeunes adultes une affaire d'état ? Des politiques publiques aux cultures familiales en Europe ». Informations sociales, « Les individus et leurs appartenances » n° 145, février 2008.
« La dépendance familiale des jeunes adultes en France. Traitement politique et enjeux normatifs » in Serge Paugam. Repenser la solidarité. L'appartenance des sciences sociales. P.U.F. le lien social. 2007.

focalisait, avec une vraie fierté, son action sur une catégorie : les jeunes travailleurs (on pourrait même parler du jeune ouvrier)¹², au fur et à mesure, elle doit constater l'affaiblissement de la catégorie, à la fois en nombre et dans ses références d'appartenance culturelle et statutaire. C'est ainsi qu'il faut comprendre l'abandon récent du terme de travailleur dans le sigle (de l'U.F.J.T. à l'U.N.H.A.J.). Bien loin d'une position idéologique, la disparition du terme est à bien des égards un déchirement (on ne se départit pas d'un pan de son histoire et de ce qui a constitué une identité). C'est pourtant une révision nécessaire, lorsque le mot perd de son sens et que les statuts juvéniles à la fois s'atomisent et que les difficultés de la jeunesse sont partagées par les nombreuses catégories qui la composent. C'est une manière de reconnaître que des différences sociales encore traversent la jeunesse, mais qu'elles se manifestent de manières différentes et que les enjeux ne sont plus les mêmes. Nous ne résistons pas, à ce propos, à citer une anecdote révélatrice. Elle a lieu au début d'un entretien collectif, lorsque les jeunes présentent leur situation du moment et les raisons pour lesquelles ils vivent en foyer. Une jeune femme insistera pour dire « qu'elle est employée de banque et pas jeune travailleuse ». Sur un ton ironique, d'autres participants diront : « voilà, tu te la joues encore... », « un petit coup de frime... », « tu veux encore te la taper bourge... », « pour faire bien voir (par rapport aux gens qui nous interrogent (ndlr)) ». Entre ironie et dérision, le ton ne monte pas. Manifestement, la posture de cette jeune femme participe de la chronique de la vie collective. Elle ajoutera, comme ultime défense : « je ne suis pas chauffagiste comme Bertrand »... Mais Bertrand, présent dans le groupe, clos le débat dans un sourire général : « tu viens, on va chercher nos fiches de paye... ». La référence se situe clairement du côté du revenu en ce qu'il permet de consommer et donc d'être. Nous sommes là en présence d'une altercation entre deux jeunes qui disposent d'un emploi. Le débat est assez vif, mais sa charge émotionnelle est gérée par une ironie qui est fortement présente dans l'expression des jeunes¹³.

La relation entre l'expression des jeunes et l'histoire du mouvement est, de ce point de vue, intéressante car dans un premier temps, l'action et le cadre pédagogique des foyers s'organisaient autour de l'offre d'un logement pour des jeunes qui se rapprochaient des lieux d'emplois nouveaux de manière assez définitive. Mais au-delà du toit, il s'agissait aussi de les inscrire dans une identité valorisée, lorsque l'on chantait : « jeune ouvrier, mon frère, de la classe ouvrière, souviens toi... », de transmettre une culture, une valeur collective et une valeur de (pour) soi, une manière d'être dans une société nouvelle dont on pensait que les lendemains aussi chanteraient. Cette rhétorique emprunte autant au réformisme qu'à la révolution... Elle s'organisait autour d'un duo d'appartenance de classe et de promotion individuelle dans le cadre de la vie collective qu'offraient les foyers : une tendance de l'éducation populaire où la valeur des individus ne se résumait pas à l'appartenance de classe, mais à leur capacité d'émancipation dans tous les domaines de la vie sociale. Alors, pour les promoteurs du développement du logement des jeunes travailleurs, résoudre la question du logement était au moins aussi, important, que l'appartenance de classe. En fait, on peut parler

¹² : C'est le titre choisi par Françoise Gaspard pour son ouvrage : « UFJT. D'une jeunesse ouvrière à une jeunesse incertaine ». Editions de l'atelier/Editions ouvrières et U.F.J.T. 1995. Il convient aussi de rappeler que des associations conservent dans leur nom le mot d'ouvrier.

¹³ : Ironie par rapport autres (jeunes et adultes, institutions), ironie par rapport à soi, les entretiens collectifs nous donnent de nombreux témoignages de cette forme discursive, comme une manière de prendre des distances avec des discours « entendus » qui qualifient la jeunesse, particulièrement lorsqu'ils sont compassionnels. Elle est présente dans de nombreuses expressions culturelles, comme le rap. Nous en avons également fait une expérience directe, lorsque, pour présenter la parole des jeunes du pays de Dinan, nous avons fait l'expérience avec les jeunes d'une restitution, aux acteurs locaux, de leur parole auprès des acteurs locaux. C'est aussi le cas quand des étudiants expriment leur position sur les colocations ou les appartements partagés des foyers : « on pense toujours que nous choisissons ces solutions pour diminuer les coûts, c'est vrai, mais c'est aussi pour s'éclater ensemble ».

d'une double famille : celle de la classe et celle du lieu ; deux nouvelles familles, deux espaces de transmission. L'idée de famille « supplétive » était marquante, elle se cristallisait singulièrement dans ces repas collectifs du soir qui permettaient d'oublier la rudesse physique du boulot, des rythmes de la chaîne ou des chronomètres... On se retrouvait aux repas du soir, et l'on se reconnaissait dans le miroir de l'autre. « Bouffer un plat en sauce »... « Saucer son assiette », « reprendre des frites », « pas de problèmes entre nous... ». « Pouvoir se mettre les pieds sous la table, après le boulot, c'était du luxe »... Alors, « débarrasser les tables et même faire la vaisselle n'était pas un problème »¹⁴. Les étudiants étaient loin... Même pour cet instituteur qui venait prendre son premier poste à Mantes-la-Jolie. Il avait fait son école normale, pas terrible (la province de la région parisienne), mais c'était la possibilité d'assurer son emploi. Le foyer « était un bon départ » et l'opportunité de rencontrer d'autres jeunes. « Ça discutait pas mal, le soir, les mecs marrants nous faisaient passer de bon moments... Les discussions tournaient souvent sur la manière dont on allait organiser le week-end, sur les avantages comparés de la Bleue et de la Flandria (mobyettes en vogue), sur la musique... Les discussions politiques étaient plutôt rares... ». Finalement les jeunes travailleurs qui résidaient au foyer géraient en commun un temps d'insouciance dont ils se souviennent avec bonheur. Lors de discussions organisées entre les résidents actuels et les « anciens », ils disent : « nous, on est venu là pour prendre un boulot. C'était donc pas un problème »... « C'était super de construire des voitures, on rêvait tous d'en avoir une. Le problème, c'était la chaîne, mais quand tu es jeune tu tiens le coût physiquement. Plus dur, c'était les chefs qui se méfiaient des jeunes¹⁵ »... « Mais on pouvait attendre l'heure de la sortie, pour retrouver les copains, pour s'amuser, s'éclater, comme le disent mes gamins qui ont à peu près votre âge... ». Les expressions dénotent d'une conscience de classe réelle, alors que la politique est presque absente, au moins des débats. Du côté des jeunes, la politique est ailleurs, du côté du quartier latin, des étudiants qui se mobilisent contre la guerre d'Algérie, que les jeunes ouvriers vont faire¹⁶.

La classe messianique est là, mais elle cherche son bonheur au-delà des conceptions politiques. Etudiants et jeunes travailleurs, des mondes qui s'opposent encore. Les articles du sociologue Edgar Morin montrent particulièrement bien l'écart qui existe entre les jeunes participants du concert de la Nation et les étudiants du quartier Latin. Dans le premier tome de *génération*, l'anecdote est délicieuse de l'enquête réalisée par Serge July à la discothèque du Golf Drouot, pour un article du journal « Clarté »... Dans cette première période de l'histoire des foyers de jeunes travailleurs, la question de la relation entre jeunes travailleurs et étudiants ne se posait pas. Il aura fallu attendre l'après 68 pour qu'elle soit posée, parce que c'est l'air du temps, et encore par certains militants engagés dans une approche autogestionnaire de la société.

Durant cette période où la jeunesse se constituait comme catégorie, des « copains » à mai 68, les identités collectives restaient très prégnantes. Si la jeunesse devenait un enjeu, tant en ce qui concerne le nombre (effet du baby boom), que sa singularisation, si la population étudiante augmentait sensiblement, particulièrement par le développement des cycles courts, qui devaient confirmer l'émergence des classes moyennes,

¹⁴ : Vivre ensemble pour oublier la vie antérieure, vivre ensemble pour vivre le futur, le foyer est une nouvelle famille, ouverte sur un nouveau territoire, sur une nouvelle histoire. En témoignent les histoires d'anciens résidents de Valence et de Mantes-la-Jolie, à l'occasion des commémorations des anniversaires cinquantaire ou quarantaire des associations.

¹⁵ : Ce sentiment n'est pas partagé par tous. En tout cas, pas par ceux qui occupent un emploi dans des entreprises ou le processus de production est moins automatisé. La relation entre l'arpète et le compagnon, entre le jeune et l'expérimenté reste structurante.

¹⁶ : Hamon et Rotman (op. cit.).

culturellement, entre jeunes ouvriers et étudiants, le fossé restait important. Le mot de jeune est commun, mais, entre étudiants et jeunes travailleurs, les histoires sont différentes, dans la manière de vivre le présent ainsi que dans la manière d'envisager l'avenir.

Pour cette période, les sociologues parlent d'une jeunesse de l'identification (Galland, Mauger, Lagrée...). Il s'agissait de faire siennes les dispositions de leur future classe d'appartenance. On posait la dernière couche, celle qui se voit... On pourrait parler de « fignotage » identitaire. A leur niveau, pour leurs résidents, les foyers y ont participé. Peut-on parler pour autant d'une stricte reproduction ? certes, enfant d'ouvrier, les chances étaient grandes de le devenir soi-même. Peut-être pas toujours à l'identique.

C'est aussi une période de prospérité, d'ouverture des modes de vie populaires à de nouvelles consommations. La voiture n'est plus tout à fait un mythe inaccessible, des lignes de meubles sont vendues dans de nouveaux magasins (le triomphe du formica). La télévision entre massivement dans les familles. Le Z.U.P., aujourd'hui si décriées, offrent des logements plus vastes et mieux équipés. La société s'industrialise et s'urbanise. La croissance et le partage de ses fruits, certes inégalitaire, laissaient augurer des lendemains meilleurs. Et la croyance en une modernité salvatrice était largement partagée. Elle passait évidemment par une mobilité sociale intergénérationnelle. Même si on restait ouvrier, on avait la possibilité de mieux intégrer la carrière ouvrière : « avec un C.A.P., tu avais de bonne chance de rentrer P.1. dans une boîte ». « C'était aussi le temps où devant les portes des usines, il y avait des panneaux, comme des plaques minéralogiques, qui demandaient des fraiseurs, des ajusteurs, des tourneurs... ». Finalement, « tu pouvais presque quitter un boulot le vendredi et te faire embaucher le lundi dans une autre boîte... C'est plus la même aujourd'hui... ». Même si on avait dû quitter sa famille et son territoire originel : « on avait des chances de vivre mieux ». Mais mieux encore, était que l'on puisse obtenir un de ces baccalauréats techniques récents, comme sésame pour intégrer des postes de techniciens, toujours plus nombreux dans des processus de production toujours plus complexes. Pour les jeunes d'extraction ouvrière, c'est une opportunité qui ne s'inscrit pas en rupture avec la culture de leurs parents. Lors d'une commémoration précédemment évoquée, un ancien résident évoquera sa trajectoire en expliquant que finalement être un technicien c'est rester dans la production, à un niveau plus haut, mais en restant producteur. Il se défend d'avoir des relations hiérarchiques au sein de son entreprise.

Et il se souvient de son père qui était fier du diplôme qu'il avait obtenu. Pour lui, c'était mieux ; « mais, on appartient toujours au même monde ». Peu à peu, un interface va se constituer entre les jeunes issus des classes populaires et les étudiants ; affaiblissant la distinction radicale qui existait jusqu'alors. C'est une des conséquences de ce qu'il était convenu d'appeler dans les discours du moment la classe moyenne, comme une forme d'égalisation par la modernité, le partage de la croissance et l'accès à de nouveaux objets de consommation. La tertiarisation de l'économie (particulièrement de l'emploi féminin), le développement des activités de la sphère de la circulation renforce la construction d'une catégorie intermédiaire. La mutation concerne à la fois les milieux populaires dont les enfants vont pouvoir accéder à des niveaux supérieurs et les étudiants dont l'image ne sera plus strictement construite autour de ce qu'il était convenu de nommer les humanités.

Après les baccalauréats techniques vient le développement des B.T.S. et des D.U.T., des formations techniques dont on escompte un débouché rapide sur le marché de l'emploi où la demande de nouveaux métiers reste forte, au moins jusque dans les

années quatre-vingt. Le statut transitoire d'étudiant se diffuse donc, mais dans des conditions différentes entre l'acquisition de techniques opérationnelles et des formations plus ouvertes sur la production intellectuelle et ses lieux d'excellence. C'est l'image de l'étudiant bohème, un temps, insouciant et jouisseur qui en prend un coût. Dans les années qui suivent, la professionnalisation s'étend aux niveaux supérieurs par les licences professionnelles, les maîtrises de sciences et techniques, les D.E.S.S. et aujourd'hui les masters.

Finalement, lorsque se développent les foyers de jeunes travailleurs, les identités tendent à s'opacifier et à se complexifier par l'ouverture de nouveaux statuts (classes moyennes) et de perdre de leur force collective, même si elles restent fortement structurantes, au moins au début de la période. Bien que l'évolution quantitative des étudiants soit réelle, Pierre Bourdieu et Jean-Claude Passeron dans « Les héritiers » que la démocratisation de l'enseignement est un objectif, pas une réalité et que l'institution reproduit les inégalités au lieu de les compenser. Les étudiants des catégories moyennes qui entrent à l'université connaissent des difficultés, à vivre et bien au-delà de la production du savoir. Etre étudiant, c'est l'ensemble d'une vie sociale, une manière d'habiter un temps de vie et un espace, une période de construction qui ne se résume pas au suivi des cours. Il paraît bien que 40 ans plus tard, les questions restent posées, les problèmes du logement le montrent avec acuité.

Cependant, c'est bien dans ces années soixante que le glissement de la société industrielle à la société de consommation s'ébauche. Les articles d'Edgar Morin, les chroniques qui relatent la vie de la jeunesse de cette époque montre que les jeunes sont un acteur digne d'intérêt pour la consommation, même si les étudiants la regardent avec incompréhension et distance condescendante.

Les identités sociales collectives tendent à se dissoudre et à perdre de leur force intégrative. Mais, dans le même temps, la jeunesse s'affirme comme catégorie. Il faudrait plutôt dire désignée car si depuis 1968, les événements lycéens des années soixante-dix, la chronique des événements sporadiques des banlieues depuis le début des années quatre aux « émeutes » de 2005, les grèves étudiantes qui de 1988 au C.P.E. ne concernent pas les mêmes segments de la jeunesse. Une jeunesse décrite comme homogène, mais qui ne l'est pas, à y regarder de près, La jeunesse comme catégorie n'exclut les distinctions sociales, dont le spectre c'est étendu avec le développement de l'exclusion et d'une multitude de statuts indéterminées.

Même si les jeunes ouvriers ont participé à Mai 68, ce sont les étudiants qui étaient en tête d'affiche. Pour cette période, lorsque l'on parle des jeunes ouvriers participants au mouvement, il faut entendre les derniers arrivants dans l'industrie qui arrivent des espaces ruraux et qui intègrent les chaînes de montage sous la férule des chronométrateurs. On sait la fascination des militants étudiants pour la violence des émeutes de Rouen, pour la radicalité des jeunes de Flins, pour ces jeunes dont la situation dans l'emploi et l'organisation des « process » ne permet pas d'entendre et d'adhérer aux discours de dignité ouvrière.

Entre les jeunes des banlieues et les étudiants dans les mouvements des années quatre-vingt et deux mille l'expression des revendications est différente, les niveaux d'exclusion aussi. Pourtant, une constante traverse les mouvements, particulièrement dans la période récente, l'incertain et un présent qui n'existe pas au-delà de lui-même, un présent qui a de plus en plus de mal à être un « fragment d'éternité ». La crainte du lendemain est partagée, qu'elle s'exprime dans des formes paradoxales : dans un « no

futur » dandy, ou dans une organisation en gang à base territoriale dans les cités dégradées. .

Certes, le survol est rapide et il est certain qu'une histoire de la jeunesse de cette période semble nécessaire à la suite d'une multitude d'études de sciences sociales segmentées qui concernent des groupes ciblés et particulièrement ceux qui « font problèmes ». Il est d'ailleurs intéressant de remarquer, à ce propos, que l'on envisage la jeunesse non pas pour elle-même mais à propos de ce qu'elle révèle d'autres faits sociaux. On en parle à propos de la violence et de l'anomie urbaine, on en parle à propos des banlieues dégradées, on en parle à propos de la société plurielle, on en parle à propos de la mutation du système de places dans l'espace du travail et souvent, ces thèmes s'entrecroisent. Ils ont un point commun : être les révélateurs des incertitudes sociétales. C'est tout de même un lourd fardeau à porter, pour une catégorie qui se trouve en première ligne de l'amortissement des changements, avec leur cortège d'aléas, de questions lancinantes face à l'avenir quand des mobilités sociales intergénérationnelles perdent de leur force positive : il n'est plus certain que les enfants puissent atteindre une place sociale plus valorisée que celle de leurs parents, alors que ce consensus social avait structuré des espoirs, un rapport à l'avenir.

Ce survol de cinquante années c'est aussi l'histoire de l'U.F.J.T. puis de l'U.N.H.A.J. Il correspond à une mutation importante du statut de jeunesse, consubstantiel au changement sociétal de ces années.

Les premiers temps correspondent à ce qu'il est convenu d'appeler les trente glorieuses, lorsque sur la longue période les taux de croissance s'établissaient en moyenne à 5 %, lorsque la croyance en l'avenir se constituait sur la modernité, les progrès de la science et des techniques ; une modernité dont l'ensemble des catégories bénéficierait. Comme nous l'évoquions précédemment, on pouvait entretenir en tant que jeune l'espoir de conditions d'existence meilleures, à deux niveaux : par l'accès à de nouveaux biens de consommation et par l'espoir de s'élever, même de façon limitée, dans la hiérarchie des places de l'organisation du travail. Cela suffisait à construire sa place sociale. Si la jeunesse se singularise plus fortement en cette période, les transmissions traditionnelles restent très vivaces et structurent les cultures de classes continuent à produire des référents à ceux qui la composent. La suspicion, qui règne entre les étudiants et certaines organisations de la classe ouvrière en constitue un signe par défaut¹⁷. Il nous faut aussi parler du « matérialisme », hérité, des jeunes ouvriers. Il faut entendre, ici, matérialisme comme attachement à l'objet, à l'objet reproductible, celui auquel on participe collectivement à la production et qu'il n'est pas illégitime de vouloir posséder. L'adhésion à la consommation participe, pour les jeunes ouvriers d'une culture de l'objet, c'est-à-dire de ce que l'on fabrique et ce qu'il contient comme processus technologique. A cette période, le rapport à la matérialité des biens constitue un clivage entre les étudiants et les jeunes ouvriers.

C'est dans ce contexte que ce sont développés les foyers de jeunes travailleurs. Il fallait que les jeunes puissent se rapprocher des nouveaux emplois. Les foyers pouvaient le permettre, dans un cadre où l'objectif était bien l'implantation, la gestion d'un temps court qui permettait de poser ses valises et de trouver sa place dans un nouveau territoire, commencer une nouvelle histoire. L'offre était collective : sanitaires communs,

¹⁷ : Hamon et Rotman, op cit. montre bien les difficultés de relation qui existent entre le « parti de la classe ouvrière » et son organisation étudiante U.E.C.. La crainte est que l'idée révolutionnaire ne soit qu'un passage avant que soient intégrés, par les étudiants, les lieux du pouvoir.

restauration collective, animations collectives dans des lieux partagés, séparation des sexes. Mais, dans le même temps, les quelques nouvelles résidences universitaires obéissaient à peu près aux mêmes critères de conception, à ceci près que la vie sociale y était moins contrôlée (exemple de Cachan). Cette vie collective contrainte par l'organisation de l'espace ne semblait pas poser de problème particulier à un moment où l'intime s'imposait moins comme une norme et que tous avaient la conscience du caractère transitoire de l'offre, une offre qui correspondait à des situations partagées. La singularité des foyers résidait dans la force du projet social et pédagogique. Il se fondait implicitement sur la force collective du nombre, car c'est le nombre, comme force, qui constituait la valeur de la classe. Les foyers étaient à la fois des lieux de connaissance et des lieux pour se reconnaître dans le regard de l'autre. « on pouvait se parler du boulot, des intérêts et des difficultés, mais surtout, on parlait de ce qui pouvait le faire oublier », dans cette opposition permanente entre l'enfer et le paradis. On était ensemble, pour vivre, pour ne pas être qu'ouvrier », pour s'intéresser à toutes ces « choses nouvelles » qui font la jeunesse (Mantes-la-Jolie) : les flippers, les filles, les fringues, la musique, la mobylette, les sorties : tout ce qu'on va pouvoir s'offrir, même si le boulot est « chiant », « car ça, il faut bien le dire ». A Valence, on acceptait les soirées sur les droits, sur le syndicalisme, mais pas trop souvent. « C'est sûr, c'est important, mais en tant que jeunes, on avait d'abord envi de profiter de nos premiers sous... Pour moi, par exemple, le syndicat, c'est venu après... Mais je me suis quand même souvenu des gens qui nous parlaient au foyer... ». Le statut, on l'acceptait, l'appartenance de classe s'imposait comme productrice de sens. Mais la vie hors travail devenait le lieu d'une autre histoire, l'expérience d'autres moments collectifs.

La mémoire est sélective... Et les souvenirs correspondent aux temps heureux de la jeunesse, surtout quand ils sont lus à l'aune d'une vie que l'on considère réussie. Si certains appuient sur la pénibilité du travail, ils vantent la solidarité et la « simplicité des relations ». Ils vantent surtout ce temps où « l'on a pas oublié de s'amuser ». La vie au foyer y participait. Ceci nous conduit à évoquer une autre conception de la jeunesse, du point de vue l'état de jeunesse, un invariant anthropologique, qui traverse les organisations sociales.

Jusqu'à présent, nous avons parlé de la jeunesse, des jeunesses, du point de vue d'un statut dépendant de l'organisation sociale globale. Pour l'époque que nous venons d'envisager, même si le changement était à l'œuvre, la césure entre jeunes ouvriers et étudiants était nette, d'autant plus lorsque les jeunes travailleurs vivaient dans des lieux strictement dédiés.

L'état de jeunesse

L'éternelle jeunesse est une histoire vieille comme le monde. Elle se manifeste dans la statuaire Grecque, dans la représentation des anges de la liturgie, elle est recherche de paradis perdu au point que l'on puisse vendre son âme au diable pour la reconquérir. Il est troublant qu'un temps de passage ait à voir avec l'éternité... Mais c'est l'état dans lequel on voudrait rester, avant les blessures du temps. La jeunesse est signifiante, parée des plus belles vertus de beauté de virilité et de force et aussi de témérité, d'insouciance ; brûler la vie parce l'échéance est loin.

Un adage populaire décrit bien ce moment : « il faut bien que jeunesse se passe ». La tolérance pour cette parenthèse tient à la dureté de la vie future. Pour les étudiants, ce temps d'insouciance était perceptible dans le comportement des aventuriers du savoir et de la vie. La curiosité n'est pas seulement le moteur des acquis universitaires, elle l'est aussi pour les boulimiques du cinéma ou de politique...

Si nous avons souhaité faire un court détour par ce thème, c'est essentiellement pour souligner un paradoxe de situation actuelle qui fait que l'état de jeunesse se diffuse à d'autres âges de la vie, mais, par certains aspects, il est confisqué aux jeunes. Le « droit à l'insouciance » est battu en brèche par l'incertitude de l'avenir, par les difficultés du présent, lorsque les ressources sont incertaines et que l'accès à l'autonomie devient difficile et que l'on entre dans un système de choix contraints. La prolongation de la présence au domicile parental est un bon exemple, lorsqu'on choisit d'assurer le gîte et le couvert, pour accéder à d'autres segments de consommation.

C'est le progrès et la modernité qui ont permis que l'état de jeunesse se diffuse aux autres âges de la vie. Les progrès de la médecine ont permis une augmentation très sensible de l'espérance de vie et surtout de mieux vieillir, au moins avant d'atteindre le très grand âge. C'est aussi la jeunesse des « apparences sauvegardées ». La publicité pour les produits cosmétiques en témoigne. C'est l'intérêt pour les disciplines d'entretien du corps, pour les choix diététiques. C'est aussi l'appel à l'aventure (certes sécurisée) fait par les voyagistes pour les seniors ou, mieux encore, « les jeunes retraités actifs ».

Evidemment, il conviendrait examiner plus finement les effets de l'allongement de la vie sur l'ensemble des âges qui la constituent, au-delà des légitimes préoccupations sur le financement des retraites et les niveaux de retraites qui seront celles de ces entrants dans la vie. Dans le même esprit, quels sont les effets du différenciel de la transmission des biens familiaux dans les histoires familiales ? Dans ce contexte, l'état de jeunesse ne s'impose pas, il est une conquête. Et cela concerne autant les étudiants que les jeunes travailleurs. Les entretiens réalisés montrent bien les stratégies que les jeunes mettent en place pour assurer l'accès à cet état de jeunesse, à la « satisfaction des désirs du moment », en se construisant un potentiel dans la vie hors travail (activité). C'est ce « faire », cette « manière d'habiter » que nous souhaitons mettre en évidence dans ce travail.

L'histoire de l'U.N.H.A.J. permet de témoigner du passage d'une jeunesse de l'identification à une jeunesse de l'expérimentation. Comment ce passage est géré pour les jeunes travailleurs et les étudiants, dans l'évolution des contextes sociétaux ? La jeunesse de l'identification, nous en avons parlé dans les paragraphes précédents.

La jeunesse de l'identification peut se définir simplement comme le temps nécessaire à l'apprentissage des dispositions professionnelles, sociales et culturelles pour apprendre à « être ce que l'on va être ». On pouvait alors parler d'une « socialisation héritée ». Comme acteur engagé des politiques de jeunesse, c'est à la déstructuration de ce mode de socialisation qu'à assister le mouvement. Cette tendance voit le jour depuis la fin des années soixante-dix. Elle s'est d'abord manifesté par l'apparition de l'exclusion pour des jeunes dont l'accès au marché de l'emploi est obéré la faiblesse du capital social et culturel. C'est le temps de la « préformation », des nécessaires remises à niveau, pour certains jeunes, qui sans cela n'accéderaient pas au marché de l'emploi ou avec des difficultés importantes.

Ce travail est concordant et concomitant à celui de Bertrand Schwartz qui aboutira, au début des années quatre-vingt au texte fondateur des « missions locales », une des trois textes qui, avec le rapport Bonnemaison sur la prévention de la délinquance et le rapport Pesce sur le développement social des quartiers, fondera le triptyque d'une politique de la jeunesse. Pour les foyers, on ajoute à la gestion de la mobilité géogra-

phique, celle de la mobilité sociale, pour des jeunes locaux qui connaissaient de doubles ruptures scolaires et familiales. Les acteurs locaux de l'insertion réclamaient aux foyers de prendre leur place dans la gestion de mobilités sociales, parfois improbables, pour des jeunes locaux. Il faut cependant relativiser, car les jeunes en situation difficile peuvent l'être que pour une période transitoire. Cela a conduit parfois à confondre le statut et la réalité des conditions d'insertion.

Les jeunes, les jeunes étudiants, ce qu'ils font et comment ils le font...

C'est le parti pris de cette recherche qui finalement se fonde sur l'approche du réseau et ses engagements quant au service qu'il souhaite rendre aux jeunes. Il ne s'agit pas de désigner, de décrire avec extériorité les résidents des foyers, de produire uniquement des caractéristiques statutaires, d'en déduire un discours sur la jeunesse, mais de se pencher sur la représentation qu'ils se font de leurs situations, et la manière dont ils s'en arrangent au quotidien. C'est la manière dont nous souhaitons aborder un mode de vie, des modes de vie, à la fois dans ce qu'il y a de commun à la classe d'âges et ce qui singularise le quotidien en fonction des différents statuts qui la traversent, en particulier les étudiants.

Notre approche est construite sur une catégorie particulière d'étudiants, puisqu'il s'agit de ceux qui vivent dans les foyers de jeunes travailleurs, des structures, qui au moins nativement, ne leurs sont pas dédiées. Néanmoins, plusieurs études, dont l'objet était constitué par une approche des situations de jeunesse d'un territoire, nous aurons permis d'interroger des étudiants qui ne vivent pas dans des foyers de jeunes travailleurs¹⁸.

Autrement dit, comment les étudiants se rapprochent ou se singularisent des situations des autres jeunes. De ce point de vue, les foyers sont de bons lieux d'observations car ils permettent de mettre en évidence des écarts ou des constantes entre différentes catégories de jeunesse puisqu'ils sont ouverts à tous les jeunes. Ce sont aussi des lieux qui permettent l'observation des pratiques et des usages pris dans les entrelacs de l'ensemble des situations quotidiennes, qu'il s'agisse des fonctionnalités (travailler, se reposer, avoir des loisirs, communiquer avec les autres) et des représentations symboliques (intimité, appropriation, image de soi et image sociale).

Mobilité : définition et « mobilité » du sens.

Vertu ou problème, disposition mentale ou système fonctionnel, le terme de mobilité occupe une place centrale dans de multiples domaines des débats sociaux et sociétaux. Mais, comme c'est souvent le cas, la diffusion, l'extension thématique du terme en trouble le sens. « De quoi parle-t-on quand on parle de »... Ceci nous conduit

¹⁸ : A titre d'exemple, dans le cadre des travaux réalisés par le secteur ingénierie des études sur des situations de jeunes sur un territoire, auront permis d'aborder plus spécifiquement la situation des jeunes étudiants ou scolaires. C'est le cas d'un travail réalisé sur le pays de Dinan qui a permis de révéler les situations d'étudiants qui vivent en ville dans la semaine et qui « rentrent au pays » en fin de semaine. Ce fut également le cas pour l'arrondissement de Saint-Malo avec des étudiants de D.U.T. dont la spécialisation ouvrait à des recrutements géographiques larges, comme à Maubeuge, qui sans être une ville universitaire, abrite une formation supérieure technologique qui ne dispose que de deux écoles en France. A Gap, a été menée une étude sur la situation particulière des étudiants d'un petit pôle universitaire. Même si cette étude date un peu, nous disposons également d'une approche sur les situations de logement des étudiants des universités de Saint-denis et de Villeteuse. Elle concerne en particulier les stratégies spatiales dans l'espace francilien. Enfin, nous menons actuellement une étude sur logement des jeunes en région P.A.C.A. dont les étudiants. Elle complète les approches antérieures, car nous interrogeons les jeunes sur les différentes offres de logements qui sont aujourd'hui dans l'air du temps.

donc à cerner une définition, dans le cadre qui nous préoccupe ici : comment la mobilité structure le temps de la jeunesse, organise des parcours du passage à l'âge adulte. Ce que nous souhaitons, c'est éclairer la nature d'une transition. Et mobilité et transition « sont des mots qui vont très bien ensemble »...

Nous proposons donc, une démarche (une déambulation peut-être), dans les arcanes des contraintes spatiales et temporelles auxquelles les jeunes doivent faire face et les manières dont ils les adaptent à leurs situations du moment et aux manières dont ils envisagent leur devenir. Cette démarche qui se fonde sur un regard sur le faire des jeunes, leurs usages et leurs pratiques, s'appuie aussi sur ce que la société « dit » de sa jeunesse. Alors, d'autres termes s'imposent : ceux du passage, de l'itinéraire, de la trajectoire, du parcours... C'est autour et avec ces termes qu'est décrit le temps de la jeunesse ; ce qui s'y passe, comment s'organisent les étapes, la scansion des moments, l'articulation ou les ruptures entre les différentes étapes. Il y a donc des raisons d'envisager globalement le temps de la jeunesse comme mobilité, à condition de prendre en compte la double composante temporaire et spatiale qui se manifeste différemment en fonction d'histoires singulières, de dispositions ou d'un capital acquis. De ce point de vue, parce qu'ils accueillent des jeunes d'horizons et de statuts divers, les foyers sont de bons révélateurs d'une expression diversité.

Mais, avant d'entrer dans le vif du sujet, sans produire, ici, un ample développement, il nous semble nécessaire d'évoquer d'autres champs où ce thème de la mobilité est central. On parle plus de mobilité que de transport ; en témoignent les débats sur l'organisation internes des réseaux de transport et de circulation dans les métropoles, avec leur zones d'influences et les relations qu'elles doivent nécessairement établir entre elles. Dans ce cadre, la mobilité représente la condition nécessaire à une maîtrise de territoires plus extensifs, parfois jusque dans des rythmes journaliers.

On en parle donc lorsqu'il faut évoquer les effets de l'étalement urbain, de la périurbanisation et les nouvelles répartitions sociales sur les territoires qu'ils induisent. La spatialisation des différences sociales n'est pas une affaire nouvelle (ségrégation spatiale). Des faubourgs aux banlieues, les rapports à la centralité réelle ou symbolique sont au cœur de bien d'analyses. Il est intéressant de noter, qu'autour de la question de mobilité, on interroge finalement la fixation des individus sur le territoire, leur rapport au territoire, et la relation hiérarchique entre centre et périphérie... Elle n'est pas qu'une question de flux, elle conduit à interroger les lieux d'où l'on part dans ce qu'ils permettent à aller ailleurs en s'y sentant bien. On ne reviendra pas en profondeur sur les notions de « relégation » (J.M. Delarue), « d'assignation à résidence », quand, finalement, l'inquiétude de fond, tient à l'immobilisme et à des frontières sociales marquées portant les germes de confrontations territoriales, lorsque immobilisme spatial et social se recouvrent. La porosité territoriale, corollaire de la mobilité n'est pas accessible à tous. Elle apparaît alors comme une limite entre ceux qui possèdent les dispositions pour s'inscrire dans le mouvement et ceux qui ne les ont pas. Cela s'inscrit dans une double restriction, sur le territoire, mais elle ne se conjugue, aussi, qu'au présent. Je n'ai que peu de chance de quitter mon territoire quant à mon avenir... Cette question, rémanente, des politiques de la ville, depuis près de trente ans, autour de la problématique du désenclavement, est un serpent de mer, lorsque ségrégation sociale et ségrégation spatiale se recouvrent et que tous les individus n'ont pas accédé aux dispositions nécessaires à la mobilité. Dans ces trente années de « politiques de la ville », au travers de l'empilement des dispositifs et des événements, les jeunes des

banlieues¹⁹ ont été placés sous les feux de la rampe. Ils étaient au cœur du réquisitoire, au point de d'être le « bouc émissaire » des dysfonctionnements et de l'anomie urbaine, alors qu'ils en sont souvent les victimes.

Depuis le début des années quatre-vingt avec les événements des Minguettes et des 4000 logements de La Courneuve ; la suite, en fin de décennie, avec Vaux-en-Velin, le Val-Fourré à Mantes-la-Jolie, la cité des Indes à Sartrouville, les Bosquets à Montfermeil et enfin les événements de 2005, qualifiés d'insurrection, la litanie des événements qui scandent la crise urbaine est longue. La figure emblématique de ce phénomène est souvent le « jeune de banlieue ». Sous sa capuche et son keffieh, il inquiète. La rhétorique de « L'envahisseur barbare » est sur bien des lèvres, aux cœurs des craintes. Pourtant, l'envahissement n'est guère réel. La plupart des événements, que nous avons évoqués antérieurement, sont circonscrits aux banlieues et singulièrement à leurs « quartiers sensibles ». Si l'embrasement réel et symbolique a eu lieu au pied des immeubles, la crainte du débordement fut bien réelle. Il y avait une forme implicite de soulagement à constater que les exactions restaient localisées, malgré leur généralisation à de nombreux sites sensibles, comme ce fut le cas en 2005. Les voitures et les équipements qui brûlent, dont les médias ont tenu une comptabilité précise, épargnent plutôt les cœurs des villes. Alors on peut s'interroger sur l'objectif de désenclavement, ce serpent de mer des politiques de la ville, depuis qu'elles existent²⁰ ; Il y a là une question lancinante pour un objectif sans cesse renouvelé, mais dont il est difficile de lire les effets sur le terrain. Au risque d'une simplification peut-être excessive, on peut se demander si le désenclavement est un objectif réel ou une utopie sans cesse reformulée, mais qui se heurte au principe de réalité. Alors, la question suivante s'insinue, particulièrement pour ce qui concerne les jeunes : veulent-ils vraiment sortir de leur situation ? Les territoires qu'ils contrôlent plus ou moins ne sont-ils pas des lieux de réassurance ? Finalement, il existe un soulagement relatif à ce que les violences urbaines soient circonscrites à certains territoires. Ce détour rapide par les banlieues est là pour exprimer que la mobilité ne concerne pas l'ensemble de la jeunesse et que certains sont condamnés à l'immobilisme social et territorial. Les exemples sont nombreux, qui montrent que des jeunes de banlieue, particulièrement quand ils sont d'origines étrangères, rencontrent des difficultés à la fois en ce qui concerne l'emploi malgré les diplômes et en ce qui concerne l'accès à un logement autonome, même dans le site où ils ont vécu leur enfance.

De cela on parle (les jeunes de banlieue sont un marronnier médiatique idéal), mais l'on parle moins de l'assignation à résidence de jeunes issus du « rural profond » quand l'alternative est soit de survivre dans un territoire natif en perte d'avenir, soit l'acceptation d'intégrer des emplois incertains et des territoires stigmatisés de la ville²¹.

¹⁹ : On pouvait avoir parfois le sentiment, au travers des chroniques politico médiatiques, que tous les jeunes vivaient en banlieue... Cette homogénéisation de la représentation pèse lourd dans l'expression montante d'une distinction intergénérationnelle comme nouveau clivage social, au moins fait d'incompréhensions partagées, de défiance, si ce n'est de logique conflictuelle.

²⁰ : De manière plus ou moins affirmée, l'objectif est présent dans tous les dispositifs de politique de la ville ; depuis « Habitat et Vie sociale » (loi-cadre Barre de 1977), à la commission du « développement social des quartiers » (ces quartiers où s'invente la ville : F. Geindre), au début des années quatre-vingt, aux approches urbaines et architecturales de « Banlieue 89 », au « développement social urbain », en passant par les quartiers prioritaires, les « urban PIC ». Ce thème occupe encore une place importante dans les réflexions des dix équipes d'architectes et d'urbanistes qui réfléchissent actuellement sur l'avenir de la Région Ile-de-France. Trente ans d'histoire pour un objectif incertain, pour une déclaration de principe qui peine à trouver sa matérialité...

²¹ : Ville-Ecole-Intégration. Enjeux (CNDP). « Le rural : terre d'exclusion ». Bernard Bastien « *C'est pas seulement dans les grandes villes que l'exclusion fleurit* ». p. 48 à 60. N° 134 – septembre 2003. Concernant les grands en-

Le déracinement s'ajoute aux handicaps sociaux et à un manque de dispositions à s'inscrire dans la rapidité des mouvements accélérés et leur cortège d'incertitudes qui marque notre société. Certes, ces jeunes ne sont pas étudiants ; d'ailleurs, la faiblesse de leur capital scolaire participe de leurs difficultés. Mais, compte tenu de notre champ d'investigation, il nous semble important de pouvoir caractériser la situation des étudiants par rapport à celle des autres jeunes.

Multiplicité des situations, il nous faut également prendre en compte la richesse d'une histoire cinquantenaire, car elle témoigne de l'évolution des rapports à la mobilité des jeunes en fonction de l'organisation sociale, d'une organisation qui définit des systèmes de place et des cultures qui permettent de les assumer. La mobilité est consubstantielle à l'histoire du développement du salariat et de la société industrielle et les jeunes en ont toujours été les acteurs principaux, comme derniers entrants dans des marchés de l'emploi en évolution. Les romans ou les travaux historiques relatent les déplacements qui se font d'abord à pied, lorsque de jeunes hommes quittaient les campagnes pour se rendre dans les nouveaux centres industriels en développement²². C'est ainsi que les picards auront été parmi les premiers ouvriers de Saint-Denis, parce que, sur la route du Nord, c'est là que l'on trouvait les premiers emplois avant d'entrer dans Paris²³.

On peut examiner l'émotion suscitée par les événements de 2005 à cette aune. Ce n'est pas tant les voitures qui brûlent aux pieds des immeubles, la destruction des équipements de quartier qui comptent, mais le risque d'un débordement territorial, d'une extension vers les cœurs des villes. Tout cela interroge la notion de désenclavement, ce serpent de mer des politiques de la ville ; un objectif toujours affirmé, mais très rarement atteint, qu'on se situe au niveau de la morphologie urbaine ou de la forme urbaine, ou que l'on envisage des dispositions mentales, à la fois celles de ceux qui vivent dans les quartiers et de ceux qui en fixent les limites.

Pourtant, à l'origine les grands ensembles participaient à une croyance en l'avenir par un accès à la modernité pour tous, dans un contexte de privatisation de la vie quotidienne par l'accès au confort et la croissance de la taille des logements. Mais si les catégories populaires y ont gagné un espace domestique cohérent, ils y ont perdu la ville. Une période fugace, où il faut attendre que l'on ait fait le tour des bonheurs du privé, d'un accès plus ouvert aux biens de consommations pour mesurer les inconvénients de la mise à distance (difficultés de transports), des difficultés de voisinage, de l'anomie, du manque de services adaptés... Vint alors le temps des doutes, des volontés de départs par l'appel, pour les habitants les plus favorisés, aux charmes de la propriété. C'est le début de la paupérisation des lieux, d'une unification par le bas des situations sociales, qui s'inscrit aussi dans l'affaiblissement d'un rapport positif à l'avenir.

Le titre d'un célèbre article de J.C. Chamborédon et M. Lemaire, publié dans la revue française de sociologie en 1970, « proximité spatiale et distance sociale : les grands ensembles et leur peuplement » n'est plus de mise²⁴. Ces grands ensembles auront

sembles et les banlieues : Informations Sociales « Réhabiliter les grands ensembles ou faire la ville en banlieue ? » ...

²² : Dans le « Germinal » de Zola, le personnage d'Etienne Lantier en est une figure emblématique.

²³ : thèse de Bernard Bastien. « Saint-denis : évolution urbaine et transformation des sociabilités populaires », 1986, Université de Paris VII.

²⁴ : Revue française de sociologie : M. Lemaire et J.C. Chamborédon « Proximité spatiale et distances sociales : les grands ensembles et leur peuplement » 1970. Une réalité bien loin de celle d'aujourd'hui qui est décrite, par exemple

joué, pour un bref laps de temps, un rôle dans l'organisation des mobilités afférentes à la réorganisation du système productif et à sa nouvelle spatialisation. Ces mobilités peuvent être considérées comme des mobilités d'installation, installation dans une nouvelle vie, dans de nouveaux territoires.

Quelques approches historiques, développées à l'occasion d'anniversaires d'association, nous aurons permis de collecter des histoires de vie d'anciens résidents qui montrent que le passage en foyer constituait les prémices à une installation dans les nouveaux logements, « lorsqu'on était certains de rester », parce que le boulot était assuré, parce que l'on avait rencontré son compagnon ou sa compagne²⁵, « parce qu'on s'engageait dans une nouvelle histoire ». Alors, ils se souviennent d'une histoire plutôt heureuse, faites d'espoirs et de projections positives. Le passage en foyer constituait une première étape qui permettait d'approprier un territoire, « de se faire à une nouvelle vie », « de rencontrer des gens qui vivaient la même histoire »... L'identité des situations conduisait à des pratiques collectives assumées. « On mangeait ensemble », « on vivait ensemble », l'entre soi était protecteur, mais il permettait aussi de se fondre collectivement dans le territoire. « On sortait ensemble, mais cela ne nous empêchait pas de rencontrer d'autres jeunes »... « L'arbre du coin du foyer s'en souvient encore²⁶ »... « On était tous venus pour un emploi. Il y avait ceux qui venaient pour l'automobile. Le boulot n'était pas vraiment marrant, mais on avait le sentiment de travailler pour un super produit ». « Je savais que je passerais de la bleue (mobylette), à une petite bagnole sympa). Il y avait aussi des instits qui, eux aussi, arrivaient de leur province. « Ils avaient aussi le boyau de la rigolade, on s'entendait plutôt bien ».

Ils avaient tous le sentiment de participer à des espaces en développement, des espaces ouverts à l'avenir, le leur et celui de la société. C'est aussi le temps où la jeunesse ouvrière commençait à exister au-delà de la classe : le temps des « yéyé » (Morin) et des blousons noirs (les barjots de Monod), le temps des « copains », le temps du concert de la nation « quand il n'était pas facile de faire tenir les coiffures, malgré le Pento... ». La mobilité n'était pas seulement sociale, elle était aussi culturelle. L'appartenance de classe restait structurante, mais le monde changeait et l'amélioration de la vie n'était pas un horizon indépassable. Certes, il fallait investir de nouveaux espaces, mais ils étaient synonymes d'une nouvelle vie. C'était le temps du consensus fordiste. Et dans ce temps, la mobilité était aussi une promesse de jours meilleurs.

Habiter.

La notion mériterait un développement important, elle apparaît transversalement dans l'ensemble du travail. Nous développerons simplement ici les partis pris qui ont conduit à l'usage du terme dans les références de l'Union, qui ne se limite pas à un simple glissement du mot logement dévalorisé au mot habitat qui serait supposer plus noble. Le changement de sens est pleinement assumé dans le changement de sigle et le passage du logement à l'habiter. Ce qui nous intéresse c'est le sens actif où l'on passe de

Habiter, une
production...Une
production de sa
vie.

par F. Dubet et D. Lapeyronnie dans « les quartiers d'exil » et plus récemment « Les ghettos ». Un glissement de mots qui témoignent de la faillite de l'objectif.

²⁵ : 1966 – 2006. « Foyer de jeunes travailleurs de Mantes-la-Jolie, 40 ans de jeunesse ». Participation à la rédaction de la plaquette commémorative, en particulier avec des entretiens et des rencontres auprès d'anciens résidents qui reviennent sur leur histoire et qui la confrontent aux résidents actuels du foyer. Intervention, dans le cadre du quarantenaire du foyer de la Manu à Valence. Retour sur expérience, autour du thème « d'une jeunesse ouvrière à une jeunesse incertaine » : les mutations de la demande sociale. Bien que l'ouvrage concerne l'histoire de l'union, on peut également consulter utilement l'ouvrage « *qu'est-ce que l'UNHAJ ?* ». Edition de l'Archipel. Paris 2008.

²⁶ : Comme un accès discret aux étages...

l'acte de loger (celui qui offre) à l'acte d'habiter (le faire des jeunes). C'est là que la notion de jeune acteur, promu par l'Union prend tout son sens. C'est une façon de considérer le logement comme un substrat du faire des jeunes, en termes d'appropriation, de relation aux autres, de gestion de son intimité. C'est d'ailleurs l'intérêt de l'intitulé de la consultation du PUCA qui relie modes de vie et logements. L'enjeu est bien de se situer au niveau des pratiques et des usages, de leurs sommes et de leurs articulations dans tous les temps et les domaines de la vie quotidienne, dans un cadre d'adaptations aux contraintes, de développement de ruses et de tactiques qui permettent d'optimiser ce qui est donné à consommer. En ce sens on peut parler d'une production et d'une culture, « des arts de faire » disait De Certau dans *L'invention du quotidien*. Habiter est une création qu'il faut savoir estimer à cette aune. C'est ce que nous souhaitons révéler, dans les chapitres qui suivent, des pratiques des jeunes qui vivent en FJT.

Parler de l'habiter, c'est également l'occasion d'envisager des espaces de la vie quotidienne, l'ensemble des espaces qui s'inscrivent dans une situation donnée. On habite évidemment son logement, un voisinage, une rue, un quartier, une ville et son environnement... Mais dans le cas (notamment des étudiants) qui nous occupe, la mobilité, on peut habiter deux territoires dans des rythmes et pour des fonctions différentes. Comment la diversité des situations induit des modes de faire différents ? Comment s'exercent les systèmes de contraintes et les manières d'y faire face dans le temps et dans l'usage de l'espace, selon quelles modalités culturelles ?

Habiter est une compétence et une création. Et créer c'est vivre. C'est le regard que nous avons souhaité porté sur les jeunes qui vivent en FJT, dont les étudiants.

Habiter, une notion qui se
décline à tous les niveaux
de l'échelle des territoi-
res.

QUI SONT LES ETUDIANTS QUI VIVENT EN FOYER DE JEUNES TRAVAILLEURS ?

L'arrivée des étudiants en foyer de jeunes travailleurs, c'est une histoire relativement nouvelle, qui devient significative à partir des années quatre-vingt dans le peuplement des structures FJT.

Elle est nouvelle du point de vue d'une demande qui ne s'exprimait pas dans cette direction puisque l'offre n'était pas dédiée à cette catégorie de jeunes. Elle est nouvelle, parce que le nombre global d'étudiants a progressé, particulièrement dans les cycles courts, particulièrement dans les formations techniques post-bac, comme nouvelle condition d'entrée sur le marché de l'emploi. Elle est nouvelle dans de nouveaux territoires, où s'implantent des cursus de formation, à la marge des pôles universitaires habituels, où les services d'aide consacrés aux populations étudiantes ne sont pas présents. Elle est nouvelle, parce que dans de nombreux cas, les effets de la rénovation urbaine ont conduit peu à peu à faire disparaître, au moins de réduire le nombre de ces logements inconfortables et exigus que l'on qualifiait de « parc sociaux de fait », dont les chambres de bonnes sont la représentation mythique. Alors, les foyers de jeunes travailleurs sont devenus une solution d'habitat pour des étudiants de plus en plus nombreux, inscrit dans des filières de plus en plus diversifiées, à la fois dans leur durée et leur spécialisation, alors que les jeunes ouvriers étaient moins nombreux. Ils sont aussi une ressource pour les jeunes qui connaissent des parcours chaotiques et des difficultés d'insertion. Si les statuts juvéniles se sont considérablement morcelés, le peuplement des foyers en donne une représentation.

Elle est cependant partielle, car si tous les statuts sont représentés, ils ne le sont pas en proportionnalité. D'autre part, la représentation varie en fonction des caractéristiques des territoires d'implantation. Ce sont là des limites de l'investigation construite, dans sa capacité à répondre à la description des modes de vie étudiants, car les étudiants les plus présents dans les FJT se recrutent plutôt dans les formations techniques des premiers cycles universitaires. Néanmoins, nous disposons d'une opportunité comparative entre les modes de vie des étudiants et ceux des autres catégories de jeunesse, et celle de développer une approche en termes de ressemblances et de différences et même de compatibilité entre les jeunes, en fonction des écarts statutaires et de ce qu'ils comportent, potentiellement, comme différences culturelles et d'organisation de la vie quotidienne. C'est par exemple la possibilité de montrer comment le statut étudiant s'inscrit dans une trajectoire, avant une stabilisation sur le marché de l'emploi, comment dans la vie sociale il inscrit dans une continuité dans les façons d'être et les façons de faire dans l'ensemble des domaines de la vie sociale. Continuité dans la trajectoire des individus, mais aussi différences entre statuts et comportements avec des jeunes précocement exclus des cursus scolaires.

Les étudiants qui frappent à la porte des foyers de jeunes travailleurs : c'est un marqueur de l'ampleur et de la rapidité des mutations sociales et sociétales à l'œuvre dans la société française, qu'elles concernent la mutation des systèmes urbains et les exigences de la mobilité, qu'elles concernent la réorganisation de la sphère de l'emploi et l'émiettement des statuts. Qu'elles concernent les nouvelles conditions d'entrée des jeunes dans le monde des adultes.

Les étudiants, une demande nouvelle pour les foyers de jeunes travailleurs, mais surtout pour les nouveaux pôles de formation aux marges des sites universitaires traditionnels.

Le peuplement des foyers témoigne aujourd'hui de la diversité des statuts juvéniles.

Etre étudiant et résider en FJT peut témoigner, pour certains, d'une précarisation généralisée de la jeunesse, de la complexification des trajectoires d'entrée dans le monde des adultes au regard des mobilités sociales et géographiques. Généralisation ne signifie pas intensité unique. L'incertitude statutaire est d'un poids différent que l'on soit étudiant, suspendu à l'attente plus ou moins longue de la rentabilité d'un diplôme ou que l'on soit victime d'une situation d'enkystement dans un cumul de handicaps dont la sortie paraît improbable. L'aléatoire statutaire n'est pas la même pour tous les étudiants en fonction de la rentabilité des cursus, mais aussi en fonction de désillusions par rapport à un choix initial, par rapport à une volonté qui se construit peu à peu de ne finalement pas s'inscrire dans un processus trop long. Il y a aussi, pour certains, le poids des difficultés de la vie sociale (dont évidemment la question du logement), de l'exiguïté des ressources ou de la réorientation d'un choix de vie...

Une précarisation généralisée, mais des intensités différentes entre les étudiants et les autres, et pour les étudiants entre eux.

Donc, l'enjeu de ce travail est triple : mettre en regard la situation des étudiants par rapport aux autres jeunes, examiner les différences des étudiants entre eux, examiner la place du statut et de la situation d'étudiant dans des trajectoires plus longues...

Avant d'envisager la manière dont les jeunes se représentent la situation qui leur est faite et la manière dont « ils s'en arrangent », nous nous proposons, à partir des statistiques élaborées par l'UNHAJ, de dresser le portrait comparé des étudiants résidents et les autres jeunes.

Caractérisation

Ventilation par statuts d'activité : la place des étudiants dans le peuplement des foyers de jeunes travailleurs en 2006.

	femmes		hommes		Ensemble	
CDI à temps plein	1757	11,47	4106	17,76	5863	15,25
CDI à temps partiel	722	4,71	626	2,71	1348	3,51
CDD à temps plein	1339	8,74	2182	9,44	3521	9,16
CDD à temps partiel	661	4,31	559	2,42	1220	3,17
Intérimaires	513	3,35	1633	7,06	2146	5,58
Contrat de qualification	473	3,09	611	2,64	1084	2,82
Contrat d'apprentissage niveau V	1260	8,23	2635	11,40	3895	10,13
Contrat d'apprentissage niveau IV et +	623	4,07	1307	5,65	1930	5,02
Stagiaires de la formation professionnelle, rémunérés	1642	10,72	2642	11,43	4284	11,14
Stagiaires de la formation professionnelle, non rémunérés	980	6,40	1058	4,58	2038	5,30
Salariés dans le cadre d'une mesure d'insertion	194	1,27	318	1,38	512	1,33
Demandeur d'emploi rémunéré	466	3,04	747	3,23	1213	3,16
Demandeur d'emploi non rémunéré	861	5,62	857	3,71	1718	4,47
Scolaires enseignement général	478	3,12	436	1,89	914	2,38
Scolaires enseignement technique	588	3,84	611	2,64	1199	3,12
Etudiants enseignement général	1078	7,04	818	3,54	1896	4,93
Etudiants enseignement technique	1187	7,75	1477	6,39	2664	6,93
Non renseignés	497	3,24	497	2,15	994	2,59
Total	15319	100,00	23120	100,00	38439	100,00

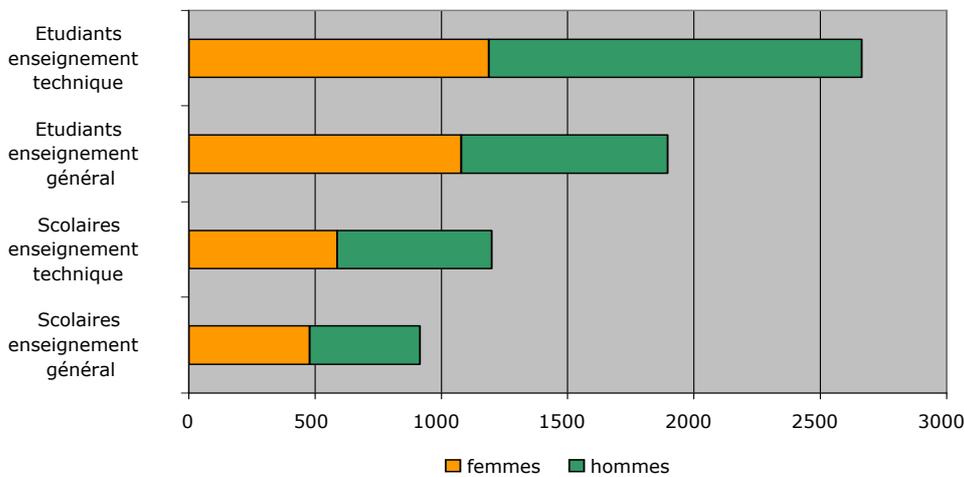
Source : observatoire, 2006

Sur les 38 439 résidents accueillis en 2006, 60 % sont des hommes 40 % sont des femmes. Cette répartition représente une constante de l'occupation des foyers sur la longue période. Elle dépend de plusieurs facteurs : les jeunes femmes recherchent plus précocement leur autonomie et sont plus gênées par les contraintes de la vie collective. Dès qu'elles disposent des moyens d'accès à un logement autonome, elles quittent les foyers, même pour un voisinage choisi (colocation avec la bonne copine). Mais d'autre part, elles se mettent en couple plus tôt que les jeunes hommes, à l'exception notable des jeunes étudiantes qui suivent des études longues et dont le comportement tend à se rapprocher de celui des garçons, singulièrement, en ce qui concerne la gestion du principe de carrière qui impose parfois le différenciel de la mise en couple et de la naissance d'un premier enfant, la création de la famille.

Les étudiants et les scolaires représentent près du cinquième des résidents des foyers.

Résidents : plus de jeunes hommes que de jeunes femmes.

Les étudiants : la représentation par sexes.



Les jeunes femmes étudiantes sont proportionnellement plus représentées dans le public des foyers.

Cela dit, l'échantillon des foyers ne permet guère d'illustrer ces situations puisque les étudiantes présentes dans les structures sont pour la plupart, en début de cursus résidentiel ou inscrite dans des formations supérieures courtes. Les étudiantes sont jeunes, sortent du lycée et de leur famille. Bien souvent, intégrer une structure de logements encadrée, ne tient pas du choix des filles, mais d'un choix de leurs parents rassurés par un suivi de la vie sociale et l'existence de règles et de normes. On peut simplement dire, qu'au niveau de la catégorie des scolaires et des étudiants, l'écart entre les filles et les garçons est restreint ; il y a même une parité de la représentation (3331 jeunes femmes pour 3341 jeunes hommes).

Pour les scolaires et les étudiants, la proportion s'établit presque à parité.

Si l'on se réfère au tableau précédent, en tenant compte de la répartition des statuts pour chacun des sexes, les scolaires et les étudiants représentent 23 % des filles et seulement 15 % des garçons. Cette tendance est confirmée (et parfois amplifiée) par les multiples études territoriales réalisées au sein de l'UNHAJ.

Les jeunes femmes sont proportionnellement plus représentées dans les formations supérieures généralistes. Les formations techniques supérieures, industrielles en particulier, attirent traditionnellement les jeunes hommes. Néanmoins, elles sont mieux représentées dans les formations techniques scolaires (en formation hors université). Les écoles de formation des secteurs sanitaires et sociaux en sont de bons exemples (écoles d'infirmières, écoles de travail social).

Dans l'ensemble, si on considère la somme des formations universitaires techniques et les écoles supérieures (scolaires), les étudiants qui vivent en foyer sont majoritairement inscrits dans des cursus professionnalisants.

Les contours flous de la catégorie.

Il nous faut dire déjà un mot sur le choix que nous avons fait de regrouper les scolaires et les étudiants (nous y reviendrons). La différence entre ces deux statuts ne renvoie pas à une hiérarchie d'âge : scolaire puis étudiant, car la très grande majorité des résidents des FJT recensés comme scolaire sont âgés de plus de 20 ans. Si on raisonne en termes de besoins sociaux et de modes de vie, quelles différences peut-on établir

Scolaires et étudiants, des limites incertaines.

entre un élève de BTS et un étudiant de DUT ? Qu'elle est la différence entre une élève infirmière et un étudiant d'une licence professionnelle ?

Les exemples peuvent être multipliés avec les élèves des écoles de travail social ou de l'animation, les écoles d'art, les écoles professionnelles liées à des chambres de commerce et d'industrie, avec les élèves de diverses écoles privées, et pour lesquelles les jeunes ne bénéficient pas toujours des avantages qui accompagnent le statut d'étudiant, malgré la contrepartie d'une professionnalisation plus assurée.

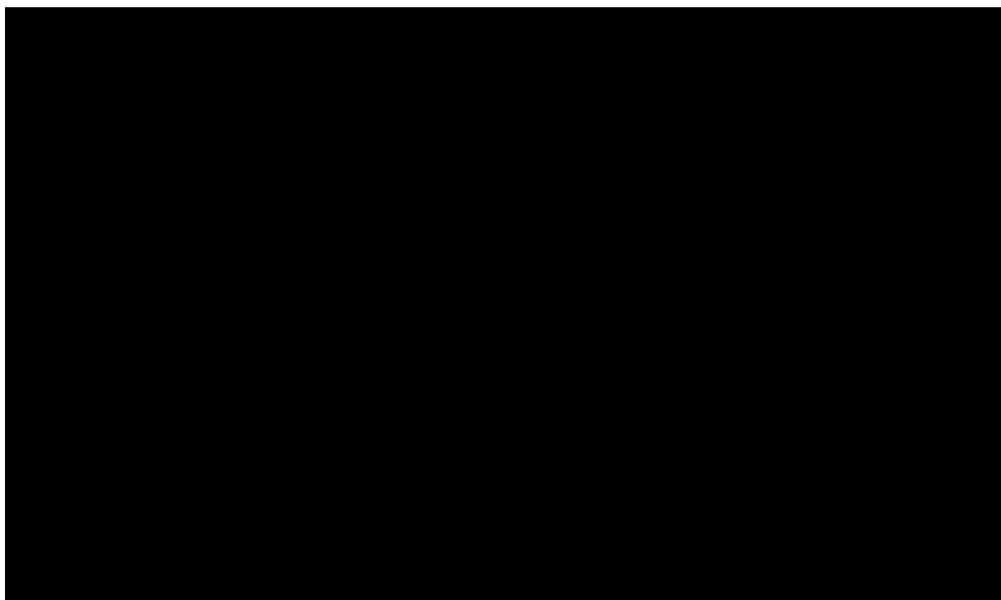
D'autres questions se posent, concernant la catégorie des apprentis et des stagiaires. Mais la manière dont est collectée l'information rend difficile une approche fine des situations. Pour ce qui concerne les apprentis, il est difficile d'avoir une approche quantitative de la part des jeunes qui intègrent ce statut dans des formations post-bac. Dans les foyers, la place des apprentis est une histoire longue, mais une histoire où ce statut s'attachait principalement à la formation de futurs ouvriers. La caractérisation de la catégorie des stagiaires est encore plus complexe. Elle représente un fourre-tout qui mêle la situation de jeunes en difficulté d'insertion, qui intègrent des stages de mobilisation d'accès à l'emploi, et de jeunes qui effectuent un stage pour valider un cursus d'étude, comme passage obligé pour valider un diplôme supérieur. Statut identique, mais histoire différente... Un stage effectué dans le cadre d'un cursus universitaire, s'inscrit-il en rupture d'une situation qui est d'abord celle de l'étudiant ? Si l'on retient cette définition extensive, c'est alors près du tiers des résidents qui sont en situation d'étude. Nous pourrions l'illustrer au travers des figures et des représentations que ce font les jeunes de leurs situations. Avoir sa carte n'est certainement pas le seul critère à retenir pour caractériser une situation « d'étudiants ». C'est l'opportunité qui nous est offerte par l'échantillon des résidents des FJT comme lieu de côtoiement de différents statuts et catégories.

En termes d'approche statistiques, nous ne parviendrons qu'à produire des tendances, car il est bien difficile d'évaluer les limites et les frottements entre les différentes catégories préconstruites tant leur diversité interne peut-être grande et qu'aux limites de chacune d'elles se trouvent des individus qui pourraient aisément franchir le cap de la catégorie voisine. C'est d'ailleurs la situation de nombreux individus, si l'on raisonne en termes de trajectoires, car l'apprentissage juvénile, dans son ensemble, se compose bien souvent d'une succession de statuts qui ne transforment pas fondamentalement des manières d'être et des manières de faire, qui ne transforment pas fondamentalement un mode de vie.

Porosité et flou entre certains statuts : de l'étudiant à l'élève au stagiaire et à l'apprenti.

Difficulté du comptage et des classements : porosité et / ou succession des statuts.

Pluralité des statuts et organisation des trajectoires :



Le graphique qui précède donne une représentation simplifiée du tableau de la page précédente, sauf pour les étudiants qui constituent la catégorie centrale de l'approche. Les étudiants et les scolaires représentent 66 83 individus, environ le cinquième de l'effectif. Compte tenu des remarques faites précédemment, sur la porosité et le caractère transitoire des statuts, c'est finalement 3 jeunes sur 10 qui connaissent une situation très proche du statut étudiant, qu'ils quittent transitoirement. Pour ce qui concerne les stagiaires, par exemple, en établissant des croisements d'items (stagiaires âgés de 20 ans et plus, niveau d'étude supérieur au bac, CSP des parents...), nous pouvons extrapoler une tendance qui montre que pour une part les stagiaires sont des étudiants dont la situation n'est que transitoire. Une fois le stage effectué, certains redeviendront étudiants. Les stocks statistiques ne permettent guère d'avoir une approche fine des interstices de trajectoire. Pourtant, c'est souvent le cas du stagiaire dans une trajectoire d'étudiant, que cela concerne la manière de scander une étape d'un cursus avant de passer à un niveau supérieur, ou que cela concerne, un temps de latence et de réflexion avant d'envisager une réorientation. C'est le cas de jeunes qui après deux années de psy présentent le concours d'une école d'éducateur spécialisé, ou d'assistant social. Une ou deux années pour prendre ses marques, faire l'expérience de la vie étudiante et d'un nouveau territoire, puis chercher une logique profitable d'insertion professionnelle, même si ce n'était pas la vie rêvée. C'est souvent à la suite d'un stage, comme première expérience du monde du travail que ces décisions se prennent. On trouvera une approche plus détaillée, plus illustrative, de ce type de profil dans la partie qui traitera des représentations des jeunes. Mais d'ores et déjà, c'est l'occasion d'aborder le thème souvent invoqué de « l'échec des premières années universitaires », qui se construit comme le produit d'une succession de renoncement et / ou de désillusions, par rapport au choix d'une discipline, d'une filière ; par rapport à l'expérience d'une vie nouvelle dont on ne goûte finalement pas les bonheurs escomptés. La succession ou l'articulation des statuts n'exprime pas seulement une nouvelle manière d'organiser un itinéraire global de formation. C'est aussi une manière de gérer des situations incertaines, pour construire sa place sociale par ajustements ou réorien-

Le statut d'étudiant et ses marges.

tations successives. Autrement dit, Si l'incertitude statutaire s'impose aux jeunes, mais elle est aussi, pour eux, une possibilité de construire leur être social, à condition d'en posséder les dispositions. Car gérer l'incertain réclame une compétence, dont disposent les étudiants plus que certains de leurs camarades résidents, particulièrement ceux qui connaissent des ruptures et des parcours chaotiques, liés à des déficits de capital : social, culturel et éducatif. En cela, les premières années universitaires constituent une très bonne illustration de la porosité des statuts et de la complexité des trajectoires.

On peut considérer que les passages vers les statuts d'emplois peuvent paraître définitifs. C'est, certes, la tendance dominante, mais, pour quelques étudiants, cela reste une parenthèse, lorsque la rentabilité escomptée d'un diplôme, ne se révèle pas efficiente sur le marché de l'emploi. Alors, une reprise de la formation sous une forme ou sous une autre est envisagée. L'approche qualitative nous permettra d'illustrer ce type de trajectoires, qu'elles apparaissent pour des raisons professionnelles, ou qu'elles apparaissent pour des raisons de choix territoriaux, lorsqu'on se rend compte qu'un diplôme obtenu conduit inévitablement à un départ quasi définitif du territoire originel.

Réorientation après une première expérience d'emploi : à la recherche d'une formation plus approfondie.

Que l'on considère le statut d'étudiant de manière restrictive ou extensive, la part des étudiants dans les foyers de jeunes travailleurs n'a cessé de progresser au cours des vingt dernières années.

Ceci tient évidemment à l'allongement généralisé de la scolarité qui conduit à l'augmentation du nombre des étudiants, même si tous n'obtiendront pas un diplôme du supérieur. La logique post bac est de faire l'expérience d'une formation universitaire, une expérience dont on ne choisit pas forcément la discipline, dont on ne mesure pas la rentabilité future sur le marché de l'emploi.

Ce phénomène est d'autant plus marqué que l'on assiste à une redistribution territoriale des espaces de formation du supérieur, en particulier par le développement de sites universitaires de moindre ampleur, en nombre d'étudiants, en choix de formation et qui se limitent à des premiers cycles. Quand des foyers sont présents sur ces sites qui intègrent ces nouveaux pôles, ils sont une ressource pour les étudiants ; particulièrement quand une offre dédiée est absente. Mais d'autre part dans ces petites villes moyennes le marché locatif privé est étroit (le statut de propriétaire occupant est dominant dans ce type de ville), particulièrement pour les logements de petite taille. Alors, les foyers ont une utilité évidente, comme solution de logement pour les étudiants en mobilité. Cela concerne des délocalisations universitaires, mais aussi la présence d'écoles spécialisées, implantées pour des raisons historiques ou de qualité de site, pour lesquelles l'aire de recrutement géographique est très étendue²⁷. Une estimation faite de la partition des résidents selon le statut, montre que la part des étudiants est plus importante, que la moyenne nationale (environ 3 points), dans les petites villes, particulièrement lorsque s'y est développée une offre de formation supérieure. On peut parler de ressource palliative, lorsque le reste de l'offre de logements est défaillante, d'autant plus quand l'implantation universitaire reste limitée et qu'elle ne conduit pas les organismes en charge du logement à développer une offre spécifique. Nous parlons bien d'estimation car il n'y a pas de modèle unique de petite ville et les caractéristiques

Les FJT, une ressource pour les étudiants des nouveaux pôles universitaires.

²⁷ : Sans prétendre à l'exhaustivité, voici quelques exemples : Gap avec le pôle universitaire de 1200 étudiants, l'école d'infirmière et un site de formation pour les métiers de l'aéronautique. Thionville avec la délocalisation de sections de DUT de l'université de Lorraine, avec l'école supérieure de soudure. Redon avec des classes de BTS et une école supérieure. Saint-Malo et des sections déconcentrées de l'université de Rennes... Calais et ses formations spécialisées en biologie marine...

de territoire restent essentielles, en particulier lorsqu'elles concernent les politiques de développement et de peuplement.

Autrement dit, quelle place donne-t-on à l'implantation d'un pôle de formation, dans une stratégie de développement territoriale ? La question est aussi celle des leviers dont on dispose localement pour développer un accueil favorable à l'implantation des étudiants ; qu'il s'agisse de l'offre de logement ou qu'il s'agisse des divers services urbains facilitant une vie quotidienne²⁸. La définition de cette périphérie aux études est essentielle quant à la participation des étudiants à une vie sociale locale, comme acteurs potentiels du développement et de l'animation urbaine. Il y a un fort risque d'extraterritorialité, pour des antennes, qui seraient mieux connectées à l'université dont elles dépendent, qu'à un environnement immédiat. C'est parfois plus une notion de repli qu'une notion d'irrigation qui est à l'œuvre.

Le développement des nouveaux pôles universitaires : une greffe pas toujours facile.

Dans ce contexte, les FJT peuvent être bien plus que des supplétifs à un marché du logement peu adapté.

Les FJT comme médiation avec le territoire local.

Ils peuvent être des supports et des vecteurs d'intégration au lieu, parce que les étudiants ont l'opportunité de rencontrer d'autres jeunes, de participer à des actions ouvertes sur le potentiel du territoire, même s'il paraît bien mince dans certains cas, au moins au regard de la demande en termes de modes de vie, des jeunes étudiants et des autres (nous y reviendrons au chapitre des représentations). La question de l'intégration quotidienne au territoire ne se pose pas tant en termes de statut qu'en termes de classe d'âges. En raisonnant en termes de mode de vie, la différence est grande entre les étudiants de ces petits pôles et les étudiants des grandes villes universitaires où leur place sociale est mieux stabilisée, mieux reconnue. Même si les difficultés d'accès au logement (coûts) sont parfois plus fortes dans les grandes villes, La ville, ses services, son mouvement, ses plaisirs gratuits.

Finalement, la dispersion des statuts, constatée dans le peuplement des foyers de jeunes travailleurs n'est que le produit de ce qu'il se passe à un niveau global. C'est bien dans ce cadre qu'il convient d'envisager l'augmentation de la part des étudiants dans leur peuplement, un statut qui n'a cessé de croître, mais aussi de se transformer par le développement de formations techniques de plus courte durée, d'une meilleure rentabilité escomptée quant à l'accès au marché du travail en s'ouvrant beaucoup aux entreprises et au marché privé. Cette transformation n'est pas sans effets sur la mutation de l'image traditionnelle de l'étudiant à la recherche des « humanités », une figure éthérée du rêveur ou du « professeur tournesol », au mieux des spécialisations juridiques ou médicales. L'extension du statut d'étudiant conduit à sa banalisation, à une sortie de la figure de l'intellectuel déconnectée de la vie sociale ordinaire. Les foyers accueillent ces nouveaux étudiants dont il est parfois difficile de déceler, dans leurs comportements et leurs perspectives, ce qui est de la tradition estudiantine et ce qui est d'une modalité de qualification pour l'entrée dans un marché de l'emploi ouvert à de nouvelles technicités de la production, aux nouvelles nécessités d'organisation de la sphère de la circulation. Nouveaux cursus, nouveaux étudiants, nouvel objet de la formation et du diplôme ; c'est l'expression d'un entre-deux, où la spécificité de l'étudiant (dans son imagerie traditionnelle) se dissout. On peut utiliser cette formule, pas très belle, mais

La diversité des situations trouble la spécificité des statuts.

²⁸ : Deux études réalisées à Gap et à Thionville, concernant l'implantation des étudiants, montrent combien il est difficile de mener à bien des projets d'accueil, lorsque qu'il existe des difficultés de définition d'une politique commune entre des collectivités locales et les autorités universitaires, qu'elle concerne l'offre de logements, la restauration, l'offre de loisirs, la participation à la vie sociale locale...

explicite de « pas tout à fait étudiants ». Si l'on considère les étudiants de BTS et de DUT, les élèves des écoles du supérieur dont la professionnalisation est l'objet premier. Ce sont ces profils qui sont dominants parmi les étudiants qui vivent en FJT. Comment se considèrent-ils : étudiants à part entière ou travailleurs en devenir, nous en aurons quelques éclaircissements et les figures de ces résidents. Comme sur les anciens immeubles, la diversité est à tous les étages des foyers, une diversité entre catégories, une porosité entre elles, mais aussi des distinctions internes à chacune d'elles. C'est donc une manière d'envisager la situation des étudiants en proximité et en comparaison avec d'autres statuts juvéniles.

Nous avons évoqué précédemment la succession plus ou moins organisée dans les trajectoires juvéniles pour les résidentes des foyers. Les étudiants se retrouvent également avec les autres autour des nécessités de la mobilité géographique. Les foyers constituent, pour les jeunes une ressource pour gérer des mobilités sociales et des mobilités géographiques. Les mobilités sociales concernent l'organisation de leur trajectoire d'insertion sociale et professionnelle et l'on peut considérer l'ensemble des jeunes. Elles ne sont cependant pas de même nature, pour des étudiants ou pour des jeunes qui cumulent des handicaps sociaux.

La mobilité dans toutes ses composantes : une nécessité pour construire sa place sociale.

Les mobilités géographiques sont le produit de la disjonction entre des territoires originaux et des territoires d'activités. Les foyers, à leur période native, ont joué rôle essentiel dans le mouvement de concentration urbaine des années soixante, car les mouvements migratoires s'attachent d'abord aux populations jeunes, aux derniers entrants dans le monde du travail²⁹. Elle est aussi une nécessité pour l'entrée dans les cursus de formation du supérieur qui sont nécessairement implantés dans les systèmes urbains concentrés, même si ces dernières années, il y a une tendance à l'essaimage vers des pôles urbains de « second ordre ».

Parmi les résidents des foyers, la mobilité se partage entre les statuts. Si elle apparaît comme une contrainte, elle est aussi finalement un marqueur de réussite car les écarts sont plus importants entre les jeunes en mobilité et les jeunes « assignés à résidence » dans des territoires qui ne leur offrent guère de possibilités d'insertion et qui ne disposent pas des leviers nécessaires à la gestion d'une mobilité. Plusieurs études, réalisées dans des territoires ruraux nous montrent que, malgré une souffrance, pour les jeunes les mieux armés socialement, le départ reste une chance de se constituer un capital social pour se construire une carrière. Pour les jeunes les plus en difficulté, les termes de l'échange n'y sont pas. Partir, c'est accéder aux espaces disqualifiés de la ville. Quel est l'intérêt de quitter son Avesnois natal où l'on dispose de quelques réseaux, pour les quartiers stigmatisés de Valenciennes. On a perçu la crainte et la déstabilisation d'une jeune femme du Sud Manche à qui sa conseillère de la mission locale avait proposé de faire un stage dans « l'enfer urbain » qu'est Avranches. On pense aussi aux rêves brisés de cette jeune femme qui ne rêvait que de la grande ville, et qui en a épuisé les duretés des relations et les affres de l'isolement en deux mois, avant de « retourner chez elle ». La mobilité est une contrainte, mais qui s'exerce à des degrés divers selon les dispositions des individus. Elle apparaît plus souvent pour les étudiants

La mobilité, une contrainte, mais aussi une chance pour construire une trajectoire.

A l'inverse, l'immobilisme est un marqueur fort de déclassement.

²⁹ : Il y a une exception notoire qui concerne les pôles de reconversion, lorsque des pans entiers d'une mono activité s'effondrent. Ce fut le cas des bassins miniers, de la sidérurgie Lorraine, des vallées textiles vosgiennes où la migration s'imposait à d'autres classes d'âges. On peut, par exemple, évoquer la migration d'un certain nombre de sidérurgistes lorrains vers le site de Fos-sur-Mer.

comme un passage nécessaire mais un passage qui ouvrent des perspectives, dont on peut escompter un bénéfice.

Pour la plupart des étudiants qui vivent en foyer, il s'agit d'une première décohabitation qui finalement s'inscrit pleinement dans leur nouveau statut. En même temps que l'on obtient un statut, c'est le premier départ du domicile parental. Départ, qui n'est pas nécessairement définitif. Dans le temps hebdomadaire, car on peut parler de décohabitation à temps partiel, une décohabitation des jours ouvrables. Dans l'annualité, il faut retirer le temps des vacances. On y passe au moins une année scolaire, souvent deux dans le cadre des cursus courts. Le foyer c'est le temps qui permet d'appivoiser la ville, avant de trouver d'autres solutions de logement dont la colocation si les études se prolongent. D'ailleurs, on part souvent avec un ou une camarade que l'on a rencontré au foyer.

Pour les étudiants, le foyer comme première décohabitation, mais souvent une décohabitation « à temps partiel ».

A moyen terme trois solutions sont possibles : on cherche, quand cela est possible à retrouver son espace natif pour y valoriser un diplôme, ou bien on a fait le deuil du retour parce qu'il n'y a pas de potentiel et l'on cherche à s'implanter sur un territoire que l'on a apprivoisé et sur lequel on a construit des réseaux et des pratiques, ou alors on se prépare à un nouveau départ, à une (ou des) nouvelles mobilités à la recherche d'un lieu optimal pour l'emploi et pour la vie sociale. Cette relation entre mobilité et statut étudiant dénote d'une meilleure intégration par cette population des nécessités de la mobilité et la capacité de la transformer en valeur. Nous y reviendrons dans le cadre de l'analyse des représentations. Il convient de mettre en avant le caractère aléatoire de la relation entre statut et mobilité, dans le cadre de la construction des trajectoires résidentielles. La linéarité des parcours n'est plus vraiment de mise. On quitte temporairement le domicile parental, on y revient transitoirement avant de refaire une nouvelle expérience. On passe par le foyer, on cherche une autre solution dans le marché ordinaire, puis on revient à une solution d'hébergement collectif pour gérer un nouveau temps de mobilité qui s'impose à la trajectoire d'insertion professionnelle. La question est celle de la fluidité et de la capacité d'adapter le logement à des parcours aléatoires et incertains. Les jeunes font preuve d'adaptabilité et de flexibilité quant à la composition d'un parcours professionnel, mais ils sont confrontés à la rigidité des parcours résidentiels.

Le foyer comme transition des parcours résidentiels.

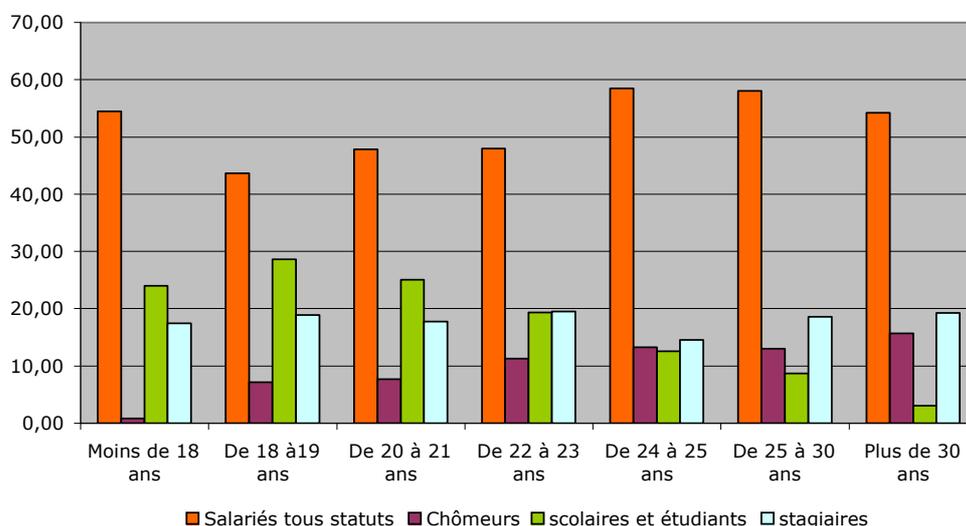
Enfin, le passage d'un statut à un autre ne signifie pas un changement de mode de vie. Quand on passe au statut d'étudiant à celui de stagiaire, on se situe dans une prolongation ; le statut de stagiaire apparaissant comme une suite ou une parenthèse, un complément que l'on n'avait pas toujours envisagé, un temps d'adaptation qui prend parfois la forme d'un deuil, un deuil des illusions.

Cette continuité en termes de mode de vie ou de sentiment d'inachevé marque parfois des jeunes qui accèdent à un premier emploi, à la suite d'un diplôme ou d'un concours qui organise plus précisément encore l'accès à un type d'emploi, mais sur un territoire que l'on n'a pas choisi. Alors, on attend, et attendre, c'est différer un changement de vie, une mise en concordance entre un nouveau statut et le mode de vie qui pourrait lui correspondre. Les ruptures se font progressivement, l'accès à un emploi n'est pas forcément une fin en soi. On n'est pas certain de vouloir construire sa vie sur un territoire que l'on n'a pas choisi. L'apprentissage et l'expérience ne s'arrêtent pas à l'obtention d'un diplôme qui débouche sur une profession (même si c'est un élément majeur), ils concernent l'ensemble des domaines de la vie sociale, car les choix de vies ne se limitent pas à la carrière. Changer de statut et changer de vie ce n'est pas toujours la

même histoire... en tout cas, le rapport à l'avenir ne se limite pas à l'obtention d'un statut qui n'est pas suffisant pour la construction de son être social.

Les résidents étudiants sont en moyenne plus jeunes que les autres résidents.

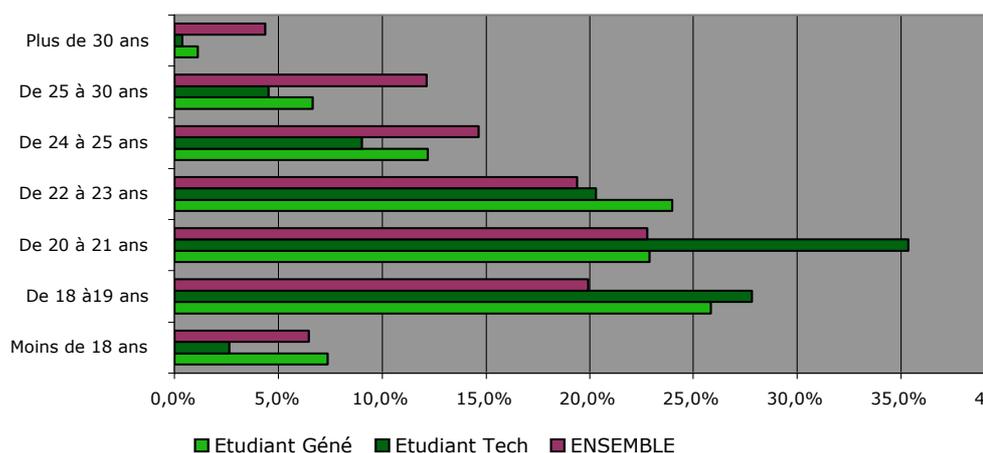
représentation comparée des âges et des statuts



La représentation la plus importante des étudiants dans les tranches d'âges de 18 à 22 ans.

... sans surprise, compte tenu de ce que nous avons évoqué précédemment, concernant les types d'études et les cursus, les résidents étudiants sont plus représentés dans les quatre premières tranches d'âges du graphique. La représentation est particulièrement élevée entre 18 et 22 ans, l'âge des premiers cycles, l'âge des écoles dont la scolarité n'excède que rarement trois années. Dans la catégorie des 22-23 ans, la part des étudiants est encore de 20 %. Elle est de 13 % pour les 24-25 ans.

Répartition par âges



Dans tous les graphiques où elle est présente, la catégorie ensemble concerne tous les résidents des foyers.

Cette représentation de la décroissance du nombre des résidents étudiants en fonction de l'âge est au fond assez proche d'une situation générale des étudiants en France, comme un témoignage de la manière dont fonctionne l'université et ses processus de sélection.

Les jeunes étudiants qui vivent en foyer de jeunes travailleurs sont massivement inscrits dans des premiers cycles et des cycles courts du supérieur. C'est dans ces premières années que les étudiants sont les plus nombreux : c'est à la fois la conséquence

des processus d'entrée à l'université et l'intérêt que montrent certains jeunes pour les études courtes à caractère professionnel.

Il faut insister sur la véritable rupture entre la scolarité et l'entrée à l'université et la difficulté que rencontre les nouveaux étudiants pour choisir une filière et une discipline. Si les étudiants sont nombreux dans les premiers cycles, c'est dans le cadre d'un contexte d'incertitudes multiples. Ils choisissent une filière, d'un intérêt supposé, pour se rendre compte que ce n'est pas réellement ce qu'ils attendaient. Mais au-delà de l'intérêt pour une discipline, le trouble tient également aux méthodes d'apprentissage, à des suivis plus lâches et à des sanctions qui se matérialisent par l'obtention (ou non) des partiels, avec des difficultés permanentes d'évaluation. Il n'est guère nécessaire de rappeler la logique d'échec par abandon, qui débute parfois dès les résultats du premier semestre de la première année d'étude.

Des débuts entre découvertes et désillusions.

C'est également la conséquence de choix par défaut, lorsque l'on entre dans une formation qui ne correspond pas à un premier choix du fait de modalités de sélection masquées. La première inscription se joue alors comme une attente qui permet d'obtenir un statut, de faire une expérience, avant une réorientation souhaitée, le plus souvent vers une formation professionnalisante. On peut prendre comme exemple les étudiants en psychologie qui se réorientent vers des formations de l'éducation spécialisée ou du travail social. Parfois aussi, on tente de rentabiliser une année qui donne plus de chance pour l'accès à une filière professionnelle courte que l'on n'avait pas pu intégrer immédiatement après le bac. C'est aussi l'histoire de trajectoires singulières qui se construisent, avec des tâtonnements étudiants qui finissent par prendre place dans un projet. C'est le cas pour ce jeune licencié en géographie qui réinvestit ses apprentissages dans un métier d'animateur et de guide de sport de plein air. « Ce qui était théorique, j'en sens la réalité, aujourd'hui, dans la construction de mon projet ». « je comprend mieux l'utilité de ce que j'ai appris quand je souhaite appliquer à mon nouveau métier des principes environnementaux »... Quand l'hésitation devient productive et qu'elle permet de sortir de trajectoires habituellement balisées par l'université. Il ne s'agit là que d'un exemple qui ne peut pas faire généralité, mais il nous semble intéressant de mettre en valeur ce type de situation qui montre comment, à la marge, une expérience inachevée peut aussi être le substrat pour un nouveau projet. Autrement dit, comment des jeunes se ressaisissent d'apprentissages qui leur semblaient improbables. Comment se construit un savoir cumulatif en dehors des critères de diplômes propres aux valeurs universitaires et à la rentabilité des cursus ? Dans le corpus, pour un jeune géographe, il n'y a guère de possibilités de salut en dehors d'un bac plus cinq dans des domaines en vogue comme le développement local, les problématiques environnementales, ou le développement urbain : des secteurs ouverts, mais fortement concurrentiels. Dans l'exemple que nous venons de citer, compte aussi l'expérience de la ville « qu'il fallait faire », faire pour comprendre définitivement que le choix de vie ne pouvait être que proche de la nature. Une expérience qui n'est pourtant pas un « enfer », une expérience qui a permis des rencontres fortes. Malgré des aléas, des incertitudes, en pleins ou en creux, l'expérience d'étudiant urbain participe de la constitution d'une personnalité qui ne s'évalue pas seulement en termes de diplômes obtenus. Certes, les abandons précoces de scolarité du supérieur sont préoccupants, ils ne sont cependant pas un indicateur exclusif d'échec, mais un temps d'adaptation ou de construction, de renforcement d'expériences qui ne sont pas forcément liés aux acquis universitaires.

Des situations d'attente, mais de première expérience.

Des savoirs réinvestis dans des trajectoires personnelles.

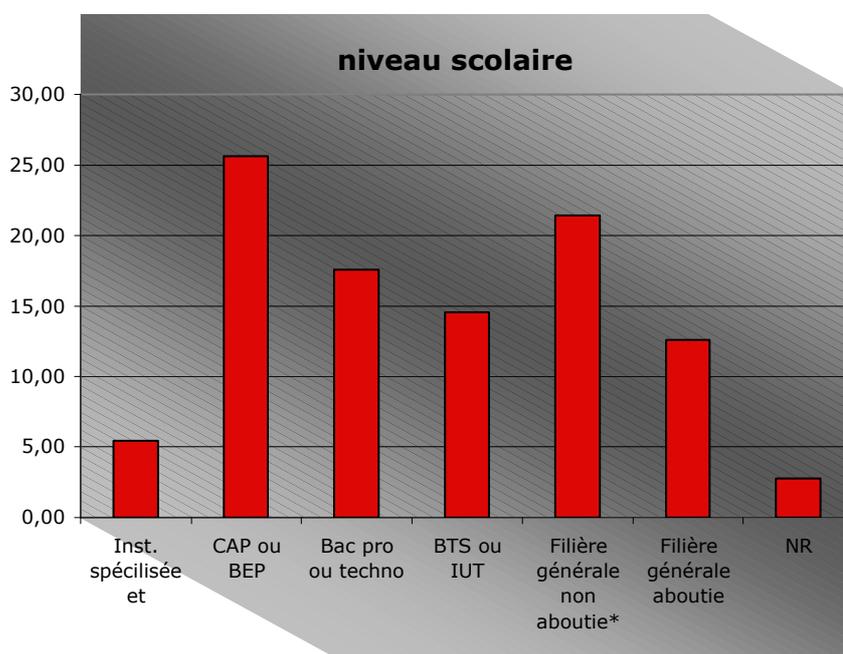
Le second facteur de la jeunesse des « résidents étudiants » tient à l'importance du nombre de jeunes inscrits dans des formations supérieures courtes (BTS, DUT, écoles professionnelles). Finalement récentes dans les cursus universitaires, elles troublent la représentation habituelle de l'étudiant, pour se rapprocher des autres formations à visée professionnelles. Ces formations peuvent être considérées comme une continuité d'autres formations techniques qui obéissent à d'autres critères et qui se fondent sur d'autres conceptions du savoir. Nous avons, dans la première partie de ce travail, évoqué ces nouveaux « étudiants interfaces », étudiants par statut sans en adopter pleinement les comportements et les référents culturels. Les formations techniques supérieures sont finalement considérées comme une continuité nécessaire pour des productions qui se sont complexifiées. Le rôle de producteur leur reste relativement attaché. Malgré des rapports hiérarchiques, la fonction de technicien s'inscrit dans une forme de continuité d'une culture de producteur dont des pères ouvriers peuvent concevoir une vraie fierté. On ne se situe pas tout à fait dans une logique de rupture de classe³⁰. D'ailleurs, dans la mouvance des FJT, pour certaines associations, la présence des étudiants du technique, s'inscrit dans un processus de continuité. C'est le cas d'associations qui se réfèrent aux valeurs de la jeunesse ouvrière chrétienne (J.O.C.) et qui parlent de ces nouveaux étudiants comme des « jeunes issus du milieu », se fondant sur une origine sociale. Alors, ils ont une place « naturelle » dans le monde des FJT. Ils sont considérés comme des travailleurs en devenir à plus ou moins court terme, sans pour autant s'extraire de la culture de la production, de la culture de la classe. Cette catégorie aura été, depuis sa naissance au cours des années soixante, à la suite des bacs techniques, le support d'un consensus où se construisait une mobilité sociale intergénérationnelle, la chance que les enfants intègrent un emploi à un niveau supérieur de celui de leurs parents. Accès à une position supérieure, certes, mais ce n'est pas forcément une rupture. C'est cependant ce consensus qui est remis en cause depuis quelques années comme en témoignent les études de Louis Chauvet et l'émergence de la thématique du déclassement. Cependant, ces formations techniques restent un meilleur sésame pour l'accès à l'emploi que des formations générales inachevées. A durée égale, il n'y a pas de comparaisons possibles, en termes d'efficacité, entre un DEUG et un DUT, par exemple. Les études courtes pèsent évidemment moins sur le budget des familles aux revenus modestes ou moyens, mais ce n'est pas un argument unique. Les familles voient aussi le caractère concret de la formation qui pose une limite à l'incertain sociale : avoir un métier dans les mains est un adage puissant dans les références populaires. Le concret, la relation à l'objet, sont des fondamentaux des cultures populaires. Cette lecture n'est guère possible pour les formations généralistes longues qui sont empreintes de pensée, de conceptualisation, d'abstraction. Même s'il peut y avoir une fierté réelle lorsqu'un enfant obtient un diplôme après des études longues, les incompréhensions sont nombreuses lorsqu'on tente le rapprochement entre l'investissement et des rendements jugés faibles en termes de revenus par exemple. Pas toujours facile d'être compris quand on s'engage dans des filières créatives et que dire quand on choisit des formations de sciences sociales ou même de sciences dures quand l'obtention d'un diplôme à bac plus cinq conduit à des premiers emplois rémunérés au niveau du SMIC. Il y a, au moins, une suspicion d'irréalisme, d'immaturité, parfois même de paresse. On ne se coupe pas impunément de ses racines.

Les étudiants du technique : une situation interface entre le monde de l'emploi et le monde universitaires. Un témoignage de la dilution des statuts.

³⁰ : Ce n'est pas la situation qui apparaît en fond du remarquable ouvrage de Richard Hoggart : « la culture du pauvre » ou l'auteur, devenu universitaire de renom, évoque la complexité du déracinement de classe et finalement les difficultés de travailler sur ses origines. Ce n'est pas non plus la situation conflictuelle qui joue à fronts renversés dans le film « Ressources humaines », lorsqu'un père ne comprend plus les réactions d'un fils devenu cadre dirigeant et à l'inverse, lorsqu'un fils ne comprend pas la résignation d'un père et de ses camarades face à des injustices flagrantes.

Voici donc une série de raisons qui font que les résidents étudiants sont parmi les plus jeunes des habitants des foyers. Elles tiennent à la fois de l'organisation des études supérieures et de ses modalités de sélection et de la relation qu'entretiennent les familles et leurs enfants aux études et à leur rentabilité escomptée. 56 % des étudiants des filières générales ont moins de 22 ans, C'est le cas de 67 % des étudiants des filières techniques. Pour l'ensemble des résidents, la part des moins de 22 ans. n'est que de 49 %.

Le stock de statistiques dont nous disposons permet difficilement d'évaluer la part de ceux des autres résidents qui ont été étudiants avant leur arrivée au foyer. Les niveaux de diplômes nous permettent une extrapolation. Car, pour certains, l'expérience est encore présente et les pratiques et les modes de vie n'en sont pas si éloignés.



Près de la moitié des résidents a connu une situation d'étudiant dans sa trajectoire de formation.

Les deux tiers des résidents disposent d'un niveau scolaire égal ou supérieur au bac. Et environ la moitié a au moins été une fois inscrite dans un cursus du supérieur. Parmi eux, 21 % est inscrit (ou à été dans une filière générale), sans atteindre le niveau de la licence. Ils sont regroupés dans la catégorie filière générale non aboutie. On y retrouve à la fois des étudiants en cours de formation et les échecs par abandon lorsque, pour des raisons diverses, la formation choisie n'apparaît à la hauteur de ce qui était espéré, soit parce que l'accroche intellectuelle n'y est pas, soit parce que l'on se rend compte de la faible rentabilité d'une filière, à moins d'accrocher un diplôme de troisième cycle.

15 % des résidents sont au niveau d'un diplôme technique des filières courtes du supérieur, 12,5 % a atteint un diplôme supérieur à la licence. Ceci témoigne que le diplôme n'est plus un sésame qui ouvre directement la voie d'une intégration stable sur le marché de l'emploi. Même diplômé, il faut passer par la case stage, la case CDD, toute une batterie d'adaptation de la formation initiale aux exigences des savoirs professionnels. On sait le rôle des foyers, comme offre de logements transitoires, pour gérer ces situations d'entre deux qui réclament, de la part des jeunes, flexibilité et mobilité géographique. En ayant de meilleures dispositions à la mobilité géographique, parce que certains ont déjà dû l'expérimenter au cours de leurs études, les post étudiants sont plus contraints que les autres à éloignement du lieu d'origine. La compétence acquise ne

Mobilité et nouvelle spatialisation qualitative de l'emploi.

peut guère être investie, sans rejoindre les lieux où les emplois nouveaux et qualifiés se concentrent. Ce phénomène touche particulièrement les jeunes issus de territoires à dominante rurale ou interstitielle³¹, qui n'ont que peu de chances d'y rentabiliser une compétence. Cela a à voir avec une nouvelle spatialisation qualitative des systèmes d'emplois, en particulier, dans le cadre de la métropolisation. Nous ne sommes plus dans la logique des années cinquante du Paris et le désert français, mais dans une logique où les nouvelles métropoles génèrent leurs propres déserts. On peut parler de redéveloppement, mais en rupture avec des organisations du travail passées, lorsque l'emploi industriel était la mesure de toute chose. Ceci conduit à des doubles mouvements : les locaux ne disposent pas des compétences pour intégrer les nouveaux emplois créés, il convient donc d'attirer de nouveaux profils. Ce qui se passe actuellement dans les métropoles est particulièrement illustratif.

C'est une logique de double flux où arrivent des jeunes salariés bien formés et ou partent des locaux qui n'ont pas les compétences requises pour les nouveaux emplois offerts. Lorsqu'ils restent, c'est souvent dans des marges sociales et territoriales³².

A la croisée de l'ensemble des critères précédemment énoncés, les étudiants des foyers sont concentrés dans les classes d'âges les plus jeunes. 56 % des étudiants des filières générales et 66 % des étudiants des filières techniques ont moins de 22 ans. Ce n'est le cas que de 49 % de l'ensemble des résidents des foyers. 80 % des étudiants des filières générales et 86 % des étudiants des filières techniques ont moins de 23 ans. Nous y reviendrons lorsque nous parlerons des usages et des trajectoires des résidents, pour évoquer des continuités de situations lorsqu'on passe, par exemple, d'un statut d'étudiant à celui de stagiaire. Mais, au-delà du statut, l'expérience et les modes de vie se prolongent, au moins tant que les jeunes « anciens » étudiants considèrent ne pas être stabilisés pour une nouvelle étape de leur vie et de leur position sociale. Le statut d'étudiant ne constitue qu'un moment d'une trajectoire inachevée. La question pour les foyers est bien de conjuguer inachevé et transitoire. Le transitoire permettant aux jeunes de gérer l'inachevé.

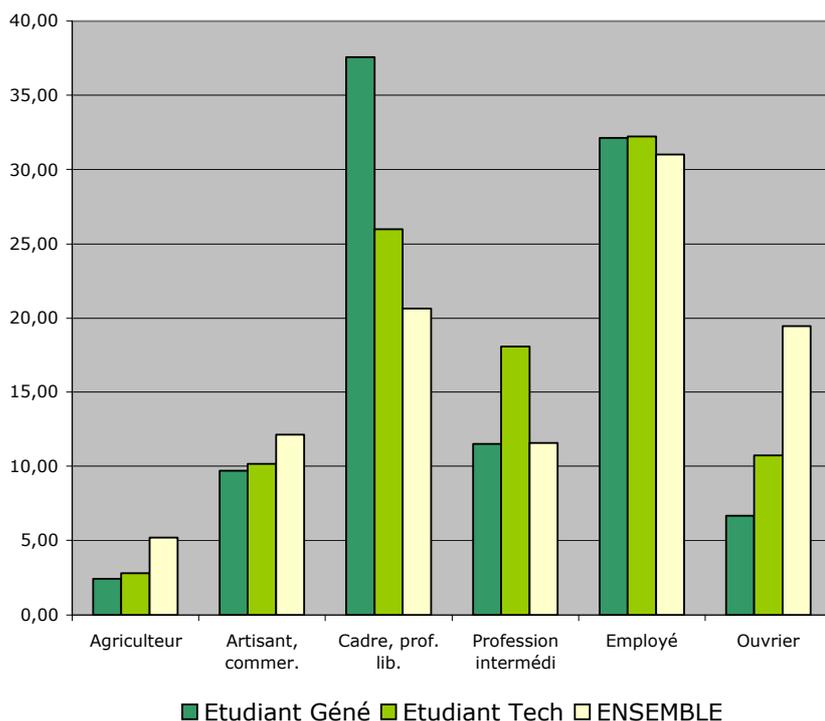
Les étudiants parmi les plus jeunes des résidents des foyers.

Les étudiants des foyers appartiennent à des familles des catégories socioprofessionnelles plus élevées que celles des parents des autres résidents.

Catégorie sociale du père.

³¹ Intéristielle renvoyant à une dimension de territoire exclu de la plupart des formes de développement et où les jeunes ont peu de chance d'y retourner pour trouver un emploi.

³² : Plusieurs études territoriales réalisées dans le cadre de l'UNHAI, montrent bien ce type de mouvements à l'œuvre. Pour les foyers, la conséquence est une ouverture large du spectre des situations des jeunes accueillis. D'un côté l'une concerne toujours les mobilités géographiques et la respatialisation des populations, pour des jeunes suffisamment formés pour intégrer de nouveaux emplois offerts. De l'autre des jeunes en mobilité sociale plus ou moins facile, qui souvent risquent d'être de leur territoire dans des isolats sociaux et territoriaux.



Répartition des types de statuts estudiantins en fonction de la catégorie sociale des pères.

	Agriculteur	Artisan, commer.	Cadre, prof. lib.	Profession intermédi	Employé	Ouvrier
Etudiant Généré	2,42	9,70	37,58	11,52	32,12	6,67
Etudiant Tech	2,82	10,17	25,99	18,08	32,20	10,73
ENSEMBLE	5,19	12,14	20,65	11,59	30,98	19,45

Rien de surprenant que les résidents étudiants des FJT soient issus de catégories sociales plus élevées. C'est finalement une représentation très proche de la situation générale. Même avec des modalités différentes, la reproduction reste une constante, un invariant social. Avec près de 38 %, les étudiants des filières générales sont issus de familles dont le père appartient à la catégorie des cadres et des professions intellectuelles. C'est seulement le cas de 26 % des étudiants des filières techniques. Cela tient à une forme de fusion de capital. Ces jeunes « héritiers » sortent de filières générales de scolarité qui les conduisent assez naturellement vers des filières généralistes du supérieur. Il y a en même temps un consensus implicite entre les parents et les enfants sur la nécessité des études longues, favorables à une meilleure insertion professionnelle, du fait même de l'expérience des parents donc de la transmission d'un capital familial. C'est aussi l'expérience d'une culture familiale qui n'est pas strictement fondée sur le concret, dans le cadre de la réalisation de soi. Cette construction aléatoire de l'individu est sûrement mieux comprise par ces familles. Ce n'est pas seulement une question de ressources qui permet d'envisager un soutien durable aux enfants, c'est aussi une meilleure compréhension des enjeux sociaux et des conditions d'entrée dans le monde du travail. Ressources financières et culture familiale se conjuguent pour envisager des études longues.

Les conditions habituelles de reproduction concernent aussi les étudiants qui vivent en foyer de jeunes travailleurs.

Pour cette catégorie sociale, la part des étudiants des filières techniques est sensiblement moins représentée (environ un quart de l'effectif) qui correspondent finalement à d'autres cultures, plus ancrées sur les effets immédiats et rentables d'une formation. Les autres statuts ne représentent que le cinquième de cette catégorie. Mais, il est peu aisé d'en analyser la nature réelle. Au moins proportionnellement, il est difficile de dire ce qui est de l'ordre des itinéraires complexes qui succèdent à l'obtention d'un diplôme et ce qui est de l'ordre d'une rupture volontaire avec un statut social originel, une rupture faite précisément pour rompre avec une histoire intergénérationnelle.

Dans la complexité des trajectoires intergénérationnelles.

Autre versant de la reproduction : seulement 7 % des jeunes résidents inscrits dans des filières générales du supérieur ont un père ouvrier. Ils sont 11 % dans les filières techniques du supérieur. Les enfants d'ouvriers représentent le cinquième des résidents des foyers. Parmi les catégories les plus représentées, la catégorie ouvrière est la seule où les autres statuts sont au moins deux fois plus représentés que les catégories étudiantes. La moitié des étudiants des filières techniques a un père recensé dans les catégories des professions intermédiaires ou des employés. Même si ce sont des catégories fourre-tout, elles représentent assez bien les classes moyennes et donc leurs références et leurs désirs³³. Leurs expériences du travail et des places occupées les conduisent à envisager ces situations pour leurs enfants qui passent souvent par une formation supérieure technique courte. C'est autant une expérience et une culture que la question du coût des études qui poussent ces catégories à souhaiter pour leurs enfants ce type de cursus. C'est leur aspect concret qui est valorisé, et une connaissance de la place potentiellement occupée dans un système de travail, des progressions possibles, des niveaux de ressources, même s'ils sont préoccupés par les mutations actuelles et des conditions difficiles des débuts de carrières. En tout cas, les filières techniques courtes de l'enseignement restent l'interface la plus favorable à la qualification des enfants des classes moyennes, dans le cadre d'une continuité plus soutenue avec la scolarité antérieure.

Les filières techniques courtes comme ressource pour les enfants des classes moyennes. Un espace d'organisation des mobilités intergénérationnelles pour les classes moyennes.

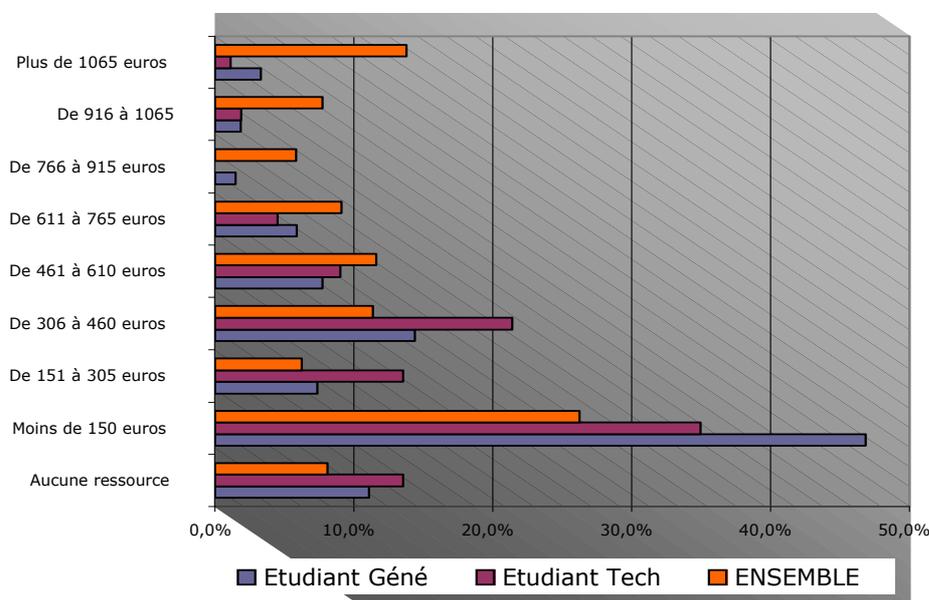
Les résidents (ou les travailleurs sociaux qui instruisent les séries statistiques) sont réticents à donner la profession de leurs parents. Passe encore, pour la profession du père, mais pour celle de la mère, c'est bien plus compliqué, d'autant qu'une part significative peut être sans profession. En termes de ressources du ménage et en termes d'accès à la consommation, il conviendrait de pouvoir travailler sur les revenus conjoints des deux parents, car entre le mono salariat et le bi salariat, les écarts sont importants. Au-delà de la ressource, le double salariat correspond à des choix, à une certaine rationalité de consommateur, au-delà de l'assurance de la satisfaction des besoins essentiels. L'investissement dans les études des enfants participe de ce supplément auquel pourvoit souvent un second salaire. C'est d'autant plus important car, dans la société française, l'accès aux études dépend très largement de la capacité des familles à assurer une ressource transitoire à leurs enfants ; qu'elle se matérialise dans un prolongement de la cohabitation au domicile parental ou qu'elle se matérialise par une aide monétaire ou matériel lorsque la décohabitation est une nécessité.

Le soutien familial, un support essentiel pour assurer au moins les débuts de cursus étudiants.

³³ : Si l'on prend l'exemple de la catégorie des employés, elle couvre des statuts qualifiés dans le domaine de la bureautique, du sanitaire et social et des emplois de services peu qualifiés et faiblement rémunérés. La question est identique pour les professions intermédiaires qui intègrent entre autres la maîtrise ouvrière, des métiers qui participent de la carrière ouvrière et d'un maintien à des références de la culture de la classe et des métiers qui réclament une qualification pour les professions de techniciens de production, d'organiseurs de la circulation des marchandises et de l'information, des métiers du sanitaire et du social...

La question est d'autant plus aigue pour les cycles courts techniques où les emplois du temps hebdomadaire rendent très difficiles l'accès à un job en dehors des périodes de congés.

Les ressources des étudiants : une évaluation complexe.



Jusqu'à la caricature, les étudiants sont les résidents les plus pauvres des foyers de jeunes travailleurs.

	Aucune ressource	Moins de 150 euros	De 151 à 305 euros	De 306 à 460 euros	De 461 à 610 euros	De 611 à 765 euros	De 766 à 915 euros	De 916 à 1065 euros	Plus de 1065 euros
Etudiant Généré	11,1%	46,9%	7,4%	14,4%	7,7%	5,9%	1,5%	1,8%	3,3%
Etudiant Tech	13,5%	35,0%	13,5%	21,4%	9,0%	4,5%	0,0%	1,9%	1,1%
ENSEMBLE	8,1%	26,2%	6,2%	11,4%	11,6%	9,1%	5,8%	7,7%	13,8%

De manière générale, s'il est besoin de le prouver par-delà les discours, les ressources des jeunes sont particulièrement faibles, au point de renvoyer au placard des débats comme le « SMIC jeune » ou le CPE. Pour l'ensemble des résidents, les ressources médianes s'établissent à 500 Euros. Cela témoigne d'une faiblesse généralisée des ressources jeunes du fait d'une multiplicité de statuts intermédiaires, de position de stagiaire, d'emplois difficiles à pérenniser, d'emplois fragilisés par le temps partiel... Moins du tiers de l'ensemble des résidents dispose de ressources supérieures à 750 Euros. Ils ne sont que 14 % à disposer de revenus supérieurs à 1065 euros.

Les faibles ressources des jeunes ne sont pas un mythe.

A ce niveau de ressources, les étudiants des filières techniques ne représentent que 3 % de l'effectif de la catégorie. Pour les étudiants des filières générales, la part s'élève à 7 %. Ce différentiel s'explique par la différence de durée des cursus.

Un soutien parental qui s'effrite au fil des années.

Plus on avance dans les études plus le nombre d'étudiants salariés grandit. Or, les études techniques sont fortement représentées dans les cycles courts. Quelque en soient les contraintes, les familles admettent le soutien plein des enfants durant les premières années d'études, comme une sorte de « scolarité obligatoire, au moins pour

réussir » ». Le soutien se délite au fil des années, pas simplement du fait de la volonté des familles, mais parce que les étudiants recherchent les moyens de leur autonomie. D'autre part, les premiers cycles sont organisés sur des emplois du temps plus lourds, particulièrement pour ce qui concerne les formations techniques où les emplois du temps hebdomadaires passent les 35 heures. Dans ces conditions, il est difficile d'occuper un petit job, sans hypothéquer la réussite scolaire. Ne restent que les emplois de vacances.

Si on s'en tient au tableau et au graphique qui précèdent, les étudiants sont les plus pauvres des résidents des foyers de jeunes travailleurs. On ose cet énoncé paradoxal par rapport à l'origine sociale évoquée précédemment qui montre que les étudiants sont issus de catégories sociales plus favorisées. La moitié d'entre eux ne dispose que de ressources inférieures à 150 Euros et les trois quarts n'ont des ressources déclarées qu'inférieures à 460 Euros. Ce n'est le cas que pour un peu plus de la moitié des autres résidents.

Evidemment tout cela tient à la difficulté d'évaluer les ressources liées à la solidarité familiale, aux diverses aides matérielles qui permettent d'organiser une vie, malgré les contraintes pour les uns et parfois assez confortable pour d'autres. L'évaluation des ressources des jeunes est réalisée sur la base des revenus distribués, qu'il s'agisse de salaires, d'allocations, de bourses... Compte tenu de la faiblesse des ressources, particulièrement pour les étudiants, on ne peut qu'envisager les effets de la solidarité familiale pour assurer une vie et un niveau de vie à minima. Elle n'est pas évaluée et personne ne s'en plaint réellement, ni les jeunes, ni leurs parents, ni même les structures tant que la redevance est assurée. Il s'agit véritablement d'un fond insondable, dont tout le monde s'accommode et qui permet de ne pas mettre sur la table la réalité de la question des ressources et de l'autonomie des jeunes, singulièrement des étudiants. La solidarité familiale existe ; comment fonctionne-t-elle, c'est une toute autre histoire. En quoi est-elle un vecteur de différenciation et d'inégalité, c'est encore une autre histoire que l'on n'a pas forcément envi de connaître. On s'arrange avec, on connaît le niveau monétaire de l'aide, mais l'aide en nature passe « par perte et profit », parce qu'il est normal de nourrir et d'entretenir le linge de son enfant, parce qu'il est normal de faire des cadeaux, même s'ils prennent un caractère plus utilitaire. Cela ne s'évalue pas puisqu'il s'agit d'une norme qui fonctionne sur des manières de faire et d'être, sur une relation plus affective que fonctionnelle. L'affectif n'a pas de prix, l'investissement mis dans l'entretien ne se compte pas puisqu'il s'agit d'un rapport au temps passé, à une « production secondaire » inscrite dans la continuité de la relation parent enfant. « Je fais pour mon fils ou pour ma fille, j'assure le nécessaire », cette relation semble plus facile à assumer que la relation monétaire qui, elle est plutôt un espace de négociation, de transaction sur un malaise partagé : « On te donne, et voilà le prix du sacrifice », « j'en connais le prix, mais voilà, c'est ce qu'il me faut pour vivre ». Difficile de faire plus, difficile de demander. L'aide matérielle ou en nature est plutôt caractérisée par la notion de don et de l'échange symbolique. Préparer un plat apprécié, c'est entrer dans des relations symboliques « tendres » dans la continuité d'une histoire, une manière de gérer des proximités en étant à distance. Le « Tupperware » est bien plus qu'un outil de conservation³⁴...

Une difficulté à évaluer les ressources des étudiants. Quel est le montant de la solidarité familiale ?

Les aides en nature, une continuité affective.

³⁴ : Une étude sur les pratiques alimentaires des résidents des foyers montre l'importance de cette relation à la famille. La « bouffe » est un vecteur essentiel de continuité avec la famille. Il faut également évoquer l'échange des tupperwares et le partage. C'est un moyen de construire un être ensemble autour de repas du soir, de partager des histoires, ou même de construire des solidarités avec ceux qui ne disposent pas des mêmes soutiens familiaux. Bernard Bastien « L'alimentation des jeunes au filtre des mutations sociales. S'adapter et créer. Evolutions récentes ». 2006. UNFJT, UFJT Rhône-Alpes, UFJT Auvergne.

La solidarité familiale est donc multiforme. Elle va de l'aide financière pour payer des frais de scolarité, pour payer un logement, pour se vêtir (au moins pour ce qui concerne le nécessaire), à des aides en nature qui concernent l'entretien des vêtements, la nourriture, éventuellement le prêt occasionnel de la voiture familiale, une manière d'assurer au moins le nécessaire. Le superflu est assuré à des degrés divers dans un partage entre les « dons parentaux » et la constitution de ressources propres par les jeunes. Les termes de l'échange sont posés. Un soutien financier, pour participer à une réussite, des soutiens en nature pour prolonger, sous d'autres formes, des relations familiales.

Solidarités familiales entre relations formelles et formes sensibles de la vie sociale.

La solidarité familiale s'exprime avec plus de force lorsque la prolongation de la cohabitation au domicile parental est possible. Certes, la figure de Tanguy est une caricature, mais force est de constater que la prolongation de la cohabitation apparaît comme une possibilité de poursuivre honorablement des études, au moins en assurant le gîte et le couvert. Ce type de comportement est souvent considéré comme un déficit d'autonomie. Les choses ne sont pas si simples. Assurer le minimum, assurer la consommation primaire, permet d'ouvrir la « consommation plaisir », celle qui précisément permet de se construire une identité dans le cadre d'une société de consommation. C'est cette recherche qui structure l'activité des jeunes, comme une manière de montrer qui l'on est, pas seulement un étudiant (statut), mais que l'on peut se construire dans l'ensemble des domaines de la vie sociale, car sortir, assurer des relations sociales, participer à un mouvement de mode, est au moins aussi important. Il y a un paradoxe entre ce qui pourrait apparaître un abandon d'autonomie, mais en se maintenant la possibilité d'être et d'apparaître dans la société globale. Chien pour assurer le quotidien, mais loup pour sortir le soir pour organiser des relations, susciter des espaces de rencontres. Une dépendance assumée pour s'ouvrir des espaces de liberté. Une dépendance calculée et négociée au sein de la famille.

Les ressources de la solidarité familiale, pour quelle autonomie des jeunes ?

Parmi les étudiants qui vivent en foyer de jeunes travailleurs, il y a une catégorie assez proche de celle que nous venons de décrire ; nous la nommerons « décohabitants à temps partiel et à durée déterminée ». « Décohabitants » à temps partiel, parce que dans les rythmes hebdomadaires, la présence au foyer ne concerne que les jours ouvrables. « Décohabitants » à durée déterminée, parce que le temps de présence est souvent lié à une année scolaire ou à un cursus court. C'est souvent le foyer parental qui reste le lieu de référence et le foyer (FJT) une sorte de parenthèse. On y arrive le lundi matin, avec des repas du soir préparés pour la semaine, le linge propre. On en repart le vendredi matin avec les « Tupperware » vides et le linge sale. Nous reviendrons, au chapitre des représentations sur l'organisation de ces modes de vie, en particulier sur les bonheurs de cette vie bipolaire. Mais on peut déjà dire qu'il s'agit de modes de vie dont l'économie est assez proche de la cohabitation ordinaire dans la famille. C'est une période que l'on peut caractériser de parenthèse.

Famille et foyer : une vie entre deux, une décohabitation en pointillés.

Ce modèle concerne le plus souvent des jeunes de la région qui viennent faire des études dans la ville métropole, mais pour qui des migrations quotidiennes ne sont guère compatibles avec des emplois du temps chargés et / ou avec un réseau de transport défaillant.

Les statistiques telles qu'elles sont collectées ne permettent d'être affirmatif que sur la faiblesse de ressources qui ne permettraient pas de vivre. Même avec des difficultés, les étudiants vivent tout de même et s'arrangent avec ce dont ils disposent. Dans ce cadre on pressent que les solidarités familiales jouent un rôle dans le cadre d'un arran-

Un agencement de solutions multiples pour se composer une ressource et en vivre...

gement global : on vit en foyer parce qu'on peut bénéficier d'un bon niveau d'APL, on y vit parce que l'on peut gérer les aides financières et en nature de la famille. On y vit parce qu'on a la ressource de plaisirs gratuits, de rencontres constituées dans un voisinage juvénile. Les résidences universitaires pourraient s'inscrire dans la même logique, mais elles ne sont pas cependant présentes sur l'ensemble des lieux de l'offre universitaire ou de formations supérieures. Le réseau des FJT est territorialement plus étale. C'est l'une des raisons qui font que les étudiants y sont présents de façon significative.

L'agencement de solutions multiples est une construction, mais elle sert de palliatif à une absence de politiques construites qui permettraient aux étudiants de se construire dans une logique d'autonomie, que pourrait garantir un revenu d'expérience. L'expérience serait alors un investissement, un investissement de la société pour son avenir, comme c'est le cas dans les politiques publiques de certains pays du Nord de l'Europe. Cela concernerait les étudiants, mais aussi l'ensemble des jeunes en formation, dans une logique de projection pour eux-mêmes et pour l'ensemble du corps social. Les combinaisons que mettent en œuvre les étudiants sont autant d'astuces et d'inventions d'un quotidien qui a sa valeur propre, mais qui masque les absences d'une politique qui dirait précisément ce que la société veut pour sa jeunesse et du rôle qu'elle peut jouer dans une logique de développement durable, car la jeunesse est nécessairement un pari sur l'avenir.

Tous les étudiants ne sont pas logés à la même enseigne, particulièrement en fonction du territoire d'implantation de leur formation. Si dans les grands pôles universitaires, les problèmes tiennent au coût des loyers lorsque l'on ne dispose pas de l'accès à un logement dédié, dans les petits pôles, la question est celle de l'accès aux services sociaux étudiants, comme, par exemple l'accès au restaurant universitaire et à la solvabilisation des repas.

L'argument est celui d'une taille critique qui ne permet pas d'assurer un équilibre de fonctionnement. Dans ces pôles où sont présents des FJT qui disposent d'une restauration, il est difficile d'offrir aux étudiants des repas au tarif du CROUS, qui pour des raisons diverses ne souhaite pas toujours passer les conventions nécessaires qui permettraient aux étudiants d'accéder au prix habituel proposé par les restaurants universitaires. Mais, la réponse à cette question n'est pas si simple. Elle pose un problème d'équité, car il n'y a pas que les étudiants pour qui la question de l'alimentation est posée.

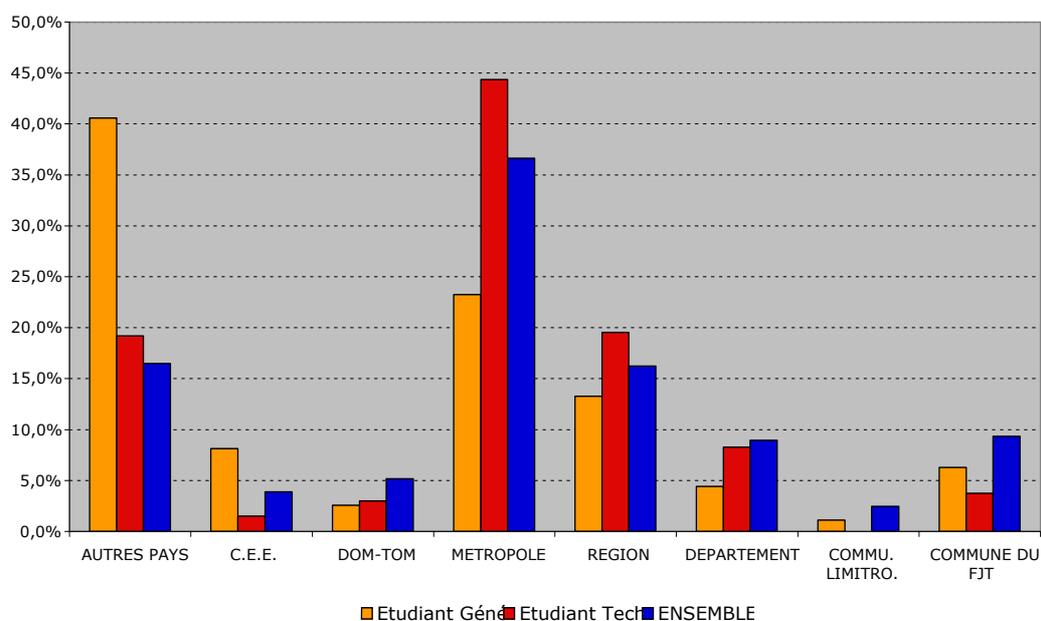
Des jeunes confinés dans des statuts intermédiaires ne disposent aussi que de budgets exsangues. Les tarifications différenciées sont souvent mal vécues, parce qu'elles sont suspectes d'inégalité ou de favoritisme. Les confrontations de modes de vie sur lesquelles les jeunes jaugent les différences sont redoutables. « Je n'ai pas l'impression que c'est si dur pour les étudiants, j'en bave aussi... ». Alors, on cherche des solutions intermédiaires, tant pour répondre à une demande que pour faire fonctionner à l'équilibre une activité. On offre, par exemple, un repas à un prix préférentiel pour les étudiants, mais qui est constitué que d'un plat unique avec des légumes à volonté. Si ces solutions sont reconnues comme un effort fait par des structures, elles sont aussi considérées comme insatisfaisantes et frustrantes. Ces étudiants qui vivent dans les petits pôles universitaires se sentent défavorisés par rapport à leurs camarades des campus et des grandes villes, particulièrement lorsque leur choix tient exclusivement à une formation spécifique et pas à un choix de territoire de vie.

... Un palliatif à l'absence de politiques publiques ?

Problème d'accès aux services dans les petits pôles universitaires : les étudiants sont confrontés à des disparités territoriales.

Arrangements, adaptations à la contrainte, une manière de développer ruses et astuces, pour faire avec ce que l'on a, mais dans la limite du possible... Si l'approche en termes de ressources est essentielle, il convient aussi de s'interroger sur les offres possibles qui permettent de contourner la contrainte, car l'adaptation à la contrainte à des limites.

L'origine des étudiants qui vivent en foyer de jeunes travailleurs : des mobilités géographiques de plus longues distances.



	AUTRES PAYS	C.E.E.	DOM-TOM	METROPOLE	REGION	DEPARTEMENT	COMMU. LIMITRO.	COMMUNE DU FJT
Etudiant Généré	40,6%	8,1%	2,6%	23,2%	13,3%	4,4%	1,1%	6,3%
Etudiant Technicien	19,2%	1,5%	3,0%	44,4%	19,5%	8,3%	0,0%	3,8%

Cet item présente des situations très différenciées. Les points saillants concernent des migrations de plus longues distances pour les étudiants que pour les jeunes d'autres statuts. Pour les étudiants des filières générales, la moitié des étudiants est originaire d'un pays étranger, dont 8 % d'un pays de la C.E.E.. 23 % est originaire d'une autre région française que celle où le lieu de formation est implanté.

Les étudiants connaissent des mobilités géographiques de plus longue distance.

La part des étudiants dont les origines sont étrangères est particulièrement élevée. Certes, les étudiants français disposent de plus de solutions pour gérer leur situation de logement. La première d'entre elles est évidemment la prolongation de la cohabitation au domicile parental, lorsqu'elle est possible, même aux prix de difficultés dans la gestion de mobilités quotidiennes entre le domicile parental et le lieu de formation. Il y a là un arbitrage de rationalité en termes d'intelligence de consommation : « qu'est-ce qui me rapporte le plus, ou plutôt qu'est-ce qui me permet de minorer au mieux les effets d'un système de contraintes ». C'est aussi l'opportunité de bénéficier des ressources de la parenté large dont les étrangers ne disposent pas. Pour quelques jours dans la

Une forte représentation de la part des étudiants d'origine étrangère qui ne disposent pas d'autres solutions alternatives que leurs camarades français.

semaine, on peut habiter chez des oncles et tantes ou chez des amis de la famille. Si ces solutions ne sont pas toujours totalement appréciées et admises par les étudiants, elles apparaissent comme rassurantes pour les parents, particulièrement pour les premières années lorsque l'on a des craintes de voir partir l'oiseau du nid... Et qu'il reste une suspicion sur la capacité à l'autonomie, voir tout simplement la crainte émotionnelle d'un départ, que l'on peut encore différer.

Pour les étudiants étrangers, ces ressources n'existent pas. C'est donc une première explication de la part importante de leur présence dans les foyers de jeunes travailleurs. Elle n'est cependant pas la seule. Une autre explication tient aux modalités d'arrivée des étudiants étrangers sur le territoire. Les médiations qui l'organisent, recherchent l'appui de solutions de logements construites et instituées, les foyers de jeunes travailleurs y participent, au moins au moment de la première installation. Une autre question ; les résistances, les réticences des propriétaires, quant à l'accueil d'étrangers dans leur patrimoine locatif. C'est donc le cumul de ces raisons qui fonde la représentation des étrangers parmi les résidents étudiants des foyers. Reste à évoquer une raison qui tient à l'organisation de la vie de ces jeunes étrangers qui trouvent dans les foyers, la double possibilité de se protéger d'une société, pas toujours accueillante, de lutter contre l'anomie et l'isolement et un potentiel de rencontre dans un cadre organiser autour de la constitution de sociabilités, autour de rencontres suscitées par l'animation ou autour de rencontres simplement liées à un voisinage, à un côtoiement qui devient support de relations, de découvertes de l'autre. A l'écoute des positions des résidents des foyers sur leur quotidien, les jeunes étudiants d'origines étrangères valorisent fortement le foyer comme potentiel de rencontres. Rencontres entre étrangers, comme expérience commune de déracinement, rencontres avec des jeunes Français comme opportunité de découvertes. Des découvertes fondées sur le quotidien, l'échange de pratiques et l'expression de formes sensibles de la vie sociale. Les repas partagés en sont souvent l'expression la plus forte. Les rencontres se construisent autour d'eux dans des processus de double valorisation dans l'échange de pratiques et d'expériences. De ce quotidien partagé, naissent parfois des amitiés solides, qui conduisent à la présentation d'un étudiant étranger à sa famille et qu'il y passe fréquemment des week-ends ou des petites vacances... c'est aussi l'opportunité d'intégrer un réseau permettant de découvrir autrement le potentiel d'une ville...

Les foyers une ressource d'intégration et de découverte de la société d'accueil.

Une pluralité de situations qui conduit à la forte proportion des étudiants étrangers dans le peuplement des FJT.

Plus on se rapproche de l'aire du site d'implantation, plus la proportion diminue. Pour les étudiants de proximité (département, ville et communes limitrophes), la solution la plus avantageuse reste la cohabitation au domicile parental, une cohabitation qui n'en est pas tout à fait une lorsqu'une famille, propriétaire de sa maison, organise un espace indépendant pour les enfants qui reste tardivement à la maison. Des sous-sols deviennent des studios, comme des ateliers de fond de jardin. Certes, les statistiques ne nous renseignent pas à ce sujet, mais ce phénomène n'est pas seulement anecdotique. Des entretiens collectifs, réalisés auprès d'autres jeunes que les usagers des foyers nous ont révélé ce type de situations. Situations, qui quand elles sont décrites suscitent l'intérêt et l'envie des autres participants. Le fait de différer le départ du foyer parental prend des formes diverses, dont certaines paraissent « confortables », au moins « avantageuses ». La cohabitation n'est pas toujours vécue comme une difficulté, à condition que l'espace domestique et les relations familiales permettent une part d'intimité négociée, des façons de faire et d'organiser sa vie³⁵... Elle apparaît bien

D'autres choix possibles pour les « étudiants du cru ».

³⁵ : Il s'agit d'enquêtes menées dans le cadre d'études territoriales, spécialement à Gap auprès des étudiants du pôle universitaire, et dans l'arrondissement de Saint-Malo. Des études menées sur des sites de banlieues nous montrent la nécessité de trouver des espaces de décohabitation de proximité en prenant son autonomie, sans rompre une

comme une manière de s'adapter à un système de contraintes. Elle joue dans un cadre fluctuant, selon les relations tissées (ou possiblement tissées) au sein de la famille.

Le différentiel entre études générales et études techniques tient moins à la mobilité comme nécessité qu'aux aires de recrutement. Concernant les filières techniques, les mobilités internes à la métropole représentent 44 % de l'effectif de la catégorie. Les étrangers y sont deux fois moins représentés que dans les filières générales. La part des jeunes en mobilité de courte distance (région et département) 28 % du groupe. Cette répartition dépend de plusieurs facteurs. Les formations techniques sont territorialement moins concentrées que les formations générales. Les petites et moyennes villes disposent de classes de BTS, de filières de D.U.T, qui se sont développées dans le cadre du programme université 2000. Il est donc plus facile de trouver une formation au plus proche de son domicile, au moins de rester dans sa région ou dans son département. Dans les foyers, cela correspond aux résidents que nous qualifions de « décohabitants à temps partiel et à durée déterminée ». Il convient de noter que les raisons du choix d'une filière sont souvent fondées sur la proximité formation habitat.

Des formations techniques mieux réparties sur le territoire français...

Certes, on définit un secteur de formation, mais on s'arrange de la spécialisation à laquelle il mène. Cette notion de proximité relative vaut aussi pour des mobilités interrégionales. C'est la question des limites territoriales qui est posée. On peut venir de la région voisine et finalement être plus proche du lieu de formation que des jeunes qui arrivent de l'autre bout de la région d'implantation du lieu de formation. C'est le cas, d'une ville, comme Redon, par exemple, située à la limite de la Bretagne et des Pays de Loire. C'est aussi le cas de la relation entre Avranches et Saint-Malo ou Rennes guère plus éloigné que la capitale régionale Caen.

... Les foyers des ressources pour ces petits pôles de formations supérieures disséminés sur le territoire.

A cela s'ajoute la commodité des relations de transport quand il est parfois plus facile de se rendre d'une région à une autre du fait de l'irrigation en transport en commun que de traverser sa propre région avec des changements multiples et aléatoires. Rappelons que les mobilités s'exercent selon deux composantes que sont les transports d'une part et le potentiel d'accueil transitoire sur un territoire. Le logement n'en n'est donc pas le seul support, même si du point de vue des foyers, c'est évidemment l'offre de logements transitoires qui est au cœur du projet et qui participe d'ailleurs, de son identité native. Mais les évolutions récentes de la répartition des populations sur le territoire peuvent remettre en cause le binôme entre bouger et « se poser », même transitoirement. Nous avons évoqué la spatialisation des formations entre des grands pôles universitaires et l'essaimage des formations de premier cycle en particulier. Il faut aussi prendre en compte les phénomènes nouveaux de l'urbanisation du territoire, au premier rang desquels la périurbanisation qui s'est effectuée pour une large part, sur des logiques favorisant les transports individuels, face aux transports collectifs. Certes, ce mouvement n'est pas nouveau et se développent avant les grands débats sur le durable et l'avenir de la planète. La mobilité obéissait d'abord aux canons de l'individualisation. Or, c'est bien une difficulté des jeunes que d'accéder à des moyens de transport individuels, « même avec une caisse pourrie », il faut payer une assurance

Mobilité des étudiants et nouvelles spatialisations des populations sur le territoire.

proximité, support de relations solidaires. Une idée tenait à une réinterprétation de la chambre de bonne dans le cadre du logement social qui permettrait à un moment de solidariser un logement familial et une chambre indépendante pour une décohabitation en douceur. Proposition de Bernard Bastien et Roger Biriotti pour la restructuration de la cité des Francs Moisis à Saint-Denis. De la même manière, dans le cadre du projet de renouvellement urbain de la cité Jean Wagner à Mulhouse, sur l'hypothèse de pérennisation de la présence des familles, en dehors de la notion de piège résidentiel, avec l'équipe Colin, Ott, Defert (architectes), nous avons développé un concept de logement adaptable à l'histoire de la famille, en se réservant la possibilité d'isoler une partie du logement pour plus d'indépendance pour l'un de ces membres, car c'est une condition de lier la présence dans le logement à l'histoire de la famille.

plus chère quand on est jeune, mettre de l'essence dans une voiture, pas spécialement économe en carburant.

Mais, pour l'essentiel, la question tient aux nouvelles formes de métropolisation qui déterminent de nouveaux chemins de mobilité. Dans les années cinquante, ouvrage aura fait date : « Paris et le désert français ». Aujourd'hui, on pourrait évoquer les métropoles régionales et leurs déserts. Déserts de proximité. D'un côté, les villes centres affirment leur développement et une attractivité hors les murs en matière d'activités. De l'autre, la périurbanisation grignote des pans entiers des territoires ruraux d'abord à la périphérie des villes et sur des axes biens reliés qui constituent des réseaux de villes. On peut étudier à Rennes et continuer à vivre à Saint-Malo, à Dol-de-Bretagne ou à Redon, parce que les transports en commun le permettent. C'est bien plus compliqué lorsque l'on réside à Pontivy ou à Loudéac. De la même manière, il est facile de lier Arras et Lille, mais compliqué de venir de Maubeuge, de Fourmi, des territoires de l'Avesnois ou du Ternois. Les situations d'étudiants sont donc différenciées en fonction des lieux d'origines. La question n'est pas seulement celle de la distance, mais aussi celle de la desserte. Si l'on prend l'exemple de Saint-Malo, et de son arrondissement, la liaison entre la ville ou Dol-de-Bretagne est commode avec la métropole rennaise. Si l'on s'éloigne de ces gares, cela devient beaucoup plus compliqué. La situation est identique pour certains secteurs du pays de Dinan. Très souvent, en dehors des villes situées sur le réseau ferré les liaisons sont difficiles, parfois pour effectuer 15 ou 20 kilomètres, avant de rejoindre une gare bien connectée à une métropole. La périurbanisation tient des comportements des parents des étudiants dont nous parlons. La mise à distance entre le domicile et le travail tenait à la fois de volontés d'accession à la propriété dans des conditions financières compatibles avec des ressources et aussi ce que nous qualifierons de « désir urbain de nature », à une époque où la voiture était triomphante. Il existait un arbitrage entre les inconvénients des transports et les bonheurs de la propriété et de la nature. Il fonctionnait particulièrement bien dans la logique consumériste d'individualisation. C'est à cette redistribution spatiale que doivent faire face les « enfants étudiants » du périurbain, dans le cadre d'un changement sociétal ou se reposent des questions comme celle de la densité urbaine, la remise en cause de l'étalement, dans le cadre des problématiques de développement durable³⁶. C'est à la fois la mobilité dans ses formes et un contexte global qui changent de nature. La première mobilité liée aux études n'est pas forcément la première étape d'un départ définitif, elle n'est pas non plus la première étape d'une installation en ville. Peut-être faudrait-il aller voir plus loin, peut-être le développement d'un espace natif permettra-t-il de trouver sa place. Cela dépend à la fois du potentiel des sites et de leur développement, des formations investies, des choix que l'on est prêt à faire pour poursuivre sa vie sur un territoire, au-delà des seules perspectives de carrière. Pour les étudiants des filières courtes, qui recherchent une proximité du territoire natif, il existe un espoir de trouver un débouché sur le territoire. Rien n'est moins sûr, mais l'espoir existe, d'autant que l'on estime que les formations professionnalisantes sont plus ancrées sur les besoins d'un territoire. Réalité ou fantasme ? Le réel se situe probablement entre les deux. Mais une partie des jeunes cherche à garder une proximité avec le territoire natif... Même s'il faut passer par un abandon transitoire, mais le moins loin possible : « J'ai plutôt choisi cette formation parce qu'elle était possible à Saint-Brieuc plutôt qu'à Rennes ». « Quand tu viens d'Embrun, que tu aimes la montagne, c'est aussi bien de faire un

Périurbanisation et réseau de ville : le développement de « mobilités de proximité » pour les étudiants.

Changement de nature des mobilités : développement des mobilités de transit et de proximité.

³⁶ : Nous nous référons ici à des études territoriales réalisées dans le cadre de l'UFJT, études déjà citées dans ce texte, études qui permettaient de mettre en évidence de nouvelles formes de mobilité, les mobilités de transit entre autres, dont les caractéristiques sont spatiales (mobilité de courtes distances) et temporelles (durée limitée), reproductibles selon les besoins de la trajectoire d'insertion sociale et professionnelle.

STAPS à Gap qu'à Grenoble ». Lorsque c'est possible, une part significative des étudiants cherche à maintenir une relation avec un territoire d'expérience et particulièrement lorsqu'il s'agit d'un espace naturel fort et qu'il existe un potentiel de « niche » pour se construire une activité future. Les études d'éducation physiques et sportives ne débouchent pas forcément sur le professorat. Dans le cas présent, c'est un métier d'encadrement des sports de plein air qui est recherché. Mais l'exemple est aussi intéressant du point de la mobilité. Embrun Gap, la distance n'est guère importante, mais les liaisons sont complexes. Il est donc nécessaire de trouver un logement sur Gap, mais c'est moins cher que d'en trouver un à Grenoble...

Voici pour la tendance générale, il existe quelques exceptions qui concernent des formations très pointues, dans des sites incertains quant au développement du supérieur. Nous pensons, en particulier, à l'institut supérieur de soudure Yutz (agglomération de Thionville), à la formation aéronautique de Gap, à l'école d'ingénieur consacrée aux « métaux à mémoire de forme » de Maubeuge ; des sites bien éloignés des pôles universitaires habituels, mais des formations à fort rayonnement national et même international, dans des villes peu attractives en termes de mode de vie juvénile. Mais c'est un passage obligé pour s'inscrire dans une formation souhaitée et présumée rentable quant à l'accès au marché de l'emploi. Des lieux assez peu adaptés à une vie de jeunes, mais aussi des lieux difficiles à joindre qui imposent donc de sacrifier des Week-ends. « De Gap à Nantes, tu ne le fais pas quatre fois le voyage dans le mois ! en plus pour passer en fait deux demi-journées chez soi »... La remarque vaut pour les trajets vers Maubeuge « avec des horaires de train qui ne sont pas vraiment compatibles avec les correspondances ». « Finalement les TGV relient facilement des grands pôles, Lille Lyon, ça va... Lille Châteauroux, c'est une autre histoire... ». On peut en dire autant pour Paris Montpellier, pour Lille Montpellier ou pour Montpellier Strasbourg quand on est inscrit à l'école de journalisme de Lille. Parce qu'ils participent de la vie des grandes métropoles, les formations supérieures y compris techniques, hormis les pôles que nous venons de citer, participent d'un réseau de villes au niveau national, comme il en existe au niveau des régions.

Les divers discours qui traitent de la question du logement étudiant sont généralement construits autour des problèmes rencontrés dans les grands pôles universitaires plus rarement sur les petits pôles où les situations sont, certes moins nombreuses mais tout aussi problématiques pour les conditions de vie des étudiants. La question des échelles est donc importante et il est également nécessaire de réfléchir à des solutions d'irrigation territoriale à des échelles adaptées qui permettraient également de réfléchir à des solutions architecturales intégrées au territoire (taille, localisation...). L'expérience de l'UNHAJ est réelle à cet égard. On peut même dire que les développements récents de l'offre, au travers de micro structures ou de logements dans le diffus, prennent places dans des territoires intermédiaires, dans le tissu des petites villes et des villes moyennes, des sites où se sont développées des formations nouvelles, pas toujours bien reliées à d'autres pôles d'activités. C'est aussi l'opportunité de réfléchir à l'articulation entre l'offre de logements et la relation à un espace de vie, pas toujours propice à la vie sociale des jeunes. Dans ces sites, se pose de manière plus aigüe encore la question de la relation des étudiants, avec les autres catégories de jeunesse.

Il faut souligner la complexité des relations à la mobilité, qu'entretiennent les étudiants, entre la nécessité et la contrainte, et la volonté de se construire une autre expérience, d'un territoire et d'une vie sociale. Les statistiques se fondent plutôt sur la nécessité

Des formations techniques très pointues qui ne permettent pas une mobilité d'installation, qui d'ailleurs n'était pas souhaitée. On peut parler de « mobilités parenthésées » le temps d'une formation et d'un sacrifice sur la vie sociale.

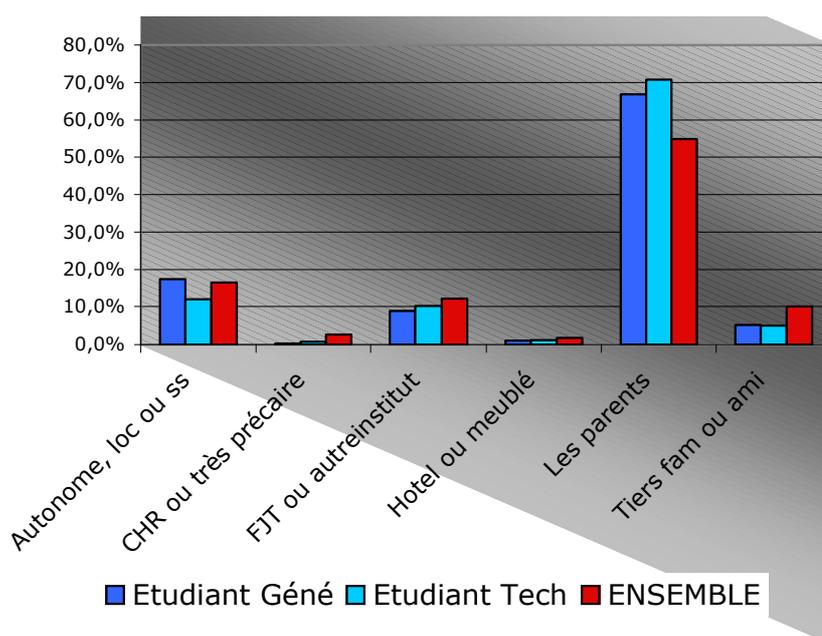
L'UNHAJ : une expérience de l'irrigation territoriale.

Dans les arcanes de l'organisation des mobilités : entre désirs et contraintes.

d'aller vers des grands pôles universitaires, ou vers des pôles secondaires moins adaptés à une vie sociale estudiantine. Il est également nécessaire de comprendre la nature des arbitrages entre la recherche d'un logement et la prolongation de la cohabitation au domicile parental, au prix de mobilités quotidiennes complexes. Nous en donnerons des exemples en évoquant le faire des jeunes et les raisons de leurs choix dans la partie suivante qui envisage les représentations.

Type de situation d'habitat antérieur : les étudiants sont plutôt des primo décohabitation.

	Autonome, loc ou ss	CHR ou très précaire	FJT ou autre institut	Hotel ou meublé	Les parents	Tiers fam ou ami
Etudiant Géné	17,3%	0,4%	8,9%	1,1%	66,8%	5,2%
Etudiant Tech	12,0%	0,8%	10,2%	1,1%	70,7%	4,9%
ENSEMBLE	16,5%	2,8%	12,2%	1,7%	54,9%	10,0%



Sans surprise, compte tenu de la jeunesse des étudiants, la grande majorité d'entre eux habitait chez leurs parents avant leur entrée au foyer, c'est le cas des deux tiers des étudiants des filières générales et de plus de 70 % des étudiants des filières techniques.

La part des primo décohabitants étudiants est sensiblement plus élevée que celle des autres résidents (voir tableau précédent) qui sont plus âgés. Leur parcours est plus long et d'autres expériences de décohabitation ponctuent déjà leur trajectoire. Cependant, toutes situations confondues, Les foyers sont d'abord une ressource pour le premier départ de la famille. C'est le cas de plus des deux tiers des étudiants, mais aussi de 55 % de l'ensemble des résidents. Nous avons évoqué précédemment la question ; ces premiers départs n'ont pas forcément de caractère définitif et ils sont transitoires, tant en ce qui concerne les rythmes hebdomadaires, que des rythmes de moyen terme quant le temps de présence au foyer est exactement concomitant à la durée des études, au moins d'une année ou d'un cycle. Des décohabitations « douces » qui satisfont des familles rassurées par l'encadrement des foyers, qui satisfont des jeunes finalement séduits par une double vie, la découverte des bonheurs de nouveaux groupes des plaisirs de l'urbain, quand ils existent, même si leur premier choix aurait été allé vers un logement indépendant, « un logement en ville » comme ils disent.

Premières décohabitations : premiers départs durables, faux départs ou décohabitation à temps partiel.

17 % des étudiants des filières générales étaient en situation de logement autonome (comme locataire ou sous locataire) avant d'intégrer un foyer. C'est seulement le cas de 12 % des étudiants des filières techniques. Le différentiel tient à une plus grande

jeunesse des étudiants du technique, comme nous l'avons vu précédemment. Pour les étudiants des filières générales, dont les cursus sont plus long, il s'agit de trajectoires particulières, d'étudiants plus âgés et qui arrivent à des étapes de spécialisation de leur cursus, ou qui effectuent un stage de fin d'étude tout en étant encore recensés comme étudiants. La spécialisation dure un an et il faut parfois changer d'université pour intégrer la filière pointue que l'on désire³⁷. Un an, moins, si l'on retire la période des vacances, le foyer à défaut de résidence universitaire, apparaît comme une solution avantageuse. Pour les stages de fin d'étude, il faut souvent quitter ses bases, pour trouver le stage qui rentabilisera au mieux une formation, par son intérêt et la possibilité de produire un rapport intéressant pour la validation du diplôme, en phase avec un apprentissage et le choix d'un futur métier. C'est le cas pour cette jeune femme qui termine son DESS en agro-alimentaires et qui vit dans le petit foyer de Nyons, en Drôme Provençale. Son souhait était de réaliser un stage dans autour de productions agricoles « nobles » qui réclame des processus de transformation élaborés (lavandes et vins AOC), dans un cadre éloigné de celui des premières années d'études, mais qui préfigure une vie future dans un cadre rural souhaité. C'est encore le cas de cette jeune femme qui habite le petit foyer de l'Argentières les écrins, qui effectue son stage, à la communauté de commune, pour valider un stage de développement local... C'est encore le cas de ces étudiants de biologie qui effectuent leurs spécialisations en biologie marine à Calais... Pour des temps relativement courts (six mois ou moins), le foyer est une ressource intéressante, d'autant qu'il n'y a que peu de chances pour que la présence sur le territoire se prolonge à la fin du stage. Les étudiants illustrent particulièrement bien ce besoin de mobilité de transit, dans des itinéraires complexes.

Les étudiants : une illustration probante des nécessités des mobilités de transit.

Mais l'arrivée en foyer dépend aussi d'une expérience déçue de l'autonomie qui se transforme en expérience de solitude et d'isolement. Il n'est pas rare de voir des jeunes vouloir intégrer un foyer durant leur deuxième année d'étude, à l'aune de leur propre expérience et de celle de leurs camarades qui y vivent déjà. Ces comportements sont plus lisibles dans les petits pôles universitaires et pour des foyers qui ont recomposé leurs offres dans une perspective de plus grande autonomie et de développement de sociabilités informelles qui valorise le « faire des jeunes », leur capacité à construire une vie sociale et leur compréhension du fonctionnement d'un territoire et du potentiel qu'il offre pour assurer une vie sociale³⁸.

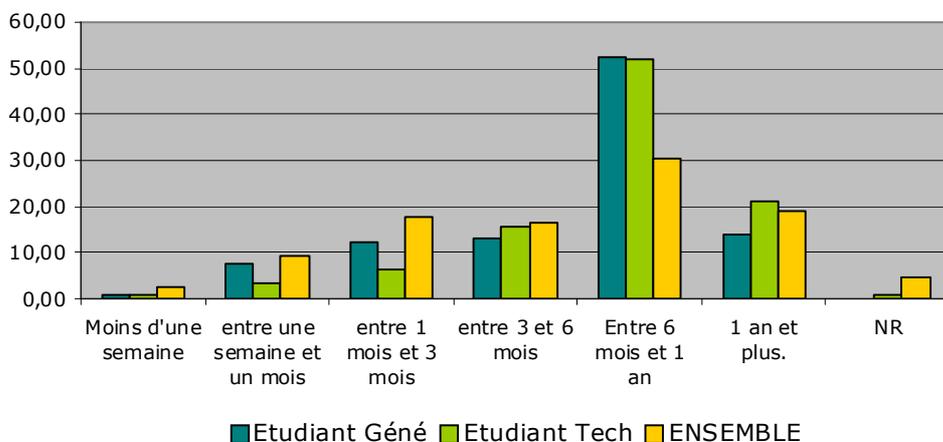
Durée des séjours : Les étudiants présents plus longtemps dans les foyers que les jeunes des autres statuts.

	Moins d'une semaine	entre une semaine et un mois	entre 1 mois et 3 mois	entre 3 et 6 mois	Entre 6 mois et 1 an	1 an et plus.	NR
Etudiant Généré	0,77	7,69	12,31	13,08	52,31	13,85	0,00
Etudiant Tech	0,70	3,52	6,34	15,49	52,11	21,13	0,70
ENSEMBLE	2,66	9,10	17,74	16,51	30,32	18,97	4,70

³⁷ : La situation changera peut-être avec le système du LMD, Mais il semble, par exemple, qu'il existe une différence forte entre le Master 1 et Master 2.

³⁸ : Nous prendrons l'exemple du foyer de Redon où les étudiants de BTS goûtent particulièrement l'offre en appartements partagés. Ceux qui les habitent cherchent à faire venir des camarades de classe entrant dans des phénomènes de cooptation qui ne sont pas sans rappeler ceux qui président à la colocation. L'équipe du foyer ne s'y oppose pas, car ce type de voisinage réclame, pour fonctionner convenablement une relative unité de mode de vie. D'autres exemples montrent qu'une mixité de situation est possible, à condition que les écarts de situations ne soient pas trop importants. Dans d'autres cas, c'est l'expérience du marché locatif local qui est à la base d'une demande de logement en foyer. A Thionville, par exemple, le marché est tendu du fait de la proximité du Luxembourg et d'un marché de l'emploi transfrontalier. Alors, le foyer devient une solution plus économique.

durée de séjour



Lorsque l'on parle de l'occupation et de la durée de séjour dans le logement transitoire, on établit souvent une corrélation entre le temps long des séjours et les difficultés d'insertion, en supposant qu'elles rendent difficile l'accès au marché locatif ordinaire et que le temps de présence au foyer correspond au temps nécessaire à une trajectoire d'insertion. C'est une réalité, qu'il faut cependant manier avec précaution. Pour une part de cette population, un des signes des handicaps qu'ils rencontrent est précisément une inaptitude à la vie collective, que certains fuient rapidement, même s'ils sont arrivés au foyer par la médiation de services sociaux. La capacité de négocier sa place parmi les autres n'y est pas toujours, que ce soit dans le voisinage du foyer ou dans la ville.

Comme les jeunes en difficulté, les étudiants sont recensés dans les catégories de séjours les plus longues, mais pour des raisons bien différentes.

Pour ceux qui restent durablement, le foyer est un refuge, une protection qui parfois joue en contrepoint d'une logique globale d'insertion. Un refuge qui parfois permet d'abdiquer des confrontations nécessaires. Tout est alors fonction de la mise en place de suivi social et pédagogique. Il convient également de pointer que les jeunes en situation sociale difficile, sous condition d'accompagnement, sont plus représentés dans l'offre diffuse des structures de l'UNHAJ, (logements autonomes) qui correspond mieux à leur situation du moment³⁹. Cette incise est nécessaire puisqu'une autre catégorie, les étudiants, participe des séjours longs en foyer comme le montrent le tableau et le graphique qui précèdent.

Peu d'étudiants connaissent de très courts séjours. Quand on entre au foyer pour entamer un cursus d'étude, la perspective se situe au moins à une année scolaire, à quelques exceptions près. Les séjours de moins d'un mois s'élèvent à près de 12 % pour l'ensemble des résidents. Ils ne sont que de 8 % pour les étudiants des filières générales, et seulement de 4 % pour les étudiants des filières techniques. Si l'on considère les séjours de moins de trois mois, le différentiel est identique. Il est de près de 30 % pour l'ensemble des résidents, de 20 % pour les étudiants des filières générales et seulement de 10 % pour les étudiants des filières techniques.

³⁹ : Ceci tient également à des financements et à des modalités partenariales locales. La contrepartie d'un financement joue en faveur de la prise en compte des jeunes locaux en situation complexe. Il semble que le financement des comités locaux pour le logement autonome des jeunes se fait dans la mobilisation de ressources locales qui impose une cogestion des objectifs et le traitement des politiques d'insertion sociale locale.

Entre les deux filières étudiantes, la différence tient à la notion de choix qui est plus aléatoire pour les filières générales que l'on intègre précisément parfois parce que l'on n'a pas pu intégrer une formation plus professionnalisante, conçue comme plus rentable sur le marché de l'emploi. Si les filières générales réfèrent à une certaine « noblesse », à un imaginaire de la vie étudiante, à condition de pousser loin le cursus ; la demande des cycles courts techniques induit la sélection, souvent dès l'entrée, une sélection par le nombre de places offertes. On s'accroche plus facilement à une formation courte que l'on pense rentable qu'à une formation longue dont on juge les débuts improbables et peu en phase avec ce que l'on attendait. Pour la minorité d'étudiants qui quitte précocement le foyer, les raisons sont multiples. Elles vont de la stratégie d'attente pour trouver une autre solution de logement, plus en adéquation avec un souhait, car il est plus facile d'entrée au foyer dans un premier temps, à l'arrêt des études quand la formation apparaît immédiatement non conforme à ce qui était envisagé, parce que tout simplement, on les abandonne et que la conséquence est un retour dans la famille. C'est enfin parce que l'on s'aperçoit que la vie sociale du foyer ne correspond pas à celle que l'on veut pour soi. Ce dernier critère est fluctuant en fonction des types de foyers tant en ce qui concerne la nature de l'offre de logement qu'en ce qui concerne son fonctionnement (règlements) qu'en ce qui concerne les publics accueillis, lorsque les écarts de modes de vie et de références sont trop importants⁴⁰.

Peu de résidents étudiants sont recensés parmi les séjours courts des résidents des foyers, particulièrement les

Le différentiel entre filières générales et filières courtes tient également à une différence de rapport au temps. Il est plus incertain pour les filières générales qui réclament une succession de caps à franchir, des choix incertains pour obtenir une qualification qui puisse être monnayée sur le marché de l'emploi, selon des choix multiples effectués durant la trajectoire. Il est alors difficile d'envisager une histoire de longue durée dans un foyer : d'abord parce que la transition à un temps, ensuite parce que la vie étudiante prolongée réclame d'autres expériences. Dans les filières techniques, le débouché est presque présumé à l'entrée dans la formation. Il existe une forme de stabilité quant au logement. Au moins pour une année, mais souvent pour les deux qui conduisent au diplôme. C'est ce rapport au temps qui explique le différentiel entre les deux catégories, un temps moins incertain pour les étudiants des filières techniques, un temps plus structuré du fait de la scansion du temps hebdomadaire que nous avons évoqué précédemment. La structuration du temps des études influence sur le choix du temps de résidence au foyer.

Entre étudiants des filières générales et techniques : une différence de rapport au temps et de l'organisation de la vie sociale.

Finalement, les étudiants sont mieux représentés dans les durées de séjours les plus longues. C'est le cas des deux tiers des étudiants des filières générales et des trois quarts des étudiants des filières techniques. 52 % des séjours des étudiants sont compris entre six mois et un an. C'est le temps d'une année scolaire, parfois diminué du temps des vacances et du temps du stage de fin d'année. Sur des bases négociées ou non, on interrompt le séjour pour le temps des vacances et du stage de fin d'année, quitte à reprendre un contrat de résidence au moment de la rentrée suivante. C'est une question d'économie globale, lorsque l'on retourne chez les parents ou que l'on est obligé d'aller vers d'autres lieux pour effectuer un stage⁴¹. De septembre à fin mai, tout fonctionne à peu près, même s'il est nécessaire de gérer des phases intérimaires.

Des durées de séjours indexées sur la durée des études, particulièrement pour les cursus courts.

⁴⁰ : Notons que le dernier critère concerne plutôt les jeunes femmes que les jeunes hommes, particulièrement lorsque le foyer n'offre pas une intimité suffisante des espaces privés, qu'il s'agisse de structures traditionnelles ou d'appartement partagé où la relation entre l'espace partagé et l'intime n'est pas suffisamment constituée. Mais, quand c'est le cas, elles sont plutôt satisfaites des structures de micro voisinage.

⁴¹ : Ce type de stratégie rappelle celle des étudiants qui choisissent de s'installer à plusieurs dans des gîtes en dehors des périodes de vacances. Il peut y avoir un problème de gestion de périodes charnières comme le mois de

Plus du cinquième des étudiants des filières techniques ont des durées de séjours supérieures à un an. Ce n'est le cas que de 14 % des étudiants des filières générales. Comme nous le précisons avant, c'est une conséquence d'un rapport au temps plus maîtrisé et plus scandé par le rythme des études. On s'engage simplement pour deux ans et l'on préfère assurer son logement pour la durée des études. Le phénomène est d'autant plus accentué dans les petits pôles universitaires du fait de parcs locatifs adaptés (petits logements) quantitativement faibles et du fait de l'absence d'une offre dédiée aux étudiants. Voilà pour les aspects mécaniques du fonctionnement des marchés locatifs locaux. Mais la durée de la présence au foyer dépend également des arbitrages réalisés par les étudiants résidents. Lorsqu'une petite ville n'offre que peu de possibilités à l'épanouissement d'un mode de vie juvénile, lorsque le rythme hebdomadaire est ponctué par des retours fréquents dans la famille, le collectif foyer apparaît comme une ressource importante de la vie sociale et du capital relationnel.

Les foyers, une ressource dans les trajectoires résidentielles des étudiants..

Les raisons qui président au choix du foyer : unité et différence.

	NR	Rapprochement travail	Rupture fam ou inst	Souhait ind'pendance
Etudiant G'n	0,0%	94,8%	3,3%	1,8%
Etudiant Tech	0,8%	93,2%	3,0%	2,6%
ENSEMBLE	3,0%	77,9%	10,2%	8,7%

Si l'on se situe d'un point de vue strictement formel, la quasi-totalité des étudiants fait le choix du foyer pour se rapprocher de leur lieu de formation. Le terme de choix est sûrement impropre car il s'agit plutôt de la gestion d'une contrainte. Ils sont très peu à évoquer le foyer comme une prise d'indépendance qui n'est finalement ni souhaitée, ni possible. Le foyer est pratique pour gérer une situation d'entre deux, même s'il faut concéder une part de liberté à un règlement intérieur. Les étudiants sont beaucoup moins nombreux que leurs autres camarades à intégrer le foyer pour des raisons de ruptures familiales. Nous avons déjà évoqué le fait que les études sont le plus souvent le produit d'un consensus négocié au sein de la famille, en particulier pour assurer un niveau de ressources nécessaires. C'est une manière de gérer une dépendance qui ne signifie surtout pas que les étudiants n'ont pas de compétences à l'autonomie. L'alternative est de jouer de la dépendance pour s'assurer quelques espaces de liberté, en particulier, quant à l'accès à des consommations identitaires. Nous avons évoqué une réinterprétation de la fable du loup et du chien... On est chien pour assurer la survie pour se permettre de briser la chaîne et s'offrir quelques escapades... Alors, on ne peut pas considérer la dépendance du seul point de vue d'un manque d'autonomie, mais plutôt comme une capacité d'adaptation à la contrainte.

Le foyer moins qu'un choix : une solution pratique en fonction du potentiel d'un territoire.

Le tableau qui suit présente des choix moins formels, plus en prise avec un souhait de vie. La praticité de la solution apparaît comme le critère le plus partagé par l'ensemble des catégories. Elle concerne près de la moitié des réponses des étudiants des filières

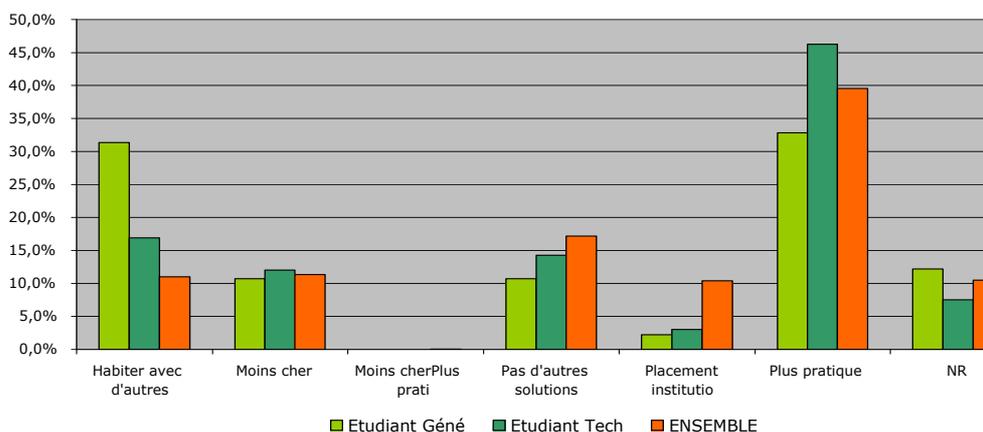
juin par exemple. On s'en arrange avec la période de stage obligatoire, la gestion des sessions de diplômes. Il y a un « deal » entre le propriétaire du gîte et ses jeunes occupants pour reprendre la location à la rentrée suivante, s'il n'y a pas eu d'accrocs dans le contrat. Certes, il s'agit de solutions marginales qui réclament une série de conditions favorables. Les gîtes sont présents dans les sites touristiques. L'exemple auquel nous faisons référence concerne des étudiants en DUT de Saint-Malo. Il faut dépasser les réticences des propriétaires et les convaincre de l'efficacité économique du système. Pour cela, on passe par des formes de contrat moral quand le propriétaire connaît les parents de l'un des jeunes occupants. Parfois, ce sont les offices du tourisme qui sont médiateurs entre l'offre et la demande. Enfin, cette formule ne peut exister que dans des régions où la saisonnalité touristique est courte. Ce que nous retenons de cette expérience, c'est le choix de la cohabitation qui représente un avantage financier, mais aussi et surtout une manière d'organiser sa vie étudiante.

Les jeunes se retrouvent pour considérer la valeur de l'aspect pratique des foyers. Mais ils sont peu nombreux à considérer l'offre des foyers, comme moins chère.

techniques, le tiers des étudiants des filières générales et près de 40 % de l'ensemble des résidents. De manière étale, c'est environ le dixième des résidents qui considère le foyer comme une solution peu onéreuse. La proportion est faible, mais difficile à expliquer. Elle dépend d'abord de la vision et de la connaissance qu'ont les jeunes du marché locatif local, plus ou moins tendu, plus ou moins adapté, plus ou moins cher. Elle dépend également d'une vision floue de la redevance qui intègre le coût des fluides, les espaces partagés dans lesquels peuvent se développer des loisirs gratuits. Il y a une vraie difficulté pour les jeunes, à évaluer l'intérêt des services annexes à l'offre de logement. Ils en conçoivent cependant l'aspect pratique. Mais, ces services n'étaient pas recherchés par certains et ils en contestent le coût sans vision claire, sauf quand l'action collective est vécue comme un véritable supplément d'âme, un esprit des lieux où les jeunes se retrouvent individuellement dans l'intérêt du lien social. Une question plus complexe tient à des impositions périphériques comme l'imposition de la prise d'un nombre de repas mensuels, ou l'intégration du petit-déjeuner dans la redevance. Cette question a été évoquée à propos des ressources, mais au-delà du coût, les jeunes revendiquent la question du choix qui reste essentielle, même dans le cas de petits budgets, comme une manière de « prise sur sa vie », comme un signe d'autonomie et de responsabilité reconnue.

	Habiter avec d'autres	Moins cher	Moins cher Plus prati	Pas d'autres solutions	Placemen institutio	Plus pratique	NR
Etudiant Généré	31,4%	10,7%	0,0%	10,7%	2,2%	32,8%	12,2%
Etudiant Tech	16,9%	12,0%	0,0%	14,3%	3,0%	46,2%	7,5%
ENSEMBLE	11,0%	11,3%	0,1%	17,2%	10,4%	39,5%	10,5%

Raisons du choix du foyer



Entre les étudiants et les autres, le clivage principal tient à la volonté d'habiter avec d'autres jeunes. C'est le souhait de plus de 30 % des étudiants des filières générales, de 17 % des étudiants des filières techniques et seulement de 11 % pour l'ensemble des résidents. Des explications multiples doivent être mobilisées, dont certaines sont déjà évoquées dans ce chapitre. Les étudiants sont plus jeunes que les autres et c'est le premier statut où se construit le passage à l'âge adulte, un temps où l'autonomie réelle n'est pas encore vraiment recherchée, même si l'autonomie symbolique est revendiquée comme une manière de dire : « je ne veux plus avoir la bride sur le cou,

Les étudiants sont plus en demande de vie collective. Mais est-ce un besoin, une disposition, la combinaison des deux ?

mais j'ai encore besoin d'aide ». C'est l'enjeu de la négociation intergénérationnelle au sein de la famille que l'on ne quitte pas définitivement. Les étudiants ne disposent que de peu de ressources ; négocier l'aide est nécessaire. Mais il reste à en maximiser l'usage au cœur des pratiques du quotidien. Et il apparaît que le voisinage juvénile en soit l'un des moyens.

Habiter avec d'autres, c'est à la fois la recherche d'effets miroir, tant en termes de proximité et de différences, comme éléments de construction identitaire. L'usage de la découverte, des échanges, des plaisirs gratuits des rencontres qui produisent des ouvertures à d'autres réseaux sont des moyens d'améliorer une vie quotidienne, par le faire, par l'accès à des pratiques qui ne sont pas seulement marquées par l'avoir monétaire, mais par de multiples inventions dont le substrat tient à la vie collective. Même si l'individualisation marque l'ensemble du corps social, il semble que le collectif étudiant et la volonté de découvrir les autres aient plutôt mieux résisté, particulièrement pour les filières générales dont le désir de vivre avec d'autres est presque deux fois plus élevé que pour les étudiants des filières techniques. L'explication tient certainement à un différentiel de processus de passage. Etre étudiant, c'est bien sûr le début du processus de passage à l'âge adulte. Mais il est de nature différente entre formations généralistes et formations techniques. Les premières se situent plus dans la tradition des humanités, même étioilées, dans l'agrégation des savoirs nécessaires à application d'une connaissance. Et la professionnalisation n'apparaît qu'en fin de cursus longs. Au moins les débuts de cursus constituent un interstice où la question professionnelle n'est pas encore tout à fait posée. C'est précisément le contraire qui structure les cursus professionnels. On y est plus vite confronté à une suite de vie, car la formation pose en amont la question de la place dans la sphère du travail, ce qui constitue une continuité plus forte. Les étudiants des filières générales sont plus confrontés à la notion d'expérience, et l'expérience renvoie à la notion d'incertitude maîtrisée, à l'exploration des arcanes et des périphéries, aux réorientations. Quand les formations techniques solidifient un tronc, les formations généralistes explorent la ramure... Le rapport au temps est scandé par des temporalités différentes qui induisent des rapports différenciés aux modes de passages à l'âge adulte, dans la relation entre l'individuel et le collectif. En termes d'illustrations, nous reviendrons sur cette question au travers des représentations des modes d'usage des jeunes.

Différences de rapport au temps entre les étudiants des filières générales et des filières techniques.

Au niveau des statistiques, nous ne disposons pas de données suffisamment stables et fiables pour ce qui concerne le départ des jeunes des foyers. Plusieurs difficultés se conjuguent. Il faut convaincre de l'intérêt d'une telle collecte ; les équipes des foyers qui n'en sentent pas vraiment l'utilité ou qui craignent une mise en cause du secret professionnel qui participe de l'éthique des métiers du travail social ; les résidents sont souvent réticents à dire la suite de leurs histoires. Pourtant les notions de trajectoire, de complexité appelleraient une continuité dans la collecte et une connaissance des étapes et du degré de fluidité entre elles. Mais, pour l'essentiel, les problèmes sont ailleurs, dans la composition d'un outil qui permette d'organiser une analyse longitudinale qui restitue les parcours des jeunes et qui permette d'évaluer la manière dont va s'organiser leur devenir. C'est bien là que l'outil statistique montre ses limites. Plusieurs tentatives ont eu lieu dans ce sens, mais elles restent partielles et plutôt monographiques.

Valeurs et limites de l'échantillon statistique.

Citons entre autres, les « questionnaires biographiques » qui dans le cadre d'études locales auront permis de sortir de la population des foyers⁴² et les « fiches profils »

⁴² : L'outil « questionnaire biographique » a été conçu pour suivre sur des territoires la situation des jeunes, l'articulation entre parcours professionnels et trajectoires résidentielles, en fonction des différents statuts. Si l'outil est

outil de suivi interne des résidents dans certains foyers. Dans les deux cas, il s'agit de faire émerger les conditions qui ont conduit les jeunes vers leur situation du moment, selon quelles étapes, à partir de quel capital, dans quelles perspectives quand elles sont énoncées. La collecte est ponctuelle, elle n'a donc pas de validité statistique constituée. Cependant, nous ne nous interdisons pas d'en utiliser les résultats, au moins en tendance et pour révéler quelques situations en marge mais significatives, comme, par exemple, des cursus d'étude morcelés.

Le problème des statistiques tient aussi des objectifs qui leur sont assignés. Finalement que cherche-t-on ? s'agit-il de décrire la situation des jeunes ou d'évaluer l'impact du foyer sur leur trajectoire ? Revenons aux statistiques de sortie et des difficultés de leur usage. Les non-réponses dépassent largement la moitié de l'échantillon et ne sont carrément pas instruites par certaines structures, ce qui évidemment remet en cause la valeur d'un échantillon global. Mais au-delà, c'est la validité des questions qui est posée. Certes, il est important de connaître les raisons qui amènent les jeunes à quitter le foyer et vers quelles solutions de logements ils s'orientent. Le moment où la question est posée est déterminant. Au moment du départ, les jeunes pourront répondre qu'ils retournent chez leurs parents. Mais, pour combien de temps ? Est-ce pour le temps des vacances, après un cursus mené à son terme, pour en reprendre un autre à la rentrée suivante, est-ce pour tenter de valoriser une qualification obtenue sur son territoire natif en y cherchant un emploi ? Mais est-ce le temps nécessaire pour faire le deuil d'illusions avant de se convaincre de la nécessité d'une nouvelle mobilité ? C'est particulièrement important pour les étudiants car le diplôme n'est plus le passeport unique de l'insertion professionnelle « durable ». La gestion des aléas, des entre-deux est difficile à mettre en statistique. Elle est cependant fondamentale dans la gestion des trajectoires. Les outils annexes comme les questionnaires biographiques, les fiches profils, les récits de vie, les entretiens collectifs permettent d'incarner des situations en mettant en avant la manière dont les jeunes vivent la situation qui leur est faite. On peut craindre la subjectivité, mais la subjectivité participe de l'évaluation d'une situation. Celle des jeunes a autant de valeur que celle des autres...

La nécessité d'approches complémentaires, éclairer la situation des jeunes et leur souhaits et manières d'habiter. Ecouter une parole pour qualifier une offre.

Particularités des étudiants qui vivent en FJT.

Donc, globalement et en termes de synthèse, les éléments qui caractérisent le plus la situation des étudiants des filières généraliste qui vivent dans les foyers sont les suivants.

Pour les étudiants des filières générales :

- ➔ C'est d'abord l'origine étrangère et le lieu de naissance qui arrivent en premier dans la caractérisation de la situation estudiantine des résidents des foyers. Ceci tient à l'absence de réseaux, pour ces étudiants étrangers pour s'inscrire dans les processus habituels des marchés locatifs. C'est aussi un recours, lorsque les propriétaires sont réticents à l'accueil des étrangers.
- ➔ Le second critère est la volonté d'habiter avec d'autres, même si s'impose la nécessité de se rapprocher de son lieu d'activité. Parce qu'elle est une nécessité pour lut-

productif dans l'établissement d'une géographie comparée des trajectoires, son usage et sa gestion sont lourds, particulièrement pour dépasser le cadre monographique. Les questionnaires sont administrés par différents partenaires territoriaux des associations foyers que sont les missions locales, des centres de formations, des pôles universitaires, plus rarement des associations sportives ou culturelles, ou des mouvements de jeunes. La multiplication des lieux de collecte devait garantir relativement l'ouverture de l'échantillon car chaque structure introduisait un biais liés à la spécificité de son action. Alors, la validité des échantillons dépendait de la mobilisation de partenaires multiples sur chacun des territoires. Et là, les bonheurs sont pour le moins divers.

ter contre l'isolement et l'anomie, pour accéder à des formes de sociabilités fondées sur le voisinage.

- Le troisième concerne le niveau des ressources, parmi les plus faibles des résidents des foyers. Mais, nous l'avons précisé dans le texte : il est difficile d'évaluer la réalité de l'aide familiale.
- Le quatrième tient aux situations socio professionnelles des parents qui sont plus recrutés dans les catégories supérieures (pères professions intellectuelles et supérieures ; mères professions intermédiaires). Ces statuts supérieurs des parents permettent de minorer la faiblesse des ressources propres évoquées précédemment. Il y existe un potentiel de soutien familial qui ne peut pas être évalué.
- Le cinquième tient forcément au niveau de diplômes et en particulier des filières générales abouties.

Pour les étudiants des filières techniques.

- Le premier élément est le rapprochement du lieu d'activité, particulièrement pour des jeunes en mobilités depuis les autres régions du territoire métropolitain, puis de la région d'implantation du lieu de formation. Les mobilités ont moins un caractère transnational que pour les filières généralistes. Elles participent moins d'un rayonnement transnational.
- Le deuxième tient à la jeunesse de ces étudiants (18 à 21 ans) et à une conséquence immédiate : leur dernier domicile connu est celui de leurs parents. Une seconde conséquence évidente est qu'ils sont titulaires d'un bac technique ou d'un bac pro, comme suite logique de la formation antérieure.
- Le troisième concerne, comme pour les étudiants des filières générales la faiblesse des ressources, bien qu'il semble que le nombre des boursiers soit plus important (ressource déclarée) et que la classe de ressources la plus importante ne soit pas celle des moins de 150 Euros, mais celle immédiatement supérieure comprise entre 150 et 300 Euros
- En conséquence, le quatrième critère est une représentation de la CSP des parents plus concentrée dans les catégories employés et professions intermédiaires, et une proportion plus importante de familles monoparentales ou de familles à un seul salaire. Nous touchons là une forme de reproduction particulière, quand le débouché évident d'un enfant titulaire du bac ne peut s'inscrire que dans une filière courte du fait de l'étroitesse des ressources de la famille.
- Le dernier critère concerne les durées de séjours comprises entre six mois et un an qui correspondent à la totalité d'une année scolaire. Les étudiants du technique constitue la catégorie dont la corrélation est la plus nette entre la durée de l'activité et la durée de séjour.

Pour les catégories d'étudiants, le classement des variables n'apporte guère plus que la caractérisation produite précédemment. Elle permet cependant d'établir des hiérarchies qui montrent qu'en termes d'origine sociale, ce n'est pas la même histoire que d'être étudiant des filières générales ou des filières techniques. En termes d'origines, mais aussi en termes de culture et de construction d'un rapport à l'avenir. Les analyses en termes de représentation des usages et des modes de vie nous en donneront une autre illustration.

Entre généralistes et techniques, les différences sont sensibles. Cela conduit à interroger l'unicité de la catégorie étudiante, à la fois comme catégorie et comme représentation. S'agit-il de la même jeunesse en termes de modes de vie ? Comment se gère la relation au temps du passage, comment se gère un être au monde ? Comment se

Entre étudiants des filières généralistes et les étudiants des filières techniques, des modalités de reproduction différenciées. Le technique est la porte d'entrée pour les enfants des classes inférieures.

constituent les relations entre développement individuel et projet collectif ? Voici les questions que nous tenterons d'éclairer à partir des prises de position des étudiants qui ont participé aux entretiens collectifs administrés dans le réseau. Quel est le projet de vie, comment s'inscrit-il dans la vie collective des foyers ? Dans une seconde partie, et dans le cadre d'enquêtes plus récentes, nous évoquerons les jugements que portent les jeunes, sur les tendances à l'œuvre pour la production du logement des étudiants, qu'ils concernent de nouvelles morphologies, des surfaces et des équipements offerts, un niveau d'équipement et d'ameublement, qu'ils concernent une esthétique et une localisation urbaine, en prise avec le mouvement. Autrement dit, comment, au-delà d'une offre, les étudiants se représentent des manières de vivre le moment et les conditions qui permettent de se projeter dans un avenir, le leur et celui d'une société incertaine.

DANS LES ARCANES DES USAGES ET DES MODES DE VIE DES ETUDIANTS QUI VIVENT EN FOYERS.

Ce chapitre se nourrit des entretiens collectifs réalisés depuis quinze ans dans le réseau des foyers de jeunes travailleurs. L'enjeu était de recueillir la parole des jeunes sur la manière dont ils vivaient leur quotidien, sur les représentations qu'ils se faisaient de la vie en foyer, qu'elle concerne l'offre bâtie, la vie sociale, le développement individuel et collectif, en fonction de statuts diversifiés, d'histoires de vie. Le fondement de la démarche est conversationnel. A partir de diverses questions qui embrassent l'ensemble de la vie sociale, les participants réagissent sur la parole des uns et des autres. Pour le travail que nous exposons ici, nous avons réalisé une relecture de l'ensemble des matrices d'entretiens à l'aune des positions exprimées par les étudiants. Ces entretiens qui fonctionnent sur le volontariat tendent à regrouper l'ensemble des statuts présents dans la population des résidents. A posteriori, on perçoit une légère sur représentation des étudiants dans l'échantillon global. Cela tient à des dispositions plus importantes, à la discussion et à la volonté d'expression. S'ils sont présents comme leurs autres camarades, leurs paroles ressortent plus nettement dans la retranscription des entretiens. Certains occupent même la fonction de porte-parole et il n'est pas rare d'entendre de la part des autres participants : « c'est comme il a dit » (en parlant de l'étudiant qui venait d'exprimer son point de vue). Une autre révélation de cette relecture est que la vie étudiante ne s'oublie pas si facilement. Etudiants d'hier, il apparaît des continuités en termes de mode de vie particulièrement lorsque la fin des études ne construit pas un passage stabilisé dans l'emploi, où que la mobilité à laquelle on a été contraint n'est pas satisfaisante pour envisager la « suite de sa vie ». Comme pour l'approche de l'ensemble du matériau, nous sommes confrontés à sa richesse et au foisonnement des prises de position qui se profilent au gré des dérives de la conversation, lorsque, par exemple, une réaction sur une fonctionnalité de la vie au foyer conduit à des considérations plus générales sur la situation des étudiants dans la société française. De la même manière, on peut juger de sa situation à la hauteur de celles rencontrées par d'autres jeunes.

Compte tenu d'un air du temps, qui met sous les feux de la rampe la question du logement des étudiants, nous avons développé de nouvelles questions dans le cadre des entretiens qui concernent les nouvelles propositions qui sont faites pour tenter de la résoudre. Avec l'aide de l'architecte, nous avons souhaité faire réagir les participants aux entretiens sur différents projets dédiés au logement des jeunes et singulièrement au logement des étudiants (car malheureusement, il existe une tendance à ignorer la situation des autres jeunes, pourtant confrontés aux problèmes de la mobilité dans sa double composante sociale et géographique). Pour cela, nous avons présenté des images et des systèmes de fonctionnement en reprenant les grands thèmes qui structurent les entretiens collectifs que sont la fonctionnalité, l'image sociale, l'esthétique, l'insertion urbaine, l'appropriation possible, la relation entre l'intime de le collectif. Ces réactions se fondent, mais pas seulement, sur les projets proposés dans l'ouvrage du PUCA : « Dernières nouvelles. Architecture et habitat des étudiants en Europe » Ante prima / AAM éditions. 2008.

Retour sur un matériau constitué dans le réseau depuis plus de quinze ans.

Un nouveau développement des entretiens collectifs : réactions sur des projets nouveaux.

Nous avons également présenté des projets réalisés dans le cadre de restructuration et de créations réalisées dans le réseau. Nous avons enfin, à partir des réactions, fait travailler un groupe de projet de l'école d'architecture de Paris La Vilette, sur des propositions possibles, dans le cadre du développement d'un projet de quartier autour de la gare des Ardoines à Vitry-sur-Seine dans la banlieue est de Paris, dans un secteur intégré à une opération d'intérêt national. L'ensemble des éléments collectés fait l'objet de la dernière partie de ce travail.

Pour simplifier la lecture, nous tentons de mettre un ordre dans ce matériau foisonnant et rebondissant. Mais nous y dérogerons sûrement lorsqu'il semble que les articulations d'un jugement à un autre produisent du sens.

Comment les étudiants arrivent dans un foyer : Craintes et premiers jugements...

« Parce qu'il n'y avait pas autre chose » est souvent le cri du cœur des étudiants. Cela énoncé, les autres résidents disent : « parce qu'on n'avait pas le choix ». Définitivement, le FJT ne correspond que très rarement à un premier choix, sauf quand un frère ou un bon copain en a fait une expérience positive et que la vie qu'ils décrivaient pouvait séduire, du point de vue d'un potentiel de rencontres, de mise à disposition d'espaces et de services.

La réticence tient à une image générale qui situe les foyers du côté de la thérapie sociale, « de lieux qui sont faits pour les « cassés », les accidentés de la vie pour faire joli »... « Ça a tout de même plus de gueule quand tu dis à tes amis que tu es en résidence étudiante »... « Pas terrible pour draguer ! ». Il y a une crainte, que devenir résidents d'un foyer, conduise à une logique de déclassement, dont on sait qu'elle n'est pas réelle, mais qui peut être interprétée comme telle par les autres. C'est ce qui constitue la première approche, une déception a priori, un premier accroc dans ce que l'on supposait être un accès à l'autonomie et à une nouvelle reconnaissance.

Etre étudiant dans un FJT, la crainte du déclassement.

Dans l'ensemble, les étudiants arrivent à reculons dans les foyers, par crainte de l'image : « pas de choix, difficultés rencontrées face au marché du logement locatif, absence d'offre dédié ». Souvent, on espère que prendre une place en foyer, c'est l'opportunité d'en partir rapidement en « cherchant une autre solution ».

Un dépannage quand on n'a pas d'autres choix.

Mais, l'intérêt des entretiens collectifs est qu'ils se fondent sur une expérience et qu'à partir de cette expérience, la vie en foyer est évoquée d'une autre façon. On passe d'un champ critique fondé sur l'imaginaire de ce que représentent les foyers à des critiques liées à l'expérience, à un vécu. Elles ne disparaissent pas elles changent de registre. On reconnaît alors que « s'il n'y avait pas eu la solution du foyer, pour débiter, ça aurait été plus compliqué : « j'ai au moins pu commencer mon année assez convenablement », « ce n'était pas gagné au départ, j'ai pris ma décision trois jours avant la rentrée, quand je suis venu prendre mon emploi du temps ». C'est alors la notion de « dépannage » qui prévaut. Une sorte de gratitude raisonnée, pour une solution qui n'était pourtant pas celle souhaitée ; une manière de dire « faute de mieux ». Mais à des degrés divers, ce faute de mieux est partagé par la plupart des résidents. Pourtant, il apparaît que les étudiants se font une raison plus vite et plus facilement que les autres.

« Par rapport à l'impression sinistre que j'avais, c'est plutôt une bonne surprise... La piaule est plutôt pas mal, ce n'est pas pire que ce que me disent des copains qui vivent en résidence universitaire... J'ai une douche, un sanitaire, de quoi me faire à bouffer... Ce n'est pas très grand et le décor est un peu cheap... Mais, en arrangeant un peu, ça peut être vivable ». Bien sûr, les opinions sont variables selon plusieurs critères. Le premier tient à la nature de l'offre, dans sa caractéristique morphologique ainsi que dans sa caractéristique organisationnelle (règlement et normes), cohabitation avec d'autres jeunes. Elle tient également à la localisation de la structure selon des critères de proximité avec le lieu d'activité, mais surtout de relations avec les lieux du mouvement de la ville ; ainsi qu'à la gestion du mode de vie global des étudiants.

Réassurance après le premier contact...

... Mais des attentes différentes en fonction de la pluralité des situations.

La demande n'est pas de même nature, lorsque le foyer n'est utilisé que les jours ouvrables de la semaine, lorsqu'il constitue une résidence principale, qu'on y reste tous les Week-ends ou presque.

Ce qui apparaît à la relecture du matériau, c'est que les étudiants semblent moins concernés (ou moins exigeants) par la qualité de l'offre que la plupart de leurs autres camarades. Il y a même une tendance à l'inversion. Les exigences sur l'équipement et l'agencement des logements sont d'autant plus grandes que les jeunes connaissent des situations difficiles quant à l'insertion sociale et professionnelle. Pour eux, c'est une question de respect ; le respect un terme redondant des discours, très présent dans le vocabulaire lorsque les autres éléments de reconnaissance et d'identification n'y sont pas.

Des étudiants qui paraissent moins affectés par la qualité du logement.

Au chapitre précédent, nous avons pu mesurer l'étrécissement des ressources des étudiants. Mais les autres jeunes pensent que c'est une situation tout de même privilégiée : « pour eux, ça rigole plus que pour nous, être étudiant c'est qu'en même une chance ». « Quand les aéro. sont là, ça change l'ambiance du foyer, c'est plus positif, on dirait qu'ils ont une fibre et les soirées sont plus sympa... ». Lors des entretiens, les étudiants ne se défendent que mollement face à ce type d'assertion. Ils ont une conscience relative de leur meilleure situation, même s'ils n'hésitent pas à contester « les mauvaises manières qui leur sont faites ». Certains considèrent que finalement, la situation du moment comme un passage « nécessaire » vers une « satisfaction différée ». Il existe un rapport constitué au devenir et c'est souvent ce qui fait la différence avec les autres jeunes. Cette capacité projective permet de mieux assumer la situation du moment, malgré ses aléas et son inconfort : « on sait que ça ne va pas durer ». Cette certitude, d'autres ne l'ont pas, eux qui vivent au jour le jour avec des difficultés de s'inscrire dans une logique de projet. Pour les étudiants, on accepte la logique de la parenthèse, parce qu'ils ont le sentiment qu'elle pourra se rouvrir et qu'elle ne constitue pas un piège.

Transit incertain et transit défini : une distinction entre les étudiants et les autres, en particulier avec les jeunes aux parcours chaotiques.

Entre réalité et posture, il y a ceux qui investissent l'image du détachement à l'égard des biens matériels : « bon, tu as ton logement, c'est chauffé, tu as l'électricité, tu as un pieu, tu peux ranger tes affaires... Amener ta hifi, ton info... Tu peux vivre, quoi ! ». « L'important quand tu dois bouger (mobilité imposée), c'est aussi bouger dans ta tête, de profiter des rencontres, pour te faire ta petite histoire ». « Ne pas en vouloir trop » est pratiquement revendiqué comme un mode de vie, une valeur de la transition, comme si l'exiguïté des ressources participait de l'expérience, de la construction de soi, une manière de faire l'expérience d'autres valeurs que celles qu'impose l'individualisation consumériste. Pour certains, elle représente une opportunité du faire, de la débrouille et de la solidarité. Mais, on doit considérer ces positions à la lumière de ce qui conduit des étudiants à participer à ces entretiens collectifs (où la participation est volontaire) et à ce qu'est la nature de leur présence. La lecture de leurs prises de positions permet de définir une sorte de profil, pour des étudiants « militants » d'une volonté de changement social qu'ils investissent dans le rapport social d'enquête. Leur discours, à destination de ceux qui administrent l'entretien, correspond à une volonté d'affirmation d'image sociale. Certes, ils disent les « mauvaises manières » que leur fait la société, mais ils promeuvent aussi leurs propres valeurs, des valeurs construites contre... A la fois, dans des manières de s'adapter à une situation et de revendiquer des créations, l'intelligence des adaptations à la contrainte. La débrouillardise, c'est une création qui se joue dans des détournements d'usage, dans la mise en place de ruses

Assumer des situations difficiles et, en même temps, valoriser des compétences qui prennent forme dans l'adaptation et les détournements d'usage.

et de tactiques, dans le bon usage des marges à la recherche d'espaces de liberté, comme une manière d'affirmer une identité, par rapport à un bloc central qui rend difficile des affirmations individuelles, et la reconnaissance de compétences, de compétences d'habitants, de compétences à dire une volonté de changement, un avenir sociétal, fusse-t-il durable. Assurer une capacité à faire, comme reconnaissance.

Contre les difficultés, affirmer une capacité à faire avec. Donner une image compétente.

En comparaison avec les résidents frappés d'une grande précarité, par exemple, les étudiants tendent à se présenter comme des « consommateurs » avertis et raisonnables. En d'autres termes, dans la manière d'exprimer un degré de satisfaction, ils se situent plus clairement dans un compromis réalisé entre des désirs et les possibilités du présent. « On ne rêve pas, on sait bien qu'on ne peut pas demander plus »... « Et qu'il y a des gens qui connaissent des situations bien plus difficiles que les nôtres ». C'est la notion de dépannage qui s'impose. Dépannage plus que tremplin, car l'avenir, se sont eux qui se le construisent au travers de l'investissement dans les études et d'une manière de se prendre en main. Finalement, ce n'est pas ce qu'on nous offre qui compte mais ce qu'on en fait. C'est une manière de définir une consommation comme une « production secondaire » (Michel De Certeau, l'invention du quotidien), une manière de valoriser l'action et dans le fond une façon d'être habitant. Si d'autres résidents se fondent sur une vision qui affirme « le logement, c'est ce que l'on doit » sur la base d'un discours revendicatif, les étudiants ouvrent plutôt sur la notion du « ce que j'en fais ». Ils situent le jugement à la fois dans une critique de l'offre et une valorisation de la manière dont ils l'adaptent à leur situation.

Juger d'une offre, mais valoriser la manière dont on en use.

Evidemment, le jugement sur l'offre de logement dépend de sa qualité. Les écarts sont importants entre les différentes structures du réseau, ou à l'intérieur d'un même foyer, entre des logements de 10 m², juste équipé d'un sanitaire et des logements d'une surface de 18 à 20 m² équipés d'une kitchenette. Dans le premier cas, les jeunes parlent d'une chambre, de l'autre d'un vrai chez-soi. Dans le premier, cas, les jeunes disent la nécessité de participer à l'espace collectif, « de peur que les murs de la chambre te tombent dessus ». dans le second, ils parlent d'un « vrai chez-soi, d'un appart », un vrai lieu d'intimité, qu'ils comparent avec l'offre des résidences universitaires « dont les logements ne valent pas mieux que les plus petits des foyers »... Il y a tout de même une restriction et un réel agacement lorsque les étudiants disent que « c'est bien d'avoir un vrai appart., bien équipé et bien meublé, mais où tu ne peux pas faire ce que tu veux, parce qu'il y a un règlement qui empêche de recevoir des amis, alors que tu aurais la possibilité de le faire, dans un lieu bien foutu ». Recevoir est un signe essentiel de respect de l'autonomie et de la responsabilité, du respect de l'intimité. « C'est ce qui fait la différence entre le logement en ville et le logement en foyer... Quand tu as un logement en ville, tu invites qui tu veux, quand tu veux... ».

Des jugements modulés en fonction de la nature de l'offre.

Des jugements modulés en fonction des contraintes réglementaires.

Pour les jeunes étudiants, disposer d'un logement plutôt confortable et bien organisé devient presque une frustration lorsque l'on ne peut pas en utiliser tout le potentiel, en invitant par exemple, des amis de l'extérieur ou en ne pouvant le faire que dans un cadre horaire très restrictif. Les étudiants y sont plus sensibles que les autres jeunes pour un faisceau de raisons.

Une première tient à ce qui peut être un manque de reconnaissance du statut d'étudiant, d'une liberté qui pourrait y être attaché, car l'accès au statut n'est pas seulement lié à l'apprentissage et à l'expérience du savoir. C'est une expérience multiforme prise dans les arcanes du quotidien sur laquelle se fonde aussi la construction de soi. Les jeunes étudiants ont investi dans un diplôme, qui permet de passer à « l'étage

Etre étudiant : entre statut et mode de vie. Quelle interprétation possible dans la vie en foyer ?

supérieur », un échelon qui induit une compétence à la responsabilité de soi qui semble déniée lorsque les contraintes réglementaires sont jugées trop importantes. Viennent alors des remarques : « on nous prend pour des gamins », « on ne nous fait pas confiance » et l'accès à la confiance qui était attendu, par les étudiants, comme un signe de reconnaissance du changement de statut n'y est pas. « On a parfois l'impression d'être encore des lycéens »... Hormis les lieux communs, qui concernent les petites chambres équipées à minima, pour ceux qui y vivent, les reproches vont plutôt aux conditions d'occupation, aux interdits : « il est défendu de ... se faire à manger dans sa chambre, d'avoir des plaques électriques... De recevoir des amis quand on le veut..., même les week-ends, lorsqu'il n'y a presque plus personne dans le foyer ». Cette dernière remarque nous vient d'un jeune homme qui réside dans un foyer de Haute-Savoie, aux pieds des stations et qui aimerait inviter son frère ou ses copains, pour faire « une petite virée de ski à pas trop cher ». Cette critique des limites réglementaires est plus nettement portée par les étudiants et les jeunes dont le parcours d'insertion professionnelle arrive à son terme dans des conditions favorables. Au-delà des limites financières, ils ont le sentiment d'une compétence à l'autonomie qui leur paraît contestée. Eux-mêmes, au travers de l'accès au statut, considèrent qu'ils disposent d'acquis qui ne leur sont pas reconnus. Mais au-delà, c'est la question du choix qui est en cause. Choix ou non-choix, Le thème est récurrent à l'ensemble des entretiens et des catégories de résidents qui y participent.

Choisir est consubstantiel à la fois à la logique de la consommation et à l'individualisation. Choisir c'est « ce que je veux pour moi », choisir c'est pouvoir affirmer un rapport individuel à la recherche de la satisfaction, c'est un mode d'évaluation de ce que sont les uns et les autres (avoir pour être) et d'un potentiel, qu'ils peuvent afficher ou non. Dans ce contexte, l'étrécissement des ressources évoquée au chapitre précédent prend un relief particulier. Il est bien difficile d'exister dans des conditions sociales et sociétales qui mettent la capacité à consommer au cœur de la production identitaire et de la reconnaissance. Consommer, pas simplement pour assurer la satisfaction de besoins primaires, mais possibilité d'accéder à une consommation supérieure qui est propre à offrir de la distinction. Même si nous avons parlé de la « satisfaction différée » pour les étudiants ; il leur faut tout de même assurer le présent. « faire avec », opérer des choix pour minorer les effets de la contrainte. Alors, en dehors de la contrainte financière, tout ce qui restreint une liberté de choix est vécu comme une atteinte à l'intégrité, comme une atteinte à la relation intime que l'on entretient à soi. Les étudiants y sont d'autant plus sensibles qu'ils considèrent avoir cette compétence au choix, des choix qui permettent de maximiser ce qui leur est offert à consommer. Le logement offert est en soi une consommation, la manière dont on en use une production. Les limites mises dans les usages apparaissent comme un supplément de contraintes difficile à admettre. Là encore, la gradation des réactions est dépendante de la nature des projets de chaque association, quant à la définition d'une vie sociale et d'un rapport à l'intime, d'un projet de rapport à l'autonomie et à la valorisation du faire des jeunes. Malgré cela, reste une petite musique de résistance contre la contrainte qui est toujours présente, au moins un regret qui n'est pas apaisé par des explications plus ou moins rationnelles.

Il y en a une qui fait l'unanimité contre elle, c'est lorsque des animateurs disent sur un ton de connivence : « tu comprends le règlement, on est obligé, c'est pour les autres qui ne sont pas tous capables de se prendre en charge ». Pointe un sentiment de disqualification qui pourrait monter les étudiants contre ces jeunes qui seraient responsables d'une série d'interdits et des rigueurs réglementaires. C'est pourtant rarement le

Choisir dans un système de contraintes... Mais revendiqué contre la règle des espaces de liberté, la liberté de vivre et de se prendre en main.

Des étudiants porte-parole des résidents... Des étudiants critiques de certains principes éducatifs.

cas, lors des entretiens, où les étudiants se font plutôt avocats, des jeunes plus en difficulté, « à qui l'on dit qu'il faut être autonome, mais à qui on impose toujours des choses, des comportements, des manières de manger, de se lever... On n'arrête pas de leur dire ce qui est bon pour eux »... « C'est hallucinant et je n'arrive pas à comprendre comment ils résistent »... « Certains sont presque présentés comme des voyous, mais je trouve qu'ils sont bien gentils et même plutôt dociles ». Il n'est pas rare que lors des entretiens un ou des étudiants s'imposent comme porte-parole, souvent à la satisfaction des autres participants, au point qu'il faille parfois aiguiller de nouveau la parole des autres⁴³. Il est intéressant d'entendre le jugement en contrepoint des autres résidents sur la capacité des étudiants. Sur les questions les plus problématiques, il n'est pas rare d'entendre la formule magique : « vas-y, toi, dis leur, comme la dernière fois au bar, tu l'as bien cassé l'animateur... ». Les réactions sont affirmées et exposent à des « crises de rires » du groupe, comme si les positions étaient courantes dans le quotidien et que c'était un jeu permanent de « se brancher », « de s'allumer », « de se vanner », « de chambrer ». Erwan, la casquette visée sur la tête, le look et la gestuelle rappeur à fond interpelle l'animateur de l'entretien en disant à propos d'un étudiant qui venait de s'exprimer : « ça c'est parlé, on est d'accord, il n'y a rien à dire, on ne sait pas ce que pourraient répondre les responsables du foyer »... « Ca fait sérieux et sa cogne... Moi, on me prend pour un bouffon, c'est vrai que je le fais un peu exprès, c'est mes armes quoi... Et quand je sens que sa part en vrille ; je me tire, ou c'est l'autre qui part »... « Eux, ils sont moins dans la bagarre, ils argumentent et sans en avoir l'air, ils arrivent à retourner des situations »... « Ce qui me tue, c'est quand ils disent oui je suis d'accord et qu'en fait ils disent après le contraire »... « Ils sont bons dans l'embrouille... Moi, quand j'essaye la tchatche, ça sent l'arnaque ». Nous avons choisi cette expression, assez pittoresque, mais qui est assez exemplaire de cette relation entre les étudiants et les autres, dans la médiation avec la structure.

Cette fonction de porte-parole tient d'une double défense, la leur et celle des autres. Il ne s'agit pas simplement de s'ériger en leader, d'entrer dans un rôle dominant, mais d'utiliser des dispositions au service de... C'est par ce biais que se définit un processus de reconnaissance et une place dans la vie du foyer à la fois auprès de ceux qui le gèrent et des autres habitants. La défense des autres, c'est l'expression d'une solidarité construite sur la mise à disposition d'une compétence. En contrepartie, c'est un élément de reconnaissance. « J'ai filé un coût de main à Momo, quand ça craignais, pour son dossier de formation. Avant, il y avait de la méfiance, parce qu'il se la jouait raille, un peu provoc. Depuis les choses ont changé : quand il y a un problème avec le volume sonore de sa chaîne, je peux lui dire sans problème ». C'est un exemple parmi d'autres de la négociation au quotidien. Les jeunes qui participent aux entretiens valorisent cette capacité de régulation au quotidien, l'ensemble des petits échanges insignifiants pris isolément, mais qui permettent de composer des normes d'usage qui évitent le recours au règlement et à la contrainte pour tout le monde.

C'est aussi un choix que d'affirmer une posture. La capacité est celle de la négociation, de la prise de parole, de la démonstration et peut-être, finalement, de la conviction. Il y a là des manières d'être assez spécifiques aux étudiants qui tiennent à une compréhension plus rapide, plus fine, des modalités de fonctionnement de la structure et donc un potentiel de les adapter à sa propre situation.

Affirmer une posture et rechercher une reconnaissance. Construire une place.

Solidarité, échange, des supports de construction de la norme.

⁴³ : Il semble que cette fonction de représentation existe dans le quotidien des foyers, en particulier au travers de la participation aux diverses instances, et singulièrement les conseils de vie sociale.

L'adaptation, c'est la possibilité d'entrée dans une logique de détournements, de ruses, de tactiques, d'invention diverses qui permettent de contourner des règles et des normes dans le cadre d'une transgression douce, une transgression négociée qui s'appuie sur la compréhension du rapport social entre les résidents et les gestionnaires de la structure, avec les autres jeunes. « On sent bien que l'on peut s'arranger, pour aménager les contraintes. Si t'es sympa, que tu souris, que tu ne regarde pas de travers, que tu participes à des animations, que tu donnes un coup de main quand il faut, tu es moins surveiller ». Tout le jeu consiste alors à jouer des limites, pour se préserver un espace personnel et intime. Il existe un jeu de négociation implicite, dont les termes de l'échange consistent à donner des preuves de participation, de civilité, de sociabilité : un mode d'être dans le collectif qui finalement préserve la vie intime. Il y a donc un ensemble de petits faits dans lesquels se joue en permanence la composition du rapport entre l'individuel et le collectif. C'est là un aspect important du regard sur la vie en foyer, lorsque les identités collectives sont plus floues, plus multiformes. Qu'est-ce quand on est étudiant résident d'un foyer : d'abord étudiant, d'abord jeune ? n'est-ce pas une identité fluctuante en fonction des moments de la vie ? une composition permanente entre les deux pôles. A l'écoute de l'expression des étudiants dans les entretiens, on perçoit que, malgré l'incertain, les deux identités existent en se conjuguant. A eux d'en organiser la cohérence. Il n'en n'est pas de même pour les jeunes en difficulté à qui il manque un des deux segments de la composition. Ils sont jeunes, dans une société qui se méfie de sa jeunesse, sans disposer de la réassurance d'un statut qui permet de constituer un rapport à l'avenir et donc de relativiser la situation du présent. L'ensemble des résidents doivent gérer des transitions plus ou moins logues, plus ou moins complexes, en s'adaptant à un contexte difficile et aux impositions qui leur sont faites. Malgré des difficultés matérielles réelles, les étudiants disposent d'un potentiel de compréhension de la transition qui réclame compétence. Ils disposent donc d'une capacité plus grande d'inventivité et de création face à cette situation. Ils ont une compétence plus grande à être des « consommateurs éclairés », de ne pas seulement subir, mais de construire et de choisir comme une production secondaire. Il y a une compétence plus grande de la part des étudiants à construire la vie en foyer comme un « lieu ressource », d'être des « jeunes acteurs » selon les souhaits du mouvement. Il s'agit bien de construire un espace de choix, de « désinstitutionnaliser » les structures de les rendre plus souples et plus fluides pour répondre à la multiplicité des demandes sociales de la jeunesse. La mutation n'est pas si simple : les étudiants en sont des aiguillons.

Prendre sa place dans le collectif pour composer son espace d'intimité.

Jouer de la composition identitaire entre jeunesse et statut, une possibilité pour les étudiants.

Mais revenons à la question de la contrainte, une contrainte qui n'est pas seulement celle de la vie en foyer, mais celle de la mobilité imposée et plus globalement de la situation faite aux jeunes par la société. Pour cela, reprenons l'exemple de notre étudiant en BTS de Haute-Savoie. Comme nous l'avons précisé antérieurement, les étudiants résidents des foyers sont jeunes et c'est souvent l'occasion d'un premier départ du foyer parental et qu'ils sont pris dans la crainte du départ et les espoirs d'une autre façon de vivre, d'une liberté supposée et attendue. Dans l'exemple précédent, notre jeune arrivait des alentours de Saint Etienne, pour effectuer une formation dans un domaine assez pointu de la plasturgie. Si la distance n'est pas si longue, en revanche, les transports sont mal commodes. Alors le choix est fait de ne revenir que toutes les quinze semaines et de profiter de l'argent disponible pour s'offrir quelques week-ends de ski en montant en bus dans les stations. « Quand je ne pouvais pas rentrer, je pensais normal de faire venir mon frère ou mes copains, pour qu'on s'éclate ensemble en station ». « J'ai demandé si s'était possible d'héberger quelqu'un pour le week-end dans ma chambre ; on pouvait s'arranger avec un duvet... On m'a répondu que non, qu'on

Les contraintes de la mobilité auxquelles s'ajoutent les contraintes de la vie en foyer, ou du bon usage d'un second habitat. Pour se valoriser.

comprenait, mais qu'il n'y avait pas de passe droit »... «Prends ça dans la figure ! ».

Ce qui pouvait être un avantage de la mobilité se transforme en inconvénient et même en frustration. Inviter d'autres gens à faire du ski pour pas trop cher était une possibilité de valorisation de soi en faisant plaisir aux autres et en maintenant une relation avec le réseau antérieur. Les exemples sont multiples ; pouvoir inviter des relations aux bons moments de la vie et aussi une manière de montrer que le foyer n'est pas le lieu imaginer (dans sa version négative). Alors, il est important de pouvoir inviter un ami, « pour venir participer à un concert », « faire une super teuf », « venir faire une soirée dans la rue de la soif »... Là encore, tous les résidents ne sont pas logés à la même enseigne. Certains foyers, acceptent ces visites temporaires, même si elles doivent être déclarées à l'équipe, ce qui reste un contrôle suspect de la part des jeunes... Pour ces jeunes étudiants, le logement ne doit pas être que le « support des études », mais une ressource pour organiser une vie sociale globale qui se construit entre une expérience antérieure, les relations qui s'y sont construit et une vie sociale du moment, avec de nouvelles rencontres et l'accès à de nouveaux réseaux... Une vie sociale globale... Les restrictions d'usage sont vécues comme le signe « qu'il ne s'agit pas d'un véritable chez-soi » et d'une possible appropriation qui n'est que partielle. Quand les restrictions sont trop importantes, les impositions trop fortes, que l'espace de négociation est restreint, on remet en cause la qualité du produit qui est donné à consommer (d'autant qu'ils en estiment le coût important, malgré les aides au logement). Revendiquer un plein usage est alors une légitimité de consommateur, mais surtout une demande de confiance. Les étudiants y sont particulièrement sensibles.

La charge peut paraître dure, mais elle révèle combien les étudiants ont besoin de cette confiance qui leur permet de gérer leur réalisation. S'ils sont moins attentifs à l'offre de logement en tant que telle, les conditions d'accès et les possibilités d'en disposer sont essentielles. Cependant, en comparaison avec les autres types d'offres, les « solutions foyers » ont des avantages qui se déclinent en fonction des types d'offres (chambres ou logements) des modalités d'occupation (règlement) des statuts (chambres individuelles dans le collectif, appartements individuels, espaces partagés, logements partagés dans le diffus). Car au-delà de l'offre bâtie, ce sont les conditions d'occupation qui changent. Même si des règlements sont identiques, les conditions de leur observance ne le sont pas.

Des réactions diversifiées
en fonction de la nature
de l'offre.

Autre critère de jugement, les différences de nature d'occupation du logement en fonction de son temps d'utilisation. D'un côté, il y a les occupations à durée déterminée, lorsque le logement est occupé quatre nuits et quatre soirées, de l'autre les étudiants pour qui le logement en foyer est une résidence principale et qu'on y vit sept jours sur sept. L'approche statistique nous a montré que la population étudiante se partage entre ces deux pôles. Entre des étudiants qui rentrent chez eux tous les week-ends et des étudiants en mobilité longue qui doivent vivre dans le foyer tous les jours de la semaine, le rapport au logement est bien différent, comme l'organisation de leur vie sociale.

Rapports aux territoires.

Il n'y a pas de comportement formellement attaché à un type de situation, mais en tendance, les jeunes « décohabitants à temps partiel » sont moins exigeants sur le confort du logement et moins intéressés par les services et les activités du foyer. L'appropriation est minimale et un jeune utilisera les termes explicites de consigne, de dépôt. « Si je regarde le temps que je passe dans le foyer et dans ma chambre, c'est vraiment pas grand-chose. Sur l'année, si l'on enlève les vacances, ça ne fait au maximum que huit mois de présence. Sur la semaine, du lundi au jeudi, ça ne fait que quatre jours... Sur la journée, je pars vers huit heures le matin, je rentre, le soir, vers 18 ou 19 heures... Si je retire les heures de sommeil, je suis dans ma chambre une heure le matin et peut-être quatre heures le soir... Tu fais le compte, c'est vingt heures de présence réelle dans la semaine. Il faudrait presque retirer la soirée du jeudi, parce que je rate rarement la fête de fin de semaine. En plus, comme ici on ne peut pas recevoir la nuit, il m'arrive de découcher... Alors, un confort minimal, ça me suffit amplement. Un lit, de quoi réchauffer des bricoles, pouvoir ranger des bricoles, ça suffit amplement ». Cette décomposition amusante du temps est, au fond, révélatrice. Elle légitime souvent un faible investissement dans la vie du foyer, elle légitime également les critiques sur le coût quand on se réfère au temps réel de l'occupation et à un usage minimal des services communs du foyer. « C'est drôle, sa façon de présenter, mais c'est vrai, quand on y pense, on ne passe pas beaucoup de temps ici. Dans mon cas, en DUT, avec les cours techniques et théoriques, bonjour les emplois du temps. En général, je fais la fermeture de la documentation à 19h30, parce que je bosse avec deux copains. Donc, c'est la même que pour lui ». Le temps de présence au foyer est un peu différent pour les étudiants de filières générales ou la part du travail personnel est beaucoup plus importante. « mais une table, une prise pour l'ordi et l'accès à internet, une étagère pour les classeurs de cours et les bouquins, ça suffit... Dans la journée, quand les autres ne sont pas là, c'est plutôt tranquille... Si tu veux bosser tu peux, c'est presque plus facile que dans ma chambre à la maison, j'ai moins de sollicitation ». Il y a là, une représentation de la cellule de moine. La vie est ailleurs, elle recommence le vendredi lorsqu'on rentre à la maison. Certains disent d'ailleurs vouloir assurer l'ensemble des obligations scolaires pendant les jours ouvrables, pour s'éclater le week-end, pour avoir le plus de temps disponible pour vraiment faire autre chose. Cette vie bipolaire est fréquemment décrite par des étudiants qui sont jeunes, qui n'ont pas coupé le cordon des origines, et pour qui la mobilité n'est qu'une contrainte, dans un territoire que l'on n'a pas choisi. C'est également le cas lorsque le site où s'exercent les études ne propose guère d'activités en phase avec les loisirs des jeunes. C'est le cas des petites villes, que les jeunes désignent comme morte et bourgeoise : « ici, la rue de la soif, tu peux la chercher longtemps... Dans les quelques restos, on te regarde de haut, surtout si tu te fringue de façon un peu originale. Alors, c'est kebab près de la gare, quelques bières dans un bête karaoké, bonjour la soirée... Les gens qui viennent chanter se prennent pour des stars, les tubes, c'est Sardou et Claude François... Il faut se déchirer assez rapidement, pour atteindre le second degré et avoir suffisamment d'humour... En plus, il faut faire attention parce que les autres clients n'en n'ont pas forcément ». Le foyer est alors un lieu protecteur contre une ville hostile, que l'on ne comprend pas et que l'on ne veut pas comprendre. Dans le cadre d'un rendu d'une étude locale nous avons choisi de mettre en scène l'expression des jeunes au travers d'un théâtre forum. Dans ce cadre, ils ont présenté une saynète, particulièrement décapante, sur la vie en ville, qu'il s'agisse des regards réprobateurs sur le look, sur les

Une catégorie d'étudiants qui passe peu de temps au foyer et qui développe des besoins minimalistes.

interdits sur le bruit, sur la difficulté de prendre des initiatives, un ensemble de faits qui empêchent d'exprimer une singularité et d'être, qui ne permet pas vraiment d'habiter... Et donc de vivre. Dans ces conditions, les jeunes raillent les injonctions à la citoyenneté « quand on ne les reconnaît même pas ». Les étudiants plus encore que les autres jeunes maintiennent une distance importante avec les petites villes et leur mode de vie. « si tu connais personne, t'es mort... Dans une grande ville, on dit que c'est anonyme, mais tu trouves toujours un réseau où t'introduire, à moins que tu sois complètement coincé ». Nous avons déjà évoqué ce thème, mais il convient d'insister sur ce rejet des petites villes et la valorisation des grandes villes, particulièrement les villes universitaires. Pour eux, l'urbain c'est la force du nombre, la possibilité de se fondre dans le mouvement et éventuellement d'explorer les replis de la ville. Comme le titrait un ancien numéro des « annales de la recherche urbaine » : « jeunes urbains es qualité », la ville dans ce qu'elle a de plus complexe remporte le suffrage des étudiants. Mais c'est bien pour le temps de la jeunesse, car ils sont nombreux à envisager une vie d'adulte dans des espaces périurbains ; une expérience qu'ils ont connue avec leurs parents dans leur enfance et qu'ils souhaitent pour leurs futurs enfants. Mais il y a globalement une synergie entre ville et jeunesse, la ville (la grande) constituant un lieu d'expériences multiples, une manière de picorer, « de passer d'un trip à un autre au gré des découvertes, des aléas et des rencontres » : être jeune en mouvement, dans une ville en mouvement. Cela réclame des dispositions dont les étudiants sont dotés. Il y a là un vrai clivage avec les autres jeunes pour qui la grande ville est plutôt un espace de craintes, un lieu de souffrance où il est difficile de construire l'affirmation de soi⁴⁴, dont il est difficile d'appréhender la complexité. Il existe cependant quelques contre-exemples, mais qui concernent des étudiants plus âgés, des secteurs particuliers et des conceptions de la vie différente. « Si j'ai fait un DESS en agronomie, dans une perspective de développement durable, c'est que j'avais envi de faire ma vie au plus près des territoires ruraux ». Encore une fois, la question du choix. C'est aussi des histoires singulières : « j'ai fini mon BTS, j'ai trouvé un boulot dans la ville... C'était plutôt intéressant, je suis resté, j'ai rencontré des amis... j'ai découvert les alentours... et j'ai rencontré ma compagne... Avant, j'étais un peu comme les autres, pas envi de rester... Puis j'ai apprivoisé le territoire... Peser le pour et le contre... En plus, ici, je ne suis pas très loin de mes origines. Je retourne souvent chez mes parents, mais ils viennent aussi me voir... Alors, on trouve un équilibre ». A contrario, nous avons la situation d'étudiants qui viennent de réussir un concours et qui occupent leur première nomination : « moi j'ai fait mes études dans une grande ville du sud, cinq ans dans la ville ça laisse des traces, qu'en tu arrives ici tu prends une baffe... Moi, j'ai clairement décidé de ne pas m'intégrer et je me demande si je ne vais pas changer de job pour pas rester, si la mutation tardait... » Puis vient l'ironie mordante : « Voilà pourquoi je suis bien au foyer : tous les soirs, en m'endormant, je vois ma valise sur le haut de l'armoire... Pas envi de mettre des posters sur les murs, pas envi de penser un instant que je vais rester... D'ailleurs, ici, je ne sors pas... T'es pas fou, si je rencontrais une fille sympa en boîte ! ». Le foyer est un lieu de protection contre l'environnement, un lieu de repli. L'idée du pôle ressource pour le territoire, du foyer insérer sur le territoire, de l'ouverture à d'autres usagers, ce jeune n'en n'a que faire, il la condamne même. Il utilise le foyer comme un espace d'extraterritorialité, pour être là sans y être, pour repartir le plus souvent possible.

Des désagréments des petites villes, aux bonheurs supposés des grandes villes.

⁴⁴ : On peut voir à ce propos l'article de Bernard Bastien dans la revue Ville-Ecole-Intégration-Enjeux n° 134 de septembre 2003, intitulé le rural : territoire de l'exclusion ? « Il n'y a pas seulement dans les grandes villes que l'exclusion fleurit ». Cet article avait pour objet d'examiner les situations d'exclusion lorsque l'on restait sur un territoire sans ressources, mais aussi celles qui conduisent à des mobilités forcées vers des territoires inconnus et anxiogènes.

Il concède tout au plus quelques relations avec des résidents qui lui ressemblent. Il se décrit comme un « obsédé du départ ». « Car, c'est fou de s'investir à fond dans un concours, pour arriver ici ».

Dans la plupart des cas, les petites villes sont jugées comme inadaptées aux modes de vie et aux préoccupations des jeunes. « Ici, tu n'es pas distrait dans ton travail, mais si tu es obligé de rester tu peux parfois péter un câble ». C'est pourtant le cas de formations très spécifiques où il faut effectuer un passage au purgatoire. « Quand on se retrouve à quelques-uns le week-end, que les animateurs ne sont pas là, que l'on a que la méchante petite cuisine et le hall pour se retrouver, on a hâte de revenir au lundi. Et à partir du samedi midi, le rideau de fer est tiré sur la ville »... « Au début tu visites un peu mais tu as vite fait le tour ». A quelques exceptions près, même les villes touristiques ne sont pas appréciées. Lorsqu'elles le sont, c'est plus pour l'environnement que pour la ville elle-même (j'aime la mer, j'aime la montagne), pour des activités de nature possibles. Une expression est assez révélatrice : « ici c'est une prison dorée, il y a des vieilles pierres, des remparts, le port, un vieux centre : tout est vieux même la mentalité ». Si la ville est animée à la saison touristique, « c'est précisément le moment où on n'y est pas ! ». Pour ces villes touristiques, les jeunes évoquent le coût de la vie, ce qu'ils ne font pas (ou moins) pour les grandes villes. Ceci tient à l'absence, dans les petites villes, des lieux du mouvement et des réseaux qui permettent d'accéder à des plaisirs gratuits, à des bons plans. « Scotcher à la terrasse d'un café pour regarder tes pieds, sur une place où il ne se passe rien, tu n'as pas envi de payer cher ta bière ! ».

Les lieux touristiques et leur esthétique des vieilles pierres ne trouvent pas plus gré aux yeux des jeunes et des étudiants en particulier.

Alors, dans ces conditions, dans les petites villes, le collectif foyer reprend de la valeur. « c'est finalement le dernier phare allumé dans la ville après 21 heures ». Des foyers l'ont bien compris, qui organise le jeudi soir des soirées « auberge espagnole » les jeudi soir. « Ce qui est bien, c'est que l'on sait que l'on peut se pointer, qu'il se passera quelque chose, même si on ne sait pas quoi ». On retrouve la notion d'aléatoire de la rencontre, dans les lieux informels que sont les bars des foyers, quand des soirées sont possibles sans qu'il y ait de thèmes imposés. Dans ce cadre les étudiants s'impliquent au point d'être souvent les animateurs principaux de ces soirées. « On prend des initiatives, mais on ne se prend pas la tête », « tu passes, tu restes ou tu ne restes pas, tu tapes la discute, t'écoutes, tu regardes... Tu participes ou tu ne participes pas, c'est libre, c'est toi qui choisis».

Le collectif foyer, une ressource lorsque la « ville est hostile ».

De ce point de vue, lorsque l'animation n'est pas trop contrainte, les jeunes qui disposent d'une expérience de la vie en résidence universitaire directe ou indirecte (l'expérience des copains) les étudiants pensent que les foyers sont plutôt mieux fichus. Il y a plus de lieux collectifs pour se rencontrer, c'est mieux organisé ». « Dommage qu'ils ne soient pas toujours ouverts, parce qu'il faut que soit présent un animateur responsable » encore une question de confiance dans la capacité à s'auto organiser, cela reste une revendication essentielles des étudiants qui apprécient la vie des foyers où le bar est géré par les résidents, même s'il y a un contrôle à posteriori de la caisse et de la propreté du lieu, et que l'on veille à ce que les autres résidents ne soient pas dérangés par le bruits. Ce cadre d'usage des espaces collectifs implique la mise en place de régulations dont l'effet est réel sur les qualités de rencontre et de brassage ; des situations riche de débats et de compréhensions, des situations propices à l'appropriation collective et à l'expérience des différences. Les étudiants y sont sensibles et ils profitent plus que les autres des opportunités de rencontres : « ici je vois des gens que je n'aurais jamais rencontré ailleurs », « finalement, le foyer, ça ouvre la tête, vers d'autres horizons, ça permet de relativiser ».

Le collectif, des espaces de rencontres improbables.

Par contre, les étudiants sont assez unanimes pour montrer leur agacement lorsqu'on leur dit qu'il faut aller vers les autres, que le repas collectif du soir est imposé pour la convivialité, pour la rencontre. « Les rencontres, c'est des opportunités, des histoires personnelles, pas des rencontres arrangées ». Ce sont encore les relations informelles qui sont valorisées. « Tu vois, je vais prendre l'exemple de l'histoire avec Désiré le rappeur. Moi, le rap, c'est pas vraiment ma tasse de thé, je suis plutôt du côté des guitaristes de blues. Il nous chante toujours un truc, il me montre ses textes parce qu'il m'aime bien et même si ça me gonfle, je ne l'envoie pas balader bien que je rigole dans son dos avec les autres et pourtant, il est sympa. Puis, un jour, il y a quelque chose qui l'a vraiment touché et il a écrit un texte qui ma complètement bluffé. C'était beau, c'était profond, c'était touchant, alors je l'ai vu d'un autre œil. Une vraie rencontre, c'est ça ». Ce côtoiement favorise les rencontres, mais c'est l'aléatoire qui est apprécié : « quand les choses arrivent naturellement... c'est après cette histoire » qu'on a pris l'habitude de passer des soirées ensemble dans nos chambres et parfois de bouffer ensemble ». Finalement, ce qui compte, c'est que les espaces collectifs du foyer le permettent, dans le cadre de sociabilités informelles et électives. Les jeunes se défient des discours globalisant sur les rencontres et la solidarité : « après tout, on n'est pas obligé d'être copain avec tous nos voisins. Il faut qu'il se passe quelque chose ». au travers de ces sociabilités électives, qui expriment des choix, des hasards, une manière d'habiter.

Plus haut nous avons évoqué la question des week-ends, lorsque le personnel est absent et que les espaces de vie collectives sont bouclés. Pour les étudiants qui restent, c'est un sentiment de double punition qui émerge. « Non seulement, tu ne peux pas rentrer, tu as le minimum et derrière les grilles, tu vois le bar, le billard, les fauteuils et les petites tables, les jeux d'échecs... Ca met proprement les boules ». Heureusement, ce n'est pas une situation générale, mais quand cela existe, les jeunes ont la dent dure. Pourtant, on s'arrange, « on mange ensemble, on traîne autour de la table ». Les étudiants étrangers en profitent pour faire des plats du pays lorsqu'ils ont l'occasion de se fournir les denrées (ce qui n'est pas si simple dans les petites villes). Ils préparent des plats mijotés pour la semaine. Souvent, le repas du dimanche est l'occasion d'échanges culinaires, comme manière d'être ensemble. Encore faut-il que l'ambiance s'y prête et que le lieu pour cuisiner soit suffisamment accueillant et efficace. Entretenir un « rapport tendre à soi-même », se faire plaisir, les week-ends n'est pas de la première évidence !

Les affres de la solitude et de l'ennui lorsque les copains sont repartis au domicile. Voici les deux bouts du spectre des situations estudiantines. Les autres, qui restent en fin de semaine, sont souvent des jeunes en rupture, alors l'ambiance n'est pas à la folle gaîté, même si chacun fait un effort pour masquer son spleen. « Quand on reste c'est mieux d'avoir un logement bien foutu, avec une kitchenette, mais ça n'empêche pas la solitude ». « Nous, on s'arrange avec N'Gassa, qui a un studio dans le foyer, on peut dire que l'on passe de bons moments, c'est un peu comme si c'était une colocation ». Il n'empêche que ces jeunes sont contents de voir rentrer les autres résidents car ils n'ont pas envi de ne se retrouver qu'entre eux. Il arrive que, quand il reste de la bouffe du pays, on en offre aux autres et « on est content de se faire offrir de la bouffe française, surtout quand elle est préparée par des mamans ». Les échanges culinaires sont souvent l'occasion d'échanges culturels autour de formes sensibles de la vie sociale, mais une fois encore, les jeunes n'ont pas forcément envi, qu'il s'agisse d'une injonction : « moi, personnellement, la pédagogie couscous, ça me gonfle ». « Si je fais une bouffe du pays, c'est d'abord pour me faire plaisir et je la fais goûter à qui je veux ».

Les difficultés du week-end pour ceux qui restent. Le poids de la solitude et du déracinement.

Echanges culinaires, échanges de sens et de formes sensibles de la vie sociale.

Le rapport aux sens est un rapport intime que l'on choisit de partager avec qui l'on veut. C'est une manière de dévoilement qui se joue entre des individus.

Puisque nous parlons du week-end, parlons du lundi matin des décohabitants partiels. Ils arrivent souvent avec des sacs pleins, du linge propre et des « tupperwares » préparés par la maman ou des conserves que l'on aime bien. « Ca évite lundi c'est ravioli, mardi, c'est ravioli, mercredi pâte et jeudi la fête... ». Dans tous les cas le principe est de minorer le coût de la nourriture. Ce que l'on ne dépense pas les premiers jours sert à s'éclater le jeudi comme rationalité de consommateur pour s'offrir le plus, le plaisir, la consommation identitaire. Les plats des mamans qui ne concernent pas tous les jeunes sont objets d'échanges et de partages, de troc. « Le gratin de courgette de ta mère contre le sauté d'agneau de la mienne »... Un jeune malicieux nous dira à propos de sa mère, qu'il avait l'impression qu'elle ne cuisinait pas quand il était à la maison. « Il fallait faire vite ». est-ce l'effet d'un retour de la cuisine dans les familles, ou est-ce l'effet d'un maintien d'une relation affectueuse par le biais de la nourriture, car bien sûr, les plats préférés des enfants reviennent souvent dans les préparations. Cette relation familiale à la nourriture réclame que les chambres soient au moins équipées d'un instrument de réchauffage et de conservation. Ce n'est pas toujours le cas et parfois, c'est interdit, en plus, on peut être obligé de prendre des repas au restaurant collectif. Alors, cela devient insupportable comme une injustice, une contrainte quand il faut gérer une économie monétaire exsangue. Et que le soutien familial ne peut pas pleinement s'exprimer.

La fonction tupperware comme économie, mais aussi occasion d'échange.

Des voisinages partagés, proches de la colocation

Reste à envisager la question des voisinages de proximité, quand il s'agit de partager des espaces fonctionnels du quotidien (cuisine, salon, sanitaire, *etc.*), des systèmes qui s'apparentent à la colocation. Là, les relations sont plus complexes et les écarts de modes de vie et de référence rendent plus difficile une cohabitation de tous les instants de la vie quotidienne. S'il est possible de croiser ou même de se rencontrer dans les espaces collectifs du foyer, l'affaire est plus complexe dans un voisinage contraint. Pourtant, les étudiants plébiscitent ces solutions à condition qu'ils soient entre eux. « C'est le bonheur quand on se retrouve entre copains de promotion, entre copains de la même classe »... « on échange sur le boulot mais pas seulement. Pour les jeux en réseau, les ordinateurs chauffent ». Il n'est pas rare que des copains qui vivent dans la ville viennent à la sortie des cours, pour boire un coup, pour rigoler. « Parfois, on partage un plat de pâtes et on traîne la soirée ». « Ici on est tranquille, dans cette partie du foyer, s'il n'y a pas de grosses galères, personnes ne vient ». « On sait tenir les limites », c'est ce qui permet « notre liberté ». Pour cela il faut s'assurer de la connivence dans le groupe, sans que ses membres ne dérogent aux normes constituées. C'est précisément ces normes qui permettent de tenir la structure à distance, « de ne pas se faire prendre la tête ». Si l'écart est trop grand avec l'un des membres, « c'est lui qui souffre, ou c'est lui qui nous pourrit la vie ». Plutôt des normes établies entre nous que des impositions du règlement. Pas plus que les autres, on n'a pas le droit de recevoir. « Mais si un copain reçoit une copine un peu tard dans sa chambre, on ne va pas balancer, surtout que ça peut nous arriver à nous aussi... ». Cette notion de régulation dans l'entre soi de détournement de connivence est fortement présente dans le comportement des étudiants. L'usage négocié est protecteur, il permet un détournement collectif quand on sait que le strict contrôle est impossible. La protection de l'autre à un moment, c'est un peu la garantie de pouvoir faire ce que l'autre a fait, c'est un deal raisonné. Dans un foyer, « si tu ne poses pas de problème, tu peux faire ce que tu veux avec un peu de diplomatie, sans s'exposer aux regards ». « Ils veulent de

Les cohabitations de proximité réclament plus de cohérence de situation, de mode de vie et de pratique.

l'autonomie, on leur en donne », « la résolution des embrouilles, c'est d'abord entre nous ». « Souvent, le seul risque, c'est qu'ils croient que l'on ne veut pas participer à la vie collective. « Alors, il faut y sacrifier, mais ce n'est pas trop dur d'assister à un débat ou à un concert de la fête du quartier ». « On y rencontre des gens qui parfois participent à la vie de notre petit groupe, en passant au logement pour taper la discute ». Au travers de cette expérience, il y a une hiérarchie des espaces de l'interconnaissance, du niveau des valeurs partagées et des capacités de l'être ensemble. La forme espace partagé est particulièrement adaptée aux références et à la vie étudiante. Ce qui s'entame dans un foyer se prolonge souvent sous d'autres formes dans un parc de logement ordinaire. On a expérimenté les ressorts de la cohabitation, les nécessités de la régulation, pour les mettre en œuvre dans un autre contexte. Les bonheurs ne sont pas seulement cinématographiques, véhiculés par le film « l'auberge espagnole » devenu culte. Ce qui nous semble essentiel dans cette dérive sur les étudiants qui vivent en foyer de jeunes travailleurs, c'est ce qui est de l'ordre d'une recomposition de la vie collective, une vie collective qui ne s'imposerait plus, mais qui se recomposerait au gré de ce qu'on y trouve et de ce qu'on y apporte. En ce sens, les étudiants contribuent à réinterroger en profondeur la manière d'appréhender et de mettre en œuvre la vie collective dans les foyers, lorsque les repères entre catégories se troublent, quand le jeune travailleur traditionnel, armé d'un métier et d'une culture est introuvable, quand l'étudiant n'est plus une figure mythique et lointaine, quand les statuts intermédiaires se multiplient, quand les problèmes rencontrés se rapprochent même si les distinctions sociales restent d'évidence et même s'accroissent. Car si le déclassement touche l'ensemble des catégories sociales, le diplôme reste un passeport important, même pour une insertion différée.

Donc en trame de fond des entretiens, il y a un désir de ville, de la grande ville. Une notion est moins présente : c'est celle du campus. Elle n'apparaît plus sûrement dans les entretiens plus récents, parce que la question du logement des étudiants est plus dans l'air du temps et qu'à la fois les jeunes et ceux qui administrent les entretiens y sont plus sensibles. Dans le discours politique, le terme de campus fait flores et il remplace le terme d'université. Il est pourtant loin d'être nouveau et réfère à la fois au champ et au clos, à une sorte d'isolement propice à l'étude. Mais plus probablement, sa modernité tient à des représentations fantasmées du campus américain et à la notion de cluster (bouquet). C'est l'idée du rapprochement de la formation de la recherche, de l'économie, de l'échange et de la mise en réseau comme garantie d'efficacité. Dans le cadre des réflexions sur le grand Paris, le plateau de Saclay pour les « sciences dures » et le secteur sud de La Plaine Saint-Denis pour les sciences et technologies, pourraient s'orienter vers ce type d'organisation. Reste que pour les étudiants il y a une crainte d'être certes pris dans une dynamique de réseaux opérationnels, mais à l'inverse, on peut être coupé de la ville et cela ils n'en veulent pas. Comme le dit l'un d'entre eux, « il y a un risque de consanguinité à la fin ». La ville c'est l'expérience d'une totalité, une ouverture totale à l'espace public, comme lieu de confrontation, de rencontre ou même d'aventure. L'expérience des campus hors les murs ne les séduits pas vraiment, « même si tout y est prévu, ça peut vite tourner en rond ». « Mais souvent, en plus, c'est froid, très fonctionnel, sans surprise quoi ! ». L'impression d'une mise à distance possible domine, d'être dans la ville sans y être. Plus que la notion de campus, c'est la notion de ville universitaire qui leur importe. A condition que le lieu du logement et le lieu d'étude soient suffisamment bien relié, la mise à distance est jugée plutôt satisfaisante, parce qu'elle permet d'inscrire une rupture, parce qu'on n'est pas étudiant à temps plein et qu'il faut souffler, « s'aérer la tête », dans d'autres lieux, avec d'autres jeunes. Evidemment, l'intérêt va aux espaces de centralité, aux espaces con-

Des doutes quant à la notion de campus et les risques de mise à l'écart.

nectés, aux lieux ouverts. En tant qu'usagers urbains, ils recherchent un réseau de lieux, des lieux habituels, mais aussi des lieux de fréquentation plus aléatoires, plus incertains, des lieux où l'on passe, où on s'arrête ou que l'on quitte pour aller vers d'autres lieux. La ville, ce n'est plus le Quartier Latin, La rive participe aujourd'hui de l'expérience étudiante, même certains sites de banlieue comme Saint-Denis ou Ivry et Vitry, particulièrement bien connectés à la ville centre et à des pôles universitaires importants. Parmi les qualités reconnues aux foyers, au-delà de la mixité sociale, c'est une qualité d'insertion urbaine qui est mise en valeur. Si tous les foyers ne sont pas tous situés dans des espaces de centralité, pour des raisons historiques, un bon nombre le sont, particulièrement dans les grandes agglomérations.

Les étudiants à la recherche de la ville des réseaux.

Un dernier point, délicat, doit être abordé. On a parfois l'impression que tous les étudiants sont sérieux et que les « ratages » tiennent aux carences de l'organisation universitaire. Il y a là des réalités incontournables, mais il y a également des étudiants utilisateurs d'un statut pour faire autre chose, construire une autre expérience, une expérience du quotidien. C'est une chose pas si simple à avouer, mais elle transparaît des entretiens. Etre étudiant, c'est aussi accéder à une protection sociale, c'est accéder au restaurant universitaire, à des réductions diverses. C'est une manière d'assurer une base sociale. Quand des étudiants avouent cette transgression, on constate qu'ils sont souvent très intégrés dans la vie sociale du foyer, qu'ils occupent des positions de leaders. Il y a un choix de choisir la gestion d'un temps d'insouciance, d'asseoir un statut et de s'arranger pour le reste avec des petits jobs, pour se construire « une petite vie ». Le problème est gérer ce deal avec la société global et avec une famille qui attend un retour de son investissement. Même si cela reste marginal, il faut tenir compte de cette posture qui revendique un droit à l'insouciance que l'on ne reconnaît plus à la jeunesse.

Etre étudiant : un statut pour s'investir dans d'autres occupations, dans d'autres expériences de la vie sociale.

Jeunes étudiants en foyer de jeunes travailleurs : portraits et figures d'usagers.

Précédemment, au travers d'une mise en perspective historique, à la croisée de l'histoire de l'union, de l'histoire de la jeunesse et finalement de l'évolution sociétale, nous avons montré combien les statuts de jeunesse se sont diversifiés, tant en ce qui concerne les catégories en parallèles qu'en ce qui concerne la succession de statuts dans des trajectoires individuelles du passage à l'âge adulte. Parce que, de plus en plus, ils sont une ressource pour l'ensemble des jeunes en mobilité, les foyers sont de formidables lieux d'observation de la diversité des histoires et des parcours en ce qu'ils comportent de ressemblances et de dissemblances, de croisement et divergences, de rapprochement et d'éloignement ; de constructions identitaires. Si l'on se situe au niveau des pratiques et des usages, les statuts n'épuisent pas des comportements ; ils n'en définissent pas des frontières étanches. La porosité est de mise, on passe d'un statut à un autre, en n'oubliant pas les acquis de la période antérieure, parfois en conservant, en globalité, des pratiques de la période précédente, parce que la période, dans laquelle on entre, peut remettre en cause des certitudes acquises, précisément parce que l'on souhaite retarder le « deuil des illusions ». Quand la succession des périodes s'inscrit dans des processus de rupture, on cherche à se rassurer dans les acquis de l'expérience précédente. On s'en tient à des pratiques rassurantes, à des manières de faire et d'être, à des adaptations apprivoisées, qui permettent de différer l'entrée dans un autre âge de la vie. On a été étudiant, le statut n'y est plus, mais, « dans sa tête, on n'a pas changé ». Le passage d'un statut à un autre ne suffit pas en tant que marqueur d'un changement, comme absolu passeport pour entrer dans l'âge adulte. On recherche une manière d'y résister et résister est une manière de faire, une construction que les jeunes mettent en œuvre pour finalement avoir une prise sur leur devenir, pour maîtriser encore un peu l'entre deux se situer dans l'interstice, rechercher une prise sur des choix possibles. Entre contraintes et renoncements, entre continuité admise et réorientations, les arbitrages sont complexes, et il est difficile de définir des profils uniques, de catégoriser. Nous sommes en présence de trajectoires complexes, faites de passages incertains, qu'on subit ou qu'on tente de maîtriser. Mais, qu'y a-t-il de commun entre des étudiants qui décident, par exemple, de poursuivre leurs études après un diplôme professionnel, soit pour un intérêt acquis pour une discipline, soit pour différer un peu l'entrée sur le marché de l'emploi et des « étudiants papillons » qui auront goulûment croqué les bonheurs de la vie universitaire hors travail et qui se disent que l'année suivante sera la bonne, qu'ils auront enfin trouvé leur voie ? Les trajectoires individuelles sont multiples et complexes ; il est difficile d'en construire une typologie assurée. Elles peuvent fonctionner de manière segmentée, en fonction de différents champs de la vie quotidienne. On peut être un étudiant technique sérieux et s'inscrire dans un mouvement de mode rap dont les caractéristiques sont souvent présentées comme proche des cultures des jeunes des milieux populaires qui se nomment, entre eux, racailles. On peut être un étudiant sérieux et ne pas dédaigner le frisson de transgression en allant poser un tag. Les élèves des grandes écoles n'adoptent pas tous l'emblématique qui sera celle de leurs futures catégories d'appartenance et professions... Entre les étudiants et les stagiaires, un passage souvent obligé entre l'obtention d'un diplôme et une stabilisation dans l'emploi, les contraintes sont souvent les mêmes et le sentiment d'être passé à une autre étape de la vie est plus que flou. Alors, les contraintes sont les mêmes, les nécessités des adaptations transitoires

Itinéraires d'étudiants :
entre singularités et
continuités.

Des usages qui perdurent
d'un statut à un autre.

Des continuités d'usage
qui s'inscrivent dans la
globalité des trajectoi-
res...

Difficulté des classements
lorsqu'on traite des questions
de la vie quotidienne.

s'imposent. Le rapport au temps est aussi incertain, dans cet arbitrage entre vivre le présent et se projeter dans une société aux mouvements rapides qui troublent l'horizon.

La complexité augmente d'un cran lorsque l'on tente d'établir une corrélation entre la multiplicité des situations et un besoin en termes de type de logement. L'équation est difficile à établir, elle est même risquée. Les comportements sont faits de multiples porosités, de mouvements. Ils ne dépendent pas seulement de statuts, de situations, mais aussi de dispositions individuelles. La tentation est forte de faire correspondre un type de logement (en termes de taille de distribution de mode d'occupation) à une situation. Si l'on prend l'exemple de la distinction entre les étudiants qui décohabitent à temps partiel, on est tenté de penser qu'ils peuvent se satisfaire de petits logements équipés a minima. A l'inverse, pour les jeunes qui sont éloignés de leurs origines familiales, on pense à des logements plus grands, plus distribués et plus équipés. La simplicité de l'équation apparaît séduisante, mais elle ne recouvre pas la totalité d'une demande. Les travaux menés montrent qu'il faut également prendre en compte, des clivages entre les jeunes hommes et les jeunes femmes, des distinctions entre les choix de l'intime et de la vie collective. Certains jeunes préféreront la qualité de l'espace intime, pour se retrouver face à soi-même, pour travailler tranquillement, pour rythmer la décohabitation temporelle dans une partition hebdomadaire : tranquille chez moi, les soirs de semaine, ouvert au réseau amical les fins de semaine lorsque l'on rentre dans ce qui est avant tout son territoire réel de vie. Cela tient à la manière dont les jeunes envisagent cette première décohabitation. Est-elle une première étape sur le chemin d'un départ nécessaire et définitif ou une parenthèse quand on escompte un retour durable sur son lieu d'origine ? Comment considère-t-on l'accès à la grande ville et à ses plaisirs ? Comment vit-on une vie bipolaire ? Comment se composent des réseaux de pairs qui peuvent se croiser, s'ouvrir et s'interpénétrer ? Mais lorsqu'on est en situation de migration longue, ne peut-on pas préférer la qualité des espaces collectifs à un espace intime très structuré ? Lorsque l'on se retrouve le week-end dans un foyer presque déserté, on a besoin de se retrouver ensemble, surtout quand la « ville est fermée ».

Une difficile corrélation entre des conditions de vie et un logement adapté.

Adapter l'offre de logement à des modes de vie juvéniles différenciés : à la recherche de solutions qui tiennent à la fois de la structure de l'offre et aux conditions d'accès.

Voici donc quelques exemples qui montrent combien les ajustements entre des situations de vie et l'offre de logement ne sont pas simples à constituer. Les entretiens collectifs, réalisés dans le réseau des foyers, en témoignent, à la fois en révélant la grande diversité des statuts, la porosité du passage des uns aux autres, mais aussi, malheureusement pour certains, des frontières plus étanches qui conduisent à des trajectoires contraintes qui inscrivent dans le long terme une disqualification qui rend improbable l'accès au logement ordinaire.

Multiplication des statuts, porosité entre eux, complexité des trajectoires temporelles et spatiales : cet ensemble de contraintes pose la question de l'adaptation des parcours résidentiels des débutants à la réalité des conditions et des modes de vie des jeunes. Quand la flexibilité et l'adaptabilité sont intégrées par les jeunes, les parcs de logements en termes de structure et de conditions d'accès font preuves de multiples rigidités. Alors, comment répondre à la capacité de flexibilité dont les jeunes ont donné des gages en trouvant des solutions nouvelles d'ouverture du marché du logement des débutants ? Pour les jeunes, l'écart est un signe du manque de considération d'une société qui ne les écoute pas, qui ne les entend pas. Bien sûr, face à la multiplicité des situations des jeunes, on ne pourra pas mettre en face une multiplicité de types de l'offre de logements. Ceci n'empêche pas de réfléchir aux adaptations possibles, de redonner un sens positif à la notion d'habitat transitoire.

Comment diminuer les écarts entre la flexibilité dont font preuve les jeunes et la rigidité des marchés du logement ?

L'articulation entre logement et transit est une notion négative depuis les années soixante, mais le transit s'impose quant aux conditions d'entrée dans la vie d'adulte... Face à une société aux mouvements rapides, comment redonner un nouveau sens, positif à la notion de transition, car c'est autant la situation de jeune qui est transitoire que le logement. Les entretiens réalisés auprès des jeunes en portent de multiples témoignages. La question posée tient à la rencontre incertaine entre deux états de transition, celle d'un âge de la vie et celle du logement. Et de ce point de vue, les jeunes ont souvent le sentiment que la notion de transition s'attache d'abord au logement plutôt qu'à la nature de leur propre expérience, et que ce n'est pas leur rythme qui compte, mais celui de l'occupation des logements fixés par des normes assez peu adaptées à l'organisation de la trajectoire juvénile et à la succession des périodes qui la constituent.

La notion de transition : comment allier l'âge de la vie et le logement et dans quel ordre de priorités ?

Concernant les logements locatifs ordinaires, les jeunes pointent d'abord les difficultés d'entrée en une litanie étourdissante. Ils parlent évidemment des coûts prohibitifs en inadéquation avec les ressources dont ils disposent, de la faiblesse de l'offre, des files d'attente dans les escaliers, des arbitrages nécessaires entre la qualité du logement et sa localisation dans les lieux du mouvement de la ville, de la caution et de la caution solidaire, de la nécessité de trouver rapidement parce qu'« on ne connaît pas longtemps à l'avance une affectation particulièrement dans le cadre de mobilité géographique », parce que les bailleurs se méfient des situations précaires qui leur font craindre des ruptures de paiement du loyer. Ils parlent également de freins moins objectifs qui concernent la défiance par rapport à des jeunes dont on craint les dégradations d'usage et les troubles de voisinage. Alors, les jeunes ont le sentiment d'être des « habitants déconsidérés », un poids de plus dans le sentiment d'injustice d'une société dont ils pensent qu'elle ne les attend pas.

La course de handicap de l'accès au logement ordinaire.

Malgré les difficultés d'accès, le parc locatif ordinaire constitue la ressource principale. Les jeunes mettent en avant la quasi impossibilité d'accéder au parc locatif social. Ceci tient aux conditions d'accès, au fonctionnement des commissions d'attribution, à la durée d'instruction des dossiers, même si le parc n'est pas trop tendu. Trois mois est une durée acceptable qui témoigne d'un parc assez peu tendu. Mais, trois mois, c'est long dans la vie d'un jeune et incompatible avec les rythmes de successions des activités des jeunes... Et l'on est rarement prioritaire lorsqu'on arrive sur un territoire, d'autant que l'on n'est pas certain d'y rester... L'accès au logement social tient aussi à un double divorce. Les jeunes y résistent pour les raisons suivantes : des localisations dans des quartiers de la ville, éloignés des lieux du mouvement dans des quartiers exclusivement dédiés au résidentiel. Mais il y a aussi un problème d'image, lié à la stigmatisation qui s'attache aux ensembles sociaux. A l'occasion d'une étude, qui date du début des années quatre-vingt-dix, sur le logement des étudiants de Saint-Denis et de Villetaneuse, nous avons pu mettre en évidence que la proximité entre l'université et le lieu d'habitat ne constituait pas un critère prioritaire pour les étudiants de ces universités, inscrites dans des territoires de cités. Les bailleurs sociaux y étaient sensibles, dans une perspective de mixité sociale du peuplement, comme mythe ou réalité. Mais les étudiants, contraints à la mobilité préféraient rechercher un logement dans la centralité parisienne ou dans des lieux mieux reliés comme à la centralité. Une expression résume bien les postures : « à coût identique, plutôt une chambre de bonne au confort minimal à Paris, qu'un logement à la cité de Villetaneuse, des Joncherolles à Pierrefitte, du Clos Saint-Lazare de Stains, ou de la cité Allende de Saint-Denis ».

Le logement social n'est pas une ressource pour les débutants, singulièrement pas pour les étudiants.

On retrouve des situations identiques lorsque les jeunes qui étudient et vivent à Marne-la-Vallée se plaignent que « la ville se ferme quand ils sortent des cours » et que, « pour se faire une toile à Paris, c'est la galère pour rentrer ; tu es obligé de faire gaffe à l'heure du RER, si tu veux boire un pot après la séance... ». Etre dans la ville, sans pouvoir profiter de ses ressources, apparaît comme une frustration. C'est aussi le cas à Roubaix, où les étudiants de la formation des métiers d'art du textile préfèrent résider à Lille « pour rencontrer des camarades de la fac. ou des grandes écoles ». Le foyer ou l'offre diffuse en HLM, isolé du centre ville intéressent beaucoup moins les étudiants. C'est néanmoins une ressource pour les étudiants d'origine étrangère dont on a dit précédemment qu'ils rencontrent la méfiance des bailleurs privés.

Lors des entretiens, les étudiants reconnaissent cependant qu'ils sont moins touchés par ces récriminations symboliques que leurs autres camarades et que, malgré l'étréouissement des ressources, il y a une meilleure image de l'étudiant et surtout de l'étudiante. Ce n'est pas là une énonciation spontanée, mais elle apparaît au cours des entretiens, dans des échanges parfois vifs, mais argumentés, qui mettent en valeur des phénomènes de concurrence entre les différentes catégories de jeunes, particulièrement pour ceux qui connaissent le plus de handicaps sociaux. Ce sont les jeunes originaires du territoire, dont le parcours d'insertion est chaotique, qui ressentent le plus fortement cette ségrégation à l'accès au logement, qui les met en concurrence « avec ceux qui viennent d'ailleurs ». Le fait est contesté par les étudiants qui disent que s'ils sont venus au foyer, c'est précisément parce qu'ils n'ont pas trouvé d'autres solutions. C'est particulièrement le cas pour les petits pôles universitaires où l'offre de petits logements locatifs est faible, mais aussi pour les étudiants étrangers qui composent une part importante des étudiants qui vivent en foyer parce que la discrimination ethnique est aussi une composante des difficultés de l'accès au locatif ordinaire. Si les étudiants reconnaissent tout de même « une sorte d'avantage », ils développent un discours de compréhension sur les difficultés et l'injustice faite aux autres. Ils en sont parfois les portes paroles lors des entretiens tant ils disent que les rencontres, au foyer, leur « fait comprendre des difficultés insoupçonnées », mais aussi des qualités qui sont « bien loin des images qu'on donne de ces jeunes dans les médias ». Nous reviendrons sur cette question de la confrontation et du brassage, sur la manière dont les jeunes se la représentent qui apparaît d'abord bénéficière aux étudiants dont la formation et l'héritage culturel créent des compétences à la curiosité et à la rencontre de l'autre. Donc, pour les étudiants, l'arrivée en foyer, faute de mieux, constitue une opportunité de rencontres, au moins un potentiel dominé, fait à la fois de confrontation et d'évitement. Car, s'il y a des possibilités d'échanges de pratiques partagées, il y a aussi l'expression de distances sociales. Les écarts se manifestent particulièrement dans le cadre des espaces de vie partagée (plusieurs chambres regroupées autour d'un espace commun de fonctions : cuisine, salon, espace de travail...) où la vie quotidienne est amplement partagée. Ces formules, qui s'apparentent à de la colocation, ne fonctionnent convenablement que s'il y a une homogénéité relative des situations et des modes de faire au quotidien, une capacité à intégrer des normes d'usages, à accéder à des formes construites de civilité. Cette forme de cohabitation se fonde sur l'expression de sociabilités informelles qui font place à une assez large autonomie collective des résidents.

Donc, les difficultés d'accès au locatif social conduisent les étudiants à avoir recours à l'offre des foyers de jeunes travailleurs, particulièrement lorsque, sur le territoire de leur formation, il n'existe aucune offre dédiée aux étudiants. L'arrivée en foyer est plus souvent l'expression d'une contrainte que d'un choix. La crainte initiale tient à deux facteurs : une mauvaise image liée au caractère social qui s'attache, à tort ou à raison, à

Entre catégories de jeunes, des concurrences quant à l'accès au logement locatif ordinaire.

Les foyers, d'abord une ressource par défaut pour les étudiants.

ces structures et à la disqualification qu'elle peut faire subir à ceux qui y résident. C'est aussi la crainte de modalités de fonctionnement restrictives de liberté (règles communes, possibilité de recevoir, contraintes horaires) et d'un contrôle de l'intimité. La crainte, pour les jeunes étudiants, est de ne pas trouver dans cette forme de logement l'émancipation que représente pour eux un premier départ du foyer parental, fût-il à temps partiel. Les jeunes femmes sont encore plus sensibles à cet argument. Mais ceci vaut aussi pour celles qui connaissent un autre statut, au moins quand il est possible immédiatement ou à terme d'envisager un autre mode de logement.

D'une vision pratique a priori... vers une valorisation de l'expérience a posteriori...

Lorsqu'on interroge les jeunes sur l'intérêt que représente le foyer, les étudiants et les jeunes en bonne trajectoire d'insertion mettent en avant la fluidité de cette offre : « c'est assez facile d'y entrer, c'est assez facile d'en sortir ». Ils invoquent la notion de « dépannage », alors que leurs camarades, en situation d'insertion plus aléatoire, parlent plutôt de « coup de pouce ». Entre les deux notions, la distinction peut paraître ténue, elle est tout de même signifiante. Le dépannage, c'est la couverture d'un aléa de la trajectoire : « je n'avais pas de logement, j'ai trouvé cela (le foyer), alors, pourquoi pas, de toute façon, j'en avais besoin et il faut continuer (les études et la trajectoire de mobilité)... » D'autant qu'à l'expérience, « c'est moins dur que ce que j'avais envisagé au départ ». « Je peux faire mes études, et quand je rentre, je peux discuter avec les autres, sans prise de tête, on est qu'en même assez libre »... « On est plusieurs de la même promo à être au foyer, c'est sympa, ce n'est pas pour cela qu'on est toujours entre nous »... « C'est plus facile d'échanger entre nous qu'avec les autres copains de la promo, qui habitent chez leurs parents ou en ville »... « On peut s'échanger des infos sur les cours... Repérer ceux qui déchirent dans une matière ». Mais c'est aussi l'opportunité de se soutenir « quand on a un coup de moins bien au niveau du moral... C'est facile d'aller voir un pote pour tchatcher un peu... ». Les étudiants, singulièrement, valorisent le collectif (ils sont ceux qui mettent le plus en avant l'item vivre avec d'autres : Cf. approche statistique), mais dans sa composante de sociabilité informelle qui se fonde sur un voisinage et la possibilité de construire des réseaux électifs et de choix de sociabilité à géométrie variable. En valorisant l'informel, ils montrent leur capacité à construire un être ensemble dont ils tirent un bénéfice pour eux-mêmes : une nouvelle manière d'envisager la relation entre l'individuel et le collectif. Mais, compte tenu de l'éclatement statutaire que nous avons déjà évoqué, il apparaît qu'en termes de pratiques et de référence, les étudiants qui vivent en foyer représentent un groupe plus homogène. Ceci tient probablement à ce que les étudiants sont plutôt jeunes, au début d'un cursus universitaire avec une perspective d'avenir suffisamment structurée, même s'ils n'échappent pas à l'incertain. Le statut est reconnu, dans sa forme transitoire, c'est-à-dire dans le cadre d'un projet, d'une trajectoire représentée comme positive : transiter vers... Au statut d'étudiant s'attache encore une identité collective fondée sur un partage de valeurs et de manières de faire, mais aussi sur des compétences à la relation. De manière générale, cette capacité est pointée par les autres résidents qui les trouvent « plutôt cool », même si certains atténuent le jugement en expliquant que « c'est plus facile pour eux »... A Gap on est content quand les aéros sont là (formation mécanique aéronautique) car « ils mettent de l'ambiance », et qu'« ils sont ouverts et qu'on rigole bien avec eux, ils sont sympas à la cafétéria... ». On parle là d'un lieu collectif qui n'induit pas une cohabitation dans un espace partagé d'un voisinage contraint. Il s'agit d'un espace plus neutre, car la confrontation autour des fonctionnalités quotidiennes ne s'impose pas, pas plus pour les jeunes, que pour les équipes d'animation

La fluidité de l'offre des foyers en adéquation avec les rythmes des jeunes et des jeunes étudiants

qui expliquent que les espaces partagés de la vie quotidienne ne fonctionnent harmonieusement que dans le cadre d'un mode de vie partagé, et d'une identité de statut.

A Redon, « on a tenté des coups de mixité, dans le foyer du bas, mais ça n'a jamais vraiment marché ». Par contre, « quand on met ensemble les étudiants dans les maisons en bois, ça fonctionne bien, « Ils en redemandent » nous disent les animateurs. Des étudiants qui ont passé leur première année de BTS, dans une chambre en ville cherchent à intégrer le foyer pour la deuxième année, attirés par l'ambiance décrite par leurs camarades qui vivent au foyer. « L'an passé j'avais un petit studio, pas mal, mais bon j'étais tout seul... Le soir, la ville se ferme, il n'y a pas grand-chose à faire... Bon, de temps en temps une soirée dans un des rares bistrot ouverts, avec un ou deux potes, mais c'est vite épuisé, sans quoi je fais le légume devant ma petite télé, avec seulement les chaînes généralistes... ».

Participation à la vie collective et brassage social : favorable dans les espaces communautaires, moins commode dans les espaces de voisinage quotidien.

La solitude de l'étudiant des petites villes est une constante des entretiens réalisés. Il est difficile de s'y construire un réseau, de rencontrer des jeunes locaux. D'ailleurs est-ce vraiment un souhait lorsque l'envie est « de quitter la ville au plus vite ? ». Si on décèle chez les jeunes étudiants, un réel désir urbain, il concerne les grandes villes, celles où des réseaux peuvent se constituer, celles où les choix sont possibles, celles où l'on peut « s'habiller comme on veut, sans trop risquer le regard des autres ». Finalement, « l'anonymat urbain » (celui de la grande ville) a des vertus puisqu'il permet de développer des pratiques originales, sans que le singulier soit pointé du doigt par les autres habitants, en pouvant à la fois circuler dans l'espace public et trouver des pôles de regroupement identitaires : une boîte de nuit, un bistrot, un réseau de concerts, réseau de fêtes du jeudi soir... Ceci ne concerne pas que les jeunes étudiants : « quand tu es jeune coiffeuse à Dinan, tu ne te fringues pas comme tu veux. La patronne est vieille et les clientes aussi, alors le piercing, il faut mieux éviter. Quand tu entends : tiens, c'est original, tu as vite compris... Tu peux provoquer, mais il y a des risques... Alors tu mets les freins... Mais, moi aussi, j'ai envie de partir à Rennes... ». Les jeunes, étudiants ou non, ne trouvent pas leur place dans les petites villes. Plus qu'ailleurs, ils ne s'y sentent pas accueillis. « A Dinan, les vieilles pierres, c'est beau, le port c'est sympa... Mais t'as l'impression d'être dans une prison dorée ». Les belles pierres ne sont pas toujours présentes. A Saint-Lô, « on a le droit à la dureté de la reconstruction (une ville reconstruite de l'après guerre) ». A Gap, « on parle de métropole douce : trop douce à notre goût, en tout cas pas faite pour une vie de jeune... A la limite, tu vas boire un coût à la fin des cours, et après rideaux... Alors, tu t'enfermes chez toi »... « C'est drôle, mais finalement la ville s'anime l'été quand on y est pas, il y a quelques touristes qui passe... »... « Pour sortir, il faut aller dans les stations de ski des environs, ça le fait de temps en temps, mais bon, c'est cher, c'est compliqué. Quant à passer une journée au ski et combiné avec une sortie du soir, ça fait pas mal de tunes ». « J'ai fait une première année à Aix, c'est vrai qu'il n'y a pas photo, au niveau des activités et des ressources... Le seul avantage, ici, c'est que j'ai trouvé un vrai studio, plus facilement... ». Tant pour Redon que pour Gap, mais on pourrait aussi citer Saint-Amand-Montrond, Maubeuge, pour les élèves de l'école supérieure, Thionville pour les quatre sections de DUT, Saint-Lô pour des débuts de cursus ouverts lors du plan « université 2000 », Châteauroux, Beauvais, Annecy, Arras, Chartre, les étudiants mettent en avant les difficultés qu'ils rencontrent à construire une vie sociale hors activité, au point, que parfois, on puisse avoir le sentiment que finalement le contexte compte plus que les études. Mais, cela tient aussi à un artefact de l'enquête que nous avons menée, qui investiguait principalement, les questions de logement et de vie quotidienne. Une fois cette remarque faite, on peut tout de même considérer que la vie estudiantine est une expérience globale qui dépend des conditions d'accès à

La ressource urbaine, c'est la grande ville.

Les petites villes sont peu adaptées au développement des modes de vie estudiantins.

l'ensemble d'un territoire et à sa vie sociale, qu'elle consiste en un partage avec ses pairs, en un partage générationnel, en une participation à la société globale. Globalement, ce que nous disent les étudiants des petits pôles universitaires, c'est la difficulté de s'inscrire dans un territoire, aux trois niveaux que nous venons d'évoquer. Le rapport avec les pairs est très dépendant de la petite taille des effectifs « qui font que l'on se connaît tous et qu'on tourne vite en rond... Même si on a intérêt à se soutenir pour garder des conditions de vie acceptables ». Tourner en rond, c'est aussi ne pas pouvoir découvrir d'autres étudiants, d'autres cursus : « Quand on passe une soirée ensemble, même si on décide de ne pas parler boulot, huit fois sur dix, on y revient, soit pour parler de la dernière étude de cas, soit pour parler du prof. dont on ne comprend pas toutes les exigences et le comportement méprisant... La force de vente, ça va, mais pas 24 / 24 ! », d'autant que les emplois du temps hebdomadaires sont lourds. Les élèves du pôle aéro de Gap relativisent ce jugement, car l'aviation, c'est aussi « une passion », « un rêve d'enfant », qui peut déboucher, au-delà de la mécanique. Alors, on parle des cours de pilotage que l'on pourra prendre, d'un tremplin pour ensuite voler... Ce n'est pas la même histoire... ». C'est aussi le potentiel de rencontre qui est en cause, au-delà d'une spécialisation. « Mon meilleur pote fait des études en STAPS, on grimpe et l'on va faire des randonnées à ski. Préparer les sorties, ça fait des soirées sympas ». Finalement, ce n'est pas tant la ville de Gap qui les intéresse, mais la qualité de son environnement naturel. C'est même la raison de leur choix, d'autant que la formation STAPS comporte une spécialisation sports de montagne. Mais ces situations choisies paraissent bien marginales. « Tu fais un BTS, de gestion, peut-être une licence professionnelle, tu es presque certain de devoir partir pour trouver un boulot ». Si pour certains, c'est un problème qui les éloignera de leur lieu d'origine, tout dépend des attaches et de la manière dont est évalué le potentiel de territoire quant à la possibilité de valoriser une formation ou un diplôme. « je peux rester ici car c'est pas très loin de chez moi, ou chercher dans les environs », « je pourrais toujours avoir la même relation avec mes origines en y retournant aussi souvent que possible ». Pour d'autres, c'est au contraire, l'opportunité de ne pas rester, une assurance pour partir « vers une autre aventure »... « Bon, rester à Thionville, ce n'est pas forcément le pied, sauf si je trouve un boulot au Luxembourg, pour un temps, c'est un bon moyen de démarrer et d'avoir un bon salaire... ». Le rapprochement d'un pôle d'emploi est parfois une raison du choix du lieu où l'on effectue ses études. C'est une manière de gérer l'incertain, entre une volonté de rester au pays et de valoriser, nécessairement, dans un autre territoire, un diplôme obtenu. Entre des volontés de rester et des nécessités de départ pour la carrière, les arbitrages ne sont pas si simples. Dans les petites villes que nous évoquons.

Il se dégage de la représentation des jeunes étudiants sur ces petites villes, un sentiment d'ennui, un manque d'équipement, un ressenti de méfiance. Ils parlent de « villes mortes », « de ville cercueil », de « ville faite pour les vieux », de « ville hostile où l'on est toujours sous les regards et la critique ». Les charges sont acerbes et souvent partagées par les autres catégories de jeunes. A Dinan les jeunes nous ont parlé de « prison dorée », et rapidement de « ville bourgeoise ». C'est un sentiment répandu qui résiste rarement à l'analyse sociodémographique : Redon, par exemple est une ville ouvrière... Paradoxalement, ce type de critique n'atteint pas ou plus marginalement les grandes villes universitaires. Il est singulier de penser que Aix-en-Provence ne soit pas une ville bourgeoise, que le centre de Montpellier soit un espace populaire, comme le centre de Rennes. Ceci d'autant plus que l'on constate depuis trente ans un mouvement accentué de « gentrification » des centres des villes importantes. Par bourgeoise (pour les petites villes), il faut entendre une inadaptation à l'expression des cultures juvéniles sur un territoire qui est alors jugé hostile. Finalement, c'est la complexité de la

Du mal vivre dans les petites villes, aux bonheurs fantasmés (?) des grandes villes.

grande ville qui fait que les jeunes ont le sentiment de pouvoir y trouver une place, même si les conditions matérielles (coût de la vie, le coût et la rareté des logements adaptés...) ne sont pas particulièrement favorables. Mais, il y a les plis et les replis de la ville, les interstices (voir, par exemple Laurence Roulleau-Berger « La ville inter-valle »), tous ces lieux ignorés (cachés ?) ou peuvent se développer des pratiques autonomes, sans interdire l'accès à l'espace public. La grande ville pourrait être le lieu où s'opère la jonction entre un collectif global, un collectif générationnel, des collectifs de références culturelles, et une construction individuelle au travers des trois premiers niveaux.

De l'accès à l'espace public à l'inscription dans des réseaux de pairs et d'expression culturelle.

C'est la ville des réseaux, qui parfois se croisent, qui se connectent ou non. C'est la ville du mouvement, des mouvements inaperçus autant que de l'accès à l'espace public. Ce sont par exemple des réseaux musicaux, de petits groupes qui permettent d'assister à des concerts gratuits, ou pour des sommes modiques, à tourner avec le groupe en en constituant un noyau dur du public et une connivence permanente avec les musiciens. « On participe à la com., par le bouche à oreille, mais aussi par le collage d'affiche, les flyers, le balisage d'itinéraires, les coups de main pour installer la scène, le service d'ordre... ». Ces groupes informels « s'échangent des plans, des bons coups, des invites où l'on se retrouve pour faire des fêtes sans être toujours consanguin ! ». Cette porosité concerne également les statuts.

Dans les petites villes, une difficulté de s'inscrire dans le territoire local, une difficulté liée à l'unicité de la formation et à la faiblesse de l'effectif.

Les jeunes n'ont de cesse d'évoquer les meilleures conditions des étudiants des grandes villes, au point que certains envisagent de continuer leurs études, pour augmenter une qualification, mais aussi pour « goûter à l'air de la grande ville ». Nous avons pu percevoir, au travers de quelques entretiens réalisés auprès de jeunes qui vivent dans le périurbain de Dinan dont certains font leurs études à Rennes, comment s'élabore une chronique des bonheurs urbains, par rapport aux aînés, par rapport aux copains qui connaissent cette expérience. « On sent bien qu'ils s'éclatent, ils reviennent transformés, ils nous apportent une part de leur expérience... L'année prochaine, c'est mon tour, j'attends ça avec impatience »... « j'aurai pu choisir Saint-Brieuc, mais je pars à Rennes, bien sûr pour étudier, mais aussi pour vivre... Un rêve, une aventure... ».

Dans le contexte particulier, des petits pôles universitaires, le foyer peut être considéré, y compris par les étudiants comme un espace d'extraterritorialité, une manière de vivre la ville en s'en extrayant. « Il faut aussi qu'on puisse se débrouiller ensemble, parce que dans les petits pôles universitaires, on ne dispose pas de tous les services pour les étudiants », et de fait, le foyer devient une ressource déterminante. Ils évoquent à la fois les services qui soutiennent directement l'organisation des études, les bibliothèques sont pauvres et la bibliothèque municipale qui ferme à 18h, c'est-à-dire à l'heure de la fin des cours. De fait, la ville est fermée au moment du « hors travail » des étudiants.

Par ailleurs le foyer permet d'organiser une vie collective par petits groupes et des relations entre les appartements partagés, avec par exemple des jeux en réseaux ou l'usage de l'espace commun extérieur, lorsqu'il fait beau, autour d'un barbecue, ou d'une partie de foot sur la pelouse.

Le « coup de pouce » c'est un plus qui réfère à l'accompagnement. Derrière cette différenciation se pose une question essentielle : doit-on faire en sorte que les jeunes s'adaptent à une offre que l'on aurait construite, même le plus finement possible en fonction des situations et le développement d'une offre suffisamment différenciée pour

que les jeunes puissent exercer les meilleurs choix pour eux mêmes ? C'est là une question essentielle, car les jeunes, étudiants ou non, considèrent que ce que la société ne leur offre pas c'est le choix et que le choix est consubstantiel à la consommation et à l'individualisation.

Dans ces lieux de mixité, où se croisent, des scolaires, des apprentis, des étudiants, des stagiaires, des jeunes en emploi « garanti », des jeunes en emploi précaire (CDD ou intérim), des jeunes disposant d'emplois aidés ; des jeunes pour qui les différents statuts s'enchaînent convenablement pour former une trajectoire ou ceux pour qui les différents statuts ne sont que des interstices de parcours chaotiques, structurés par le non emploi et l'incertitude statutaire, comment se situent les étudiants ? Comment ils s'évaluent-ils par rapport aux autres ? Comment les autres les jugent et se les représentent ?

C'est dans ce cadre de côtoiement que nous souhaitons explorer la situation « particulière » de l'étudiant, même si nous avons conscience que ceux qui vivent en foyer ne représentent pas, et de loin, l'ensemble de la catégorie. Ce qui nous intéresse, ici, c'est la situation de cohabitation et, finalement, une expérience de l'autre dans des proximités du quotidien, des confrontations de références et de modes de vie. En d'autres termes et pour reprendre ce à quoi référait un célèbre titre, concernant le peuplement des grands ensembles au début des années soixante-dix, la proximité spatiale induit-elle la proximité sociale⁴⁵. Comment s'organise la coexistence, autour de quelles confrontations de mode de vie, autour de quelles alliances et de quels rapports sociaux, de quels liens sociaux négociés ?

C'est l'opportunité de vérifier « ce qui fait jeunesse », en dehors des définitions externes à la catégorie et comment s'organisent les différences qui la traversent.

Comme nous le précisons dans l'introduction, ce travail, est une traque, dans les entrelacs du quotidien, des usages, façons de faire des jeunes pour optimiser leur situation du moment. C'est du moins ce qui est à l'origine des outils que nous avons développés et qui fondent notre approche. C'est à la recherche du « jeune habitant » (et singulièrement) de l'étudiant que nous sommes. Ce qui importe, c'est la manière dont ils jugent et ce qu'ils font de ce dont ils disposent, les possibles que cela leur offre. C'est une manière de considérer le logement comme un substrat, un cadre à des systèmes de pratiques.

Alors, dans cette perspective, « Jeunes étudiants, le qualificatif est, pour le moins, trop homogénéisant ». Il laisse à penser que le statut construit un référent unique, des manières semblables d'organiser sa vie, d'adapter une offre à sa demande, de tenter de minorer le système de contraintes auquel on doit faire face. Qu'en est-il des usages, entre un étudiant débutant qui quitte pour la première fois de sa famille, incertain sur la durée des études et de l'intérêt du cursus choisi et un étudiant en master, à la recherche d'une rentabilité du diplôme et d'une insertion professionnelle qu'il espère prochaine ?

Qu'en est-il des usages entre un très jeune étudiant célibataire, et un étudiant plus âgé qui souhaite vivre une expérience de couple ? Qu'en est-il des usages entre les jeunes hommes et les jeunes femmes ? Qu'en est-il des usages entre les étudiants inscrits dans des formations techniques aux emplois du temps chargés et les étudiants inscrits

⁴⁵ Jean-claude Chamborédon et Madeleine Lemaire : « Proximité spatiale et distance sociale. Les grands ensembles et leur peuplement » Revue Française de Sociologie Paris 1970...

dans des formations qui réclament plus d'investissement personnel que d'heures de cours ? qu'en est-il des usages des étudiants des grands centres universitaires et des étudiants inscrits dans des formations des petits pôles universitaires des villes moyennes ? Qu'en est-il des usages des étudiants qui connaissent des mobilités de courtes distance permettant un contact fréquent avec les espaces de son enfance et ceux dont la mobilité constitue un déracinement plus lourd, au premier rang desquels les étudiants étrangers ? Qu'en est-il des usages de ceux pour qui la mobilité est une parenthèse et ceux pour qui elle est la première étape d'une migration définitive. Et la litanie des différences potentielles pourrait se poursuivre...

Et il faudrait ajouter à cela les nombreux jeunes en situation d'études supérieures et qui n'ont pourtant pas le statut d'étudiant. Car, il faut bien interroger la proximité de statut des élèves infirmières, celles des élèves des écoles de travail sociales, des élèves des écoles de formation artistique, des apprentis inscrits dans des formations qualifiantes jusqu'à celles d'ingénieurs. La différence d'organisation de la formation (recours plus soutenu à l'alternance et aux stages pratiques) ne suffit pas à expliquer une différence dans la totalité, des références culturelles, des représentations et des usages⁴⁶.

Alors, comment rendre compte de cette diversité complexe en évitant à la fois la dispersion anecdotique et les regroupements par trop généralisateurs, gommant les différences ? C'est à cette question de méthode que nous sommes confrontés. Il nous faut tenir à la fois l'analyse et son illustration. C'est pour cela que nous mettrons en regard du texte qui analysera les différences précédemment évoquées, des figures reconstruites dont l'objet est d'illustrer l'interprétation produite. C'est donc une invitation à une lecture croisée qui est proposée.

⁴⁶ D'autant que, dans le cadre de la professionnalisation des formations universitaires, la pratique du stage se développe nettement.

Les foyers : une ressource pour les étudiants des cycles courts.

Comme le montre l'approche statistique des situations des résidents, les étudiants et les scolaires de plus de 18 ans appartiennent aux catégories les plus jeunes (voir le chapitre : approche quantitative). Ils intègrent plutôt des formations techniques (particulièrement les jeunes hommes) qui sont plus représentées dans les cycles courts du fait de la présence des DUT et des BTS qui débouchent tout de même plus facilement sur le marché de l'emploi que les formations générales. Mieux vaut une qualification en électronique ou en « force de vente » qu'un DEUG ou une licence en sociologie ou en sciences de l'éducation pour franchir « honorablement » les portes du marché de l'emploi... Il faut également noter que les étudiants inscrits dans ces cycles techniques courts sont le plus souvent issus de famille de classe moyenne. Parmi eux, certains poursuivront probablement leurs études, mais, il ne faut pas oublier que dans le système d'enseignement français, un écrémage très important se fait au cours des premiers cycles.

Proportionnellement plus nombreux dans les catégories d'âges de 18 à 23 ans, les étudiants qui vivent en foyer de jeunes travailleurs sont en situation de première décohabitation qui représente soit une première étape de mobilités successives, soit comme une parenthèse de trajectoire qui n'exclut pas un retour ou un rapprochement vers le lieu de vie antérieur.

Il convient de noter que la participation des étudiants aux entretiens collectifs est sensiblement plus importante que celle des autres jeunes, en tout cas, supérieure à leur représentation réelle dans la population du foyer. Rappelons que les groupes d'entretiens sont composés sur la base d'une participation volontaire. Il apparaît que les étudiants semblent avoir, dans de nombreux cas, plus de facilités à parler d'eux-mêmes ou à parler pour les autres. Ils sont souvent plus diserts dans le déroulement des entretiens, avec une volonté de démontrer, de convaincre, d'argumenter quand d'autres jeunes, en situation d'insertion plus complexe, développent des interventions plus courtes et définitives dans le propos. Mais parlant des étudiants, il faut également parler de ceux qui l'ont été et qui possèdent les mêmes dispositions. Il y a donc bien un discours étudiant sur les conditions de vie en foyer : un discours qui concerne leur propre situation, mais aussi et souvent un jugement sur la situation qui est faite aux autres.

Les foyers sont des lieux ressources pour les étudiants de premier cycle, et particulièrement pour ceux dont le lieu de formation est plutôt situé dans des villes moyennes et petites. Ceci tient évidemment à l'organisation des systèmes de transport et des relations entre les villes entre elles et les espaces ruraux. Il s'agit de mobilités de courtes distances, infra départementales ou infra régionales quand les dessertes de transports en commun sont faibles ou inexistantes. « Quatre-vingts bornes ce n'est pas le bout du monde, mais quand ça fait plus de deux heures et demie de transports par jour et que tu as des semaines de plus de 35 heures de cours, ça devient vite l'enfer ». « Ca peut le faire, si tu es sur une ligne direct, mais avec des changements ça devient complètement rock and roll, avec les questions de correspondance ». « C'est encore plus dur quand tu passes d'une région à une autre et que les compagnies de cars régionaux ne

s'entendent pas convenablement sur l'organisation des circuits⁴⁷ »... « Si tu n'as pas de bagnole, même pas la peine d'y penser »... « En plus, même avec des abonnements, les transports, ça coûte ! ».

Alors, prendre un logement, à proximité du lieu des études, s'impose comme une sorte de confort et un argument pour convaincre les parents, parfois réticents, quand l'écart entre le paiement d'un loyer aidé par une allocation et le coût des transports est faible. C'est un argument qui pèse dans la construction du consensus entre les parents et leurs enfants, sur la réussite des études, car c'est un investissement commun, au moins négocié. C'est particulièrement le cas pour ce qui concerne les cursus d'études courtes dont la rentabilité est suffisamment avérée. Le logement s'inscrit alors dans le package nécessaire à la réussite, « pour mettre tous les atouts de son côté ».

Pour ces jeunes étudiants qui vivent dans des foyers, le choix est contraint. La première espérance était la petite chambre autonome, la chambre en ville comme signe d'un premier accès véritable à l'autonomie. Cette chambre en ville « trop cool » que l'on « a fantasmé » à l'écoute des récits des aînés qui rentraient pour les week-ends ou pour les vacances.

Certains n'hésitent pas à affirmer que le choix n'est pas d'abord le leur, mais celui des parents, avec « l'argument qui tue, on sera plus tranquille »... « On sait que tu as encore besoin d'être serré... Bonjour la confiance... ».

Cependant, en général, passé la première déconvenue et parce qu'on n'a pas le choix, Les craintes s'estompent⁴⁸. « Ce n'est pas l'internat, qu'on pensait trouver », « bon, il y a bien des contraintes, mais on peut s'arranger avec ». « Les autres jeunes sont plutôt sympa, même si certains délirent un peu ». « On n'est pas embrigadé dans des activités, on fait à peu près ce que l'on veut ».

³ : C'est le problème de l'articulation entre des bassins de vie et des segmentations territoriales. On choisit une formation qui intéresse ; elle n'est pas très éloignée, mais située dans une ville de la région voisine. Si les liaisons SNCF sont absentes, le recours à des compagnies de cars n'est pas simple au niveau de la concordance des horaires et au niveau des abonnements si on change de compagnie. « Faire Chateaubriand Redon, des Pays de Loire à la Bretagne, c'est une vraie aventure ! ».

⁴⁸ : C'est une conséquence de la modalité d'enquête qui se fonde sur l'expérience du quotidien des jeunes dans les structures.

Quelques exemples de figures :

Une figure dérivante

La géographie entre parenthèses, pour un projet de vie alternatif.

La rencontre avec Jean-Pierre a eu lieu à l'Argentières-les-Ecrins, une petite commune d'une vallée alpine entre le Queyras et le massif des écrins ; une ville dont l'activité industrielle originelle a disparu et qui souhaite ancrer un nouveau développement sur le tourisme et la qualité de l'environnement naturel. La rencontre a eu lieu dans le cadre d'un entretien collectif, réalisé auprès de jeunes qui habitent un petit foyer de jeunes travailleurs de 25 places.

Jean-Pierre a 22 ans, il vit au foyer parce qu'il effectue un stage de canoë en eau vive, pour obtenir un brevet d'état qui lui permettra d'exercer le métier de moniteur accompagnateur. Les sports de plein air sont pour lui, une vieille histoire, « un contact fort avec la nature encore sauvage qui nous remet (l'homme) à notre place ». Cette histoire l'a conduit à choisir de s'inscrire à l'université de Montpellier en géographie. « J'ai hésité avec STAPS (formation sportive) », mais « je savais que c'est un peu la folie pour décrocher un boulot... Et en plus, mon choix des sports de plein air tient à une critique des autres sports, du fric, de la performance, de la récupération politique ». « La géographie, c'est un peu parce que je pensais que c'était un moyen de faire quelque chose pour préserver la nature ». « De toute façon, mon idée est de m'installer à la campagne ; les villes, j'ai fait le tour ! ». « Si j'abandonne, pour l'instant, ce n'est pas parce que la géographie ne m'intéresse plus... J'ai même découvert des trucs intéressants sur le développement local, même si ça me paraissait un peu théorique, et que, pour trouver un boulot, il fallait se prendre au moins deux ans de Master, deux ans de galère de la vie universitaire, de la vie en ville à attendre les vacances pour se faire vraiment plaisir ». Alors, je tente un coup, parce que je sens que mon idée est peut-être mûre ». « On en discute souvent avec Aurore (qui fait son stage de DESS en Master de développement rural à la communauté de communes et qui réside également au foyer)... Moi, je n'ai pas envi de faire du développement en bureau, je veux faire en live »... Parfois, quand on se raconte nos envies, les autres rigoles, ils me prennent pour un mytho. ou un obsessionnel, rêveur, mais je m'accroche ». « Aller, je vais encore le dire »... « Mon truc, ce serait d'ouvrir un lieu près d'une rivière, d'organiser des stages d'eau vive, de faire partager des sensations ». « Je voudrais ouvrir un gîte (pour les stagiaires), respectueux de l'environnement, un truc écolo, avec la récupération de l'eau, de l'électricité propre »... « Avec ma copine, on pense aussi produire des légumes, faire du pain, avoir des biquettes (mais çà, c'est une autre affaire !), pour offrir à nos stagiaires des produits sains et s'organiser avec des agriculteurs locaux »... « On ne le croit pas, mais beaucoup de jeunes ont les mêmes envies »... « C'est sûr que l'on peut faire des trucs nouveaux sur un territoire, qu'on peut en vivre, parce que des gens de la ville en ont envi ». « Je ne regrette pas mes études, je veux simplement qu'elles servent mon projet, qu'elles me permettent de construire mon histoire ». « Je ne vais pas faire l'étudiant sérieux, mais, j'ai appris des trucs... « Et puis, il y a un courant qui lie géographie et aventure : le terrain c'est aussi avec le corps disait le prof »... « Moi je sens bien cela, l'aventure, c'est un peu ce que je cherche »... « Il y a aussi d'autres trucs, je me débrouille en anglais, un peu en espagnol, c'est pas mal pour faire un boulot dans le tourisme ». « Je sais un peu construire un projet, j'ai l'impression que ça peut être utile pour sauter des obstacles administratifs »...

« Je n'ai plus la carte, je ne suis plus étudiant, mais dans ma tête, je le suis encore »... « faire, un stage, c'est pareil, c'est une autre découverte, les techniques de sécurité, l'organisation des groupes ». « J'attends avec impatience la première expérience de boulot, même dans la foule Vallon-Pont-d'Arc, si je n'ai pas d'autres solutions ». « Tu travailles avec des familles, des mômes, des adultes, tu dois t'adapter à leurs demandes, c'est de la découverte, une autre manière d'apprendre ». « Mon projet de gîte, c'est une manière de vivre plus longtemps avec les gens, pour mieux partager, pour pas simplement rester dans une relation de client, qui cherchent une technique. Je veux échanger aussi sur la rivière, sur la nature, dans une bonne soirée ». « Il faut faire gaffe, car aujourd'hui, vouloir s'installer près de la nature, c'est passer pour un sauvage. Mon truc, c'est les relations (il y a une approbation rieuse la part des autres participants à l'entretien). Mon projet c'est de rencontrer des gens et de les mettre ensemble, de changer les choses à mon petit niveau, à partir de relations simples autour d'un rapport partagé à la nature.

« L'Argentière, c'est pour le stage, mais ce n'est pas un lieu où je voudrais rester longtemps ». « C'est assez drôle, ici, on est au milieu d'une nature fabuleuse, mais on ne la voit pas. Il faut vraiment sortir de la vallée » (Ce sentiment est partagé par les autres participants) ». « Mais, le foyer, c'est top. On est 25, on a notre piaule et on dispose d'une cuisine où l'on peut manger par petit groupe. En bas il y a une salle où l'on peut être tous ensemble ». « On s'entend plutôt bien, ça discute dans tous les sens, ça rigole pas mal... », « Ca bouge d'une cuisine à l'autre »... « On a l'impression d'être dans une grosse colocation ». « Avec la directrice et l'animateur, ça se passe généralement bien. Ils essayent plutôt de nous aider à faire des trucs que de nous contrôler... Enfin ça ne se voit pas trop... ». « Ce qui est bien dans notre cas, c'est que la ville n'est pas vraiment faite pour les jeunes. Alors, quand tu arrives et que tu ne connais personne, c'est bon de trouver des voisins ». « Il y a même des jeunes qui se sont installés en ville, qui reviennent souvent au foyer en soirée ».

« Je ne sais pas quand je pourrais me poser, quand je trouverais le lieu pour faire mon projet »... « Alors, si je dois encore me promener pour le boulot, je n'hésiterai pas à chercher des colocations ou même des foyers, à conditions qu'on soit assez libre comme ici ».

« Quand je m'installerai, je pense plutôt à construire. Je n'aurai pas beaucoup de tunes, mais je me suis déjà renseigné sur l'auto construction et les constructions en bois ». « Tu peux construire assez facilement une maison qui s'adapte au paysage »... « Pour le gîte, je pense à des petites cabanes à un lieu commun, une sorte de petit hameau ».

Stage DESS d'agronomie à Nyons, une bonne expérience de l'espace rural. .

« Généralement, quand tu fais des études d'agronomie, c'est que dans un coin de ta tête tu veux t'installer dans l'espace rural ». « Moi je viens de la ville (banlieue de Grenoble) »... « Mais depuis longtemps, je souhaite faire ma vie en campagne, pour moi et pour ma future famille »... « C'est un choix de qualité de vie. C'est ce que l'on pense quand on entame les études, mais, à moins de prendre une exploitation, les débouchés sont plutôt dans les grandes entreprises de l'alimentaire, et elles sont souvent en ville »... « Pour aller à la campagne, il faut trouver des niches, c'est pour ça que j'ai choisi le travail « qualité » auprès de structure comme les coopératives »... « C'est aussi l'occasion de conjoindre un boulot et une conviction pour l'architecture durable ».

Aurore effectue son stage de fin d'étude et elle devrait passer son diplôme dans quatre mois. Le stage de Nyons au cœur de la Provence drômoise, c'est la conviction « qu'on peut utiliser sa compétence au plus près du terrain, à condition de rechercher des « niches », de privilégier le cadre de vie au fric et à la carrière. Et ça, c'est mon truc ». « A Nyons et dans le pays, on est dans un secteur d'A.O.C., entre la vigne, les olives, les productions fruitières, la lavande et les herbes aromatiques, il y a des besoins pour l'organisation des filières et le maintien de la qualité ». « Si je prends l'exemple des herbes aromatiques destinées à la production d'huiles essentielles qui servent à l'industrie pharmaceutique, il faut que les producteurs soient très pointus sur la qualité et des traitements respectueux de la pureté des produits ». « Je vais essayer d'entrer dans ce secteur, que je viens de découvrir ».

« Bon, je ne sais pas si je vais pouvoir rester, mais j'ai appris que je pouvais peut-être trouver ma place dans ce genre de territoire »... « En plus, il faudrait être vraiment difficile pour ne pas apprécier, un lieu comme Nyons : la ville est super mignonne, la nature très belle, même la production agricole. La vigne, la lavande, ça fait des paysages. Avec le tourisme, tu es à la campagne, mais tu n'as pas l'impression d'être isolé. Oui, je crois que je pourrais faire ma vie ici. Ce n'est pas gagné, mais peut-être... ».

« Je suis dans un logement en ville, je suis autonome, mais je viens assez souvent au foyer, quand j'ai le temps, pour rencontrer d'autres jeunes. Je veux profiter de mon temps pour profiter du stage et faire mon rapport »... « C'est une petite structure, c'est facile de se connaître, même pour ceux qui ne vivent pas dans le foyer »... « Dans le cadre des activités (du foyer), j'ai ma petite spécialité autour de l'alimentation ». « J'essaie d'apporter mes convictions sur la bouffe saine et les produits bio »... « Mais j'aime bien échanger des recettes avec la copine Belge ou Fatima qui s'occupe de l'entretien du foyer et qui de temps en temps nous prépare, comme aujourd'hui, un super repas »... « Parfois, on se prend la tête avec François, qui bosse dans le bâtiment et qui est capable de s'envoyer un poulet rôti pourri, entier, parce qu'il a faim en sortant du boulot... Mais c'est marrant, parfois j'arrive à le convaincre et c'est sympa... Il en rajoute pour me faire monter dans les tours, en disant moi mon problème, c'est bouffer, n'importe quoi, mais beaucoup pour me faire péter le ventre... Je ne suis pas un intello comme toi... Tu crois que les paysans, ils ne bouffent pas comme moi ». « Il me dit aussi, toi, tu es comme la diététicienne qui vient, de temps en temps, avec les histoires d'équilibre alimentaire et les régimes »... « C'est même pas vrai ! Je n'ai pas un physique de star, mais je tiens à ma peau et à ma santé. Ça ne m'empêche de faire la fête de temps en temps ».

BTS de machinisme agricole.

C'est une formation prisée du grand Ouest (Saint-Hilaire). Jérôme y est arrivé sur les conseils de son prof de techno de la classe de terminale. Le rural, il connaît. Son père travaille dans une entreprise d'agro et ses grands parents avaient une exploitation agricole. Lui dit avoir un « rapport sentimental » à la campagne et à l'agriculture. A 21 ans, il termine son BTS. Il « ne regrette pas sa formation, car il semble que par rapport aux élèves des années précédentes, la plupart aient trouvé un boulot, « plutôt facilement et pas mal ». « C'est vrai que les bécanes agricoles, c'est plutôt sophistiqué, plus compliqué qu'un gros bahut de la route ». « Mais, par rapport à la rencontre organisée avec les anciens étudiants, tu t'aperçois que les boulots, c'est plutôt du côté du commercial, alors, la campagne tu la vois plutôt depuis la route. Il n'y a pas des clients tous les ki-

lomètres »... « Il faut se dire que c'est une vie particulière, mais quand tu es jeune, ça peut le faire... »... « De toute façon, en venant ici on a commencé à partir (du domicile parental), alors, le boulot ce sera la suite normale».

Saint-Malo : D.U.T. de gestion.

Dans le cadre d'une approche de la question du logement des jeunes sur l'arrondissement de Saint-Malo et d'une « maîtrise d'ouvrage collective (M.O.C.) » dont l'objet était de prévoir la réhabilitation des deux foyers de la ville centre, le développement d'une offre diffuse autour d'un C.L.L.A.J., le développement de petites structures sur les communes de Dol-de-Bretagne et de Combourg, l'ingénierie U.F.J.T. a rencontré des jeunes de l'I.U.T. de gestion. La problématique, pour ce territoire, était double : entre l'attraction de la métropole rennaise et le développement de l'agglomération malouine. Les projets locaux souhaitaient ardemment l'élargissement du pôle d'enseignement et de créer les conditions du maintien de jeunes actifs sur le territoire.

Des étudiants de deux classes du D.U.T. de gestion ont participé à un entretien collectif. Un enseignant a saisi cette opportunité pour faire réaliser une étude de cas (enquête par questionnaire) sur le logement des jeunes sur le territoire. Puisqu'il s'agit de débutants, dans un cursus d'enseignement supérieur, plus des deux tiers de ces étudiants vivent au domicile parental, même s'il faut sacrifier à des mobilités journalières complexes qui nécessitent un véhicule personnel. Les autres vivent dans des chambres autonomes, des chambres chez l'habitant, dans les deux foyers de jeunes travailleurs. Une dernière catégorie nous intéresse plus particulièrement : les jeunes qui vivent ensemble en gîte. « C'est une solution dont on avait entendu parler, c'est même mon père qui m'en a parlé le premier »... « Dans ses relations, il connaissait un proprio, on a tenté le coup ». « Le fait de la connaissance a relativement facilité le deal ». « On pouvait habiter à cinq, on était dans la même classe, on avait à peu près les mêmes horaires et il y avait une ligne de car »... « Ce mettre ensemble a été possible parce que c'était pour l'entrée en seconde année. On se connaissait déjà, on a pu se choisir. C'est plus facile »... « L'avantage, c'est le partage du loyer, c'est moins coûteux »... « l'inconvénient, c'est qu'il faut dégager impérativement vers le 15 juin, pour que les vacanciers arrivent »... « Enfin, on peut gérer, c'est l'affaire de quinze jours, si l'examen est fini et qu'on est carré pour trouver le stage, ça peut le faire ».

Mais, ce que les jeunes valorisent, c'est le mode de vie et les relations sociales que ce système permet. « On n'est pas isolé, c'est important »... « Même si, des fois, on peut s'agacer, se prendre la tête, c'est plutôt du bonheur »... « Les emplois du temps en DUT sont lourdingues, la semaine de quarante heures ! La contrepartie c'est que l'on n'a pas trop de boulot perso.. Alors, on se fait des soirées à notre rythme, on bouffe, on mate un D.V.D., on glande, mais parfois aussi, on s'explique des trucs, on reparle d'un cours... ». « Les autres, ils nous envient. Ils envient notre liberté ». « Ce qui est surtout sympa, c'est qu'on est un lieu de rencontre pour la promo »... « Il y en a qui passent, des fois avec des copains qu'on ne connaît pas »... « Parfois on organise des fêtes, de temps en temps, on ne rentre pas le week-end, pour faire un truc collectif, on s'entasse un peu, on se recadre pour ne rien casser et si on salit, on s'arrange pour nettoyer collectivement. Par contre, au quotidien, on n'est pas toujours au top, surtout pour la vaiselle... ». « La cohabitation, c'est une bonne expérience, si tu ne la fais pas quand tu es jeune, tu ne la fais jamais, et c'est dommage »... « Il faut tout de même se contrôler, moi j'ai peur, par exemple, de faire mon diplôme en trois ans », au risque de la prise de

tête des parents qui pourront dire : « tu vois, on ne peut pas te faire confiance... C'est le risque... ».

Dans les appartements partagés du foyer de Redon.

L'association locale dispose de deux structures dans la ville : deux foyers qui offrent une gamme de solutions de logements différente. Dans l'une des deux, un bâtiment assez récent, offre une organisation en espaces partagés. Une bonne partie d'entre eux est occupée par des étudiants inscrits en B.T.S. dans les lycées de la ville. La description du mode de vie et de l'organisation du quotidien est assez semblable à celle de l'occupation d'un gîte : même homogénéité statutaire, même catégorie d'âges, même plaisir de l'entre soi, même sentiment d'une transition maîtrisée dans le temps, même envie de ne pas être confronté à l'isolement en étant pas confronté à des règlements et aux pesanteurs du collectif.

La différence tient à l'organisation et à l'accueil qui permet de choisir une solution. « On nous décrit les différentes possibilités pour entrer dans le foyer »... « On peut choisir »... « Moi, j'ai fait ma première année dans un studio en ville, je n'avais pas envi d'aller dans un foyer, j'avais une mauvaise image dans la tête... Puis j'avais besoin de l'autonomie, que j'avais fantasmée avec les copains en terminale, c'était une motivation supplémentaire pour avoir le bac... j'enviais les copains de sorties, un peu plus vieux que moi qui faisaient cette expérience ».

VERS UNE NOUVELLE CONCEPTION DE L'OFFRE ARCHITECTUALE DES LIEUX : QUELLES APPROCHES POUR LES ETUDIANTS ?

Réactions autour d'offres nouvelles

Dans notre première approche, nous avons voulu restituer la manière dont les jeunes vivent l'offre de logement qui leur est faite et surtout en quoi elle leur permet d'habiter ; c'est-à-dire de leur permettre d'affirmer des usages et des pratiques compétents pour gérer un quotidien et envisager un avenir. C'est ce sens que nous donnons à la notion de logement transitoire car sans projection le transitoire peut devenir fixité. Tirons les leçons de l'histoire pour ne pas retomber dans les arcanes du transit des années 60 où l'on était passé d'un habitat thérapeutique à un habitat sanction. Dans notre conception, ce qui prime c'est le caractère transitoire de la jeunesse d'un âge à un autre et pas la caractérisation du logement. Ceci a donc pour conséquence, que le logement des jeunes ne peut se penser comme un standard et qu'il doit se composer d'une gamme de solutions en phase avec les différents statuts qui traversent la jeunesse et les différents moments qui constituent ce passage. Si nous insistons actuellement sur ce parti pris, c'est que dans l'air du temps l'acuité de la question du « logement des jeunes » est grande. On connaît les difficultés de « solvabilisation » de tous les jeunes qui rendent extrêmement précaires l'accès aux parcs de logements locatifs ordinaires. Et la rentrée universitaire automnale est l'occasion de multiples « marronniers médiatiques » autour des difficultés qu'ont les étudiants à trouver un logement et qu'ils doivent parfois recourir à des modalités d'hébergement très aléatoire : camping, squat, cohabitation incertaine, et même à la prostitution dans le pire des cas...

Diversité des situations juvéniles, diversité de l'offre de logements pour aider les jeunes à construire des parcours résidentiels complexes, en phase, en face avec la pluralité des statuts.

Tout cela fonctionne comme une sorte d'anniversaire compassionnel annuel qu'on ne sait pas résoudre autrement que dans la recherche de solutions standards qui s'abstiennent de la gestion des modes de vie et de la qualité de vie au profit de la solution unique d'offrir un toit. En témoigne aujourd'hui la forte médiatisation autour de la question du recyclage des containers et de l'exportation du modèle hollandais qui font l'objet d'articles d'émissions de télévision, qui attirent l'attention des pouvoirs publics et qui nourrissent la réflexion du milieu professionnel.

A la recherche de modèles nouveaux pour résoudre la question du logement des jeunes.

On pressent bien les quelques enjeux qui fondent l'intérêt porté à cette solution. Elle peut correspondre à des mises en œuvre rapides, donc répondre à des urgences dans un cadre économique satisfaisant. Ce sont certes des enjeux importants qu'il ne faut pas ignorer à condition qu'ils n'obèrent pas les questions de qualité urbaine et de qualité de vie pour les jeunes car pour les foyers l'enjeu n'est pas seulement d'offrir un toit, mais de contribuer à l'émergence d'espaces d'expériences et de socialisation pour les jeunes. C'est dans cette perspective que nous considérons la nécessité d'une pluralité de solutions qui s'incarnent non pas dans la production d'objets mais dans une perspective plus globale de rendre de la fluidité au parcours de débutant, car transiter c'est aller vers... et pour aller vers, il faut des outils, des repères, des balises pour forger petit à petit l'itinéraire. En d'autres termes, c'est donner du sens et de la réalité à la notion de jeunesse comme dynamique. Il est largement admis aujourd'hui que la jeunesse doit s'adapter aux mouvements sociétaux, faire preuve de flexibilité, d'adaptabilité et de mobilité. Mais face à cela les jeunes sont confrontés aux rigueurs et aux rigidités des marchés du logement. C'est aussi le sens d'une réflexion en termes de gammes et d'« emboîtements » de solutions possibles car construire un parcours c'est s'orienter et s'orienter c'est choisir.

Masse, urgence, économie... Des nécessités qui ne doivent pas faire oublier que la valeur d'une offre construit la valeur de ceux qui l'habitent.

Adapter les débuts de parcours résidentiels à la flexibilité dont les jeunes doivent faire preuve quant à leur entrée dans la vie professionnelle.

L'habiter dans tous ses états

Il nous faut revenir sur cette notion d'habiter qui est au cœur de notre démarche, car « habiter c'est vivre » et vivre c'est une culture. De notre point de vue, nous ne considérons pas que les jeunes sont de simples consommateurs de logements et que dans la manière dont s'approprient ce qui leur est offert, qu'ils l'adaptent à leur situation du moment il y a une production. Nous nous situons dans le concept de production secondaire qu'à décrit Michel de Certeau dans « l'invention du quotidien », en particulier dans le tome 1 « les arts de faire » car habiter c'est faire. Le faire nous est révélé dans une série de processus d'adaptation, de maximisation de l'usage au travers de détournements, de ruses, de tactiques qui constituent finalement le socle d'une appropriation, même dans des situations transitoires.

L'habiter des jeunes : leur offrir un espace de construction, un espace du faire.

C'est donc la question d'un regard sur l'usage qui nous importe en ce qu'elle se différencie en fonction d'histoires singulières, d'étapes dans un parcours résidentiel et professionnel, d'étapes dans un cycle de vie. C'est une manière de donner un contenu à la formule de « jeune acteur » qui n'est parfois qu'un slogan.

Au-delà de l'offre, un regard sur l'usage des jeunes.

Cette perspective concerne autant la réalité du présent que la manière dont les jeunes se situent comme futurs usagers. Malgré cette focale portée sur l'usage et l'adaptation, il n'en reste pas moins que la production du logement est particulièrement du logement spécifié s'insère dans un système de contraintes que les jeunes regrettent ou dénoncent.

Habitants d'aujourd'hui, habitants de demain : inventer son quotidien, inventer son lendemain.

Dans cette seconde partie du travail, nous nous proposons de montrer quelques dispositions architecturales sur lesquelles les jeunes ont réagi en fonction de leurs situations du présent. C'est pour cela que nous avons rajouté à la grille d'entretiens collectifs que nous utilisons jusqu'à présent une série de questions posées à partir de modèles qui sont dans l'air du temps. L'intérêt était de susciter réactions et jugements, et de mesurer l'adéquation entre ce qui est proposé et la manière dont ils expriment leurs conditions de vie en fonction d'un capital culturel, d'un capital social et d'une capacité de projection dans l'avenir. Autrement dit, quelle conscience ils ont du temps de leur transition.

Comment les jeunes réagissent et s'approprient une nouvelle offre.

À partir d'images et de schémas, nous avons essayé de voir comment entraînent en résonance des projets architecturaux prévus pour les jeunes et la manière dont ils envisageaient qu'ils puissent satisfaire leurs désirs et leurs besoins, et quels étaient l'ordre et la nature de la confrontation culturelle entre un objet et un mode de vie. C'est ce cadre qui donne sens à la notion d'approche qualitative que nous avons voulu développer dans ce document.

L'usage de la notion d'habiter c'est aussi, et c'est essentiel, une manière d'aborder l'ensemble des espaces qui constituent les fonctions de la vie quotidienne. Certes, on habite son logement, mais aussi un voisinage, un quartier, une ville, un territoire dans des formes de continuité ou de discontinuité spatiale. Les entretiens nous ont montré que les jeunes sont particulièrement sensibles à cette globalité et à l'enchaînement des fonctions. C'est bien dans ce cadre que nous souhaitons envisager l'emboîtement des espaces qui constituent un quotidien.

Habiter tous les territoires d'expression de la vie quotidienne.

Esthétique et nouveaux modèles

Alors, la question est la suivante : avec une nouvelle modalité constructive peut-on répondre aux problèmes précédemment évoqués qui concernent l'adaptation du logement aux situations que rencontrent les jeunes pour construire leur passage à l'âge adulte.



Empilage de containers pour l'université de Delphes aux Pays-Bas. A l'arrière, les logements sont accessibles par des coursives.

Systematisme, industrialisation.

La récupération ou le détournement peuvent être intellectuellement satisfaisant. C'est une forme possible pour les étudiants « du moment que le confort intérieur y soit ». Les jeunes en situation d'insertion plus complexe sont moins enthousiastes. Ils mettent en avant la notion d'enfermement, et de disqualification du recyclage.

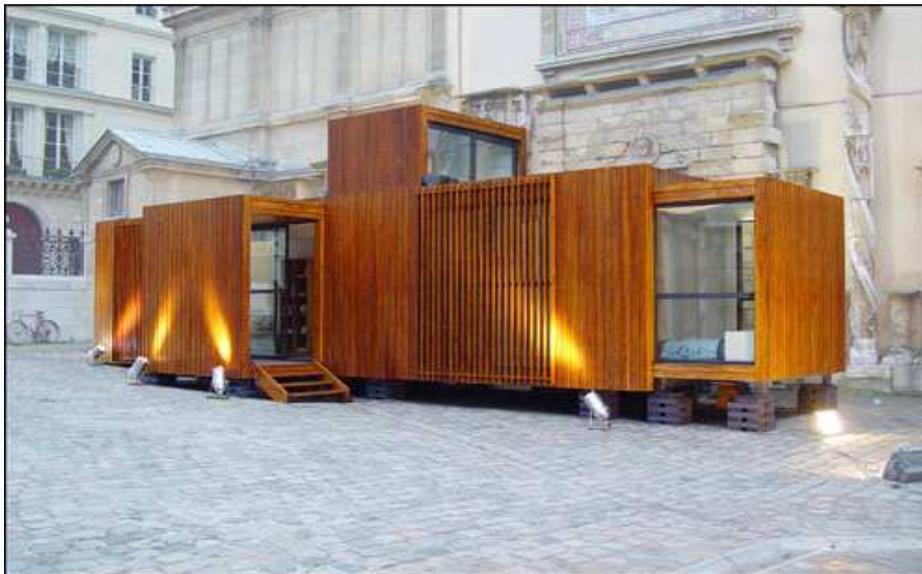


Mise en place et mise en scène : Comment passer de « l'individualisation collective » à un véritable vivre ensemble ?

De la même manière, nous ne souhaitons pas nous situer dans le cadre d'un débat sur une esthétique éthérée limitée à une production de formes mais d'interroger ce que les choix plastiques et d'images qui permettent l'identification de ceux qui les habitent. C'est l'enjeu symbolique fort d'un rapport aux autres et à soi-même, un élément de

composition identitaire, un élément de reconnaissance et de respect. D'ailleurs à ce propos, il est intéressant et nous y reviendront d'entendre parler les jeunes : « si c'est pour me mettre dans une boîte, ça le fait pas, c'est un peu comme la zonzon (modèle Utrecht ou Delphes), mais si c'est comme le truc que vous nous avez montré, je trouve ça plutôt bien pour vivre un temps » (suite à la présentation d'images d'Algeco habillés en bois, d'un petit immeuble constitué par une alternance de containers et de transparences...). Pour nous, cette notion d'esthétique s'ancre profondément dans les usages quotidiens que l'on peut en faire, en particulier ceux qui permettent la valorisation de soi. Il faut à tout prix éviter le retour des images désastreuses qu'a été à certaines époques le développement d'un habitat pauvre pour les pauvres ». D'ailleurs les jeunes ne sont pas des pauvres, mais ils sont débutants à une période où il est difficile de l'être.

La violence des formes qui désignent... Les bonheurs de l'habillage. Des façades qui racontent l'histoire de ceux qui y vivent.



Concours Algéco : architecture élémentaire Augustin Rosenstiehl

Les jeunes ne s'opposent pas au logement modulaire ou modulable, à condition que l'image produite soit valorisante. Un bardage de bois n'est pas une anecdote pour les jeunes. « Ou pourrait nous faire des petits villages drôles et sympas »... Au-delà, d'une façade traitée à la manière de, les jeunes y voient du respect, un mot fort de leur vocabulaire souvent revendiqué face à une société qui ne les étend pas.

Comme tous les exemples de logements modulaires présentés aux jeunes, l'aspect sans fondations des structures, simplement posées, ne semble pas poser de problèmes particuliers. L'idée du transit (par rapport au temps et au territoire) semble intégrée.

L'aspect de légèreté de la structure ne pose pas non plus problème ; les jeunes paraissent considérer le logement qu'en fonction du temps durant lequel ils vont l'occuper.

Finalement, comme pour le vêtement, la façade est à la fois protection et représentation de soi. Elle joue donc un rôle essentiel dans l'affirmation et la construction identitaire..

C'est pour cette raison que nous évoquons la question de l'esthétique dans sa fonction sociale, dans le signe qu'elle produit pour les autres de celui qui habite. En tout cas, elle joue un rôle essentiel pour les jeunes dans un contexte où l'identité au travail ne suffit plus à affirmer un statut..



ALGECOCASSE-TÊTE

Architecte : Augustin ROSENSTIEHL

ALGECODROPHOUSE

Architectes : Antoine Cordier, Olivier Charles et Arnel Neouze

D'ailleurs, même si ce n'est pas l'objet du rapport, on peut trouver bien des exemples dans l'architecture contemporaine où l'utilisation de modules conduit à des architectures qui font référence. Au risque de l'outrance, on peut considérer Beaubourg (Piano et Rogers) comme « le plus gros container du monde » qui s'est finalement imposé par l'usage. Mais c'est aussi le cas de constructions plus récentes comme le musée de la mode du quai d'Austerlitz (Jakob et Mac Farlane) qui habille une structure très rigide bien proche des containers d'un voile organique souple et aérien.



« Double peau », une conception en vogue dans l'architecture d'aujourd'hui.

Institut français de la mode à Paris Austerlitz. Jakob et Mac Farlane architectes.

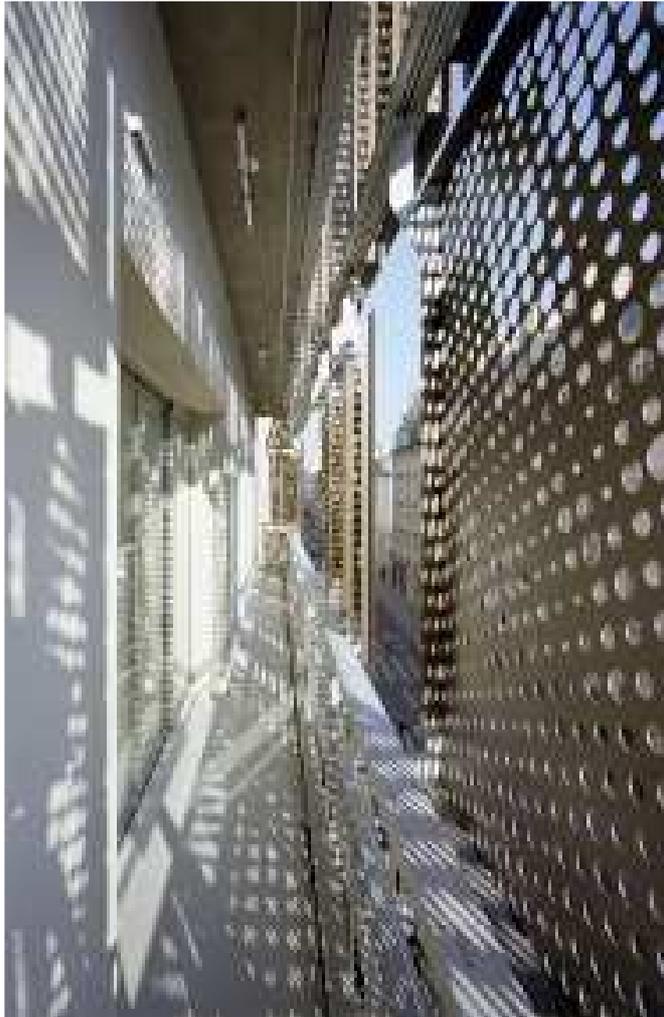
On fera référence également à la résidence étudiante d'Écully (Jourda) qui présente une structure de préfabrication légère et économique minimaliste recouverte d'un velum aux fonctions multiples : identification esthétique du bâtiment mais qui assure aussi une fonction bioclimatique.



*Résidence étudiante à
Ecquelly. Hélène
Jourda architecte.*

Cet ensemble d'exemples a pour fonction de démontrer que des architectures reproductibles et fonctionnelles peuvent participer de constructions présentant esthétique et image forte qui ne sont pas des idées abstraites mais une manière de dialoguer avec un environnement. Comme on se donne à voir aux passants du quartier, on qualifie les résidents de l'édifice. C'est l'enjeu d'une double valorisation où se joue l'intégration à l'espace. La valeur de la façade est de l'ordre de l'usage symbolique mais combien important tant il est difficile de représenter dans l'espace public. Ce travail de représentation bâti a aussi un intérêt majeur pour la composition des relations sociales car il ne s'agit pas dans notre esprit de faire correspondre un système constructif à une population identifiée. L'esthétique est une ruse de représentation dans sa capacité à s'inscrire dans un environnement. Parlant de cela, nous n'oublions pas les objectifs de mixité urbaine ou sociale comme nous dénonçons le logement pauvre pour les pauvres, les jeunes nous ont montré dans l'expression de leurs désirs qu'ils souhaitent être d'un lieu et participe à sa vie. La qualité esthétique du bâtiment en est alors une composante.

Qualité de façade : un
usage symbolique.



Circulation en coursive avec une double peau dont la vocation est d'assurer une protection climatique.

*Immeuble 1 rue de Turenne, Paris 4
Les architectes Chartier et Corbasson ont imaginé pour façade une « peau métallique » unique composée de claustras perforées fixes et coulissantes.*

L'image a une valeur et une fonction très forte dans la manière dont les jeunes se représentent le logement et particulièrement pour ceux qui connaissent le plus de difficultés à construire leur être social. Si nous prenons par exemple le modèle des containers, ce sont les jeunes étudiants et les jeunes en bonne voie d'insertion professionnelle qui se montrent les moins critiques avec les formes d'empilements les plus systématiques et les plus « raides ».

Ceci tient à une meilleure intégration de la logique de transition : « on y passe un moment, c'est certainement pratique, pas trop cher, assez grand... Alors, pourquoi pas... ». Pour ceux-ci il y a aussi un goût, une mode pour une esthétique branchée (une sorte de réinterprétation du « road movie ». Entre l'image du « mobile home » et celle du container, le choix est fait. D'autant plus qu'avec les containers, quelques projets montrent que l'on peut trouver des formes architecturales moins dures et moins brutales que le « modèle hollandais » très médiatisé (voir photos).

Des formes architecturales en phase avec la notion de mobilité pour les jeunes qui disposent des compétences pour s'y fondre.



La crainte d'un retour à « l'esthétique » des grands ensembles, particulièrement pour les jeunes connaissant des difficultés d'insertion.

Pour ces jeunes, la constitution d'un voisinage apparaît comme une qualité. La condition est évidemment de produire des espaces de rencontre, des espaces de l'être ensembles pour qu'un empilement de containers ne soit pas une forme « d'individualisation collective ».

Sans vraiment montrer d'opposition systématique, les jeunes aux parcours d'insertion sociale et professionnelle plus aléatoires montrent moins d'enthousiasme pour ce type de formule. Ils développent une critique paradoxale que l'on peut résumer ainsi : d'un côté ils souhaitent un habitat protecteur contre une société qui ne les « respecte » pas, et de l'autre, ils considèrent le container comme un espace d'enfermement. Le raccourci est rapide entre container et contenir...

Nous enfermer, nous plaquer, hors les villes.



« Des architectures amusantes », souvent en harmonie avec d'anciens espaces industriels ou portuaires. Les jeunes parlent d'une « architecture simple », proche de jeux de leur enfance. Ici, ils parlent des jeux de construction « Duplo ».

Une autre critique tient à l'utilisation du métal : « on veut nous mettre dans des boîtes à sardines ». Ils considèrent l'objet et le matériau comme disqualifiant : « c'est pas beau c'est des trucs tout rouillés ». Ils conçoivent un rapport fort entre une esthétique et des risques de désignation et de stigmatisation. Pour cela, ils s'appuient aussi sur des informations récentes qui présentent cette solution comme une solution d'urgence, comme une solution transitoire à laquelle leur expérience sociale ne leur permet pas de croire. La critique se résume finalement à cette affirmation : « ce n'est pas des vrais logements » et ils considèrent que c'est des « machins » pour les SDF et les ROMS. Leur crainte c'est le risque de pérennisation du déclassé. D'autres emploient une métaphore régressive sur l'ensemble : « on veut nous mettre dans des gros jouets comme des Duplo... » (voir l'image des containers colorés).

Le métal, une crainte de disqualification. La peur de l'émergence d'un logement « pauvre pour les pauvres » et le risque de pérennisation du déclassé.



Une interprétation modulaire qui séduit les jeunes, parce que ça peut s'inscrire dans un cadre (paysage), parce que on peut faire moins d'étages, parce qu'on peut mêler logements et espaces commun, parce que « l'image est moderne ». « Parce que c'est à taille humaine ».

Ce qui pose problème aux jeunes, c'est qu'un bâtiment de cette sorte pourrait aussi être « bâtiment de bureaux ».... « Dans n'importe quelle zone de périphérie ».... Alors ils reviennent sur la qualité de l'insertion urbaine, même si elle n'est pas « forcément au top » dans les lieux où ils vivent actuellement.



Une approche écologique des projets.

Plusieurs modules s'assemblent sur une parcelle pour construire un espace commun et des lieux de voisinage.



« Ce qui est petit est joli », les jeunes paraissent sensible à cette esthétique de petites maisons, « qu'on peut installer dans des villages ou au marges des villes. « On peut les cacher dans la nature »... « En plus, c'est équipé de capteur »... « On peut s'arranger une petite vie »... « Mais on ne peut pas faire cela en ville »... Les jeunes on une conscience de l'harmonie des échelles ». Certains sont également sensibles au potentiel d'extension de module en module. « c'est pas mal dans un premier temps pour s'installer, tenter un coup ».

Cependant, « la maison de Barbie » a des adeptes. À condition qu'il s'agisse de formes individualisées, la représentation d'une « maison Algeco » habillée de bois recueillait les suffrages de certains : « moi si on me mettait ça dans un petit terrain, je serai plutôt contente... ». Après tout nous sommes très peu éloignés de l'imaginaire social des catégories populaires qui ont investi dans l'entre-deux-guerres ces petits pavillons qui évoluaient en fonction des ressources et de la taille de la famille. Une réinterprétation du « sam'suffit ».

Evidement la notion d'esthétique entre en relation avec le moment de la trajectoire résidentielle. Les plus jeunes des jeunes qui en sont à leur première décohabitation apparaissent moins gênés par des formes de logements transitoires.

Ceux qui sont les plus proches de l'entrée dans l'âge adulte sont plus sensibles aux modèles qui structurent toujours le logement ordinaire et le rêve pavillonnaire, l'individualisation familiale, la forme classique de la maison au toit à deux pentes, de la cheminée qui fume, de la maison posée sur son carré de pelouse agrémentée de rosiers... il n'y a que ceux qui s'inscrivent dans des projets marginaux ou utopiques ou intégrant une volonté de changement social pour envisager d'autres formes, qu'elles s'intègrent à des activités de tourisme rural, à des volontés environnementalistes affirmées, pour s'ouvrir à d'autres conceptions architecturales intégrant nouvelles esthétiques et nouvelles qualités bâties.

Une sensibilité à l'écologie qui n'est pas forcément partagée par tous, surtout du fait de la crainte des formes qui s'imposent. La tradition a encore de beaux jours. Elle dépend souvent d'un capital culturel, ou d'une culture de métier (ceux du bâtiment).

Ce que nous disent les jeunes c'est que selon leur degré d'insertion, leur capital social et culturel, leur rapport à l'avenir et à un projet de vie, leur relation à l'esthétique a une fonction essentielle à la composition de leur image sociale pour eux-mêmes et pour les autres. Tout ceci se jouant dans un double rapport au temps et à l'espace.



Projet d'étudiant architecte ENSAPLV, Pierre Aurie

Un projet pour la grande échelle urbaine dans un quartier industriel et de fret en changement d'usage. A proximité de la gare du RER, des étudiants peuvent s'installer à une dizaine de minutes des universités de l'Est parisien.

Les différents modules d'habitation sont installés autour d'un espace commun ouvert à la fréquentation de gens de l'extérieur (verrière).

Les modules sont décalés pour animer une façade et créer des balcons ou des terrasses.



Autre projet d'installation de containers dans le cadre d'une parcelle urbaine de 6600 m2.

Pour les jeunes, ce type de modèle s'intègre plutôt bien à la ville parce qu'il y a des constructions « en dur » qui y ressemblent.

« Avec plusieurs modules, on peut faire un vrai appartement », « pas mal pour vivre à deux, surtout si cela permet des prix raisonnables ».

Ce que nous ont montrés les entretiens c'est la relation entre une pluralité de situations juvéniles et une pluralité de représentations souhaitées du logement. C'est un appel à s'inscrire dans une logique de gamme de solutions qui permet à la fois de répondre à des situations spécifiques et à répondre aux nécessités d'organisation du parcours résidentiel. Si l'« esthétique du transitoire » s'adapte assez bien à un logement « pour vivre sa jeunesse », en revanche quand il s'agit du logement pour devenir adulte, l'esthétique traditionnelle reprend tout de même le dessus.

« L'esthétique du transitoire » s'attache plutôt au logement pour vivre sa jeunesse qu'à un logement pour devenir adulte.

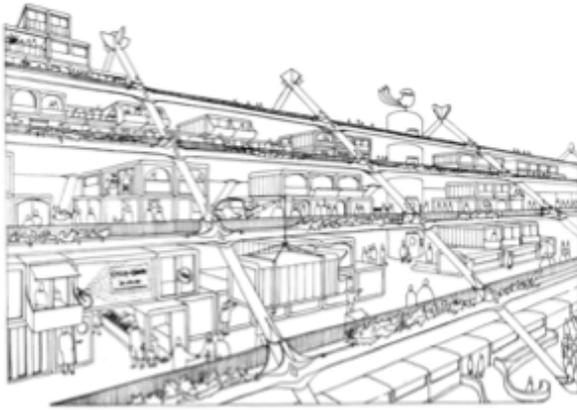
Temps des jeunes et temporalité urbaine.

Le transitoire est aussi adaptabilité, à la recherche de la gestion du temps court, lorsque le temps de la fabrication de la ville s'inscrit dans le temps long. Les jeunes sont en transit mais la ville aussi, mais à des rythmes différents. Alors, comment adapter les temporalités ? Aujourd'hui, il y a une urgence à régler la question du logement des jeunes, mais la temporalité des projets urbains à l'échelle des territoires se joue au moins à vingt ans (échelle d'un SDAU). Les solutions de logement transitoire et adaptable pourraient permettre d'articuler des temporalités. A l'horizon des schémas directeurs, les jeunes auront, heureusement, géré leur passage à l'âge adulte. Il y a certainement une réflexion à mener à un triple niveau, une réflexion complexe, mais peut-être féconde. A un premier niveau, il faudrait s'interroger sur les réserves foncières et les zones d'aménagement différé (Z.A.D.). Il existe des terrains, qui sont pour un temps, parfois assez long, stériles, pourraient être fécondés transitoirement par des opérations à durée déterminée. Ils ne sont pas forcément situés dans des marges urbaines. Les containers, comme solution transitoire, pourraient jouer un rôle d'utilisation et de rentabilité transitoire, tout en abaissant les coûts de mise en œuvre. Mais ceci renvoie à une mutation culturelle importante, dans la conception du logement. Si la société est de plus en plus mobile, les logiques et les stratégies d'occupation de l'espace ne le sont pas. La situation des débuts de parcours résidentiels en témoigne amplement. Sans montrer un enthousiasme exceptionnel, les jeunes ne s'opposent pas formellement à des solutions du type « containers ». il convient cependant de prendre en compte le contexte qui les rendraient acceptable. Elles sont développées à plusieurs étapes de ce document.

Entre urgence et temps long, comment articuler les temporalités ?

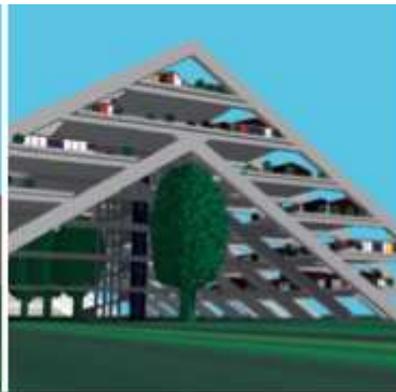
La « ville mobile », de l'utopie à la réalité ?

La ville mobile et des installations transitoires traverse la réflexion des architectes depuis de nombreuses années. Les travaux d'Archigram, depuis les années soixante, en témoignent. L'idée est d'installer des super structures, sorte d'urbanisme vertical, qui porterait des réseaux sur lesquels des modules habitables pouvaient venir se brancher. C'est le modèle de « plug city » : on vient et l'on se branche à la super structure qui intègre grues et ponts roulants pour déplacer des modules. On peut assimiler cela à une modernité du nomadisme.



Des supers structures pour accueillir des modules d'habitation ou comportant d'autres fonctions urbaines. C'est une ville modelable qui fonctionne sur la métaphore du port, comme une étape du voyage.

Les utopies sont tentantes, mais pour les jeunes, le mouvement renvoie le plus souvent à l'image d'une « errance contrainte », plus qu'à des mouvements maîtrisés une trajectoire qui aurait ses étapes.

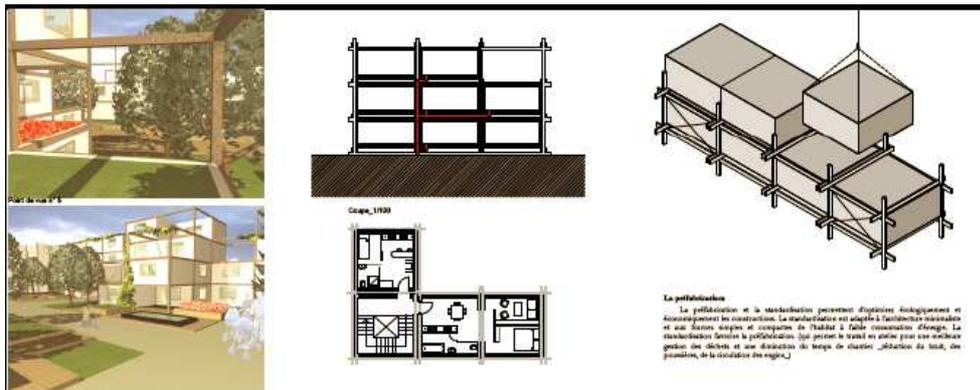


En bord de Meuse et sur des terrains assainis par la SDRAS, de grandes structures en éléments préfabriqués par la firme wallonne Ronveaux accueillent dans le cadre de l'urbanisme permutatif des logements et des maisons produites comme des automobiles par des firmes nouvelles à créer.

L'urbanisme permutatif de Jean Englebert (université de Liège) reprend les principes d'Archigram (Londres)

Mais les marges sont créatrices, surtout quand elles rejoignent des « utopies concrètes » pour reprendre la formule chère à Roland Castro. Le temps, les évolutions sociales, les ramènent dans le présent. C'est ce que nous avons souhaité dire au paragraphe précédent en évoquant la question des temporalités comme axe de réflexion.

Simplicité de mise en œuvre, recours à l'autoconstruction ?



Groupe de projet école d'architecture Paris La Villette. Etude pour le logement des jeunes.

Les jeunes doutent de cette possibilité. Certains seraient cependant séduits, en particulier pour l'accès à un logement autonome (logement pour devenir adulte). Il est vrai que « faire » sa maison est un rêve partagé.

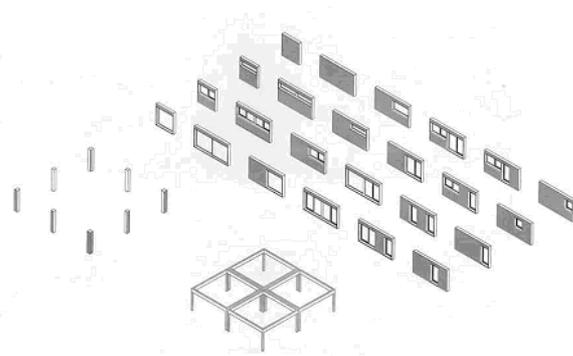
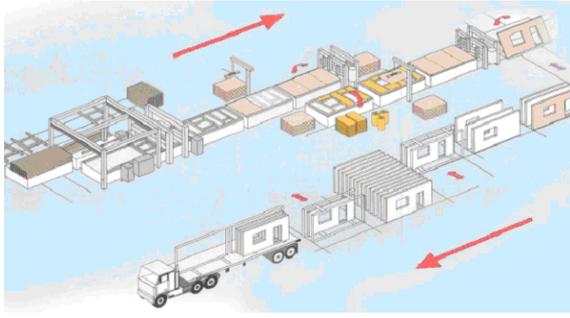
Un étudiant de 4ème année de l'école d'architecture de Paris la Villette a construit un projet à l'écoute de la parole des jeunes. Il reprend des conceptions nées dans la mouvance de l'architecture participative. L'intérêt de sa démarche est de conjointer une approche technique et une approche de la vie sociale d'un voisinage. Cette logique pourrait être adaptée à des micros projets, sur des territoires de moindre densité, ou sur des territoires de requalification urbaine.

Promouvoir des approches participatives ? Pourquoi pas disent les jeunes, mais quand c'est pour notre logement perso.

Le projet conjoint la logique industrielle et le bricolage. Une fois une ou des superstructures installées sur une parcelle ou dans un voisinage, les murs composites en structure légère (bois, isolant, peau extérieure...), sont fabriqués industriellement, puis livrés sur les terrains pour être montés. Selon le nombre de trames utilisées de la superstructure, des logements aux formes multiples peuvent être composés. Les finitions se réalisent in situ et permettent de gérer la décoration et donc des formes d'appropriation. On connaît déjà quelques expériences de ce type de conception du logement. Elles ne sont qu'expérimentales, surtout sur le processus d'industrialisation, assez peu sur l'aspect auto construction et participation.

L'accompagnement de ce mode de construction pourrait être associé à l'installation d'un atelier communautaire dédié au travail du bois et du métal, aux techniques d'assemblage, un espace de rencontres entre les professionnels et les habitants. Un doux rêve ? Peut-être pas. Dans une période de récession, de dangers écologiques et d'émergence de nouvelles conceptions de l'habitat qui ouvre à de nouveaux métiers, il existe sûrement une opportunité pour inscrire dans la démarche une logique d'insertion sociale et professionnelle, une nouvelle manière de consommer. Il s'agirait de construire une filière longue des concepteurs aux fabricants, aux habitants, un espace de projet commun.

Une nouvelle conception de la production des territoires.



Préfabrication de panneaux en usines et montage sur le chantier dans un délai très court.

C'est une démarche à la fois sociale et environnementale qui permettrait d'accueillir tous les types de publics, d'assurer des niveaux de loyers compatibles en associant les utilisateurs à la fabrication de l'édifice par des dispositifs d'auto construction et/ou d'autogestion des travaux, coordonnés par des ateliers communautaires. Elle permettrait également de rapprocher l'emploi, les sources d'approvisionnement et les équipements (éducatifs et culturels) de l'habitat et donc de limiter les déplacements.

Une démarche
d'économie sociale et
environnementale

Insertion urbaine : habiter un territoire

Selon des conceptions différentes, la question de la localisation est essentielle pour les jeunes et dépend d'un ensemble de facteurs fonctionnels ou symboliques qui constituent des rapports différenciés au territoire et à l'urbain. Elles se fondent sur une série de choix liés à des cadres mentaux, à des volontés d'appartenance, à des souhaits de participation au mouvement, à des volontés fonctionnelles de rapprochement entre habitat et activité. Entre tout cela, les arbitrages sont multiples. Ils dépendent à la fois de la réalisation d'un souhait et d'une capacité à intégrer les contraintes du moment.

La localisation : des désirs différents en fonction du capital social et culturel.

Ceci conduit à des choix très concrets dont nous allons donner quelques exemples. Il y a une constante chez les étudiants, particulièrement chez ceux qui ont dû quitter leur espace de vie précédent et de s'installer dans des espaces représentant la ville fantasmée. On veut être dans des lieux « où ça bouge », des lieux où l'offre culturelle est importante et variée, y compris dans des déclinaisons gratuites ou peu onéreuses qui permettent « d'être là où ça se passe ». La contrepartie de ce choix tient à la difficulté de trouver un logement à un coût compatible avec les moyens. Le choix de la centralité ou de l'hyper centralité a souvent pour corollaire de prendre un logement exigu et inconfortable, éventuellement à plusieurs et dans des conditions de promiscuité et de partage incertain.

Des étudiants plus sensibles à l'attrait des grandes villes, « des villes qui bougent »... Ils peuvent y sacrifier la qualité de leur logement...

Dans l'étude, un exemple est frappant pour des jeunes qui ont vécu à Aix et à Gap qui sont des sites de la même université. Trouver un « bon logement » à Aix c'est le parcours du combattant, c'est bien plus facile à Gap mais c'est « un peu la mort ». Profiter de l'offre urbaine c'est un plaisir que l'on souhaite s'offrir pour le temps de sa jeunesse, même si on considère que pour la suite, pour le moment de l'installation, l'éloignement de la centralité a des valeurs (enfants d'une génération périurbaine, futur péri urbain ?).

Le plaisir de la ville à Aix, l'accès au logement plus facile dans une petite ville (Gap).

Ce passage par les vertus de l'urbanité apparaît très souvent comme une parenthèse adaptée au temps de la jeunesse. Dans de nombreuses prises de position des jeunes, on peut le percevoir comme un temps d'aventure, un temps de découverte, un temps d'opportunité, mais dont on pense qu'il aura une fin.

Évidemment à l'opposé de cela, des jeunes développent un discours critique sur les situations de type résidence ou campus qui éloigne de la centralité urbaine. « Dans mon parcours d'étudiant voyageur, j'ai vécu à la Source (Orléans)... La Loire c'est presque un océan... À Cannes, ce qui est trop bon c'est qu'on est en pleine ville, mais quand même dans une petite rue tranquille, mais juste à côté de la gare... ».

La ville contre les campus et les banlieues.

C'est aussi la situation de l'Escale Saint Charles à Marseille, « surtout parce que le quartier change ». La gare a été restructurée, les opérations nouvelles sont nombreuses, y compris dans la proximité immédiate du foyer. C'est aussi parce que l'ensemble du quartier a une « image jeune » grâce à la présence de l'université de Provence, du lycée et de la résidence du CROUS. Même si les échanges entre résidents du Foyer de Jeunes Travailleurs et les étudiants sont plus qu'aléatoires, la notion de côtoiement est valorisée : « ça donne une ambiance ». Ce qui importe c'est la notion de « quartier jeunes », mais un lieu de la ville, un lieu connecté à presque tous les espaces animés de Marseille grâce à un réseau dense et varié de moyens de communication. La cen-

« Jeunes urbains es qualité ». Les avantages de la centralité.

tralité et les transports c'est aussi la possibilité de pouvoir se déplacer sans difficulté : « à Marseille, tu vas à la plage en métro ». Alors la centralité a une valeur économique : « la bagnole ça coûte des ronds, ce que tu ne dépenses pas là, tu peux le dépenser ailleurs... ». À une autre échelle de ville, les jeunes résidents du foyer de Cannes développent un argumentaire semblable. On peut parler de « jeunes urbains es qualités » à la recherche des plaisirs et des bonheurs de la ville.

La force de ce rapport à la ville est apparue moins évidente concernant l'entretien réalisé à Avignon. Ceci tient à la fois à un public plus en difficulté qui a du mal à accéder plaisamment à des espaces publics ou à des activités qui ne semblent pas faites pour eux. C'est aussi parce que les logements dans lesquels ils vivent actuellement sont situés dans des quartiers hors les murs. C'est enfin parce qu'ils souhaitent vivre dans des logements protecteurs face à une ville et à des relations sociales dans lesquelles ils ne trouvent pas place. Pour dire les choses trivialement « le festival ça n'est pas pour nous... ». Nous sommes là face à un invariant qui veut que pour accéder à la qualité urbaine ; il faut en avoir les dispositions et elles ne sont pas seulement financières. Il est fréquent que de jeunes étudiants sacrifient la qualité du logement à une situation centrale. C'est souvent l'inverse pour les jeunes en difficulté qui mettent en avant la qualité et la taille du logement avant sa localisation. Les diverses expériences acquises sur d'autres territoires présentent le même type de distinction. Participer au mouvement c'est se donner à voir aux autres, mais pour cela, il faut avoir une bonne image de son être social.

La recherche de centralité : une approche moins évidente pour les jeunes en difficultés qui ont plus de mal à mettre en scène leur identité. « Pour être heureux, vivons cachés ! ».

Nous avons évoqué l'intérêt des jeunes pour l'urbain particulièrement pour ceux qui sont le mieux insérés. Mais ceci concerne la grande ville. Les villes comme Gap ou plus encore l'Argentières sont considérées comme des lieux morts voir hostiles. Les jeunes en parlent comme des « villes bourges » (ce n'est tout de même pas le cas d'une ville au passé industriel comme à l'Argentières ! Par là, ils veulent stigmatiser le manque d'animation quand « la ville est fermée » (Gap), lorsque les jeunes sont libérés du temps de leur activité, le manque d'activités en phase avec leurs désirs, leurs modes de vies, leurs loisirs, mais aussi le manque d'anonymat face à des adultes réprobateurs.

Question d'image : les petites villes considérées par les jeunes comme « mortes et bourgeoises »...

La question de la visibilité centrale, pour des jeunes qui souhaitent affirmer un personnage conduit plus fréquemment au conflit intergénérationnel dans les petites villes que dans les grandes villes. Répétons encore que s'il est plus facile à Gap qu'à Aix de trouver un logement, l'accès à une vie sociale y est plus complexe, ce qui conduit souvent à des situations souffrantes d'isolement.

Dans les entretiens réalisés à Gap, les uns auprès d'étudiants vivant dans des logements autonomes et des jeunes vivant au foyer se manifeste un véritable clivage. Le foyer est considéré d'abord du point de vue de sa vie collective des possibilités de rencontre qu'il offre, comme un lieu « où il peut toujours se passer quelque chose... ». Le voisinage qu'il produit est alors un palliatif au manque d'animation urbaine. Un lieu où l'on se croise, où l'on se rencontre, un lieu d'entre soi...

Dans les petites villes, les foyers collectifs sont considérés comme des lieux de vie.

Le voisinage juvénile, la vie collective des foyers.

Nous envisageons ici ce qui concerne les relations de voisinage dans les structures collectives : Foyers de jeunes travailleurs, résidences étudiantes, parfois même des internats, lorsque les jeunes en ont fait l'expérience antérieure. Il se présente sous des

formes très diversifiées qui dépendent autant de l'organisation des espaces collectifs et des circulations qui lui sont dédiées, que du projet social et pédagogique des structures gestionnaires.

En terme général d'image, ces structures collectives transitoires destinées aux jeunes sont considérées comme « ringardes » ou au moins inadaptées à la situation et à la demande des jeunes. La critique est partagée par une part non négligeable des intervenants du logement, des intervenants sociaux et des jeunes eux-mêmes, au moins quand ils n'ont pas fait l'expérience du collectif. Il convient de rappeler que ces formes de logements transitoires correspondent rarement à un primo choix. On leur reproche surtout les systèmes de contraintes afférents. On les rapproche de la logique de l'internat et de la liberté réduite et l'on ne les considère pas comme des lieux d'autonomie.

Les structures d'hébergement collectif ringardisées ?

Cependant, les entretiens collectifs réalisés auprès de résidents montrent que les jeunes ont une seconde analyse qui valorise les bénéfices du voisinage collectif et son potentiel relationnel. C'est particulièrement vrai pour les jeunes en mobilité géographique qui y trouvent l'opportunité de ne pas être isolé dans une ville où ils ne connaissent personne et qu'ils ressentent parfois comme hostile. Les structures d'hébergement collectives semblent satisfaire les jeunes en mobilité géographique, soit parce qu'elles constituent une première étape d'installation sur un territoire, le temps de l'approprier et de se construire un primo réseau de relations. Soit parce que l'on sait que l'on est en transit sur le territoire, pour faire ses études, un stage, occuper un CDD... et que l'on retournera sur son territoire natif ou que l'on s'inscrira dans la logique d'une nouvelle mobilité. Un étudiant de Cannes nous a montré que sa succession de mobilité s'est faite presque essentiellement dans des structures collectives : FJT, résidence étudiante, colocation, et de nouveau, FJT. « En général c'est plutôt facile quand tu arrives dans une ville que tu ne connais pas. En plus, c'est meublé, tu as des services et tu rencontres d'autres gens, même si t'es pas obligé d'être copain avec tout le monde ».

Les structures collectives, dans toutes leurs formes, une ressource pour les mobilités géographiques.

À l'inverse, les jeunes du territoire d'implantation de la structure ont une vision plus critique. Ils craignent la stigmatisation par leurs relations : « tu es là parce que tu ne peux pas être ailleurs », et que l'image, en particulier d'un foyer renvoie souvent au déclassement social même si, dans certains cas, l'accompagnement à l'autonomie par l'action collective s'avère nécessaire, au moins à une première étape du parcours résidentiel. Il faut rappeler ici que les foyers ont d'abord été construits pour permettre aux jeunes de gérer des mobilités géographiques. C'est surtout à partir des années quatre-vingt que les foyers sont de plus en plus sollicités pour aider des jeunes en mobilités sociales. Ce phénomène ne fait que s'accroître au cours des dernières années. Le problème tient à la fois à la proximité et à des « renommées construites » sur un territoire, et à des durées de séjours, plus longues, liées à la durée du processus d'insertion. Cette évolution de la demande interroge, à l'évidence, la nature de l'offre à bien des niveaux. Si les durées de séjours sont plus longues, la taille et l'équipement du logement doivent être plus importants, surtout si l'objectif du séjour réside, pour une part, dans la construction d'une autonomie de pratiques et de comportement. De la même manière, l'articulation des espaces et des fonctions collectives et des espaces intimes doit être repensée. L'expérience de l'accord-cadre portant sur la modernisation des FJT à aider l'UNHAJ à repenser la demande des jeunes dans sa diversité. L'expérience des CLLAJ et des services logement, en développant une offre dans le diffus, en inventant une nouvelle conception de l'accompagnement social, y a également contribué. Diversité des besoins, diversité d'usage donc diversité de la gamme de

Le foyer pour les jeunes locaux en mobilité sociale : la crainte du déclassement.

Organiser une gamme de possibles pour construire des trajectoires, parfois complexes et diversifiées.

logement proposée pour répondre à des situations particulières ou à la construction d'un parcours. Mais la diversité se gère, face à des jeunes qui sont sensibles à l'équité de l'offre quand il s'agit d'adapter au mieux une offre et une demande. L'enjeu ne se limite pas en une stricte opposition entre le collectif et le diffus. Le collectif a des vertus (nous avons cité, entre autres, la réponse à des mobilités géographiques). Mais il doit être revu, dans sa conception, en particulier pour adapter l'offre à des usages et des façons de faire, pour donner tout son sens à la notion d'habitant, c'est-à-dire favoriser tous ce qui permet l'appropriation et la réalisation de soi.

En même temps que la réponse à la mobilité sociale, les foyers sont des ressources pour des mobilités de plus courtes distances et de durée limitée. Elles sont liées à des activités transitoires sur un territoire (scolarité, stage, apprentissage, CDD) sans engager une installation dans la suite de la trajectoire. Le collectif permet, au travers d'un voisinage de se construire un primo réseau de relation sans tomber dans une logique d'anomie et de solitude. L'ensemble des entretiens réalisés en apporte de nombreux témoignages, tant à Gap qu'à l'Argentière-les-Écrins. Le foyer est même parfois le « lieu où tout se passe », quand la ville n'offre que peu de ressources aux jeunes.

Le collectif comme ressource pour les mobilités de transit.

On peut souligner également que l'offre collective paraît plus adaptée aux « jeunes les plus jeunes ». Compte tenu de l'allongement de la séquence de vie jeunesse les plus âgés aspirent plus nettement à un logement autonome. C'est par exemple particulièrement sensible pour ce qui concerne la différence de demande entre les étudiants de premier cycle et ceux, inscrits en Master et qui sont plus proches d'une insertion professionnelle. On revient donc à la logique de gamme pour s'adapter à une demande plurielle soit en fonction des statuts soit en fonction de l'organisation de sa trajectoire juvénile. Si l'on considère que l'objectif est de fluidifier les débuts de parcours résidentiel, il n'y a pas de raison d'opposer habitat collectif et habitat individuel. Il faut au contraire construire des formes de continuité. La notion de parcours prend tout son sens.

Le collectif plus adapté à la demande des plus jeunes des jeunes. Cependant les foyers sont aussi une ressource pour des décohabitations tardives liées à des mobilités géographiques d'installation.

Nous venons d'évoquer la distinction entre l'offre individuelle et l'offre collective, mais il convient aussi d'approcher la diversité des formes collectives qui vont de la colocation à la structure foyer ou résidence étudiante de plus de 100 lits qui représentent autant de constitutions ou de compositions de voisinages, dont nous allons évoquer la manière dont ils sont vécus par les jeunes.

La colocation et la cohabitation dans des espaces partagés.

Nous envisageons trois niveaux : la colocation « ordinaire » dans le parc de logements locatif habituel (car des jeunes interrogés en ont fait l'expérience), les cohabitations gérées par des associations dans un parc diffus, des cohabitations de voisinage inscrites dans l'offre d'un foyer collectif. Bien sûr, les situations juridiques sont différentes, mais les modalités d'usage sont semblables. Rappelons que l'approche qualitative que nous souhaitons promouvoir dans ce document, se fonde essentiellement sur la notion d'usage, c'est à dire sur la manière dont les jeunes habitent en fonction de leur situation et des contraintes auxquelles ils doivent faire face.

Colocation, cohabitation, de nouvelles modalités du collectif.

C'est une forme de plus en plus prisée par les jeunes, au-delà de son seul intérêt économique. Ceci tient d'un mouvement européen en particulier lié aux « Erasmus ». Elle a aussi acquis ses lettres de noblesse au travers du film de Cédric Klapisch, « l'auberge

espagnole », comme l'est « Tanguy » (réalisation de Etienne Chatilliez) pour les cohabitations prolongées.

Si la formule connaît un certain succès, son environnement juridique, des questions de sécurisation et de confiance pose à la fois problèmes aux éventuels bailleurs et aux jeunes résidents. Il y a certainement à creuser du côté de l'organisation de médiation entre propriétaires et locataires et entre les locataires eux-mêmes. De ce point de vue, certaines associations de l'UNHAJ disposent d'une expérience et d'un savoir faire qui facilite l'organisation quotidienne des colocations en offrant en particulier plus de services communs que dans la colocation d'un appartement ordinaire. On peut citer plusieurs exemples de maisons de ville partagées, autour d'un rez-de-chaussée où se trouvent des services communs (laverie, garage à vélo, espaces d'initiatives collectives, cuisine...) ou de l'utilisation d'un jardin partagé. La conception architecturale de ces lieux gérée par des associations est plus apte à l'organisation des relations entre les résidents, en particulier parce que l'articulation entre l'espace de vie collective et l'espace d'intimité est mieux adapté que dans le partage de logements ordinaires où les chambres ont rarement les mêmes qualités (de taille, de situation, de rangement, de balcon...) dans le logement.

Choix et éligibilité du collectif. La valorisation des relations informelles.

L'autre intérêt de la gestion associative consiste à anticiper les turnovers, le remplacement éventuel d'un colocataire par un autre en créant les bonnes conditions de son intégration. Néanmoins, ce système a ses limites qui tiennent à la fois à des cultures, à des statuts et à des modes de vie quotidiens. Les colocations ou les cohabitations sont parfois complexes lorsque les écarts entre résidents sont trop importants. Elles fonctionnent particulièrement bien avec des étudiants plus encore quand ils fréquentent le même UFR. Les proximités sociales et culturelles sont déterminantes pour partager l'espace commun même si, pour fonctionner, une colocation se doit de permettre de s'isoler quand il le faut dans de bonnes conditions dans son espace privé. La colocation ou la cohabitation correspondent à un « vivre ensemble » que recherche les jeunes à condition que l'espace soit suffisamment compétent pour le permettre. C'est-à-dire, qu'il permette au mieux l'expression des usages des habitants.

Organiser et réguler des formes de colocation tant au niveau juridique qu'au niveau de la vie en commun.

Organisation spatiale des espaces de cohabitation.

Les choix d'organisation spatiale sont déterminants quant à leurs effets sur la vie sociale du lieu. Les schémas qui suivent l'illustrent, en montrant 2 rapports différents de relation entre collectif et intime avec une trame presque identique mais qui joue à front renversé.

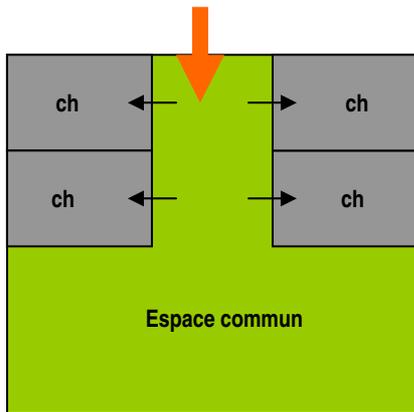


Figure 1 :
Entrer chez soi, « se poser », puis aller vers l'espace commun.

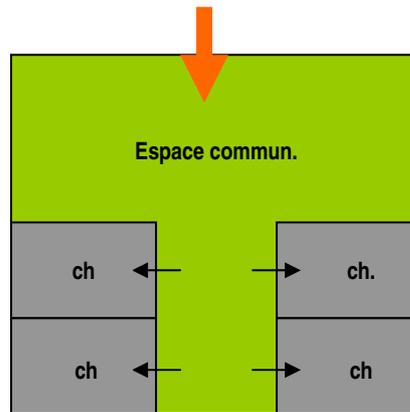


Figure 2 :
L'espace commun commande l'accès à la chambre.

Similitude et différences dans l'organisation des espaces de cohabitation.

Dans les deux cas, le séjour est constitué des fonctionnalités partagées (sanitaires, cuisine, espace de détente ou lieu de travail commun). Le choix des accès définit cependant des modalités d'occupation fortes différentes.

Dans la figure 1, il faut faire une démarche volontaire pour aller vers le collectif. On peut accéder à sa chambre en dehors du regard des autres.

Dans la figure 2, le passage par le collectif s'impose puisqu'il distribue l'accès à la chambre. Alors la contrainte du groupe est plus forte.

Interrogés sur ces dispositions spatiales, la préférence des jeunes va à la première figure dont ils pensent que ça leur autorise un meilleur choix dans la relation entre l'intime et le collectif.

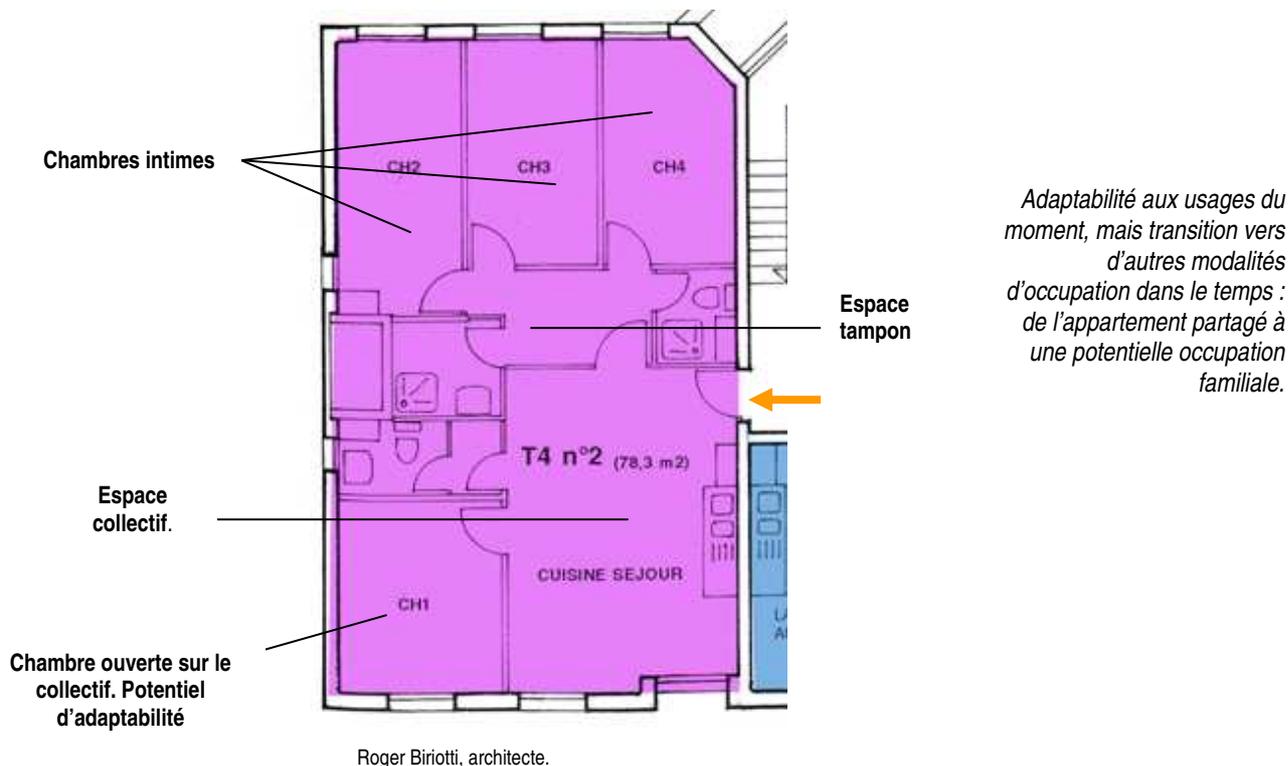
Pour nous, il n'est pas question de choisir l'une ou l'autre formule mais d'illustrer des relations spatiales différentes qui seront déterminantes pour le vécu du lieu. On peut penser que dans certains cas, l'imposition du collectif participe d'un projet social et pédagogique. Il est important, pour les équipes de comprendre comment les jeunes vont habiter l'espace. En même temps que l'on choisit une modalité pédagogique.

Le type de relation entre l'intime et le commun présenté dans les schémas peut aussi être traité en duplex ou en mezzanine. Il s'agit d'un principe qu'il faut livrer à la sagacité des architectes.

Gérer l'articulation entre espaces individuels et espaces partagés.

Des choix qui induisent des rapports différents à l'espace et aux usages.

Nous avons proposé des schémas, nous proposons maintenant le plan d'un T4 partagé réalisé dans une résidence de jeunes. L'association gestionnaire souhaitait développer la forme appartement partagé qu'elle connaissait déjà par ailleurs. Le maître d'ouvrage souhaitait que le bâtiment puisse être transformé facilement en logement ordinaire destiné à des familles dans un souci d'adaptabilité du bâtiment dans la durée. Nous sommes à l'interface entre un objectif pédagogique et le choix d'une économie pérenne pour le bailleur.



Contrairement au schéma habituel de la colocation qui adapte des logements familiaux à l'occupation partagée, ce modèle est conçu d'abord pour la colocation, mais il peut, en cas de besoin redevenir un logement familial rendant l'espace de la chambre 1 au séjour.

D'un point de vue critique, ce plan présente finalement un condensé des deux figures énoncées précédemment. La chambre 1 est totalement en prise avec l'espace commun, par contre les 3 autres chambres en sont protégées par un dégagement qui renforce le sentiment d'intimité et de partition des fonctions du logement.

Adaptabilité et gestion des contraintes spatiales : des arbitrages complexes.

La fonction de la chambre 1 est de permettre l'adaptabilité et la transformation vers un logement familial. Alors elle disparaîtrait au profit de l'agrandissement du séjour cuisine. Dans le cadre d'une occupation partagée par des jeunes, dont on sait l'étroitesse et les difficultés de pérennisation des ressources, qui obère leurs possibilités de solvabilisation, il était nécessaire de multiplier le nombre de redevances pour la bonne économie de l'association gestionnaire.

Les jeunes sont sensibles à l'équité de l'offre qui n'est pas toujours évidente dans les appartements familiaux car la taille des chambres est rarement identique (chambre des parents, chambre des enfants). D'autre part, quelques systèmes distributifs rendent la cohabitation improbable puisque des pièces sont traversantes rendant impossible une réelle intimité. Dans de nombreux cas, la pièce la plus petite est un passage obligé

Favoriser l'équité de l'offre.

pour le dernier arrivant, à condition que cela ne dure pas trop. Cette situation existe également dans les structures collectives qui offrent une gamme de logements (Cannes par exemple).

Le projet idéal n'a que peu de chance de voir le jour dans la mesure où la production du bâti est le plus souvent un arbitrage entre des contraintes techniques et réglementaires, et des contraintes financières. Cependant, on peut en minorer la portée en intégrant dès la phase de programmation la notion d'usage des jeunes. C'est le sens de notre approche qualitative réalisée par entretiens qui permet de mettre en valeur des souhaits et une compétence d'habitants, une manière finalement d'instituer dans la conception un troisième acteur : la maîtrise d'usage.

Hierarchiser des choix dans la phase de programmation, en comprendre les implications.

Plus que les appartements, les maisons de ville constituent souvent la forme la plus appropriée pour développer une offre de petites cohabitations à l'interface de la colocation ordinaire et une offre gérée par des associations dans le cadre du logement transitoire. C'est l'exemple des Mancelles (structure urbaine du Mans), où de maisons de villes du Nord (Roubaix et Lille en particulier). Colocation et cohabitation, il s'agit de deux statuts juridiques différents, mais l'offre est relativement similaire en termes d'usage et d'appropriation du logement. Elle correspond à des sociabilités électives qui ont la faveur des jeunes. Il faut également évoquer les jeunes étudiants qui choisissent de vivre, au cours de l'année scolaire, dans des gîtes. L'inconvénient tient à la libération obligatoire de juin, au moment des examens ou des stages, mais l'avantage réside dans une structuration assez propice à la cohabitation et à des localisations qui permettent l'expression de mode de vie juvéniles : « on n'était pas loin de L'I.U.T. ; on avait deux bagnoles, les copains de la promo pouvaient venir passer des soirées, on était les rois... Et je sais pourquoi, j'ai repiqué ma première année... Mais c'était l'éclate, une expérience que je n'oublierai pas ! ». L'expérimentation juvénile c'est aussi l'expérience de la vie hors activité, ce quotidien formatif, à la rencontre de l'autre dans l'ensemble des domaines de la vie sociale.

De l'appartement partagé, à la maison de ville, à la montée d'escalier d'un immeuble, des formes différenciées de cohabitation.

Certes, la colocation se développe, parfois aux limites de la légalité et de la protection, lorsque le bail n'est pas réellement partagé. Ceci conduit parfois à des cohabitations « dominées » et aléatoires qui peuvent se rompre à tout moment. Il reste que les bailleurs restent frileux par rapport à ce type de formule et quand ils s'y engagent, ils recherchent la protection de fortes cautions familiales. D'autre part, ils craignent que le regroupement de jeunes puisse être l'occasion de troubles de voisinages. Ceci nous permet de mettre en avant le rôle que les associations gestionnaires d'une offre transitoire peuvent jouer en termes de médiation et de régulations entre les bailleurs et les colocataires et les colocataires entre eux. Il faut accepter la complexité de la formule et, en même temps, construire le contexte qui la favorise.

Donner un véritable statut à la colocation et aux autres formes de cohabitation ; organiser la fluidité de l'offre.

Les associations peuvent jouer deux rôles, en offrant des solutions d'habitat partagé en gestion directe, en offrant un accompagnement à la gestion locative de ce type de solutions, en particulier auprès des bailleurs sociaux, pour pallier les inconvénients liés à des fins de colocations quand elles interviennent à des rythmes différents pour les colocataires.

Un rôle à amplifier pour les associations.

Un autre aspect tient à l'accompagnement pédagogique du « vivre ensemble ». Si la colocation ne pose guère de problèmes pour les étudiants, surtout lorsqu'ils sont inscrits dans les mêmes cursus, elle peut être problématique lorsque les jeunes connaissent des statuts et des situations différenciés. Alors, il peut être nécessaire de réguler

Accompagner socialement, animer un voisinage.

des différences de modes de vie et de rythmes quotidiens. C'est une condition de l'apprentissage de l'être ensemble. Mais il est nécessaire de construire les conditions de l'acceptation de l'autre, de ses rythmes, de ses besoins et de ses désirs, de définir un être ensemble au-delà d'un statut.

Synthèse colocation et cohabitation en espaces partagés.

Des formes d'occupation qui se situent à l'interface du locatif ordinaire et de l'hébergement transitoire.
La recherche de voisinage électif : de nouvelles manières de construire une relation entre l'individuel et le collectif.
Des solutions qui impliquent le plus souvent une homogénéité de situations, de statuts et de modes de vie. Ou alors, la médiation et l'accompagnement sont nécessaires pour organiser les modalités de cohabitation.
La construction d'une nouvelle expérience de l'autre.
Une nouvelle manière de gérer la construction de soi.
Etre ensemble, Partager un espace, confronter des vies, rechercher des effets miroirs dans l'autre, découvrir, expérimenter, vaincre l'isolement, exprimer des solidarités électives.
Rechercher des solutions de logement pratique et moins cher
Vivre sa jeunesse

Le collectif foyer : évolution des formes et des fonctions

La forme native des foyers de jeunes travailleurs s'inscrit fortement dans le cadre d'une production collective, particulièrement dans la période des années 60. L'idée était de développer de petits espaces intimes (chambres de 12,00m² environ), très peu équipés (sanitaires et douches partagés à l'étage). Il convient de noter que les résidences universitaires construites dans la même période obéissaient aux mêmes critères. On se situait tout à fait dans le même type de logique qui présidait à l'extraordinaire développement de la construction sociale de cette époque, toujours dans le même cadre « masse, urgence, économie ». Les activités collectives étaient valorisées, y compris pour ce qui concerne la restauration qui peu à peu s'est ouverte à des usagers extérieurs en particulier le midi. On peut la qualifier de supplétif de restauration d'entreprise. Les espaces d'animation étaient également nombreux. Compte tenu des principes que nous avons énoncés précédemment, dans les étages, on aboutissait à des distributions des chambres de part et d'autres de longs couloirs souvent sombres. Les façades ne présentent guère d'originalité. Elles sont répétitives du fait de modénatures pauvres. En regardant le bâtiment de l'extérieur on peut facilement le nommer « foyer » (comme c'est aussi le cas des foyers de travailleurs migrants de la même époque).

Le collectif imposé : la forme native des FJT.

Il existe cependant quelques exceptions notables comme le foyer de Cannes par exemple qui ne se présente pas comme un bâtiment unique mais comme un îlot urbain où se complexifient les circulations et les espaces collectifs, où le rapport à la rue est mieux traité.

Comme beaucoup de constructions de cette époque, l'obsolescence et les dégradations accroissent la mauvaise image du bâtiment et par conséquent de ses occupants. La réhabilitation s'impose, mais pas pour cette unique raison. La société a changé, et sa jeunesse aussi. Les tendances à l'individualisation et à l'exigence consumériste se sont imposées. Comme nous l'avons précisé antérieurement, les statuts juvéniles se sont à la fois diversifiés et précarisés. Il ne s'agit plus de gérer des « mobilités d'installation » sur un territoire, mais de gérer aussi des mobilités de transit et même d'aider à la mobilité sociale de jeunes issus des lieux d'implantation des foyers. C'est la fonction sociale qui s'en trouve transformée.

Usure et obsolescence, inadéquation de l'offre à la nouvelle demande des jeunes.

Peu à peu, la modernisation et l'adaptation des foyers à la demande des jeunes s'imposent à une grande partie du parc des foyers. Le mouvement de modernisation concerne autant des mises aux normes que des restructurations spatiales et la réorganisation des projets sociaux et pédagogiques. C'est dans ce sens que l'Union Nationale des Foyers de Jeunes Travailleurs (UFJT) va négocier un accord-cadre avec ses principaux partenaires (Caisse des dépôts, CNAF, UNFOHLM, Ministère des affaires sociales, Ministère de l'équipement et du logement) qui porte sur la modernisation des foyers. Il s'agit à la fois de mobiliser des financements nécessaires à la rénovation et de mettre en place un processus permettant de mieux analyser la demande sociale des jeunes, d'organiser la discussion avec les maîtres d'œuvres et de faire correspondre évolution spatiale et évolution pédagogique dans le sens d'une plus grande prise en compte de l'autonomie et de la socialisation des jeunes. Les outils seront créés pour atteindre un objectif commun de restructuration, certains permettant de saisir la parole et les désirs des jeunes, d'autres permettant un suivi de la programmation architecturale, d'autres favorisant l'émergence d'une ingénierie financière tant en ce qui concerne les budgets d'investissement que les budgets de fonctionnement futurs.

Une modernisation nécessaire : un accord-cadre pour la réaliser

Il convient de rappeler ici que c'est de cette expérience collective qu'émane pour le mouvement la translation entre loger et habiter c'est-à-dire la prise en compte d'une intelligence d'usage des jeunes. C'est aussi l'occasion de développer des procédures participatives autour de la conception du logement. Si nous rappelons ce pan d'histoire c'est que nous considérons qu'il a toute validité aujourd'hui pour s'inscrire dans un programme de développement et dans des modalités de conception d'un cadre bâti adapté à la demande des jeunes. Le processus de conception reste valide puisqu'il a largement contribué à l'évolution d'une conception partagée par le mouvement. C'est de cette expérience dont il faut se saisir pour accroître l'offre de logements adaptés pour les jeunes à une période où elle manque considérablement.

Poursuivre et féconder une expérience

Particulièrement dans la période de crise que nous vivons, où il semble indispensable que le collectif reprenne du sens, en particulier chez les jeunes, que les solidarités se réactivent, il n'est pas de mise d'abandonner « le vivre ensemble ». Le foyer collectif a encore un bel avenir à condition de construire le passage d'un collectif imposé à un collectif d'adhésion. Les entretiens réalisés dans la région en donnent un ample reflet. Dans la plupart des foyers collectifs qu'il s'agisse du petit foyer de l'Argentières ou des plus grands foyers de Gap, de Cannes et de l'Escale Saint Charles de Marseille, les jeunes expriment de la satisfaction autour de la notion de proximité et des formes de

Vers un collectif d'adhésion

sociabilité qu'elle permet. Mais ce qu'ils valorisent surtout, ce sont les sociabilités informelles qui s'expriment par leur volonté et les animations événementielles qui ne sont pas imposées par la structure. Ils valorisent les notions d'offre qui leur permet de retrouver un espace de choix. On vient, on ne vient pas. On s'implique, on ne s'implique pas. On choisit des moments... L'informel, c'est aussi l'expression de leurs capacités à faire ensemble, à profiter des hasards des rencontres, à avoir des relations électives dans un voisinage. Ce sont autant d'opportunités d'accès à des loisirs gratuits, à des manières d'être ensemble, soit dans les espaces collectifs, soit dans les espaces intimes. Ils valorisent et revendiquent « des collectifs à géométrie variables » qui se développent aussi bien dans les espaces communs que dans les logements.

C'est là un fait majeur qui nous semble structurant pour le développement d'une nouvelle offre dont nous allons définir les principaux axes en commentant le projet qui suit.

Un projet de hiérarchie des espaces dans une structure d'hébergement collectif récent

Habiter c'est maîtriser l'ensemble des espaces où se constitue une quotidienneté. C'est la raison pour laquelle de nombreux foyers souhaitent développer une forte intégration au territoire. C'est d'autant plus important que ces habitats spécifiques pour des populations spécifiques peuvent fonctionner comme des extraterritorialités ce qui serait un paradoxe pour des associations qui souhaitent promouvoir l'insertion et l'intégration des jeunes aux territoires.

S'intégrer à un territoire

Le schéma qui suit propose une interprétation de hiérarchie qui fonctionne sur les axes suivants en proposant une analyse en termes de continuité et de seuil entre le quartier, la rue et les espaces intimes. C'est un modèle particulier à regarder pour son intérêt pédagogique et, à bien des égards, le modèle du foyer de Cannes présente une conception commune. L'ouverture c'est créer les termes de l'échange avec le quartier et la rue. C'est offrir la possibilité à d'autres usagers de fréquenter une structure tout en protégeant une intimité résidentielle en traitant finement des circulations et des seuils.

S'ouvrir et créer les termes de l'échange avec l'environnement

Dans ce projet, le choix a été fait d'offrir des espaces pour des activités animées par des associations du quartier. C'est la raison d'être du premier bâtiment situé en front de rue et qui protège par son épaisseur le second bâtiment dédié aux logements des jeunes.

Pour la façade du bâtiment rue un espace de transaction que l'on peut occuper sans activité particulière, ouvre sur une façade transparente qui donne à voir la vie du bâtiment. Il joue en continuité de l'espace public comme un lieu supplémentaire du territoire. Les habitants du quartier l'occupent à l'occasion d'activités particulières ou de production d'événements, il est co-géré par les différents acteurs occupants. Les résidents lorsqu'ils l'occupent ont finalement des habitants ordinaires du quartier. Et c'est là une modalité d'intégration qui se joue dans le cadre d'un usage négocié ce qui le constitue comme un espace de lien social, une opportunité de côtoiement et de brassage... et plus si affinité. Sa conception fluide doit permettre l'évolution et l'adaptabilité aux activités d'habitants. On peut le qualifier d'« espace capable » favorisant une diversité d'usage et un potentiel de rencontre. C'est une manière de « s'offrir au quartier » lorsque l'on sait que la création d'un espace pour les jeunes n'est pas toujours accueillie avec enthousiasme par les autres habitants du quartier.

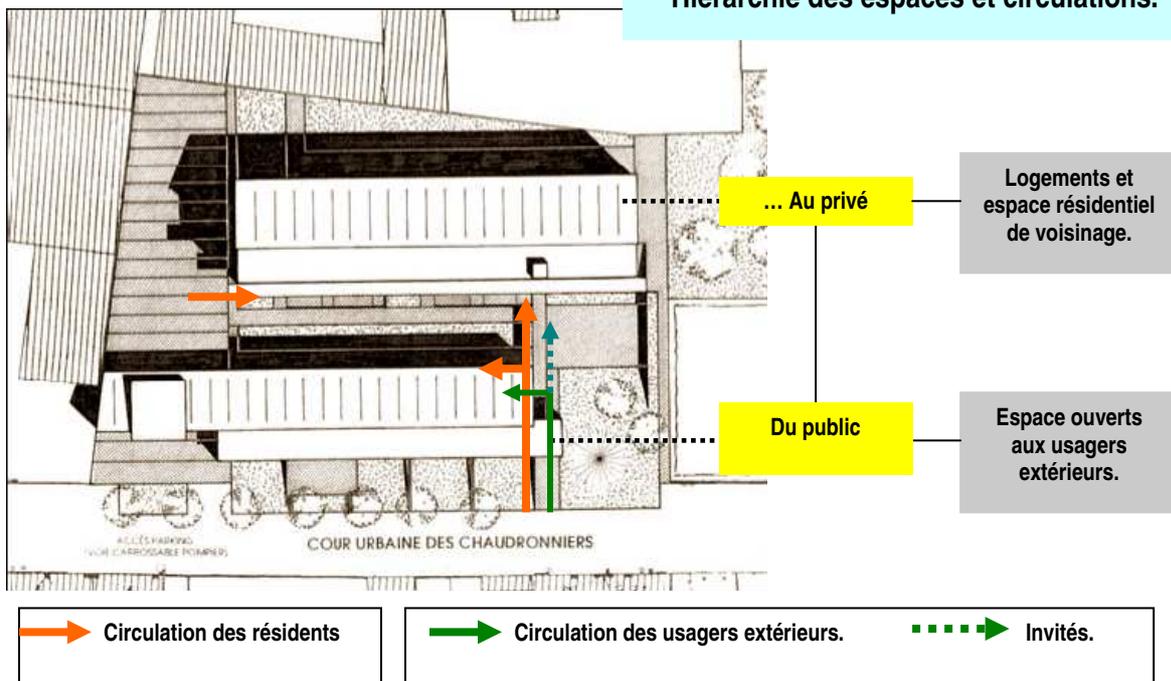
Donner à voir un lieu d'animation du quartier

Vu sur cour les pièces en second rang sont dédiées au développement d'activités particulières. On y trouve également les bureaux d'administration de la structure. La fonction principale de ce premier bâtiment consiste bien en une logique intégrative par la participation à la vie du quartier. Participer sans s'imposer, la façade se veut lisible mais modeste.

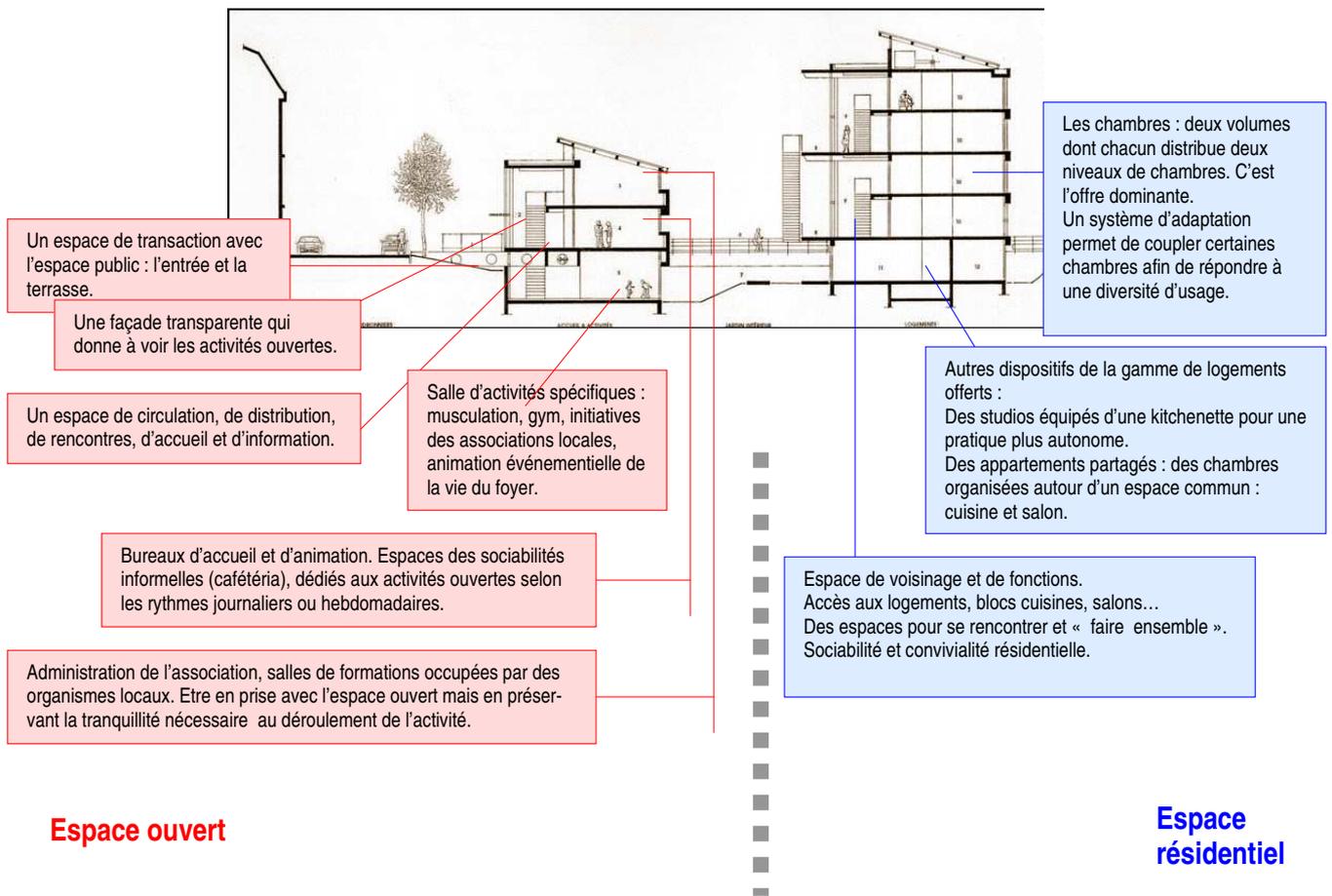


Une façade modeste mais ouverte. Un espace de transaction entre la rue et le bâtiment

Hierarchie des espaces et circulations.



Schémas interprétatifs de la hiérarchie des espaces, réalisés par B. Bastien à partir des plans de TOA architectes pour décrire la hiérarchie des espaces.



Façade principale du bâtiment résidentiel

Un bâtiment sécurisé qui protège l'intimité des résidents.

TOA Architectes

Pour le bâtiment arrière, l'enjeu était inverse pour privilégier l'intimité du voisinage résidentiel juvénile. C'est la raison pour laquelle ce bâtiment que l'on devine est situé en retrait donnant sur une cour surbaissée par rapport au niveau de la rue. Ce système permet de libérer au rez-de-chaussée un espace entièrement habitable qui abrite des

appartements partagés type colocation, ou des studios plus autonomes. Aux étages, les chambres sont accessibles depuis un espace commun en double volume qui intègre des salons, des cuisines collectives en fait un espace de voisinage favorable au développement de sociabilités informelles, un espace de cogestion des résidents. L'espace commun résidentiel sert aussi aux circulations, ce qui permet d'attribuer plus de surface aux parties privatives. Puisque le bâtiment est protégé de la rue, l'accès se fait par des coursives extérieures suffisamment larges pour être appropriées par les résidents. Les chambres sont situées au fond de la parcelle ce qui renforce le caractère intime.

Le projet que nous avons détaillé est à considérer à titre d'illustration à la fois d'une démarche et de dispositions spatiales qui en émanent. Il n'est en aucun cas un modèle, mais l'exemple d'une démarche et de ses effets. Il met en évidence une prise en compte des désirs et des besoins des jeunes, l'expression de leur manière d'habiter. Il met en avant une nouvelle conception des espaces de vie collective (ouverts aux quartiers ou voisinages résidentiels). Il apparaît en phase avec les désirs des jeunes. Le fonctionnement de ce lieu n'est pas sans rappeler ce qui se passe sur la façade rue du foyer de Cannes et sur le passage intérieur qui structure l'accès aux différents espaces. Les résidents de Cannes ont parlé avec beaucoup d'intérêt de ces espaces où l'on vient sans objectif précis mais où l'on est à peu près certain qu'une rencontre peut se produire. La modalité d'intégration urbaine décrite n'est cependant pas applicable à d'autres espaces. Par exemple dans le cas de l'Argentières la situation du foyer dans la ville et le désir des jeunes qui y résident ne se porte pas vers l'ouverture sur un quartier mal défini dans une ville peu encline à une vie sociale animée. Les résidents sont pour l'essentiel satisfaits de leur situation d'extra territorialité dans la mesure où la plupart sont en transition courte (stage, CDD...), et que « tout se passe » à l'intérieur du foyer dans l'espace collectif du rez-de-chaussée, dans le jardin, ou dans les cuisines collectives. Cette vie sociale là leur convient, mais il faut préciser qu'il s'agit d'une très petite structure satisfaite de sa discrétion. Il y a finalement plusieurs manières de s'insérer dans l'épaisseur du local. Tout dépend de la façon dont on comprend le territoire dans son échelle, dans ses jeux d'acteurs, de la façon dont on y trouve des points d'appuis pour un projet négocié et voulu par tous. C'est une condition nécessaire pour inscrire des nouvelles opérations dans une logique de développement durable (désirable et assumable) des territoires.

Une illustration d'une
nouvelle conception des
espaces collectifs

Espaces intimes : équipement et structuration des logements

Dans les paragraphes précédents nous avons envisagé différentes modalités d'espaces partagés, qu'il s'agisse de la colocation, de la cohabitation dans des appartements ou les maisons de ville, dans des foyers collectifs de tailles différentes. Nous entrons maintenant dans la description des espaces intimes, de leur organisation et de leur fonctionnement. Ils concernent autant le logement intégré dans un foyer ou développé dans une offre diffuse. Ils sont évidemment au cœur de la demande des jeunes pour qui le collectif est souvent une découverte heureuse mais secondaire.

Avoir son logement c'est disposer « de sa clé et de sa boîte aux lettres » même quand on habite dans un foyer collectif. La chambre c'est véritablement le lieu de l'intime et les jeunes sont profondément mécontents quand elle peut être visitée par le personnel en dehors de leur présence. « L'intimité, ça doit être protégé, c'est une question de respect ». Voici une phrase qui résume bien un sentiment partagé des jeunes, qui la considère, comme le véritable lieu de leur autonomie, l'espace de leur responsabilité. C'est autour de la critique des conditions réglementaires dans les structures d'hébergement collectif que va le mécontentement. Pour les jeunes, ne pas pouvoir inviter quand ils le souhaitent, donner l'identité de celui ou de celle que l'on reçoit, est mal supporté. Alors ils pointent avec ironie les injonctions à la responsabilité : « on nous dit d'être responsables et l'on ne nous fait pas toujours confiance ». Avoir son chez soi n'est pas qu'une question spatiale, elle dépend autant des conditions d'occupation édictées.

Être maître de son chez soi

Mais les dires des jeunes s'expriment paradoxalement entre des volontés de liberté et de sécurisation d'un espace qui protège « leurs petites affaires » qui sont autant de traces de leur passé. Il n'est pas rare que dans les entretiens que lorsque certains revendiquent une ouverture et une perméabilité du lieu, d'autres mettent en avant la notion de tranquillité et de sécurité qui repose sur des contraintes réglementaires. La question est alors de passer du règlement à la norme d'usage c'est-à-dire à un principe négocié et communément admis. On trouve de multiples illustrations de cette situation dans la première partie du document.

La difficile gestion du paradoxe sécurité et liberté

Même si les jeunes se montrent satisfaits des situations de voisinages, le désir de fond va plutôt vers des logements plus grands et entièrement équipés. Il est clair que pour eux, hormis les situations de colocation, la demande de fond va vers un logement complètement autonome où peut se gérer la plupart des opérations de la vie quotidienne. Leur vision est plutôt celle du studio que de la chambre. Sans qu'on sache réellement pourquoi, la plupart s'accordent sur une surface de 20,00m² qui au moins pour un temps réduit peut permettre de vivre à deux. Le logement doit être équipé d'un sanitaire complet, et d'une kitchenette. C'est pour les jeunes la condition d'une indépendance réelle. Il s'agit d'une demande, que l'on peut considérer comme raisonnée et raisonnable.

Des logements conçus et équipés pour une réelle indépendance

Nous avons présenté des plans, des croquis et des photographies d'ambiance afin d'attirer les réactions des participants aux entretiens. Ceci peut parfois donner une impression pointilliste, mais nous sommes face à un vrai rapport au sens qui engendre consensus ou répulsions. En voici quelques exemples que nous avons tenté d'organiser autour d'une série de thématiques.

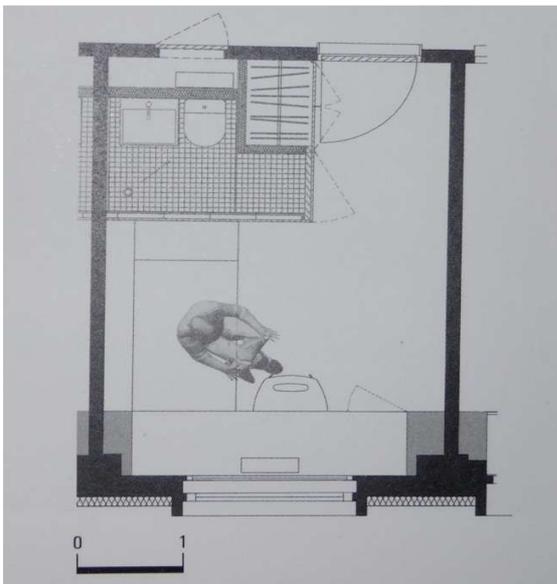
La taille réduite des chambres.

Nous venons de le voir, les jeunes sont plutôt très critiques sur les petites chambres qui ne présentent pas tous les équipements nécessaires à la vie quotidienne. Les deux plans qui suivent donnent une image de ce « que n'aiment pas » les jeunes. Ils préfèrent à la notion d'enfermement : « on dirait qu'elles sont faites pour que l'on n'y reste pas ! »... « C'est juste pour dormir et éventuellement pour travailler »... Le reproche est d'autant plus aigu, quand certains jeunes disent qu'ils « disposaient d'une chambre plus grande quand ils vivaient chez leurs parents ». Le « c'est juste » n'est pas partagé par tous. Ils sont minoritaires, mais certains prétendent que ce n'est pas un problème pour eux, « parce qu'ils n'y sont pas souvent », qu'ils sont présents que quatre jours par semaine, parce qu'ils profitent de la « ville et des copains ». L'un d'entre eux poussera la métaphore en expliquant que ce qu'il a surtout besoin, c'est « d'une consigne, un lieu pour poser mes petites affaires, et me replier de temps en temps ». A l'inverse, la situation est pesante quand les jeunes qui vivent dans un petit espace n'ont pas de perspectives claires de départ. Vivre dans un petit espace nécessite d'avoir les dispositions pour gérer convenablement l'accès à l'espace à conditions que celui propose des ressources de vie suffisante. Autrement dit, il est plus facile d'occuper un petit espace lorsque le logement est installé dans un espace urbain de centralité active. Lorsqu'ils vivent dans des espaces partagés, ils expliquent qu'ils se sentent aussi chez eux dans les espaces communs (cuisines et salons partagés).

Taille réduite :
l'enfermement et la
crainte de l'isolement.

La petite taille du logement est plus acceptable quand son environnement offre des ressources.

Ces expressions sont révélatrices d'un différentiel d'appropriation du logement en fonction de la diversité des situations vécues par les jeunes. A l'évidence il y a une forte corrélation entre les statuts et les situations vécues et la tolérance pour occuper un logement de petite taille.



Résidence André-de-Gouveia. Vincent Parreira et Antonio Virga

Le plan ci-contre, propose l'aménagement fonctionnel d'une petite chambre équipée de son sanitaire.

Le personnage inséré dans le plan, donne une bonne idée de l'échelle spatiale ! On ne voit pas ce que l'on peut faire d'autre que dormir et travailler. L'espace de vie est réduit au minimum, autour des deux fonctions. En termes d'appropriation, le mobilier ne peut être que difficilement déplacé.

Ce modèle est assez symbolique de ce qui a pu être produit dans le cadre des réhabilitations quand les contraintes techniques et financières ne permettaient pas d'offrir de plus grands espaces.

Le sanitaire et la penderie sont traités en un bloc fonctionnel unique. Ses couleurs sont différentes selon les chambres, pour offrir une diversification des ambiances.

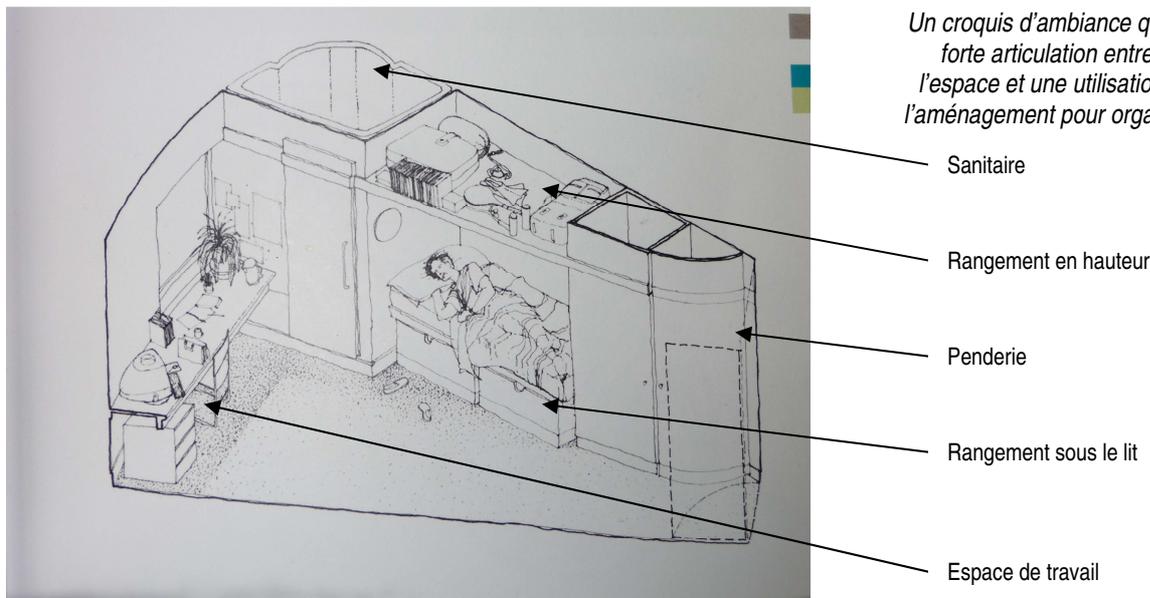
Le fonctionnalisme domine, mais au prix d'un déficit d'appropriation potentiel. Il reprend des formes de rationalités hôtelières avec en particulier la tablette fixe qui ne peut être qu'un bureau. Un espace qui ne permet guère d'accueillir des amis.

Il convient aussi de remarquer que ce plan de chambre s'inscrit dans une réhabilitation livrée en 2007, pour bâtiment très contraint et qui offre d'importants espaces collectifs que les architectes ont redessiné et redimensionné. Le bâtiment est dédié spécifiquement à des étudiants étrangers d'une même nationalité qui ont besoin de rencontres.

Alors l'espace intime est réduit à son expression la plus simple tant le besoin de rencontre est grand.

On touche aux limites de la réhabilitation qui ne peut pas forcément satisfaire aux désirs des jeunes, sans obérer les principes de réalité gestionnaire. C'est parfois difficile à faire comprendre, mais un redéploiement de l'offre de logements, pour les jeunes, passe aussi par la restructuration de l'offre existante dont les contraintes architecturales rendent parfois difficiles de véritables changements.

Les limites techniques de la réhabilitation.



Docklands campus Edward Cullinan architecte. 1999

Ce second schéma d'un petit espace propose des aménagements et des rangements optimums que les jeunes trouvent astucieux. Cependant, la critique sur la taille reste entière, comme la question de l'appropriation : « là dedans, tu ne peux rien changer »... « Il ne faut pas y rester trop longtemps ». Si les rangements, sous les lits, sont appréciés (« on en n'a jamais assez »), mais la hauteur du lit est considérée comme inconfortable pour un autre usage que de dormir. « Dans un petit espace, le lit ne sert pas qu'à dormir » Il doit pouvoir servir comme une sorte de canapé... « Et dans un espace comme cela tu ne vois pas la place où mettre un siège ». cet équipement qui n'est pas sans rappeler celui des caravanes ou des bateaux est critiqué pour sa rigidité. « Là, on s'entend de ne rien pouvoir changer ». S'ils trouvent plutôt sympathiques des références à une mobilité vacancière, à une vie de mouvement, à la notion de passager, à l'expression d'une parenthèse, les jeunes ont l'impression que l'espace et son organisation les contraignent. Comme nous l'avons précisé précédemment, le petit espace est acceptable quand on est sûr que l'on va l'occuper pour une « durée déterminée ».

Des aménagements trop bien pensés peuvent limiter les conditions d'appropriation du logement.



Des exemples pour l'utilisation et l'aménagement d'espaces restreints : articulation entre production de l'espace et aménagement. Tentatives d'optimisation.

Des « visions » du confort des sens.

L'espace est le confort principal que revendiquent les jeunes. En second lieu leur intérêt se focalise sur le confort phonique tant il est vrai que le bruit est une intrusion de l'autre dans l'espace intime. Cela est particulièrement porté par les résidents des foyers qui sont en capacité de faire l'inventaire de tous les bruits, entre les cloisons qui n'amortissent pas le son (« on a intérêt à aimer la même musique »), les bruits de tamponnement (plancher du voisin du dessus), les bruits de tuyauterie. C'est à ce propos qu'ils émettent une crainte, ou, pour le moins un fort doute sur la qualité des containers. « On ne sait pas comment c'est isolé, mais le métal forcément, ça résonne »...

L'espace d'abord, le confort phonique ensuite.

Dans cette logique de l'intrusion de l'autre dans l'intime, les jeunes se montrent sensibles aux traces des prédécesseurs : « les coins qui ramassent les poussières et les graisses, les cheveux qui se collent dans rainures qui jointent le bac à douche et le carrelage, par que l'étanchéité n'est pas top ... ». Pour eux, c'est à la fois une question d'entretien (comment est le logement au moment où on y entre) et une question des matériaux mis en œuvre (la qualité de l'offre bâtie).

Ensuite, viennent les qualités thermiques du bâtiment. Mais si le bâtiment « est bien chauffé » ; ce n'est pas vraiment un problème. Si les jeunes y sont peu sensibles à cet aspect, c'est parce que la facture énergétique est incluse dans la redevance globale. C'est une manière de ne pas être totalement responsabilisé sur cette question du coût des fluides, de la nécessité de les économiser, pour soi et pour la planète. C'est cependant un point important lorsque l'on envisage, avec eux, une nouvelle offre.

... Puis le confort thermique...

L'ambiance visuelle apparaît moins importante, Elle leur semble être une préoccupation « un peu bourgeoise », en tout cas, une préoccupation assez peu importante au moment de leur vie. « Ça, on peut s'en arranger, à condition que la chambre ne soit pas éclairer

par un néon bien blancs ! »... Cependant, l'éclairage, c'est l'opportunité de scander des rythmes en fonction de l'activité du moment. Suffisamment fort pour travailler ou préparer sa bouffe, plus doux, dans les moments de détente que l'on se choisit... L'éclairage est aussi une manière de moduler son temps quotidien. On n'y pense pas vraiment, mais c'est une vraie composante du bien-être quotidien.

Alors, quels modèles de logements ont la faveur des jeunes ?

Nous avons évoqué un consensus assez large pour une taille critique autour de 20 m² à 25 m². Nous sommes au-delà de la taille habituelle qui était proposée dans les structures d'hébergement collectif. Les jeunes semblent nous dire que l'autonomie a sa surface pour que puissent s'effectuer la rotation de l'ensemble des opérations quotidiennes : se reposer, se détendre, travailler, se nourrir, entretenir son corps, ranger ses affaires... Au-delà de la fonctionnalité, ils abordent des fonctions plus symboliques du logement comme l'intimité et le rapport à un bien-être personnel, la protection, la personnalisation et l'appropriation du logement. Le sentiment d'être chez soi, d'habiter son logement, est à la croisée du fonctionnalisme et de l'expression de formes sensibles de la vie sociale, c'est-à-dire d'expression de son être dans sa composante individuelle et sociale.

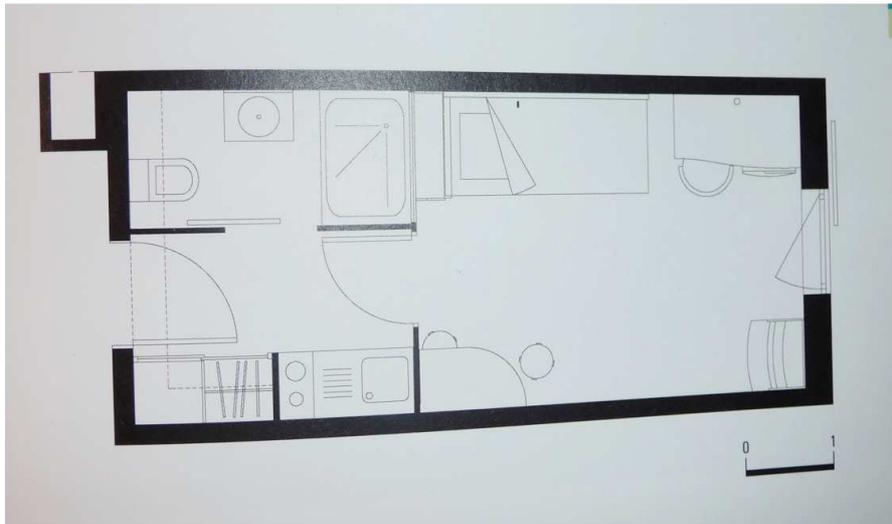
« Avoir un bon logement » participe des éléments nécessaires à l'objectif de socialisation. Pour les jeunes, c'est un signe du respect qu'on leur porte. La manière dont il l'occupe, participe de la production de leur propre dignité. Les jeunes qui connaissent les parcours les plus chaotiques en termes d'insertion sociale et professionnelle sont particulièrement sensibles à ces aspects de respect et de dignité, car, moins que les autres, ils disposent d'un potentiel d'affirmation dans leur trajectoire professionnelle. Nous avons vu qu'à ce niveau, l'esthétique du bâtiment jouait un rôle important pour la « mise en scène » de ceux qui vivent derrière. La qualité de l'espace privé est considérée comme un miroir de son potentiel individuel, de sa capacité à s'assumer, à construire un bien-être.

Enfin le logement est un espace de vie sociale élective. Accueillir et recevoir des amis est un symbole fort de l'autonomie. Mais recevoir, c'est une manière de se donner à voir. La taille et l'organisation du logement, la possibilité de l'entretenir son des éléments déterminants pour la représentation de soi. Même si c'est une évidence aujourd'hui, l'espace privé est un lieu de socialisation, un lieu de relations approfondies avec les gens dont on se sent le plus proche.

Un logement pour assurer le quotidien, un logement pour construire son être et avoir des relations sociales.

Le logement comme signe de respect et de dignité.

Organisation et distribution.



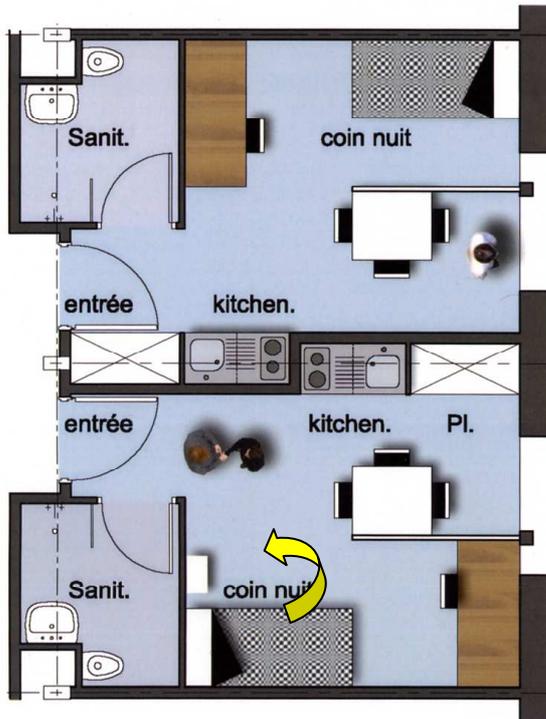
Projet la Forestière CO-BE architecture pour 2011

Les « espaces tendus » sont plus favorables à une distribution des fonctions.

Pour les jeunes, un logement doit être distribué en distinguant autant que possible l'espace jour et l'espace nuit ou comme sur le plan ci-dessus une distinction entre l'espace de vie et l'espace de fonctionnalités particulières. L'entrée du logement est encadrée par le sanitaire, le placard et la penderie, la kitchenette. L'ensemble constitue un espace tampon entre l'accès et l'espace de vie. Cette disposition favorise la protection de l'espace de vie contre le bruit de l'espace collectif, d'autant que le sas implique un dispositif de double porte. La séparation de la kitchenette de l'espace de vie permet de préserver au mieux un confort olfactif. La critique des jeunes sur ce plan, qui a l'avantage de présenter un espace meublé tient à une certaine rigidité de l'aménagement. Ils critiquent, par exemple, le fait que la table, telle qu'elle est dessinée, soit accrochée au mur. « On doit pouvoir se mettre à quatre autour d'une table, même si quand on ne l'utilise pas on peut la plaquer contre le mur ». La possible mobilité du mobilier est un critère d'appropriation, contre un système de contrainte qui semble hérité des logiques hôtelières. Si la table sert à prendre des repas, elle permet aussi de discuter ou de jouer aux cartes. Cette sentence est illustrative : « on peut être étudiant et aimé jouer au tarot ! ». C'est la possibilité de recevoir qui est en cause. La question de l'aménagement et de l'ameublement est souvent un maillon faible des projets. Cela tient à une disjonction entre la production de l'espace et son ameublement (y compris au plan financier). Or, dans un petit espace, l'interaction est forte et déterminante. Elle réfère au visuel et à sa permanence, à l'expression d'une qualité de vie qui permet ou ne permet pas le développement des usages, même s'ils doivent parfois être en contradiction avec une organisation pensée comme maximale.

A la recherche d'un logement distribué et organisé.

Le mobilier fixe maximise l'usage fonctionnel de l'espace, mais limite les possibilités d'appropriation.



Roubaix groupe CMH

Ce second schéma montre l'articulation entre une offre d'espace privé cohérente et distribuée et la gestion d'une trame globale dont l'économie de moyens est évidente pour maîtriser des coûts de construction.

Ce schéma pousse un peu plus loin la distinction des espaces entre l'espace de jour et l'espace de nuit. Il s'articule sur une bande fonctionnelle en baïonnette qui à la fois qui sépare les logements en proposant une rationalisation de la gestion des descentes et des fluides dans une perspective d'économie de construction.

Offrir des espaces privés cohérents dans le cadre d'une économie de construction.

Utilisons ce schéma pour envisager la question du mobilier et de la flexibilité des usages d'un espace restreint. Si le lit peut être orienté perpendiculairement, avec un siège ou deux pris dans la cuisine et le bureau, il devient un temps, le dernier salon ou l'on cause...

Flexibilité d'usage.

La notion de bureau s'impose à l'évidence pour les étudiants ou les stagiaires. Mais pour les autres jeunes ? Il ne s'agit pas que d'une planche. On doit pouvoir y installer des équipements audio et vidéo, une informatique de loisir, ranger des CD et des DVD comme des livres, des photocopiés, ou installer l'image de sa copine, de ses parents, ou du groupe de copains. C'est un linéaire possible d'appropriation.

Un mobilier multi usage.



Ambiance...

Illustration intérieure du projet « chinese box ». S. Maupin et N. Hugon (fantastic agence). Livraison 2011.

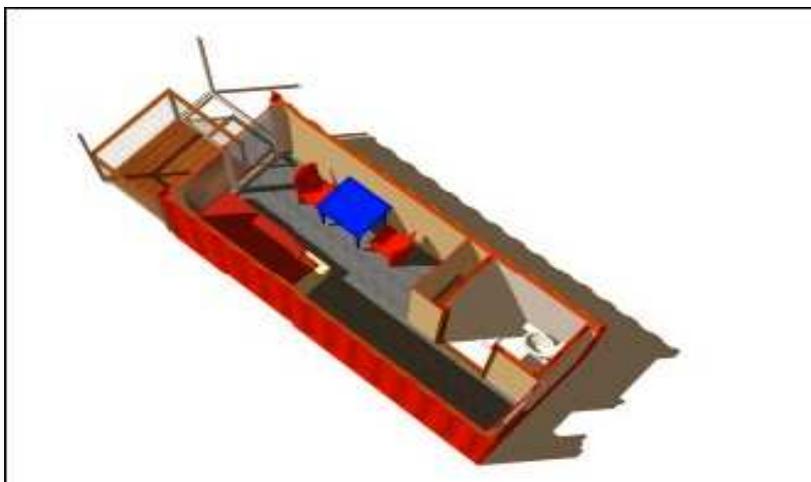
L'image qui précède donne une assez bonne idée de la relation entre des fonctions et l'espace à s'approprier.

Les fonctions sont implantées sur une même ligne (salle de bain, rangement cuisine...) devant, on peut s'installer, même si le jeans et les bougies renvoient à un mode de vie particulier. Quels que soient les modèles envisagés, l'idée reste la même : comment optimiser l'espace en laissant un potentiel d'appropriation et de personnalisation. Si la notion d'hébergement intègre l'idée d'ameublement des logements, la plupart des jeunes en sont satisfaits, à condition de pouvoir apporter « deux trois de ses bricoles perso. ». Pour les gros objets, c'est : « on verra pour plus tard ». Pour la plupart, mais pour des raisons différentes ils intègrent le fait qu'ils sont encore en mouvement et qu'alors, la caravane équipée est plutôt une bonne solution.

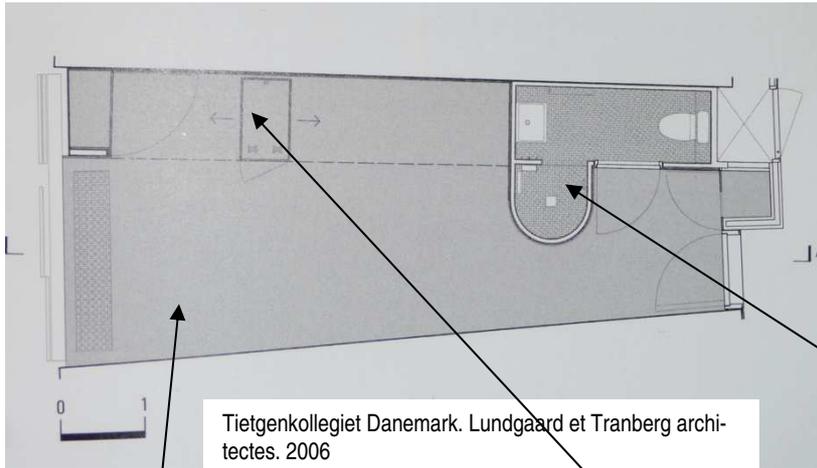


Une autre ambiance, celle d'un container et toujours cette volonté de distribuer et de séquencer l'espace.

Exemple de container : « c'est pas très différent que ce que l'on a aujourd'hui dans un foyer. C'est même peut-être un peu plus grand, et en plus, il y a un balcon. Alors, pourquoi pas, si on arrive à résoudre les problèmes de froid et de bruit.



Les jeunes semblent prêts à sacrifier le syndrome des « trois petits cochons » : et s'il y avait un salut en dehors de la brique.



Tietgenkollegiet Danmark. Lundgaard et Tranberg architectes. 2006

Un espace généreux, pour la vie individuelle, mais qui ne propose pas de kitchenettes, au profit de cuisine partagée et de salons pour douze appartements. Les espaces partagés sont orientés vers l'intérieur d'un cercle pour donner l'idée d'une communauté. Les logements s'orientent vers l'extérieur pour affirmer des singularités.

Un « espace libre » à investir

Un placard séparatif, pour moduler la bande active.

La douche comme espace séparatif

Avec la douche en excroissance, nous avons dans ce programme une différenciation de l'entrée et de l'espace de vie. Elle construit également un élément de décoration. Le plan définit un espace actif avec un élément mobile qui permet de définir l'emplacement d'un lit ou d'une banquette, d'un bureau ou d'un espace salon qui s'articule avec la partie libre. C'est un espace réellement modulable qui conjoint une organisation spatiale et des emplacements du mobilier. Le potentiel de mutation de l'ameublement et de l'occupation est fortement apprécié par les jeunes, lorsque l'on présente ce projet.

Une flexibilité de l'espace qui plait aux jeunes.

Retour sur l'utilisation du volume.



Le lit

L'échelle

Le sanitaire

La kitchenette

Concentrer les fonctions pour libérer l'espace.

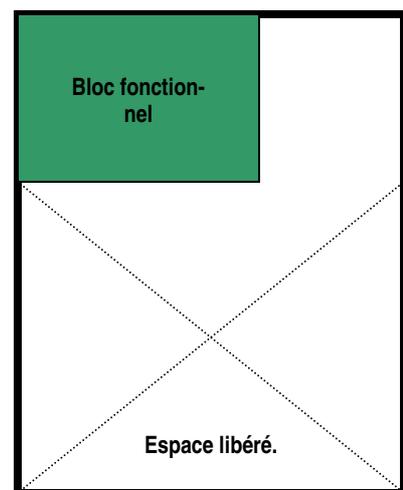


Schéma de principe.

Braaksma et Roos architectes (Hollande) 2007.

Le lit (l'espace nuit) sur un bloc fonctionnel, est une tendance admise pour économiser l'espace. C'est une manière de raisonner sur le volume plutôt que de la seule surface. La formule n'est pas sans rappeler, aux jeunes, les mezzanines (mobilier) de leur adolescence qui finalement servait à affirmer un peu plus le caractère privatif de leur chambre dans l'espace familial.

Travailler le volume,
maximiser l'usage de
l'espace.

Mais le choix de ce type d'implantation réclame une hauteur sous plafond, suffisamment importante, pour garantir un confort suffisant à l'espace de couchage. Il convient particulièrement à la réhabilitation de bâtiments anciens où la hauteur des étages est plus importante que les 2,5 mètres habituels. Mais, si l'on choisit de placer sous l'espace de couchage, un bureau, des rangements, la hauteur nécessaire pour la partie basse est moins importante. Pour les jeunes, ce type d'aménagement n'obéit pas seulement à un gain d'espace. Il a également une fonction de distribution et d'organisation de l'espace privatif. Pour certains, c'est une possibilité de « décoration intéressante » et que le lit en hauteur, « ça fait jeune ».

Équipement et ameublement.

La loi prévoit que l'équipement et l'ameublement est une nécessité pour les lieux d'hébergement. Mais il convient de distinguer c'est deux niveaux, car les jeunes le font.

L'équipement : il concerne principalement le sanitaire et la kitchenette. Pour le sanitaire, ils souhaitent que des rangements y soient intégrés : un meuble sous évier, une glace et une armoire au-dessus. « On n'y passe pas trop de temps, mais on a envi de s'y sentir bien ». Le sanitaire, c'est pour l'entretien de son corps, mais c'est aussi le lieu où l'on entretient le petit linge... Il représente l'intime de l'intime, le dernier lieu du rapport à soi. C'est en ce sens qu'il revêt une importance toute particulière pour les jeunes.

Les équipements du
quotidien.

La kitchenette : C'est un équipement plébiscité par les jeunes, aussi bien dans le diffus que dans les structures collectives, même si les cuisines partagées, quand elles concernent un « nombre raisonnable » de résidents, qu'elles sont bien situées, sont considérées comme une solution intéressante. Il reste cependant que les jeunes souhaitent avoir un équipement minimal dans les chambres, au moins pour préparer son petit-déjeuner. C'est un repas intime, où l'on est encore entre rêves et réalités du jour : un moment tendre par rapport à soi-même. Il souhaite pouvoir disposer d'une bouilloire ou d'une cafetière et d'un réfrigérateur. Le réfrigérateur c'est aussi pour gérer les encas. On parle beaucoup du changement des pratiques alimentaires et de la manière dont elles s'adaptent à de nouveaux rythmes quotidiens. Mais, la ruée sur le réfrigérateur, au retour du boulot est une habitude qui se fonde dès l'enfance. Le réfrigérateur est aussi l'ustensile qui permet de conserver « les petits plats des mamans » quand les jeunes sont habitués à rentrer au domicile parental les week-ends. C'est enfin l'opportunité de conserver des boissons fraîches pour recevoir des amis. C'est, au total, un outil que les jeunes trouvent indispensable pour « arranger le quotidien ». C'est bien un facilitateur d'usage, au sens où il permet d'améliorer et d'aménager le quotidien : une manière de faire pour soi et avec les autres. Même dans les colocations ou dans les espaces de vie partagée, les jeunes expriment, dans la plupart des cas, le souhait d'avoir le réfrigérateur dans la chambre. Ce n'est pas la crainte du « pillage du frigo » qui est en cause mais un rapport personnel à la nourriture que l'on peut partager avec d'autres. « On apporte son truc, et on peut manger avec les autres, un peu comme l'auberge espagnole.

Des outils pour améliorer
le quotidien et améliorer
le quotidien, c'est faire, et
faire c'est habiter...

L'équipement habituel des kitchenettes est composé de deux plaques, d'un évier, d'un réfrigérateur de placards pour ranger la vaisselle et les ustensiles. Les jeunes regrettent souvent l'absence du four, « d'un vrai four et pas forcément d'un micro ondes ». Il leur permet de réaliser des plats assez simples qui correspondent à leurs goûts, surtout des plats uniques comme des gratins. « C'est bon et économique » et assez bien adapté à des pratiques de grignotage qui ne sont pas forcément synonymes de mauvaise alimentation. Tout dépend de ce que tu manges. « Un yaourt avant d'aller dormir, ça ne tue pas la santé. Le plat unique s'inscrit dans l'organisation des nouveaux rythmes alimentaires quotidiens. Ce détour peut paraître bien dérisoire par rapport à ce qui nous occupe, mais, dans des petits espaces, mal équipé, les jeunes ne peuvent parfois même pas utiliser un four qu'ils amèneraient eux mêmes... C'est pourtant un outil dont ils disent qu'il peut être adapté à leurs pratiques alimentaires car il permet à la fois de réchauffer et de cuisiner.

Le mobilier.

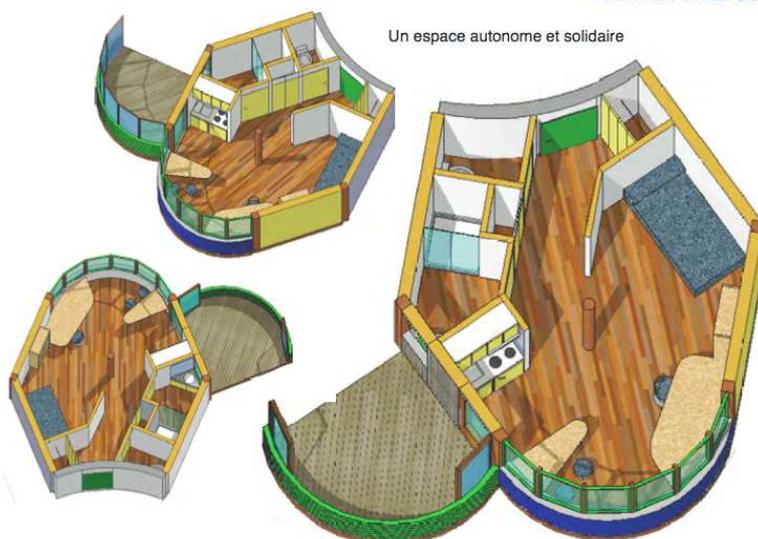
Même s'ils peuvent être critique par rapport à la qualité du mobilier offert (adaptation à l'usage, confort, esthétique), ils considèrent que « c'est un plus » qui s'adapte à leur situation incertaine. « Si tu dois bouger, il faut pouvoir déménager avec une petite baignole »... « Tes fringues, une télévision, quelques bouquins, des CD, un ordi, une console et basta »... « On doit pouvoir aussi apporter d'autres petits objets : « moi j'ai un petit fauteuil qui me suit partout. Je serais malheureuse, s'il ne pouvait me suivre... C'est des tonnes de souvenirs... ». On se trouve face à un paradoxe entre les nécessités de maximiser l'usage d'un petit espace et les possibilités d'appropriation. La gestion de cet entre deux, apparaît importante pour le quotidien résidentiel, entre ce qui est offert et « ce qui raconte notre histoire ». « Il y a des choses qui peuvent être simples, un lit, c'est un lit, mais si tu mets ton propre couvre-lit et quelques coussins, tu te sens tout de suite mieux ».

Mobilier et appropriation.
Une satisfaction sur
l'offre, mais une volonté
d'adaptation à soi, « pour
ne pas être tout à fait à
l'hôtel.

Bouger les meubles. Nous avons déjà abordé cette question à propos de la table que les jeunes souhaitent pouvoir bouger pour s'installer autour. Si une partie du mobilier peut être fixe (le lit, dans le dispositif précédemment exposé, par exemple), il faut pouvoir bouger le reste car c'est une question d'appropriation de son espace privé. Avoir le nécessaire, mais pouvoir le compléter avec des objets personnels, un fauteuil, quelques étagères, assez de place pour installer des souvenirs personnels est important pour les jeunes. C'est pour eux la manière de tenir une trace dans un parcours fragmenté. C'est une manière de tenir un rapport à l'intimité. Des détails, mais des détails qui comptent...

HABITER CHEZ SOI

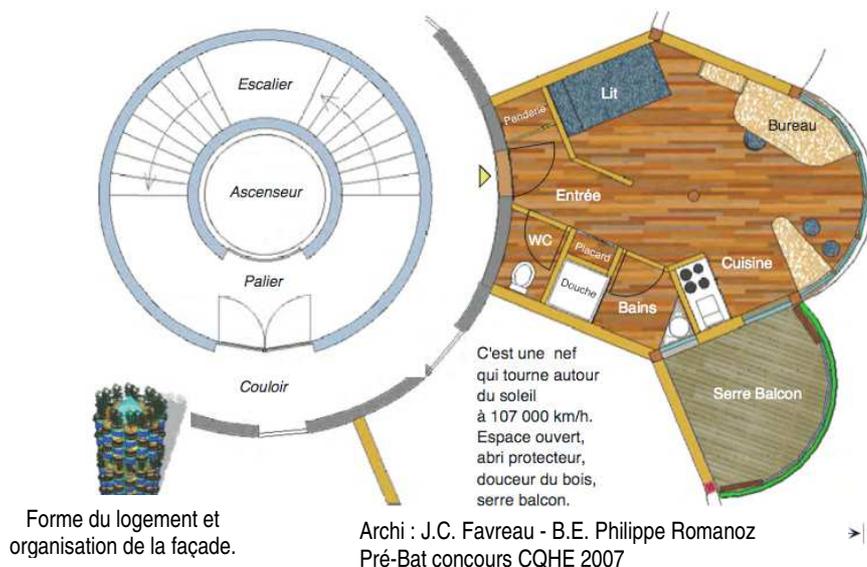
Un espace autonome et solidaire



*Immeuble en bois
bioclimatique pour des
jeunes.*

*Une métaphore de la
fleur. Une architecture
bionique. Une poésie
qui touche les jeunes.*

COMME UN BATEAU



*Autour d'un noyau
rigide, qui abrite les
circulations, les loge-
ments industrialisés et
réalisés en bois
s'accroche à la struc-
ture centrale.*

Cette conception est assez proche des systèmes de superstructure que nous avons présentés précédemment. Mais l'utilisation du bois et les formes souples attirent l'adhésion des jeunes : « c'est tellement bien qu'on n'y croit pas ». Une phrase qui en dit long sur la confiance modérée que font les jeunes à la société quant à la résolution de leurs problèmes.

Une compréhension de la dimension écologique du bâtiment.

Pour les jeunes, le bois, c'est un matériau noble, un matériau écologique, un matériau chaleureux qui réfère au Bien-être, presque au cocon. C'est un matériau qu'ils considèrent comme respectueux, comme une véritable attention qui leur est portée.

L'ameublement et l'agencement proposés est appréciés pour l'organisation des fonctions, pour les rangements, pour la petite cloison qui protège le lit. Reste une critique

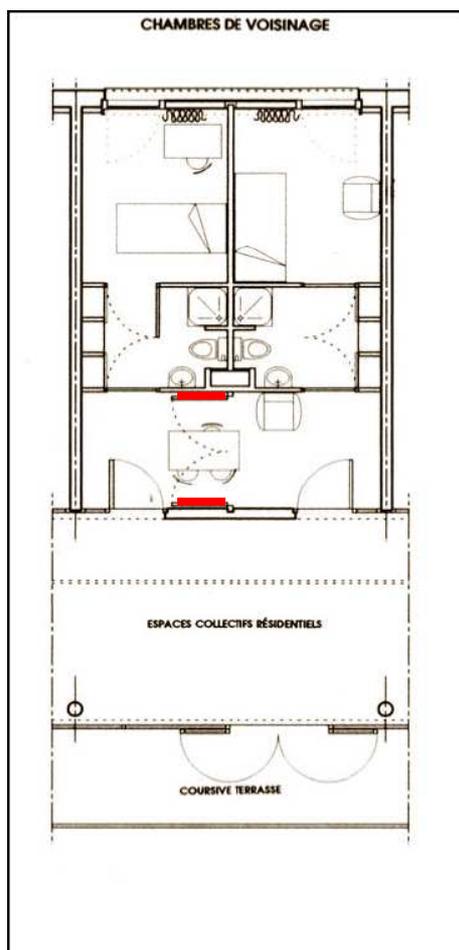
déjà faite sur la table de cuisine fixée au mur et cette impossibilité de la déplacer. C'est une belle image qui est proposée et l'on peut la craindre comme trompeuse. Mais nous l'avons envisagé antérieurement en évoquant l'esthétique, les jeunes sont sensibles à l'image, parce qu'elle représente le respect qui leur est porté.

Sans en avoir, une conscience claire, les jeunes ressentent l'articulation dedans dehors, lorsque la forme des logements donne le « look » de la façade qu'ils envisagent « fleurie à certains endroits ».

Ils sont également sensibles à la présence du balcon serre. Le balcon est un espace important comme une sorte de respiration dans des espaces qui restent petits. Pourtant, pour des raisons de coût et d'économie d'énergie, certains maîtres d'ouvrage, les considèrent comme des surfaces inutiles et des créateurs potentiels de ponts thermiques. Pour les jeunes, c'est un espace de respiration constitutif de la relation dedans dehors, « même si tu ne peux mettre qu'une chaise de temps en temps pour bouquiner, c'est déjà bien ». C'est aussi un espace supplémentaire de fonction. « On peut ranger quelques bricoles, mettre les chaussures, quand on a des problèmes d'odeurs ! ». C'est enfin un espace de relation sensible au rythme des saisons, une possibilité d'humer l'air d'une journée. C'est en tout cas, un plus important.

Le balcon, un espace de respiration qui organise la relation dedans dehors.

Couplage



TOA architectes.

L'idée est de proposer des solutions flexibles d'occupation afin de ne pas figer l'offre et créer des conditions de vacance structurelle. Le dispositif ci-contre propose une disposition de couplage de chambres qui permet qu'elles soient occupées individuellement ou que deux jeunes puissent partager un espace commun en conservant chacun sa chambre.

Une cloison mobile (marquée en rouge sur le schéma) permet d'isoler les deux logements ou de partager un espace de vie commune. L'ouverture peut être permanente ou transitoire, selon les choix négociés des deux résidents. Si l'expérience de cohabitation n'est pas concluante, on peut revenir à la forme du « chacun sa chambre ».

Si la cloison isophonique à un coût d'investissement, la flexibilité de l'usage garantit une bonne économie de l'occupation de la structure.

Flexibilité et adaptabilité aux pratiques et aux usages des jeunes. Offrir des choix possibles.

C'est une manière d'ouvrir une gamme de possibles, des choix qui sont autant d'occasions d'appropriations, d'expérience de la relation aux autres. Il paraît intéressant d'offrir aux jeunes des espaces flexibles eux qui doivent en faire preuve pour leur insertion sociale et professionnelle. Cette disposition s'inscrit dans le cadre d'un foyer collectif dont l'un des objectifs est d'aborder toutes la hiérarchie des formes de sociabilité du collectif le plus grand, au voisinage, aux sociabilités électives. Passer d'un niveau à un autre est une expérience d'usage qui peut se gérer à différents moments de sa vie sociale.

Articuler les différents espaces d'expression de sociabilité.

En conclusion sur cette partie, on peut dire que « les possibles sont ouverts ». Nous avons souhaité que la parole et les représentations des jeunes, dont celles des étudiants, puissent être prises en compte comme un élément structurant des réflexions programmatiques qui doivent conduire à la production d'une nouvelle offre. Nous avons souhaité que puisse être prise en compte l'intelligence d'habitant dont peuvent faire preuve les jeunes. Elle tient à leur capacité à adapter une offre à leur situation du moment. C'est à ce niveau que se joue l'articulation entre la première et la seconde partie de ce rapport.

Prendre en compte les usages et le faire des jeunes.

L'idée n'est pas de proposer des modèles, des objets, mais des dispositions qui permettent de mieux prendre en compte une demande pas toujours clairement exprimée. Cette prise en compte nous paraît être une base de négociation entre la demande des jeunes et les possibles de l'offre. Elle correspond à choisir un potentiel de participation des jeunes à l'organisation de leur propre devenir.

Les rencontres avec les jeunes nous ont montré que les jeunes ne proposent pas des demandes hors de portée, irréalistes. L'essentiel de la demande tient à un souhait de respect, à une demande qui permet de faire et de trouver sa place, en tant que jeunes (comme ils sont et pour ce qu'ils sont) dans une société dont les objectifs et le devenir est difficilement lisible. Ils recherchent un symbole dans l'ordre du respect, dans le cadre d'une offre qui ne produise pas une stigmatisation supplémentaire. Ils souhaitent que cette offre leur permette de faire une expérience réelle, l'organisation de choix. Ils expriment l'expression d'une nouvelle relation entre l'individuel et le collectif, plutôt que ce qu'on leur reproche habituellement : l'individualisme.

Une demande raisonnée, à la recherche d'une place sociale et d'une reconnaissance.

Ils expriment une position à front renversé. Les jeunes ont eu à faire face à l'individualisme consumériste qui s'est imposé à eux, alors que les identités collectives (statutaires) s'effaçaient dans leur capacité à produire des identités collectives. Il nous semble que dans le cadre d'une individualisation assumée, ils sont à la recherche de nouvelles formes d'un être ensemble, plus fondées sur une succession d'événements, sur des collectifs à géométrie variable où les sociabilités informelles priment sur les sociabilités formelles, pour des collectif de participation, moins pour des collectifs d'imposition.

L'expression de nouvelle relation à la vie collective.

La diversité de la demande est grande en fonction des statuts, en fonction des relations au territoire, en fonction des moments d'une trajectoire de passage à l'âge adulte, en fonction d'un rapport à une mobilité géographique d'installation ou transitoire. Il s'agit de pouvoir participer à la vie d'un territoire qu'on y soit en transit ou qu'on s'y installe.

L'enjeu n'est pas de créer des logements collectifs ou diffus, spécifiquement dédiés aux jeunes, mais de fluidifier l'offre de logements de débutants, dans une logique de trajectoires résidentielles ouvertes aux autres âges de la vie.

Construire des continuités de parcours résidentiels.

La différenciation de l'offre à produire dépend également des types de territoires. Nous l'avons approché, mais l'étude quantitative, actuellement en cours, devrait permettre d'affiner les distinctions entre les grandes villes et leur périphérie, les continuités urbaines côtières, les espaces de périurbanisation, les espaces ruraux. Il y a des types d'offres, plus ou moins adaptées aux différents territoires. Aux projets locaux de s'en saisir.

POUR CONCLURE.

Conclure n'est jamais simple, surtout lorsque l'on se situe dans le cadre d'un processus continu et ouvert. La place des étudiants dans les foyers de jeunes travailleurs est une histoire qui dure maintenant depuis plus de 20 ans. Si la part des jeunes travailleurs n'a pas cessé de baisser, les statuts des résidents se sont amplement diversifiés. Le spectre est large entre résidents qui sont placés en foyer dans le cadre de mesure d'insertion, dans le cadre de « contrats aidés », de situations de stagiaires, de travailleurs précaires, encore un peu de salariés garantis. Mais ils sont aussi scolaires ou étudiants. La pluralité des statuts n'est ni un mythe, ni un slogan. L'approche quotidienne de celle-ci et les analyses collectives qui en découlent ont conduit l'organisation à changer de sigle. L'union des foyers de jeunes travailleurs (UFJT) est devenue union nationale pour l'habitat des jeunes (UNHAJ). Ce changement révèle deux points importants : le premier concerne le mot habitat (habiter) qui réfère au faire des jeunes et à une fonction de substrat pour logement. Le second tient à l'abandon du terme de travailleur devenu trop restrictif au regard de la réalité du peuplement des foyers.

Ce que partage l'ensemble des résidents des foyers, c'est le besoin de ressources pour gérer des mobilités auxquelles ils sont contraints. Mobilité de plusieurs ordres qui tiennent à la fois à un rapport au temps et à l'espace. Mobilité géographique quand il faut se déplacer pour occuper un emploi, effectuer un stage ou un apprentissage, suivre un cursus universitaire ou une autre formation. Parfois aussi, mobilité sociale pour des jeunes locaux qui n'ont guère d'autres solutions que d'accepter un « placement en foyer, dans le cadre d'une insertion accompagnée.

Donc, comme les autres, les étudiants rencontrent des difficultés à trouver un logement. Même si pour eux, le foyer apparaît en tant que premier choix une contrainte, un « faute de mieux ». Il n'en est pas moins une ressource, un dépannage. Certes, les difficultés d'accès à des logements transitoires, les logements de débuts de parcours résidentiel concernent la quasi-totalité des territoires (au moins les territoires ressources pour les jeunes). Mais concernant les étudiants dans les foyers, il faut bien constater leur utilité particulière dans les villes petites et moyennes, là où s'est développée une offre universitaire nouvelle, sans être accompagnée d'une offre dédiée à cette catégorie. D'autre part, concernant l'ensemble des jeunes, les parcs de logements locatifs de ces villes sont restreints (nette dominante des propriétaires), et peu adaptés aux besoins des débutants. Le réseau des foyers parce qu'il irrigue aussi ces territoires aura aussi été une ressource pour accompagner ce redéploiement universitaire des années quatre-vingt et quatre-vingt-dix. Ceci d'autant plus facilement que pour certaines de ces villes, les mutations de l'appareil productif les désindustrialisations rendaient moins important le flux de jeunes travailleurs.

Si de fait, les foyers sont une ressource pour les étudiants, encore faut-il dire lesquels. L'étude nous donne des pistes de caractérisation, sur la jeunesse des étudiants et leur appartenance à des premiers cycles du supérieur (corrélation avec les types de formations proposées dans les petits pôles) et plutôt inscrit dans des enseignements techniques à professionnalisation rapide. D'ailleurs, ces jeunes ne se sentent pas tout à fait des étudiants, du moins pas des étudiants comme les autres, pas des « glandeurs » disent-ils parfois. Ils se disent aussi moins enclin aux débats s'en fin, ils se disent attachés au concret, réfractaires à « la théorie pure ». Pour eux l'horizon est à deux ans, et l'horizon c'est le « boulot », un boulot dont on attend le retour sur investissement des études.

Concernant la demande des étudiants, elle ne présente pas de caractère homogène. Elle dépend de la nature de la mobilité, entre des gens très éloignés de leurs bases, dans un mouvement définitif, et des gens pour qui le logement n'est nécessaire que quatre jours par semaine et huit mois par an. La demande est évidemment différente en termes de qualité du logement ; le mode de vie, l'organisation du quotidien sont également différentes. A tous niveaux, l'exploration réalisée montre une pluralité : pluralité des statuts, qui se succèdent aussi dans les trajectoires, pluralité de la demande en fonction d'histoires singulières et des raisons qui ont conduit vers les foyers. Mais pluralité dans la manière de s'approprier le foyer comme lieu de vie, comme base de rayonnement sur un territoire.

C'est bien de ces diversités de demandes, de comportements, jugements, de représentations que ce travail voulait dévoiler. Elle montre que la question du logement des jeunes se pose de deux manières et souvent dans la continuité entre un « logement pour vivre sa jeunesse » et un « logement pour devenir adulte ».

Mais un enseignement important concerne une réinterprétation du rapport entre l'individuel et le collectif, une réinterprétation qui n'est, de loin, pas le rejet du collectif. Les histoires sont singulières, l'individualisation une nécessité, mais le collectif permet de les vivre, pour soi, mais avec les autres. De fait, les étudiants valorisent un peu plus que les autres tout ce qui est de l'ordre des sociabilités informelles, de l'aléatoire des rencontres, d'une vie sociale qu'ils construisent et qui ne s'impose pas eux. Liberté et choix sont des revendications permanentes, une concession qu'ils mettent en parallèle avec les contraintes et les difficultés qu'ils rencontrent. C'est la contrepartie de la flexibilité qu'ils partagent avec autres statuts, la revendication du choix de faire pour soi, seul ou avec d'autres est révélateur de compétences, à l'autonomie, à la responsabilité et à un autre mot qui reprend aujourd'hui de l'actualité : l'émancipation.

Enfin, dernier constat, les jeunes étudiants montrent une assez grande ouverture concernant les diverses formes architecturales dans l'air du temps et qui ont été soumises à leur jugement. La tonalité générale est à l'ouverture, à condition d'une esthétique intégrée. En d'autres termes, que les bâtiments soient intégrés dans l'espace urbain, en apportant une valorisation de ceux qui y vivent. La qualité de la façade, son esthétique ont une valeur symbolique fortement revendiquée par les jeunes comme un témoignage de respect. L'intégration urbaine est à lire avec l'envie de ville, l'envie de participation au mouvement urbain. Les réactions sont très marquées par une conscience de leurs possibilités du moment et aussi de « faire avec ce que l'on a », condition d'une fluidité d'usage et d'appropriations, toujours le même besoin de pouvoir choisir. Bien sûr on ne demande pas un château, mais on désire « être chez soi », même à durée déterminée. Car les étudiants ont une conscience assez aigüe de l'aspect transitoire de leur situation. Et certains désirs renvoient à l'après. L'essentiel est de vivre le présent en s'adaptant aux contraintes, en s'inventant une vie, en profitant du potentiel des rencontres et d'expérience dont le logement est le substrat.